This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

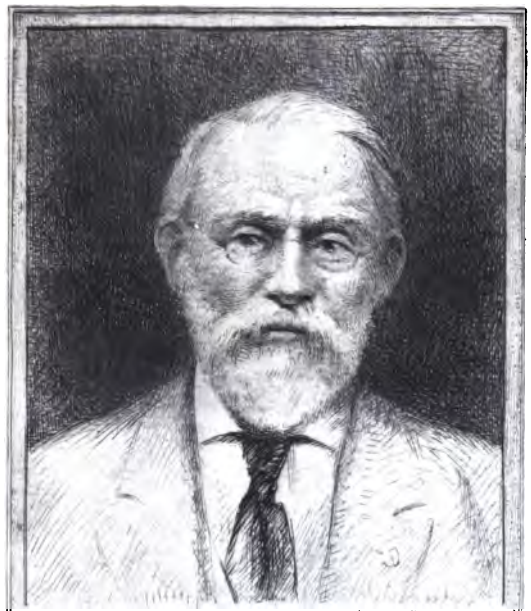
+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

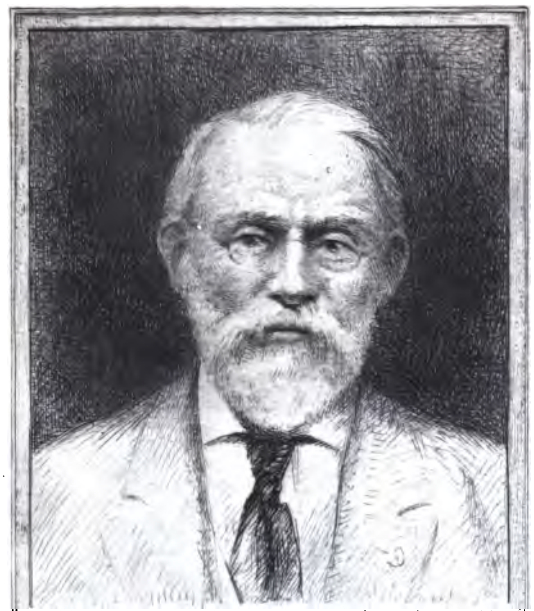
En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

B 1,360,244

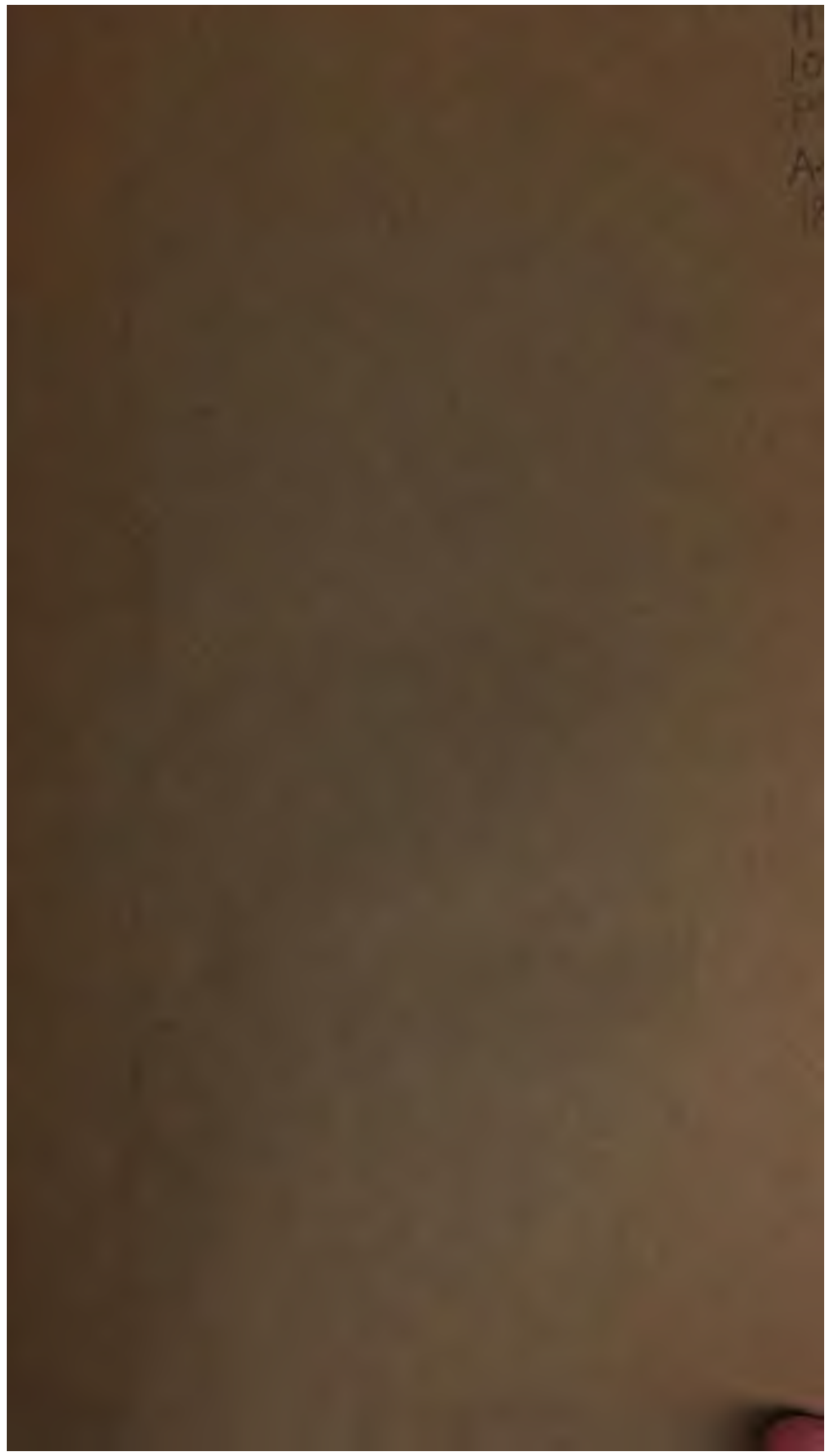


SILAS WRIGHT DUNNING
BEQUEST
UNIVERSITY OF MICHIGAN
GENERAL LIBRARY

H
10
P
A
18



SILAS WRIGHT DUNNING
BEQUEST
UNIVERSITY OF MICHIGAN
GENERAL LIBRARY



CORRESPONDANCE

DE

P.-J. PROUDHON

TOME HUITIÈME

8

PARIS
LIBRAIRIE INTERNATIONALE
A. LACROIX ET Cᵉ, ÉDITEURS
13, RUE DU FAUBOURG-MONTMARTRE, 13

1875

Tous droits de traduction et de reproduction réservés

CORRESPONDANCE

DE

P.-J. PROUDHON

Il a été tiré quarante-cinq exemplaires de cet
Ouvrage sur papier vergé de Hollande

N° [redacted]

Paris. —Imprimerie Moderne (Barvaiza, d'), rue J.-J. Rousseau, 61.

CORRESPONDANCE

DE

P.-J. PROUDHON

TOME SIXIÈME

PARIS
LIBRAIRIE INTERNATIONALE
A. LACROIX ET Cᵉ, ÉDITEURS
13, RUE DU FAUBOURG-MONTMARTRE, 13

1875

Tous droits de traduction et de reproduction réservés

Dunning
Tucker
3-30-45
52242

CORRÉSPONDANCE

DE

P.-J. PROUDHON

Paris, 5 mars 1854.

A M. BERGMANN

Mon cher Bergmann, j'ai reçu avant-hier, bien sûrement de ta part, quoiqu'aucune suscription ne me l'indiquât, trois opuscules : les *Aventures de Thor*, les *Amazones* et les *Peuples primitifs*, que je me suis mis à dévorer avant de t'en faire mes remerciements.

Tu vaux mieux que moi, mon cher Bergmann; tu l'emportes sur ton vieil ami, autant par le cœur que par l'intelligence même de ton amitié. Tu as compris que j'étais un pauvre honteux qui, après un long silence, a fini, sentant trop bien ses torts, par ne plus oser re-

venir. Encore une fois, tu vaux mieux que moi, Bergmann; je ne te dis que cela; car, si je m'incline devant toi, crois bien que ce n'est pas par mésestime de moi-même : quand je me compare aux autres, je me décerne, je te le jure, dans ma conscience, encore une assez bonne place.

Tu ne sais probablement rien de moi depuis six ou sept mois, car je ne compte pas comme quelque chose ce que le bruit des journaux a pu t'apprendre. Laisse-moi donc te dire en dix lignes mon histoire : cela servira d'excuse à ce que tu as pris de ma part pour un long oubli, et qui, après n'avoir été d'abord que l'effet d'un étourdissement sans exemple, a fini par n'être que la honte mal entendue de ma négligence.

J'étais revenu à Paris fin 47, et je m'y trouvais occupé de mes études favorites quand la révolution de Février éclata. Je passai dans la retraite les deux premiers mois, mars et avril, suivant le cours des événements, et souffrant dans mon âme de l'affreuse situation où je voyais notre pays. La faveur, non recherchée par moi, de quelques démocrates, puis les attaques non provoquées de ma part des journaux, me lancèrent dans la politique active; le journalisme me fit représentant; une fois à l'Assemblée, les haines inconsidérées du parti conservateur me forcèrent à rompre le silence, et, finalement, l'acharnement déployé contre ma personne, m'exaltant jusqu'à la frénésie, fit de moi ce que l'on a vu depuis.....

... Cette vie ne pouvait durer; la Cour d'assises m'envoya, avec l'autorisation de l'Assemblée, en prison pour trois ans. En me traitant avec cette rigueur, les juges me sauvèrent la vie. Depuis près de cinq ans que fut prononcée ma condamnation, j'ai beaucoup tra-

vaillé, beaucoup vu, beaucoup appris; je n'ai pas changé sans doute, mais je suis devenu tout ce que je puis être; et j'espère que l'avenir prouvera aux amis et aux ennemis que je vaux mieux que ma réputation, et qu'il y a véritablement en moi quelque chose.

Pourquoi, maintenant, vas-tu me dire, ne m'as-tu pas écrit pendant ces trois années d'emprisonnement ?

Pourquoi, mon cher ami ? Je n'ai pas une bonne raison à te donner ; je suis dans mon tort, je le confesse, mais je ne mériterais pas mon pardon, si je ne te disais les misérables prétextes qui m'ont toujours retenu.

D'abord, je suis ton débiteur, permets-moi de te le rappeler, et je m'étais toujours flatté de t'envoyer, en t'écrivant, un mandat en remboursement. Représentant du peuple à 25 francs par jour, rédacteur en chef d'un journal tiré à quatre-vingt mille exemplaires, j'avais à cœur d'acquitter une dette, plus que d'honneur, une dette de reconnaissance.

Ce qui vient de la flûte s'en va au tambour, dit un proverbe. Les 25 francs d'indemnités étaient emportés par les nécessités de la position, les secours aux pauvres citoyens, les souscriptions, etc., et je puis te dire ici que hormis quelques lâches qui dans le mandat de représentant ont trouvé quelques jouissances matérielles, toute la gauche républicaine s'est dignement comportée, et d'une si modique ressource a fait un noble usage. Ceux qui étaient venus pauvres s'en sont allés plus pauvres qu'auparavant, après avoir mené une vie d'enfer !...

Quant au journalisme, tu devines sans peine qu'il m'a rapporté moins encore que le mandat populaire. J'ai eu quatre journaux tués sous moi, j'ai été quatre

fois ruiné depuis Février; j'ai perdu une somme de 3,000 francs, produit de la publication de mes divers ouvrages, que j'avais mise dans cette entreprise journalistique pour parfaire le cautionnement. L'année 1850 n'était pas écoulée que je me retrouvais, comme à la veille de Février, *avec rien!...*

Comment t'es-tu marié, demanderas-tu?...

C'est ici peut-être que je te vais surprendre, et que peut-être tu me condamneras sans pitié.

J'ai épousé, à quarante ans, une jeune et pauvre ouvrière, non par passion, tu conçois sans peine de quelle nature sont mes passions, mais par sympathie pour sa position, par estime de sa personne, parce que, ma mère morte, je me trouvais sans famille; parce que, le croiras-tu? à défaut d'amour, j'avais la fantaisie du *ménage* et de la PATERNITÉ! Je n'ai pas fait d'autres réflexions.

Depuis quatre ans, la reconnaissance de ma femme m'a valu trois petites filles blondes et vermeilles, que leur mère a nourries elle-même et dont l'existence remplit aujourd'hui presque toute mon âme. Qu'on me dise tant qu'on voudra que je me suis conduit avec imprudence; qu'il ne suffit pas de mettre au monde des enfants, qu'il faut les élever, les doter; ce qui est sûr, c'est que la paternité a comblé en moi un vide immense; qu'elle m'a donné un lest qui me manquait et un ressort que je ne me suis jamais connu. Je regrette de n'avoir pas été, en 48, père de famille depuis au moins cinq ou six ans!...

Maintenant la carrière littéraire m'est à peu près entièrement fermée. Aucun imprimeur, aucun libraire, à Paris, n'oserait se charger d'éditer ou vendre rien de moi. Tout écrit signé de mon nom a dû disparaître des

étalages et des catalogues. Je me suis plaint de cet ostracisme à la police, qui m'a répondu par des coyonneries. Il me restait en dernier lieu un libraire avec qui j'avais un traité pour un ouvrage historique de haute importance; ce libraire a été ruiné par le régime fait à la presse depuis le 2 Décembre et il vient de liquider. Pour le moment, je m'occupe, tout en suivant mes études, de quelques travaux de rédaction pour des intérêts privés qui veulent bien utiliser mes services et encore qui ont grand soin de dissimuler le ministère suspect qu'ils ont le courage d'employer. J'ai essayé de solliciter un emploi quelque part dans les affaires; partout je me suis vu écarté avec effroi; il semble que la société, convaincue sérieusement que je suis son plus grand ennemi, m'excommunie. *Terra et aqua interdictus sum!*

Du reste, ma vie est tranquille; je n'éprouve aucune tracasserie. La police sait de reste quel homme je suis; aussi dédaigneux, au fond, du parti jacobin que du parti légitimiste; indifférent sur la forme politique, sceptique à l'endroit de toute autorité, et beaucoup plus soucieux de la besogne des dépositaires du pouvoir que de leur titre. Aussi, ce système, dont j'ai donné force preuves, mortel aux partis et aux sectes, est-il tout à la fois ce qui fait en ce moment ma sécurité vis-à-vis du gouvernement et qui me vaut la haine irréconciliable de ses compétiteurs.

Tu auras sans doute entendu dire que j'avais fait un mariage de fortune. Je pense que tu as assez d'esprit pour comprendre que je n'étais pas de force à cela.

On t'aura peut-être rapporté aussi que j'avais obtenu une concession de chemin de fer. Le fait est que je me suis mêlé, comme tout citoyen maladroit, d'une

affaire de ce genre, et que, quand le gouvernement a su la part que je prenais à la chose, la concession a été délivrée à une autre compagnie.

Telle est, en abrégé, mon cher Bergmann, l'histoire de ma vie intime depuis six ans. Je suis, dans mon esprit, dans mon cœur et dans ma fortune, exactement le même que tu m'as toujours connu. La pauvreté ne m'est point trop onéreuse; si j'éprouve quelque regret à cet égard, c'est de n'avoir pu encore liquider mes obligations. En 48 et 49, je crus un instant que le travail littéraire me permettrait de m'affranchir; l'occasion a passé sans que j'aie pu la saisir. Le temps a marché si vite, d'ailleurs, que je ne sais pas même si je puis dire que j'ai eu un seul instant cette occasion.

Je demeure rue d'Enfer, 83, non loin de l'Observatoire. J'habite avec ma jeune famille un rez-de-chaussée, tourné au midi, avec un joli jardin devant ma porte. Je sors peu et ne vois personne.

Maintenant, mon cher Bergmann, charité oblige. Tu m'as envoyé tes opuscules, tu m'écriras. Cet envoi silencieux de ta part, ces brochures sans adresse, sans signatures, m'ont frappé au cœur; tu m'as châtié, oublions tout. Donne-moi la main, et puisque, comme le philosophe ancien, qui disait : *Mon ami dort, je m'en vais le réveiller;* puisque, dis-je, tu es venu réveiller notre amitié, ne fais pas comme la Galatée de Virgile, *quæ fugit ad salices.*

Présente mes hommages à ta digne femme, et crois-moi pour la vie,

Ton ami,

P.-J. Proudhon.

Paris, 29 mars 1853.

A M. CHARLES BESLAY

Mon cher ami, je prépare une deuxième édition du *Manuel du spéculateur*, et j'ai résolu d'y consacrer un chapitre aux associations ouvrières. A cet effet, j'ai vu déjà les menuisiers en fauteuils, les ébénistes, les tourneurs, les pianistes et les lampistes.

J'en verrai d'autres, et ces messieurs se chargeront également, de leur côté, d'obtenir des sociétés de leur connaissance, et que je ne puis visiter, les renseignements dont j'ai besoin.

Ces renseignements consistent dans un résumé de situation d'après le dernier inventaire, contenant : *actif*, *passif*, *bénéfices*, *capital*, *réserve*, *chiffre d'affaires faites*, *salaire moyen*, *nombre des associés et du personnel occupé*, etc.

Vous voyez qu'il s'agit pour moi, non de discuter un principe, mais d'énoncer les faits et de constater officiellement, sur *la place*, l'existence de cette force nouvelle, qui pourrait prendre certainement de nouveaux accroissements.

Je compte sur vous pour les renseignements qui vous compètent et les sociétés que vous connaissez.

On dit que les *charrons* de la Villette sont en déconfiture. Il paraît cependant que les éléments de succès ne leur ont pas manqué; mais l'exagération de la forme démocratique et la confusion des deux ou trois spécialités différentes, telles que forgerons, charrons et menuisiers, dans une même société, semblent avoir été la cause première de cette dissolution.

Puissiez-vous n'être pas trop engagé avec ces malheureux et maladroits associés ! En tous cas, j'aime à croire que par vos conseils ils parviendront à se remettre, et que vous ne perdrez pas trop avec eux. Et puis, un sinistre, est-ce nécessairement une raison de mourir ?

Il grêle fort sur le monde bancocrate, à Paris et à Londres; de grosses faillites sont venues effrayer la place; est-ce la débâcle qui commence ?

On dit que Morny perd 8 millions dans un accaparement de fers et fonte destinés au Grand-Central; cela m'a fait songer à vous. N'avez-vous sur les bras aucune spéculation de ce genre ?

Le gouvernemeut se tait sur le résultat de l'emprunt. Cela mes donne des doutes. Où en est-il ?

J'ai bien peur que nous n'approchions du cataclysme. *Travaillons et veillons*, comme dit l'Évangile.

Bonjour et amitié.

P.-J. Proudhon.

Paris, 5 avril 1854.

A M. CHARLES BESLAY

Mon cher monsieur Beslay, quand pourrez-vous me donner rendez-vous pour visiter votre association, ou du moins pour me servir les renseignements très-succincts que vous possédez sur elles. Faites-le-moi savoir, je vous prie, et à l'heure que vous indiquerez, je serai à votre disposition.

Si je vous demande ce rendez-vous, c'est que votre dernière me semble exprimer le désir de faire cette visite avec moi; mais il est entendu que je puis très-bien faire mes courses tout seul, sans vous voler votre temps : il suffit que vous me donniez les adresses.

Tout languit, tout souffre, et nos malheureux ouvriers comme tout le monde. Contre la force majeure du gouvernement, il n'y a société qui tienne; le chômage vous gagne comme tout le monde. Et il en sera ainsi jusqu'à ce que l'association engloutisse les despotes.

Bonjour, bon œuvre, bon appétit, et bon sommeil.

Votre tout dévoué.

P.-J. PROUDHON.

Paris, 9 avril 1854.

A M. BERGMANN

Mon cher Bergmann, j'ai reçu en son temps ta lettre du 10 mars, et j'ai lu en toute humilité ta semonce amicale. Tu as vu toi-même que je m'étais exécuté de bonne grâce : cependant, j'aurais aimé que tu ne me supposasses pas d'autres torts que ceux que je reconnais spontanément. Je n'ai jamais ressenti, crois-le bien, ni mouvement d'impatience pour tes conseils, ni bouffée d'orgueil. Je me regarderais comme un sot, si pareille chose me fût arrivée, d'autant plus qu'en 48-49 je n'ai jamais cru au succès immédiat de ma terrible mission. La colère, l'indignation, le désespoir, toutes les passions d'une âme exaltée, et qui, se sentant écrasée par une force supérieure, veut avant de mourir enfoncer son dard le plus profondément possible : tels ont été les vrais mobiles de ma conduite politique. Avec de semblables sentiments, il n'y avait place ni pour l'orgueil du tribun, ni pour l'ambition du chef de secte....

Mais laissons, une fois pour toutes, ces affaires passées ensevelies dans l'oubli. Tu me demandes ce que je pense faire; tu me rappelles un charmant proverbe

allemand : « Qu'il faut à l'oiseau, pour percher, une branche verte. »

Mon cher ami, la branche verte sur laquelle je dois bâtir mon nid n'a pas encore poussé, et je suis encore, au moment où je te parle, occupé de la greffe. Comme bien d'autres, la guerre d'Orient m'atteint dans mes opérations, et si, comme je le crains, elle se prolonge, elle m'obligera peut-être à chercher mon salut dans l'émigration. En attendant, voici ce que je fais et quelle est ma base d'opération. Avec un brin de liberté rendue à la presse, je pourrais encore tirer de mon capital littéraire, bon an, mal an, cinq à six mille francs, dont le tiers au moins passerait aux économies. Je ne puis donc me résoudre à abandonner cette valeur, maintenant anéantie, ou peu s'en faut, et je songe toujours, même sous ce régime de sévérité, plus grande pour moi que pour tout autre, à opérer ma résurrection.

Depuis près de dix ans, je veux dire depuis la publication de mes *Contradictions économiques*, que je regarde comme une œuvre de critique sérieuse et d'élaboration scientifique, je n'ai pas cessé de travailler à la constitution de l'Économie, cette science qui n'a point encore été dégagée, dont on peut affirmer qu'elle existe, mais dont personne ne peut dire ce qu'elle est.

J'ai, ce me semble, à travers toutes mes polémiques, fort avancé ce travail, et je crois posséder de belles choses. Si je ne me fais illusion, je suis en mesure de donner enfin au monde un travail analogue, et démontrer avec certitude l'évidence, garantie d'ailleurs par la solidité de mes études, que l'histoire, éclairée par l'Économie, est une Économie elle-même inépuisable. Les principes sont simples, clairs, précis, faciles ; mais,

comme en toute science digne de ce nom, les applications, les développements, la phénoménalité en un mot, ou l'évolution de l'idée, va à l'infini et dans toutes les directions possibles.

Dans l'état actuel des choses, je n'oserais espérer, je te le répète, de me relever avec succès devant une société prévenue, et que d'autres préoccupations emportent bien loin déjà de tous les souvenirs de la République sociale. Il faut que je m'avance pas à pas, que je me rétablisse peu à peu par des travaux sans éclat et de pure utilitarisme. C'est ce que je fais en ce moment, avec l'aide de quelques amis, dévoués comme toi à mon infortune, et qui rendent à ma pensée plus de justice que le vulgaire.

Je compte faire d'ici à trois mois, manuscrit et anonyme, un travail sur les chemins de fer, qui plus tard pourra être publié, toujours sans nom d'auteur, mais qui auparavant servira à quelques capitalistes d'exposé de motifs pour obtenir une concession de chemin de fer. Si le projet réussit, ma fortune ne sera pas faite, mais je serai *casé*. — L'an passé, je me suis déjà occupé d'une demande en concession qui a failli être accordée sur ma sollicitation. L'influence du ministre Magne et la répugnance de l'Empereur à faire une parcelle concession au *socialisme* (*sic*) ont fait manquer l'affaire. Depuis, on m'a offert, à titre de dédommagement pour ce que j'avais fait, une somme de 20,000 francs, que j'ai refusée....

Voilà, mon cher, le bilan de ma situation. Avec du travail, de la santé, du temps, je puis encore en sortir. Mais, pour le quart d'heure, la guerre d'Orient vient tout gâter. Le parti jésuitique règne et gouverne; tandis que les imbéciles jacobins applaudissent à une

campagne contre les *Cosaques*, les ultramontains rêvent de s'établir sur les ruines des Grecs, et, en ce qui me touche du moins, les productions de la pensée libre sont l'objet d'une persécution déguisée d'autant plus invincible. Le *capital*, la *jugerie*, la *calotte*, vois-tu, ne m'oublieront jamais!

A côté de l'Économie, en même temps qu'elle et par elle, je me suis mis à étudier *l'histoire*, et j'ai bientôt acquis la conviction que l'histoire, éclairée d'une nouvelle science, devenait elle-même comme un nouveau monde à explorer. J'ai pour *dix mille francs* de notes et d'études rassemblées déjà tant par moi-même que par deux de mes collaborateurs; les frais de ces études ont été faits par un malheureux libraire que le 2 Décembre a depuis mis en faillite. Tu comprends également que je ne puis renoncer à ce travail, dont la valeur pourrait, le cas échéant, être facilement quadruplée où même décuplée si je pouvais le mener à fin. J'ai donné, tu vas encore dire que je suis ambitieux, j'ai donné, dis-je, à ce travail, unique en son genre, à ma connaissance du moins, le nom de *Chronos*, afin de faire pendant au livre de A. de Humboldt, *Cosmos*, que tu connais sans doute.

C'est sur ces deux importants ouvrages, menés de front depuis quatre ans, que roulent désormais toutes mes méditations de chaque jour. J'ai encore immensément à faire, et, bien loin que je croie épuiser le sujet, j'ai pu constater, chose à mes yeux décisive, la méthode, l'enchaînement de toutes les propositions aux *Principes mathématiques* de Newton, à l'*Anatomie comparée* de Cuvier, etc., etc. C'est bien présomptueux ce que je dis-là; mais applique-moi, si tu veux, le *si parva licet componere magnis*, et toute réduction faite,

tu n'auras, j'ose le dire, qu'une juste idée de mon ouvrage. Tu l'as dit toi-même : en 1848-49, j'ai jeté ma pensée, non mûrie, non suffisamment préparée; le germe brut n'a été ni compris, ni conçu : tombé sur les pierres et dans les épines, il ne pouvait manquer de sécher et d'être étouffé.

Eh bien! ce que tu regrettais pour moi, en 1848, mon cher ami, je n'ai cessé de travailler à le réparer, et je crois que j'en suis venu à bout. La science économique, recueil d'observations incohérentes plus enchevêtrées que tous les orbes planétaires, cette science désespérante de contradictions, je crois en avoir saisi le caractère, la méthode; je crois pouvoir la présenter, ce que nul n'a tenté encore, par les *axiomes*, *théorèmes*, *démonstrations* et tout ce qui s'ensuit.

Telle est, comme je te l'ai dit, la principale base de mes espérances pour l'avenir. Je serais mal venu, en ce moment, à leur déclarer la guerre!...

J'ai plusieurs bonjours à te donner, de la part d'Elmérick d'abord : il est marié, père, établi quai de Bercy. Il a obtenu, à la suite de la dernière exposition, une petite commande de l'État : c'est un buste de 4,000 francs. Malheureusement la guerre fera ajourner le crédit : il n'y a d'espèces que pour les soldats et les maçons.

Tu me donneras, dans ta première, des nouvelles de tout ce qui t'est cher, ainsi que de tes études.

A toi de cœur.

P.-J. PROUDHON.

Paris, 13 avril 1834.

A. M. MAURICE LA CHATRE

Monsieur et ami, je vois, par votre lettre du 10 courant, que l'on a donné à ma visite, rue Notre-Dame-des-Victoires, beaucoup plus d'importance qu'elle n'en méritait. Je voulais d'abord m'acquitter envers vous d'un devoir de politesse, car je suis fort en retard sur cet article; puis, par la même occasion, causer un peu des affaires du temps.

Puisque l'on a quelque peu exagéré ma situation et travesti ma pensée, permettez-moi, monsieur, en vous remerciant d'abord de votre promptitude à vouloir m'obliger, de rétablir un peu dans sa vérité la signification de ma démarche.

Oui, je prévois que le jour approche où le *Peuple* pourra reparaître dans toute la franchise de sa pensée et l'énergie de sa parole.

Oui, encore, je compte obtenir, bon gré mal gré, l'autorisation du ministre.

Mais ne croyez pas pour cela que je fasse la moindre concession, ni de principes, ni de forme : j'ose dire que sur ce point le gouvernement me rend plus de jus-

tice et qu'il sait bien que le jour où reparaîtra le *Peuple*, ce sera un premier pas vers un nouveau coup d'État, ayant pour objet de défaire le premier et de rappeler la *Révolution*. Je ne l'entends pas d'une autre manière et honni soit qui l'entendrait autrement.

Depuis deux mois que je parle de cette prévision, je ne rencontre que des incrédules qui me rient au nez : cependant mes motifs sont assez palpables pour frapper tout observateur judicieux.

Le *système de réaction* qui a gouverné depuis le 25 février jusqu'à ce jour sous les noms de Lamartine, Ledru-Rollin, Cavaignac, Bonaparte et Napoléon III, ce système, dis-je, touche à son apogée et bientôt à son terme. C'est lui qui, depuis six semaines ou deux mois, a donné à la question d'Orient, étourdiment soulevée par les Tuileries, la tournure d'une *Sainte-Alliance*, à la fois dirigée contre le tsar, chef de la révolution gréco-slave, et contre les révolutionnaires socialistes, plus ou moins fidèlement représentés par les Kossuth, les Mazzini, etc.

De là, le gâchis, de jour en jour plus apparent, où se précipite l'Europe occidentale, de là aussi l'impuissance flagrante de la coalition anglo-franco-turque contre le mouvement d'émancipation décisive, préparée depuis deux siècles et appuyée par Nicolas, des populations chrétiennes de la Turquie d'Europe.

Que voulez-vous, je vous prie, que fasse la réaction signée Drouyn de Lhuys, John Russel et Reschid-Pacha contre les forces unies du tsar et d'une *révolution?...*

Qu'est-ce que ces quarante et quelques mille hommes pour réduire un chef d'État qui dispose d'un million de soldats, qui se fait représentant de la liberté, qui com-

mence par brûler ses forts, faire rentrer à l'intérieur ses populations maritimes, et, au lieu d'accepter une bataille navale, retire ses vaisseaux et ensable toutes les passes du Danube, de la Baltique et de l'Euxin ?...

J'en aurais long à vous dire. L'entreprise est insoutenable, et trois mois ne s'écouleront pas avant que la politique des Drouyn et des Russel soit percée à jour et livrée aux sifflets.

A une *révolution*, *on oppose une résolution*. Les Grecs, comme les Italiens, veulent être maîtres chez eux; rien de plus juste. Ils appellent à leur secours Nicolas; c'est leur droit. Jusque-là, la révolution occidentale n'a point à faire d'opposition. Elle ne peut, sous aucun prétexte, prendre parti pour les Turcs, et je déplore, à ce point de vue, la campagne que vient de faire votre ami M. de Girardin.

Ce qu'il appartient à la révolution occidentale de faire là-bas, c'est d'affirmer la nouvelle nationalité et de protester contre tout partage, de même que contre tout morcellement...

Royaume, Empire, République ou Fédération, il faut que les provinces de la Turquie d'Europe soient constituées en un *état nouveau* et indépendant; voilà tout c que peut la France, tout ce qu'a droit d'exiger la Révolution.

La réaction de 48-54 a cru faire à Constantinople la deuxième édition de son expédition de Rome; on a monté l'esprit chauvinique du pays contre les Cosaques; on a déclamé sottement contre le tsar alors qu'il eût fallu s'entendre avec lui pour en finir avec les Turcs, quitte ensuite à se battre pour l'indépendance du nouvel État. Et, toute cette série de fautes commises, on se vante de renverser le despote du Nord avec quelques

régiments quand le *Grand Homme* y a échoué avec 500,000 soldats !...

Je vous le dis, monsieur La Châtre, la réaction de 48 s'est enferrée; le *système* touche à sa fin, et avant que la dynastie des Bonaparte se laisse chasser comme elle le mériterait, il est possible, il est probable qu'elle fera brusquement volte-face et se réfugiera dans le vaste sein de la Révolution...

Dans cette éventualité, vous voulez bien m'autoriser à compter sur votre concours, et j'y compte. Les vrais amis du peuple doivent veiller à ce que les affaires ne retombent pas aux mains des *modérés* ineptes, aussi égoïstes, cafards et réactionnaires que ceux qui nous régissent, pas plus qu'à celles des prétendus *rouges*, aussi dépourvus d'intelligence que de bonne foi.

Un mois de presse libre et je vous remets la masse du prolétariat dans la même effervescence qu'aux beaux jours de 48. Alors, le gouvernement sera bien fin s'il échappe au mouvement, et la bourgeoisie bien forte si elle nous résiste !...

Je vous tiendrai ultérieurement au courant de mes démarches.

Bonjour et bon espoir.

Mes hommages bien respectueux à la toute bonne Mme La Châtre.

Votre tout dévoué,

P.-J. Proudhon.

Paris, 16 avril 1854.

A M. LE DOCTEUR CRETIN

Mon cher Cretin, votre lettre datée du 10, c'est-à-dire de lundi soir, est écrite *ab irato!*

J'ai laissé passer la semaine dans l'espoir que ma réponse vous trouverait l'esprit plus calme.

Puisque vous avez pris la peine de me sermonner, je veux bien discuter avec vous : la discussion remet les esprits comme elle les irrite, et rallie les cœurs autant qu'elle les sépare. Mais, auparavant, il faut couler bas cette vilaine et malhonnête chose qui ne devait jamais vous venir à la pensée, encore moins toucher de votre plume et que vous appelez votre CONGÉ. Doutez-vous de ma confiance en votre capacité médicale et en vos bons offices? J'affirme que ce doute serait aussi injuste pour moi qu'injurieux pour vous, et si ma confiance n'est point absolue (jamais médecin n'en obtiendra de moi une pareille), tout au moins est-elle, à votre égard, aussi grande que je puisse l'éprouver pour personne. Je vous l'ai suffisamment prouvé en vous abandonnant entièrement, il y a dix-huit mois, ma pauvre petite malade... Vous plaignez-vous des formes de mon langage, de la liberté ou

familiarité trop grande de mes manières ? Sur ce point, je suis prêt à vous donner toutes les satisfactions. Je regrette, je rétracte ce qu'il peut y avoir eu de blessant pour votre amour-propre dans mes paroles, surtout devant un tiers. Il me semble cependant, à la véhémence de vos réclamations, à l'âpreté de vos reproches, que le témoin de cette petite scène a dû se dire que médecin et malade devaient être bien sûrs l'un de l'autre pour se permettre, l'un une telle désobéissance, l'autre de si furieuses menaces !... Mais je veux avoir tort tout seul ; je vous fais donc mes excuses ; êtes-vous content ?

J'aborde maintenant les considérants de votre épître, et, passant sur les louanges que vous me donnez et votre *reconnaissance*, je vais droit au fait, à ce qui fait l'objet de vos remontrances : la médiocrité de ma foi dans la médecine homéopathique et la soumission que vous exigez de vos malades.

Je pensais m'être suffisamment expliqué avec vous sur l'homéopathie pour être dispensé d'une déclaration en forme ; je la reproduirai cependant, cette déclaration, en termes catégoriques.

Je crois à l'homéopathie comme je crois à la phrénologie, au magnétisme animal, aux tables qui tournent, à l'existence d'un fluide électrique, lumineux, vital, etc. C'est-à-dire que je crois que la science humaine a conquis sous le nom d'homéopathie un principe DE PLUS, un ordre, jusque-là inconnu, de phénomènes et de vérités.

Mais je ne crois pas que ce principe nouveau et encore si peu exploré, ruine les autres connus depuis plus longtemps ; je crois que seulement il s'y *ajoute*, qu'il fait *corps* avec eux, et que tous ensemble forment

le système immense, à faces multiples, opposées, contradictoires, de la science universelle. Je crois, pour spécialiser davantage ma pensée, que l'homéopathie n'est qu'une variété de l'art infini de guérir ; qu'au fond, elle pourrait bien s'identifier avec l'allopathie et l'hygiène; je vous dirai même que je nierais purement et simplement l'homéopathie si vous me souteniez que cela n'est pas.

Ce qui prouve, au reste, que j'ai raison, c'est que vous reconnaissez vous-même que les malades guérissent par tous les traitements, comme on dit que tous les chemins conduisent à Rome; il n'y a de différence que sur la longueur du parcours. Seulement, vous revendiquez pour l'homéopathie l'avantage d'une plus haute certitude : *Linea recta brevissima.*

Vous abondez encore plus dans mon sentiment à propos des *doses*, vous avouez que certains cas exigent des doses *infinitésimales*; certains autres, des doses *appréciables*; quelques-uns, enfin, des doses *pondérables*. — Vous le confirmez par votre propre pratique, quand vous ordonnez à ma femme, pour une contusion, un emplâtre de cérat; à ma fille Stéphanie, pour une enflure à la gorge, un cataplasme, etc. — Distinguons, direz-vous : il s'agit de cas *chirurgicaux*, non de pathologie!... Et moi, je réplique que la chirurgie et la médecine sont entre elles comme la *zoologie* et la *botanique*, qu'il n'y a pas de ligne de démarcation, que ce sont des *indéfinissables*. Que de maladies internes on traiterait peut-être comme une jambe cassée ou comme l'*acarus* de la gale, si nous pouvions pénétrer jusqu'à leur siége, si nous les connaissions davantage!...

En deux mots, quoi que vous disiez, votre théorie, pour rationnelle qu'elle soit, n'en demeure pas moins

dans la pratique toute conjecturale ; ce que je ne dis point pour diminuer votre sagacité et votre mérite, au contraire, je crois que le médecin est avant tout un homme de *divination*; ce n'est même que par là qu'il se distingue de l'empirique.

Puis donc que vous n'opérez, ne pouvez opérer et n'opérerez jamais que sur des probabilités, j'en conclus, d'abord, que le degré de confiance accordé au médecin, ou pour mieux dire de *foi à la médecine*, n'est jamais que proportionnel et relatif, proportionnel aux suggestions de l'instinct du malade, et relatif à la gravité et à la complication de son état.

Pour m'exprimer plus clairement, s'il m'est possible, je tiens qu'en toutes les circonstances de la vie, prise dans sa totalité, soit à l'état de malaise, soit à l'état de santé, soit dans la période de croissance, soit dans celle de décroissance, le rôle du médecin ou de la médecine ne figure que pour la moindre part, et celui de la nature même, c'est-à-dire des instincts, de l'appétit, des passions, etc., etc., pour la plus grande. Et moi, sauf votre respect, docteur, je suis médecin quand je me donne la peine de proportionner le travail au temps, de le couper par séances; quand je soigne un rhume, un refroidissement, une esquinancie, et mille autres petites affections pour lesquelles nul ne songea jamais à appeler un médecin : vraiment, à raisonner à la rigueur, nous ne devrions ni boire ni manger sans la médecine; comme nous ne devrions oser faire un pas, sans appeler le mécanicien et le maître de danse. Cependant, nous voyons que l'espèce humaine en use tout autrement, et ne s'en porte pas plus mal; au contraire, les choses vont d'autant mieux que chacun, avec une dose suffisante de connaissance et un instinct

plus délicat, sait mieux se diriger dans la foule des cas ordinaires et des affections pathologiques légères...

Oui, docteur, je vous l'avoue, même alors que j'obéis littéralement à vos prescriptions, je n'ai en vous qu'une foi conditionnelle et provisoire; je vous consulte volontiers lorsque mon sens intime me refuse ses indications, mais, je suis plus content, alors que je puis me passer de vous. Je vais moi-même jusqu'à faire quelquefois des expériences, à mes risques et périls, sur ma personne; la raison est que je n'aime point, même quand je souffre, agir en bête, et que mon premier médecin, comme disait Tibère, c'est moi. Je suis si bien affermi dans cette manière de voir, que je la crois essentielle à toute médecine théorique et philosophique, autant qu'à toute saine thérapeutique, et l'une des idées que je caresse, et que je voudrais voir professer à l'Académie, c'est d'apprendre aux hommes à développer en eux la faculté de se guérir eux-mêmes, la *sui medicatio*, *l'autothérapie*, si vous me permettez d'ajouter des mots à votre dictionnaire.

Permis à vous, cher ami, de penser et de dire là-dessus tout ce que vous voudrez; je sais, ou plutôt j'entrevois d'avance toute la série des conséquences formidables que vous pouvez en tirer. Votre dialectique pessimiste et comminatoire ne m'effraye point. Je puis me tromper une fois, dix fois, cent fois, dans mes appréciations, je cours le risque de me tuer en croyant me guérir, je l'accorde; mais il est une chose plus précieuse que la vie même et que je veux développer en moi à tout prix, à tout risque, c'est la disposition de moi-même et le libre gouvernement de mon corps et de mon âme. Ne venez donc pas, je vous prie, comme Purgon, me menacer de l'apepsie, puis de la bradipepsie, puis de

l'apoplexie si je refuse de prendre votre clystère; cet absolutisme m'irrite, m'ôte la docilité et ne vous convient point. Le vrai médecin est celui qui, je vous le répète, éclaire mon esprit, aide mon instinct, redresse mon jugement; hors de là, vous dis-je, vous n'êtes point médecin, vous n'êtes qu'un guérisseur, ou votre malade n'est qu'une bête.

Est-il besoin que j'ajoute que mes enfants c'est moi, et qu'habitué à les voir, sachant de quel sang ils sont formés, je crois les connaître mieux que personne? Ceci vous paraîtra du mystérieux; ce n'est pas plus mystique que le *similia similibus* ou les doses infinitésimales.

A mon tour, cher ami, je vous engage à réfléchir sur ces choses, et avant de me traiter d'esprit rétrograde et rebelle, vous ferez bien de voir si vous n'êtes pas vous-même un esprit exclusif et dominateur.

Le malade disputer le médecin? — Oui, docteur, ne vous en déplaise; tout comme le plaideur avec l'avocat et le fidèle avec son évêque. Sans cette condition, je vous le répète pour la seconde fois, vous faites de la médecine vétérinaire; vous ne faites pas de la médecine d'hommes.

Vous me dites que si Marcelle vit, elle le doit surtout à M. Pétroz. J'aime à le croire, sans pouvoir comme vous l'affirmer. Mais je vous déclare que si vous et M. Pétroz avez toute ma reconnaissance, cette reconnaissance s'adresse surtout aux deux hommes; quant aux deux docteurs, je ne puis que répéter le mot profond d'un vos pères : *Ils la pansèrent, Dieu la garit.* Maintenant, votre homéopathie est à bout; telle est du moins mon opinion.

Puisque nous voilà revenu à cette malheureuse en-

fant, je vous dirai, pour vous mettre en joyeuse humeur, que j'ai supprimé le camphre, tout à la fois sur vos observations et sur l'antipathie que ma femme et moi nous avons pour cette drogue. Je continue les bains de sel et le sirop antiscorbutique; si vous avez quelque *allopathisme* plus efficace et contre son éruption et contre la faiblesse de ses jambes, vous me ferez plaisir de me le faire connaître, car je le cherche, et suis résolu, s'il me convient, de l'appliquer.

Permettez-moi, maintenant, cher ami, d'espérer que vous reviendrez nous voir; *le médecin n'a pas le droit de refuser ses conseils, alors même que le malade n'est pas disposé à les suivre;* c'est une maxime qui n'est peut-être pas d'Hippocrate, mais qui est digne de lui et de vous. Prendre votre *congé*, comme vous dites, ce serait me faire croire que vous trouvez la course trop longue, et vous mettre doublement en tort. Vous auriez tort, parce que votre résolution me supposerait envers vous des sentiments que je n'ai pas; et tort encore, parce qu'elle ne se reposerait que sur une appréciation, à mon avis mal entendue et exorbitante, de l'autorité médicale.

Je vous serre la main.

P.-J. PROUDHON.

Paris, 7 mai 1851.

A M. LE DOCTEUR CRETIN

Mon cher Cretin, j'ai bien regretté de ne pas m'être trouvé chez moi lors de votre dernière visite avec Briot, afin de couler à fond, de vive voix, notre ridicule querelle. Je suis bien têtu, surtout quand on m'argumente; mais je vous trouve encore plus chatouilleux. Il faut pourtant vous résigner à une dernière bordée.

Rayez donc une bonne fois de vos lettres à vos amis ce vilain mot de *reconnaissance*, que je trouve encore plus malséant dans votre bouche et plus offensant pour moi que celui de *congé*, et contre lequel je proteste avec une égale force. Il est trop clair, en effet, que sur un pareil terrain je dois être battu; dès que vous parlez de reconnaissance, c'est moi qui suis l'*ingrat*.

Je jette mes idées au vent; c'est pour tout le monde. Quiconque prend la peine de les examiner, m'honore; quiconque les approuve, par cela même m'a payé. Si jamais j'ai quelque droit à une rémunération pour mes travaux d'économiste, à la société seule il appartiendrait de me récompenser; mais ni vous, ni quelque individu que ce soit ne me devez rien, attendu que

je ne vous rends pas de service personnel. Il en est autrement du médecin qui va voir le malade... Je n'ai pas besoin de vous en dire davantage. De vous à moi, sur ce chapitre, il n'y a donc aucune parité, et la quittance que vous me délivrez au moyen de cette singulière compensation, je la refuse.

Sur le fonds du débat, je ne veux point rentrer dans la discussion, parce qu'elle vous agite et vous aigrit, et qu'après tout je ne tiens pas le moins du monde à avoir raison. Je me bornerai donc à vous déclarer une bonne fois, non pour vous répondre, mais pour sauver ma propre honorabilité, mes vrais sentiments sur la médecine et les médecins.

Je ne suis le singe ni de Rousseau ni de Molière, et ne fais nulle profession de scepticisme outré qui me ferait encore plus de tort qu'à ceux qui en seraient l'objet. Je regarde la science médicale, prise dans toutes ses branches, comme une des plus élevées, bien qu'elle conserve toujours, dans la pratique, quelque chose d'essentiellement conjectural; je crois qu'elle peut rendre des services de plus en plus grands à l'humanité, pour peu que la philosophie la guide, et qu'elle s'affranchisse du matérialisme, qui est son véritable écueil.

Je crois en particulier que l'homéopathie, dans son double principe, contient une découverte précieuse et qu'elle est un pas de plus dans l'art de guérir; je la loue surtout de ce que, par son *dynamisme*, elle tend plus que tout autre théorie à échapper au matérialisme grossier dont je parle.

Mais tout cela ne m'empêche pas de regarder la *médication* proprement dite comme chose divinatoire, plutôt que démonstrative et méthodique, et c'est pour

cela que je crois qu'il peut exister en tout être vivant un instinct médical; que je n'aurai jamais en un médecin, quel qu'il soit, de foi implicite; que je n'accepte les ordonnances que sous bénéfice d'inventaire; que je ne crois à leur effet, alors même que je les exécute, qu'avec réserve, et que le degré de ma confiance envers tout docteur ne s'exprimera jamais que par cette formule dubitative, *bon*, *très-bon*, ou *mauvais à consulter*.

Je puis courir risque de la vie en m'ingérant de juger vos prescriptions : mais je regarde ce risque comme un moindre mal pour moi que l'abandon absolu de mon libre arbitre, ou, si vous aimez mieux, de mes suggestions intérieures et de mes pressentiments.

Ce que je fais avec le médecin, je le pratique avec tout le monde, et, si je regrette quelque chose, c'est de ne le pas faire assez. J'abjurerais toute mon économie, je nierais la loi de la *division* si elle devait avoir pour résultat de créer une mutualité de despotisme dans laquelle personne n'aurait le droit de penser par soi-même, d'examiner, de choisir hors de sa spécialité.

Vous êtes blessé de ce que j'assimile l'homéopathie à la médecine expectante, et là-dessus vous me faites, sur votre bonne foi, un dilemme aussi mal conçu qu'on en ait fait depuis feu Aristote.... Non, mon cher, je ne vous crois ni charlatan ni imbécile, et pour la troisième fois, je vous supplie de ne jamais soulever avec moi de ces questions qui touchent à la délicatesse et à la conscience. Je vous sais homéopathe de bonne foi, de trop bonne foi peut-être; ceci entendu, je dois avouer QU'EN FAIT, dans mon opinion, l'homéopathie se réduit la plupart du temps, à l'expectation.

Concluons, et soyons sages tous deux.

Je n'ai pas d'autre médecin que vous; je ne dis pas,

si vous cessez de nous voir, que je me priverai, le cas échéant, des conseils de vos confrères. Vous savez d'avance dans quelle mesure je me propose d'en user. Quoi donc ; si moi malade je disais au médecin : *Expliquez-moi ma maladie, donnez-moi vos indications, et je me charge du reste*, est-ce que j'offenserais le médecin ? Et le docteur aurait-il le droit de m'abandonner ? Y a-t-il connexité nécessaire entre le diagnostic, le pronostic et la liberté que je me réserve sur le traitement ?

Voulez-vous donc continuer à voir mes enfants ? C'est moi qui vous le demande. Vous ne trouverez guère de clients de mon espèce, et si le sacrifice est rude pour votre amour-propre, au moins il sera rare, je m'en flatte. Voulez-vous, dis-je, nous continuer de temps à autre vos visites, au moins quand je vous appellerai, quitte à me trouver encore désobéissant et rétif, quitte à me gronder bien fort si vous voulez ?

Après le sermon que vous m'avez prêché en deux fois sur la *reconnaissance*, je tiens à ce nouveau service. Hors de là, ne me parlez pas d'amitié ; il me serait impossible d'y croire. *Charitas patiens est*, dit saint Paul.

J'ai couru toute la semaine encore après des documents pour la 2e édition du *Manuel* qui est sous presse ainsi que mon travail sur les chemins de fer. J'ai rassemblé aussi d'excellents matériaux pour mon traité d'Économie, que je regarde comme fait et parfait dans mon esprit. Et puisque vous êtes en veine de gratitude, j'espère qu'une année ne se passera pas avant que j'ai conquis de nouveaux titres à ce sentiment qui vous est si cher vis-à-vis de moi.

Bonjour.

P.-J. PROUDHON.

Paris, 21 juin 1854.

A M. CHARLES BESLAY

Mon cher monsieur Beslay, puisque vous allez en Belgique et que vous voulez bien vous charger de solliciter pour moi auprès de l'administration du chemin de fer les renseignements dont j'ai besoin, je vous envoie inclus la série des questions auxquelles je désirerais avoir une réponse. En la parcourant, vous verrez que ce n'est pas une étude superficielle que j'ai entreprise, et que je procède rigoureusement par poids et mesures.

Si vous voyez Marc Dufraisse et Madier-Montjau, serrez-leur la main pour moi.

Dites au premier que depuis longtemps j'ai l'envie de lui écrire, mais que j'ai tant de choses à faire et tant de choses à lui dire que je n'ai pu encore me mettre à l'œuvre, attendu qu'il ne me faudrait pas moins d'une journée.

Une journée, cela devient pour moi un sacrifice.

Quant à Madier-Montjau, vous m'obligeriez fort de lui demander s'il a reçu les deux lettres que je lui ai écrites cette année, janvier et février, au sujet de la

guerre d'Orient. Je l'avais prié de m'en accuser réception, il n'en a rien fait ; si bien que je ne me soucie plus de continuer la correspondance.

Faites bon voyage et conservez-vous.

A vous de cœur.

P.-J. PROUDHON.

Paris, 9 juillet 1854.

A M. CHARLES EDMOND

Mon cher Edmond, j'ai reçu votre bonne lettre datée e Constantinople 15 juin, et je vous avoue que je l'attendais. Je connais toutes vos tribulations, je sais quels intérêts sacrés vous préoccupent et tout ce que le devoir de la reconnaissance et les convenances vous imposent. Je serais le premier à vous le rappeler si vous pouviez l'oublier. Mais, enfin, nous devons toujours garder au fond du cœur le coin de l'amitié, et je vous remercie affectueusement de votre souvenir.

Parlons donc des affaires d'Orient, puisque vous m'y invitez le premier, puisque votre sort actuel y est attaché et que l'Europe ne pense pour le quart d'heure à autre chose. Mais pour vous donner un jugement motivé tel que vous le demandez, je serai obligé de reprendre les choses d'un peu haut et de les suivre, comme on dit ici, de fil en aiguille. Aussi bien, je tiens à faire à tout le monde sa juste part de blâme et d'éloge.

Commençons par la Russie.

Il est évident, d'après toutes les nouvelles d'Orient, que lorsque le tsar disait confidentiellement à H. Seymour : *la Turquie se meurt*, *la Turquie est morte*, le tsar

était dans le vrai, et je ne comprends pas comment M. de Nesselrode, si habile, n'a pas hautement tiré parti de cette déclaration *confidentielle*.

Il est évident encore que, lorsque Nicolas allait quêter partout un concours pour régler cette triste succession, il avouait implicitement qu'il ne se sentait pas la force d'agir seul, et je ne comprends pas encore pourquoi son diplomate ne l'a pas hautement reconnu.

Mais les choses en ce monde iraient trop vite et trop bien si on les tirait de cette manière au clair, et le diable, qui se mêle de tout, ne pouvait permettre que le tsar, qui avait deux fois raison, se conduisît ensuite en habile homme. Le tsar, c'est la personnification de tous les intérêts qui soupirent après le trépas de cette pauvre Turquie, intérêts qui ont leur égoïsme et conséquemment leur part d'iniquité. Au lieu de jouer franc jeu, le tsar colporte ses nouvelles en filou, puis il tombe sur le moribond en brigand : *inde iræ*. Puisqu'il tenait à en finir, une fois le pot aux roses découvert, il n'avait, ce me semble, que ceci à faire : dire aux puissances qu'il exigeait *l'émancipation des chrétiens*, ce qui était bien l'extrait mortuaire du vieux; que si la Porte s'y refusait, il l'y contraindrait; mais, en même temps, que s'il plaisait aux puissances de venir elles-mêmes faire la besogne, il les laisserait volontiers et se contenterait d'attendre sans prendre d'engagement. C'est a peu près ce qu'il propose aujourd'hui à l'Autriche. Que ne l'a-t-il fait plus tôt?... Une fois les Anglo-Français à Constantinople, éclairés par l'expérience, qui diable eût songé à disputer à Nicolas la Dobroudja? Enfin, on aurait enseveli le mort et l'on se serait entendu!

France et Angleterre. Si quelque chose est honteux, à

mon avis, ce ne sont pas les révélations de lord Seymour, c'est l'hypocrite scandale qu'elles ont soulevé. Comment! l'Angleterre, qui somme le pauvre Abdul-Medjid d'abjurer les *principes erronés* du Koran, a rougi de pudeur aux paroles de Nicolas? Comment! quand le tsar fait des ouvertures à Napoléon, celui-ci lui ferme la porte au nez? On ne veut pas entendre parler de la mort de la Turquie, on veut qu'elle vive! Respect aux faibles! intégralité de la Turquie nécessaire à l'équilibre européen!... Voilà la diplomatie de M. Drouyn de Lhuys, l'homme de l'expédition romaine!...

Qui donc vous obligeait à prendre pour acceptables les propositions du tsar?... Le tsar fait ses offres, ouvre le débat, met en avant une idée; il fallait examiner, discuter, contre-proposer, enfin préparer les bases d'un traité. Mais non. L'Albion, en vraie bégueule, avait baissé les yeux; la France, en vertu de la Halle, s'est mise à chanter pouille au séducteur :

Et nous voilà lancés comme des paladins de l'Arioste. Qui donc leur a détraqué la cervelle?... C'est ce qu'il est bon de voir.

Vous le savez, cher ami, la vieille société européenne est dans le même état que la Turquie; elle est bien malade, elle s'en va. Elle le sent, elle le sait, elle se raccroche à toutes les madones, elle appelle tous les empiriques, elle s'abreuve de tous les orviétans.

En France, par exemple, la réaction de 1848 se poursuit, acharnée et toujours plus furieuse, plus impitoyable que jamais. C'est au point, que si l'empire venait à tomber, vous auriez demain pour ministres Guizot—Labourdonnaye, Broglie—Polignac et Cousin-Trestaillon. A défaut de la fusion, les néo-jacobins se donneraient le plaisir de commencer la guillotinade par

Clootz, Hébert, Desmoulin, Chaumette, Jacques Roux, Varlet, Momoro et autres anarchistes et athées. Et cela durerait jusqu'à ce qu'un sabre sorti de la culotte du néo-chrétien Buchez se chargeât de rétablir l'ordre et les bons principes dans la société expirante!

C'est vous dire assez que, sous des formules en apparence contradictoires, le vieux monde est d'accord au fond, et conduit par les mêmes routines, les mêmes préjugés. Par exemple, que voulez-vous qu'imagine de mieux cet ancien prix d'honneur, répondant au nom de Drouyn de Lhuys, que de raffermir *l'équilibre européen*, ces traditions de la Sainte-Alliance, de Richelieu, du traité de Westphalie?—Quant aux Turcs, n'avons-nous pas une autre tradition, celle de François Ier?... Vous dites : Mais les nationalités? — Les nationalités! ceci est de tradition, c'est-à-dire de démagogie révolutionnaire. Il a suffi que la Révolution montrât le bout de l'oreille pour que les nationalités fussent à l'instant écartées. Qui l'a voulu?... Drouyn de Lhuys, c'est-à-dire toujours cette vieille société dont lui et ses collègues sont les suppôts. A coup sûr, ni l'orléanisme, ni le légitimisme, ni la fusion n'ont appuyé la guerre; mais ce qu'ils ont fait, ne pouvant tout empêcher, c'a été de rendre la guerre à la fois contre-révolutionnaire et hostile aux peuples. Le moment, en effet, eût été mal choisi pour faire cette brèche au principe d'autorité!

Rappelez-vous ma dernière lettre, cette lettre épouvantée où je vous priais de faire dire au prince qu'il fallait absolument, à peine de ruine et d'infamie, forcer Napoléon III *d'abdiquer*. J'étais sous le coup d'une de ces intuitions comme il m'en arrive par instant et qui me font parler presque avec l'emportement des oracles. Eh bien, ce qui n'était alors qu'une intuition, devient

pour moi insensiblement une certitude. Oui, la voie où l'empire est engagé aboutit à une abdication, non plus en faveur d'un prince de la famille, mais en faveur du comte de Paris : *sacer esto* !...

J'ignore encore ce que deviendra la guerre, tant je la trouve à la fois ruineuse, dénuée de cause, en un mot absurde. Mais suivez mon raisonnement et vous allez voir, à moins d'un revirement de politique, c'est-à-dire d'une révolution, ce qui attend la dynastie des Bonaparte.

Ce qui me semble avoir entraîné l'Angleterre à cette guerre et forcé la main au ministère Aberdeen, c'est, avec le chauvinisme commun à ce pays et au nôtre, l'ambition de l'aristocratie. L'aristocratie anglaise souffre dans son orgueil; elle se voit poussée à la fois par la bourgeoisie mercantile, par le cobdénisme, par les agitations du continent dans une voie à elle inconnue. Elle songe, cette aristocratie, à refaire, contre la Russie ou tout autre, quelque chose comme la guerre avec la République française et l'Empereur. C'est toujours, sous une forme locale, la contre-révolution, etc.

Et maintenant quel fruit recueillera la France de cette grande politique conservatrice, équilibriste et *providentielle?*...

Un répit de quelques années, une étape sur notre grande route révolutionnaire si Napoléon III ne tombe pas trop tôt.

Une réclamation féroce, pour peu que le cours des choses se précipite. Du côté de l'Orient, rien, pas un denier, pas un kopeck, pas même l'honneur. Or, à moins que le bon ange de la contre-révolution qui jusqu'à ce jour a inspiré et couvert de ses ailes Napoléon III ne trouve moyen pour lui d'allonger le débat,

je parle surtout de la question d'Orient, je crois, je vous l'avoue, la Restauration proche.

Avant-hier, un décret impérial a ouvert un crédit extraordinaire de 52 millions au ministre de la guerre pour les expéditions d'Orient; cela fait 302 millions de dévorés. Vous savez qu'en principe, quand un gouvernement emprunte, c'est que l'argent est dépensé; nous avons le temps, d'ici fin décembre, d'arriver au demi-milliard.

Vous me dites que les Russes seront battus. Je le veux. Mais cela ne nous avance de rien, et le pire qui puisse nous arriver, serait de leur prendre une province qu'il faudrait garder. Nous sommes embarqués dans une entreprise qui peut nous coûter, bon an, mal an, cinquante mille hommes et 200 millions de francs. On s'en apercevra bientôt, et le jour viendra où le pays, ne pouvant plus aller, la contre-révolution, dont Napoléon III n'est que l'instrument peu aimé, dira : Halte!

Halte! c'est l'abdication.

Je travaille de toutes mes forces. Aujourd'hui, dimanche, j'ai suspendu mes travaux pour cette conversation avec vous. Vous avez le résumé de mes conjectures sur l'avenir et de mes sentiments. Je tâche de deviner les événements d'après la disposition des esprits; c'est pour cela que, selon moi, dans cette question d'Orient, de même que depuis longtemps, le Saint-Sépulcre n'est plus de rien, de même la Turquie n'est rien, la Russie rien; ce qui est quelque chose, la véritable affaire, c'est la mystification de l'Allemagne, l'enchaînement de la démocratie et de la Révolution, et la *gloire* de l'Angleterre.

Je vous embrasse de tout cœur.

P.-J. PROUDHON.

Paris, 9 juillet 1854.

A M. LANGLOIS

Mon cher Langlois, j'ai reçu la lettre que vous m'avez adressée, et pris connaissance de celles que vous avez écrites à vos frères et à Darimon. Vos renseignements, d'accord avec ceux que me donne Charles Edmond, m'ont fait plaisir; mais j'ai vu avec peine que tandis que vos lettres me donnaient une intelligence de plus en plus nette des choses, chez vous l'espérance trompée ne produisait qu'irritation.

Combien donc, jacobin mal converti que vous êtes, socialiste débile, vous faudra-t-il de temps pour comprendre votre siècle et connaître vos contemporains?

Ce qui se passe en Orient, et qui vous scandalise, comme si vous n'eussiez pas dû vous y attendre, c'est la guerre à la Révolution. Il y a longtemps que la question du Saint-Sépulcre n'est plus rien; or, croyez-moi, à cette heure, la Turquie aussi n'est rien; les chrétiens d'Orient, rien; la Russie même, rien : Ce qui est quelque chose, c'est encore, c'est toujours le salut du vieux monde, troublé par un impromptu, par une indiscrétion de Nicolas.

Depuis que Français et Anglais sont allés voir de

leurs yeux, toucher de leurs mains le cadavre, force leur a été de reconnaître que le tsar avait dit vrai; comme Lazare, il sentait déjà mauvais. La conclusion semblerait donc être de s'entendre, d'autant plus que c'est l'arrivée des alliés qui a déterminé ce très-peu regrettable trépas. Mais les cervelles sont trop brouillées pour que les choses se passent ainsi; d'ailleurs, le sabre est sorti du fourreau, il faut qu'il boive.

Qu'est-ce donc qui se passe, et dont vous suivez là-bas le contre-coup?

La vieille Europe est malade, bien malade; elle s'en va comme la Turquie, s'accrochant à tous les empiriques, priant toutes les madones; vous n'avez pas besoin que Nicolas, le tsar de toutes les Russies, vous apprenne cela.

C'est sous la préoccupation de sa léthargie que la vieille société s'est mise en tête de guerroyer; elle s'est imaginée que cela la guérirait.

En Angleterre il y a une vieille aristocratie, égoïste, hargneuse, dont l'orgueil souffre de se voir primée par les communes et poussée par la bourgeoisie mercantile, par le cobdénisme, par le chartisme, par les agitations du continent, à un avenir où elle ne voit plus goutte. Cette vieille aristocratie médite en ce moment quelque chose comme la guerre de Pitt à la République et à l'Empire; on a saisi l'occasion de la question d'Orient, on a obtenu tout d'abord le succès de s'allier à Napoléon III, qu'on a le plaisir d'envoyer passer sa fringale belliqueuse sur le Danube, dans la Baltique et la mer Noire, où on le trouve moins dangereux que sur la Manche. — On a fait crier hourra a la multitude d'Albion, aussi chauvinique que la nôtre; le ministère a été entraîné, et, en avant Napier, Dundas, Raglan!

Hurrah sur les Cosaques, hurrah sur qui il appartiendra !

En Allemagne, vous avez une bourgeoisie, quatre fois plus épaisse que la nôtre, et entêtée d'institutions parlementaires. Aussi pleine d'horreur que la bourgeoisie de Paris et l'aristocratie anglaise pour la démocratie socialiste, la bourgeoisie allemande ne veut pas plus des monarchies de droit divin; elle en est à sa charte constitutionnelle. Or, quel est à ses yeux, l'ennemi des chartes? Le tsar. On croit que le tsar battu, la liberté parlementaire ne rencontrera plus d'obstacle; de là, l'immense popularité dont jouit en Allemagne l'entreprise anglo-française. La populace s'en mêlant, la haine slave montant au cerveau, tout le monde crie encore : A bas les Cosaques!...

C'est très-bien, mes bourgeois. Mais souvenez-vous de 1814-1815 : Napoléon abattu, les rois ne se souvinrent plus de leurs promesses; ils étaient vainqueurs. Allez donc demander des chartes à des vainqueurs!

Sous la pression de l'*opinion*, toujours intelligente, la Prusse et l'Autriche ont donc commencé à marcher. Dieu! comme tout s'est réuni pour leur faire la planche! Je ne vois que gens qui ne comprennent point leur politique : elle est on ne peut plus claire.

Naturellement, le roi de Prusse et l'empereur d'Allemagne étaient *embêtés* des tracasseries de leurs bourgeois, des menées démocratiques et révolutionnaires, quelque peu fatigués aussi de leur très-haut et puissant protecteur Nicolas! Eh bien! voici les gouvernements de France et d'Angleterre qui les garantissent contre tous les démagogues; l'aristocratie anglaise qui se montre moins fanatique de libertés; la bourgeoisie française, coupable de 89, 93, 99, 1814, 1830 1848, qui

dit son *meâ culpâ*; la bourgeoisie allemande qui leur offre ses écus pour acheter des fusils contre les Cosaques et ces coquins de républicains; le sultan qui, en rendant le dernier soupir, prie son bon ami Ferdinand de prendre possession de la *Moldo-Valachie!* Et vous vous étonnez, bonnes gens des clubs, que l'Autriche, sans trop s'engager cependant, Dieu l'en garde! prête l'oreille aux sollicitations de Napoléon III, le chef de la Sainte-Alliance nouvelle?...

Quant à la Russie, ne vous effrayez pas trop, on la battra, je le suppose; on lui brûlera ses flottes, ce que l'Angleterre veut surtout; puis chacun prendra son lopin de la succession d'Abdul-Medjid, en tout bien tout honneur, car personne, hormis le tsar, n'aura voulu son trépas.

Les choses tournant ainsi, et comment voulez-vous qu'elles tournent? la France, épuisée d'argent et d'hommes, ayant déjà trop de son Algérie, la France conservatrice, crie halte à Napoléon!

Halte! c'est-à-dire j'ai assez de toi, mon ami, va-t en! — Et pour peu que Nicolas, brûlé par les Anglais, veuille bien se montrer satisfait et rentrer dans le concert des Puissances saintement alliées et conservatrices, Napoléon III, sans parti, sans racines, devenu un hors-d'œuvre, un contre-sens, est forcé d'abdiquer en faveur du comte de Paris, qui, plus généreux que l'usurpateur du 2 Décembre, le gratifiera d'une pension alimentaire.

Alors, si on ne proscrit pas les socialistes, ce que j'espère, mais je n'en suis pas sûr, les socialistes recommenceront la dispute; en attendant ils pourraient, dès à présent, s'ils n'étaient plus couards que jacobins, réchauffer le feu sacré, cultiver les germes de 1848,

et, qui sait, créer peu à peu des garanties à la Révolution pour le cas, de plus en plus probable, d'une évolution dynastique ou gouvernementale.

Voilà, mon cher ami, ce que bien des gens commencent à entrevoir. Il n'y a que la Montagne qui n'y comprenne rien : elle ne voit que Napoléon et l'Empire. La bourgeoisie la laisse user ses dents sur cette lime que, d'un coup de poing donné en porte-à-faux, elle brisera quand elle voudra.

Êtes-vous donc un homme? Méritez-vous de vivre en compagnie d'hommes qui pensent?... On vous a crié : Votre ennemi n'est pas l'homme du 2 Décembre, ce sont, comme auparavant, ni plus ni moins, ceux du 13 juin; — la question n'est pas au Tuileries, elle est toujours, comme en 49, à la rue de Poitiers; — le problème n'est plus celui de la Constitution de 48, ni de la Constitution de 93, problème absurde, contradictoire, posé sur des termes absolutistes : c'est celui de Saint-Simon, de Fourier, d'Owen, de février; c'est celui des morts de Juin 1848, μετοις εν παραδοξοις!...

Passez vos trois mois à Constantinople; promenez-vous en Grèce, à Sinope; allez voir le Danube, garez-vous surtout des fièvres de la Dobroudja, et puis revenez-nous avec les brumes d'octobre, et vous vous mettrez courageusement au travail...

Écrivez-nous quelquefois des choses utiles, et mettez toutes vos lettres dans le même paquet; nous sommes trop pauvres pour mépriser les petites économies.

A vous de cœur.

P.-J. Proudhon.

Paris, 15 juillet 1854.

A. M. BERGMANN

Mon cher Bergmann, tes observations sur mon article des chemins de fer me font plaisir en ce qu'elles me prouvent que tu sens l'importance des études économiques. En effet, les faits économiques ou sociaux sont aussi, à leur manière, des signes ou caractères sensibles des idées qui mènent l'humanité à son insu, idées que nous pouvons déjà déterminer en partie et dont l'ensemble forme à notre égard le code de la Providence. Il suit de là que la philosophie, c'est-à-dire la logique ou métaphysique, peut être dégagée de la comparaison et de la classification des faits économiques, ce qui constitue, comme tu vois, une manière entièrement neuve de philosopher. C'est un essai de ce genre que je prépare.

Quant aux chemins de fer et aux voies navigables, tu as eu raison de penser, et je l'ai dit et répété dans le cours de mon article, que je n'avais pas l'intention de généraliser l'étude que j'ai faite sur le Rhône et la Saône, *à priori*, et sans autre expérimentation; mais je pense radicalement que toutes les fois qu'un chemin de fer sera placé dans des conditions analogues à celui

de Châlons à Avignon, il sera peu productif et fera double emploi. En conséquence, j'ai voulu vous donner, par exemple, le plan des études à faire, soit sur la Seine, l'Yonne, etc., et c'est dans ce but que j'ai intitulé mon article comme tu l'as vu. La Seine peut-elle offrir les mêmes avantages de Paris au Havre que la Saône de Saint-Jean-de-Lôsne à Lyon? Le chemin de fer est inutile, mais il est sensible que le cas n'est pas le même; la Seine ne servira jamais au transport des voyageurs à cause de ses interminables sinuosités, et cela suffit pour légitimer le chemin de fer. Quant aux marchandises, elle est destinée à en ravir une grande quantité au chemin de fer, ainsi qu'il est arrivé cette année même depuis février jusqu'en juillet, par suite d'une navigation, ont dit les journaux, *exceptionnelle*. Or, que l'on améliore le fleuve et l'exception deviendra la règle.

Ceci bien entendu sur le but et la portée de ma brochure, je suis loin d'acquiescer à tes autres observations, qui, la plupart, ne sont jamais fournies que par l'imagination et se réduisent à rien en présence des faits.

1° On se promet de grands effets économiques et politiques des chemins de fer, et l'on a raison. Mais quels seront ces effets? Comme toute machine, le chemin de fer donnant un surcroît d'activité à la production, à la consommation, etc., augmentera le bien-être général et en même temps la misère générale. Cela est aussi certain que la proposition : *la partie est moindre que le tout*, ou que l'opposition entre le monopole et la concurrence. Car il est de l'essence de tout instrument de travail, de commerce, de crédit ou d'échange, de créer la misère et l'indigence en proportions à peu près égales, et cela d'une manière non-seulement transitoire,

mais d'une manière fixe et permanente. Il est vrai que cette contradiction doit cesser un jour; mais ce sera seulement quand la société sera sortie de sa phase actuelle, et qu'au lieu de se conduire par des principes antagonistes, elle obéira à des idées *synthétiques*, chose qu'en France on est encore loin de comprendre.

Tu auras la démonstration de cette théorie dans mon prochain Mémoire.

2° Les chemins de fer seront-ils un instrument d'agglomération ou de désagrégation? Physiquement et commercialement les preuves sont égales pour l'affirmative et la négative; mais en considérant la chose de plus haut, il est certain qu'à la première époque de leur mise en activité, ils auront plutôt pour effet d'accroître la centralisation, en vertu du principe hiérarchique sur lequel la société est constituée, et qui trouvera un puissant secours dans les voies de fer; mais, plus tard, et ce temps n'est peut-être pas fort éloigné, quand le principe hiérarchique aura fait place à un principe d'égalité coordonné, les chemins de fer seront un instrument de distribution mieux étendue de la population sur le territoire. Alors, il sera vrai que la capitale du pays sera partout, la province nulle part; quant à présent, il est impossible de prévoir les mouvements qui arriveront. Colmar et Schlestadt, sont à peu près déserts et morts depuis que le chemin de fer d'Alsace passe sous leurs murs; qui nous garantit qu'il n'en sera pas de même de Lyon et Besançon, placés l'un et l'autre, comme Colmar, non en tête de ligne, mais sur la ligne de parcours? Lyon, comme tu l'as dit, cesse, par le chemin de fer, d'être lieu d'entrepôt, la marchandise le traverse sans s'arrêter; plus de débarquements, de transbordements, etc., c'est déjà le

tiers ou la moitié de l'industrie lyonnaise de supprimé. Supposons qu'avec cela, l'industrie soierière continue comme elle fait déjà à s'éparpiller dans la campagne, c'est quarante mille personnes au moins qui n'ont plus de raison de rester agglomérées à Lyon, et, quand un fait n'a plus de raison d'existence, il s'évanouit. Lyon resterait donc, avec sa banque, ses tribunaux, son clergé, ses gros comptoirs, quelques manufactures, car il n'y a pas de raison que ce point soit plus abandonné qu'un autre; mais les causes qui avaient fait Lyon ce qu'il est, ayant disparu, la ville doit se réduire progressivement à la mesure de son rôle nouveau. Cela est rationnel, donc cela sera : Paris seul peut-être sera pour nous comme la Rome ancienne (je raisonne toujours dans l'hypothèse du maintien du principe hiérarchique); Paris absorbera de plus en plus les extrémités ; ce sera la capitale de la féodalité mercantile, qui, maîtresse du territoire, de l'industrie, du commerce et des capitaux, n'aura besoin d'entretenir ailleurs que des succursales et des soldats. Il en eût été autrement peut-être, si au lieu de converger tous les chemins de fer sur Paris, on eût établi un système de chemins échelonné ou, comme on disait il y a deux ans, *vertébré ;* alors Paris subissait le sort de Lyon et des autres villes, ou plutôt, au lieu d'une capitale, nous aurions eu une multitude de châteaux. Voilà pourquoi, *absolument parlant*, j'ai dit que Paris et Lyon, devant le chemin de fer, étaient comme Yvetot et Rive-de-Gier ; je ne m'occupais alors que de *l'effet immédiat*, de *l'effet physique* du chemin de fer.

En résumé, le chemin de fer est *un instrument de travail* d'une force gigantesque, capable de précipiter indifféremment les conséquences des principes les plus

opposés, et partant, de créer également l'indigence et la misère, l'oppression et la liberté. En France, pays qui a le malheur d'être parfaitement arrosé, et dont les trois quarts des habitants sont occupés de travaux agricoles, en France, dis-je, le chemin de fer produira tous ses effets beaucoup moins rapidement qu'ailleurs et sera pour beaucoup de spéculateurs une cause de ruine : voilà ce que j'ose affirmer encore. Mais, nier l'utilité de chemins de fer de Paris à Dijon et à Lille, de Bordeaux à Orléans, et de quelques autres placés de même, je n'y ai jamais pensé.

3° Tu ne crois pas que les canaux puissent faire concurrence au chemin de fer? C'est une erreur. Le chemin de fer d'Alsace n'a point du tout battu la batellerie, comme tu l'imagines ; il y a réellement et sérieusement concurrence en ce moment même ; et comment le chemin de fer la soutient-il ?

En réduisant son tarif de 16 et 18 centimes par tonne et kilomètre à 9 centimes sur les points que la batellerie parcourt, ce qui ne laisse aucun bénéfice au chemin de fer ; ajoute à cela que si les actions du canal sont une fois rachetées, les droits de navigation qui grèvent les marchandises de première classe étant réduits, le commerce qui ne peut effectuer de transport sur le canal à moins de 8 et 9 centimes par tonne et kilomètre, les fera à 3 et 4. C'est une erreur de la loi de 1821-22, qui entrave la navigation.

Dans ta position, je conçois que la célérité du chemin de fer te paraisse une chose contre laquelle aucune réduction de prix ne peut tenir ; 3 et 4 centimes par 1,000 kilogrammes et 1,000 mètres de parcours te semblent une misère ; les négociants jugent autrement. Ces 3 et 4 centimes multipliés forment très-vite des

sacs de 1,000 francs; et quant à la célérité, elle est bien loin d'offrir une compensation. Il ne s'agit pas ici d'un livre rare demandé par un savant, d'une toilette de mariée expédiée de Paris ou autres bilboquets, lesquels cumulés ne donnent pas au bout de l'an 10 tonneaux de poids. Il s'agit des marchandises dont la masse se compte annuellement par 50 et 200 millions de kilos. Or, je le répète, il est maint canal, mainte rivière qui fera une concurrence sérieuse au chemin de fer.

4° Il est un dernier point auquel tu t'arrêtes; c'est un argument communiste. Il semble, suivant toi, que si les chemins de fer étaient entretenus aux frais de l'État, ils ne coûteraient rien à personne. C'est un avantage, dis-tu, comme tout autre, qu'on paye par l'impôt. Mais combien payera-t-on? La presse radicale a enfiévré le pauvre peuple français en lui faisant croire que les prix pouvaient descendre à un bon marché fabuleux; c'est tout simplement un mensonge. A 6 centimes par personne et kilomètre, 12, 16 et 20 par 1,000 kilos, la plupart des chemins de fer seront *en perte;* quand donc l'État exploitera les chemins de fer, s'il met le tarif au-dessous de ce taux, il couvrira la différence. Avec quoi? avec l'impôt. Or, mon cher, rien ne coûte davantage à un peuple que les objets dont il paye la jouissance par cette voie. Les communistes ne manquent pas de généraliser cette idée de gratuité de parcours des chemins de fer; ils veulent que l'État produise tout, en imposant à chaque citoyen une tâche; eh bien! tu peux compter qu'avec ce régime illusoire, l'État et la nation arriveraient rapidement à la plus affreuse misère. L'argument des communistes rappelle ce qu'on dit de l'autruche, qu'en présence du chasseur, elle se cache la tête dans le sable; il leur semble que l'État, ne comp-

tant pas avec les citoyens, les citoyens auront tout à bon marché, tout en abondance. Les choses ne se passent pas ainsi; que les hommes comptent ou ne comptent pas, les choses vont leur train; la production et la consommation suivent leurs *lois mathématiques* pour notre bien ou notre mal, selon que nous savons nous y conformer. Tout ce que nous appelons *doit* et *avoir*, *salaire*, *intérêt des capitaux*, *prix de revient*, *balance*, *profits et pertes*, etc., etc., n'est de notre part qu'une manière de constater les lois mathématiques de la production et de l'échange; le monopole et la concurrence peuvent bien, dans une certaine limite, exagérer ou réduire le *prix* des choses; mais en réalité, ils ne créent pas plus la cherté que le bon marché, et leurs oscillations ne font guère que nous montrer la moyenne, très-difficile à saisir, de toutes les valeurs. En style plus abstrait, notre *pratique subjective* ne fait guère que traduire *la loi objective* des choses; loi qui ne change pas avec nos remaniements politiques et nos utopies socialistes. Ainsi, quand l'État sera rentré dans la propriété des chemins de fer, les transports par ce procédé seraient-ils plus économiques (je parle du prix de *revient*)? Non, assurément. Si donc le prix de revient est le même, et que la nation le paye par l'impôt, il arrivera que la nation, ayant rendu par cette mesure la concurrence des canaux impossible, se sera mise en déficit annuel de quelques centaines de millions. Poursuis cette idée en la généralisant, et tu sentiras comment, avec le système qui substitue partout l'État à l'industrie privée et libre, on peut arriver à payer un gros budget en échange de peu de chose.

Peut-être, au reste, n'as-tu voulu dire autre chose, sinon que le *capital d'établissement* des chemins de fer

étant une fois amorti, le public ne payerait que les frais d'administration, d'exploitation et d'entretien. Selon moi, c'est le vrai système à suivre. Mais alors, il faut l'appliquer aussi aux canaux; or, dans ce cas même, je dis que sur un grand nombre de points, la navigation sera plus économique que le chemin de fer. Tu me dispenseras d'entrer dans le détail.

Tout se résout en question d'argent, même la durée, par conséquent même la célérité des chemins de fer. Or, si toutes choses comprises et compensées, le prix de voiture par eau est plus faible que celui par fer, dans un pays de libre concurrence, tu peux compter que la navigation sera préférée au railway. Si la concurrence est abolie, et que l'État se charge de tout, comme il n'y aura pas de raison de préférer la rivière à la locomotive, l'État sera en perte, et la misère deviendra progressivement générale. C'est forcé.

J'ai bien pensé que mon *miserere* pourrait te faire rire, mais que mon érudition t'édifierait fort peu ; je te fais amende honorable d'avoir parlé linguistique, alors que j'y entends moins que jamais. Tu me ferais cependant plaisir, et cela ne te coûterait guère, de me faire part de tes corrections. Cela me servirait, car je n'aime point à rester, même dans les choses de plaisanterie, sous le coup d'une erreur. Dis-moi donc ce que c'est que le psaume 50, et indique-moi sans phrases les passages et les mots que j'ai mal traduits.

Du même coup, donne-moi l'étymologie de *servare* et *servire*. Justinien et après lui tous nos érudits font venir *servus* de *servatus*, puis *servire* de *servus*. Je ne goûte point cette déduction; pour moi, je trouve que *servare*, actif, c'est faire qu'une chose soit utile ou propre au service; et *servire*, faire rôle de chose utile;

servus, utilité, chose, par opposition à *caput*, qui se disait du citoyen. *Capitis minor fieri*, devenir esclave.

Le commerce a deux mots qui présentent la même analogie que *servare* et *servire*, c'est *devoir*, être débiteur, et *débiter*, faire quelqu'un débiteur. Tu m'obligerais de m'apprendre si j'ai rencontré juste sur *servare* et *servire;* j'ai besoin de cela.

Je suis à Besançon pour quelque temps, et compte aller à Paris cet automne faire imprimer mon Mémoire. Au printemps prochain je compte former une association d'ouvriers, sur de nouveaux principes.

Tu ne me parles pas de l'opuscule que tu devais publier, et à l'égard duquel je t'ai écrit en janvier dernier. Je crains toujours, si tu me faisais une dédicace ou adresse de ton ouvrage, que tu ne te compromettes plus aux yeux du pouvoir que tu ne me ferais d'honneur, et je tiens plus à ton repos qu'à une satisfaction de mon amour-propre. Un peu plus tard, peut-être, si notre amitié ne faiblit point, je serai enchanté de tout ce qui pourra resserrer publiquement notre affection et montrer la sympathie de nos pensées.

Tu es peu aimable de ne me rien dire de ta femme et de ton enfant. Est-ce que cela est de mode aujourd'hui ?

Je te prie de présenter à Mme Bergmann mes salutations respectueuses, et je t'embrasse de tout mon cœur.

P.-J. PROUDHON.

Paris, 27 juillet 1854.

A M. TRUCHE

Mon cher ami, j'ai été vivement touché de votre bonne et affectueuse lettre. Cela me met du baume dans le sang de penser qu'à cent lieues de moi il y a quelques braves gens qui me réservent comme vous faites une si vive et si cordiale affection. Qu'ai-je fait pour obtenir la vôtre ? Nous nous sommes vus à peine ; je ne vous ai rendu aucun service, et vous m'avez comblé d'honnêtetés. Vous êtes donc un des amis sur qui je puis compter à toute épreuve, et j'enregistre avec bonheur votre nom dans les archives de ma reconnaissance.

Vous voulez savoir où j'en suis ?

Je vous le dirai en peu de mots et à charge par vous de discrétion. Il est inutile en ce moment de parler de moi.

Naturellement, je suis pauvre et je vis au jour le jour ; cela se comprend, puisque depuis le 2 Décembre, à l'exception de la brochure dont Napoléon a autorisé la publication, mes ouvrages ont dû disparaître généralement des étalages ; qu'aucun colporteur n'en vend

et que beaucoup de gens craignent de se compromettre en me lisant. J'estime la valeur de mes ouvrages antérieurement publiés une cinquantaine de mille francs. Pour le quart d'heure, c'est englouti. Je pourrais facilement gagner au métier de journaliste 5 à 6,000 francs par an ; cela m'est défendu, formellement défendu, et aucun directeur de journal ne voudrait me recevoir.

Je n'ai pour ressource que de faire pour l'un et l'autre des bucoliques salariées ou de grands ouvrages savants qui n'amusent pas le public...

Malgré tout cela, je ne désespère point. Ce régime de compression ne peut durer, et je m'arrange dès à présent pour ressusciter d'une façon honorable.

Tandis que tout le monde s'endort dans le silence général, moi je travaille, je gagne le devant, et je me retrouverai, dans un an ou deux, autant en avance sur moi-même que je l'étais en 1848 sur les autres.

Ma position n'est pas brillante, mais elle est ce qu'elle peut être, et comme je la connais à fond, que j'en sais les causes et les issues, je redouble d'énergie et me crois sûr du succès.

On me croit écrasé, mort, bien mort, bien fini. L'Église, la magistrature, les vieux partis, les sectes s'en réjouissent. Quant à moi, je fais le plongeon ; mais si je ne me fais illusion sur mes forces, on s'apercevra un peu plus tard qu'on n'avait vu encore que la moitié du personnage...

Mes amitiés très-sincères à Mme Truche et à votre aimable famille. Dites aux amis que je suis tout entier à ceux qui m'aiment, et que lorsqu'il me sera possible de parler, ils trouveront que loin d'être abaissé, j'aurai grandi dans leur estime.

Celui qui ne sait pas souffrir et patienter n'est pas

un homme. J'ai trop ému le vieux monde pour qu'il ne se venge pas un peu ; taisons-nous et attendons.

Quand passera le magnin, comme je vous ai entendu dire, *nous châtrerons*.

Je vous serre la main comme on ne la serre qu'aux amis, mon cher monsieur Truche, et suis votre tout dévoué,

P.-J. PROUDHON.

Paris, 2 août 1854.

A M. E. DE GIRARDIN

Mon cher et ancien confrère, si je ne vous vois guère, cela ne m'empêche pas de vous suivre presque quotidiennement. Je lirai votre livre, qui va prendre sa place dans mon fouillis de brochures ; pardonnez-moi ce mot, le seul qui convienne à ma bibliothèque, à côté de différents opuscules que je dois déjà à votre complaisance.

Ce sera pour le quart d'heure tout mon remerciement.

Je ne puis aller vous voir demain. Mais je pense depuis longtemps à aller vous interpeller rue de Chaillot, sur votre politique turcophile, qui ne s'accorde pas très-bien à ce que je sais de vous et avec le bon sens pratique que je vous connais.

Ce ne serait rien, dans votre position bien connue, que vous approuvassiez la politique d'un gouvernement quelconque, quand cette politique vous paraît bonne ; mais est-ce donc que tout ce que nous faisons en Orient et ailleurs a le sens commun ?

Pour moi, qui n'ai point de journal à entretenir et

qui ne puis croire à l'éternité de tout ceci, je m'efforce de prendre de l'avance sur mes contemporains et de préparer ma résurrection...

Bonjour donc et merci.

Tout à vous.

P.-J. PROUDHON.

Paris, 10 août 1854.

A M. VILLIAUMÉ

Mon cher Villiaumé, *lundi* prochain je ne suis pas libre.

Mardi est jour d'illuminations et de foule : je ne puis quitter ma nichée. Je vous laisse le soin de choisir en conséquence tel autre jour pour notre réunion qu'il vous plaira.

Puisque M. de Mirecourt est votre ami, je ne puis douter que ce ne soit un galant homme. Mais je dois vous avouer que j'entends parler fort mal de lui et que je serais charmé d'éprouver qu'il vaut, ainsi que moi, mieux que sa réputation.

Du reste, je n'entends pas circonvenir sa plume et conjurer sa critique ; il se ferait tort, et à moi aussi, s'il m'épargnait. Mais à quoi bon toutes ces biographies ?...

A vous de cœur,

P.-J. PROUDHON.

Paris, 1er septembre 1854.

A M. BERGMANN

Mon cher Bergmann, je devais répondre à ta dernière par quelques explications sur mes études historiques et économiques; je suis forcé d'ajourner cette lettre à une époque où je serai plus fort.

Depuis trois semaines, j'ai été frappé par l'épidémie, et la mort m'a visité. J'ai perdu une de mes filles âgée de près de trois ans : elle a été comme foudroyée.

Au moment où l'on enlevait le cadavre, j'étais sans mouvement, épuisé par la diarrhée, les vomissements, les prostrations. Enfin, l'homéopathie m'a sauvé, mais je ne sens plus mes jambes. Il me faut encore quinze jours au moins de convalescence.

Ma femme et mes deux autres enfants ont ressenti aussi les atteintes du fléau; enfin, nous avons été passés par l'étamine.

Cette maladie présente tous les caractères d'un empoisonnement. Cependant, il est impossible d'y méconnaître la présence de causes morales, et, pour ma part, je n'hésite point à croire que je portais le choléra morbus depuis un an dans les entrailles. Trop de secousses, trop de chagrins m'avaient travaillé depuis un

an pour qu'il n'y eût pas un éclat, et je puis dire, sans fatalisme, que ce qui m'est arrivé était écrit.

Je ne puis tenir la plume et je n'y vois presque pas. Bonjour, mon cher Bergmann ; conserve les tiens.

Ton ami,

P.-J. PROUDHON.

Paris, septembre 1854.

A M. LE DOCTEUR MAGUET

Mon cher docteur, je me mettais à vous écrire quand un commissionnaire m'apporta un gros pâté de Chartres, que tout naturellement mon cœur et ma pensée vous attribuent. Pourquoi m'envoyez-vous cette gourmandise? Vous vous figurez sans doute que je dévore comme un chancre, et je suis encore à la diète. Je ne trouve pas bon mon vin pur. Je ne puis marcher une demi-heure sans fatigue, et je n'oserais dans toute ma journée, en m'y reprenant à trois reprises, aller de chez moi chez M. Gauthier!...

Vous voyez combien la convalescence va lentement.

Mon ami, le docteur Cretin, me chasse chez vous, en me recommandant de vous dire de ne me pas trop bourrer de nourriture; il croit que j'ai besoin de cette secousse ou changement.

Je voulais donc vous dire que j'irai vous tenir compagnie pendant quatre ou cinq jours, tant dans vos courses qu'au logis, si vous vouliez me donner rendez-vous à Chartres, *mardi* ou *mercredi*. Je puis faire le voyage du chemin de fer; je n'oserais aussitôt après m'embarquer dans une cariole pleine de monde et pro-

voquer d'infaillibles vomissements ; il me faut le plein air, le bain atmosphérique du cabriolet. Pardon, cher ami, d'imposer ainsi des conditions à votre hospitalité. A mon retour, je serai en meilleur état et je pourrai me confier au messager de Voves...

Arrangez donc cela à votre convenance. Je serai à Chartres le jour et à l'heure que vous me direz. J'aurai en arrivant besoin de déjeuner, et nous mettrons une heure d'intervalle entre les deux courses.

Voici mon régime actuel qui vous fera juger de mon état :

Un potage au lait à sept heures et demie.

Un potage et un petit bifteck ou côtelette à onze heures.

Un potage et deux œufs à la coque le soir.

Mon vin fort trempé et un peu sucré.

Au demeurant, les meilleures apparences du monde.

Je vous serre la main.

P.-J. PROUDHON.

P-S. J'ai reçu une bonne lettre de Bergmann. C'est comme vous un incomparable.

Paris, 17 septembre 1854.

A M. LE DOCTEUR MAGUET

Mon cher ami, ne m'envoyez donc plus rien : je ne mange pas.

Depuis le commencement de ma convalescence, j'ai eu deux reculades, chose presque inévitable dans ces maladies.

Le jour où je vous ai adressé ma première, je me croyais déjà fort ; trois jours après j'étais repris de diarrhée, et depuis six jours je ne vis que de potage et bouillon.

Il faut tout un système de précaution pour que je mange. J'ai reperdu le goût du vin.

Aujourd'hui, je me sens de nouveau en progrès : je distingue très-bien que ma faiblesse actuelle est due à la diète encore plus qu'à la maladie, c'est le contraire d'il y a huit jours.

Aussitôt donc que j'aurai pu manger bifteck et côtelette pendant trois jours, je serai probablement en état de voyager.

J'ai fait pour ma maladie le sacrifice de six semaines. J'en ai donc jusqu'au 1er octobre.

Si, comme j'ai tout lieu de l'espérer, je me trouve

assez fort jeudi ou vendredi, je vous en ferai part et nous fixerons le jour de mon voyage. Cretin insiste pour que j'aille : il dit que je serai plus en sûreté à côté de vous qu'à Paris, à une lieue de lui...

Le vieux Grandmesnil, qui m'est venu voir hier, a été atteint aussi, mais modérément. Il en a eu pour dix jours. Il dit qu'il faut y avoir passé pour comprendre l'étonnante perte de forces qu'entraîne cette épidémie.

Au Havre, où M. Gauthier était allé avec toute sa famille, lui, sa femme et ses deux enfants ont tous été pris de vomissements et diarrhées à la suite d'un goûter dans un parc aux huîtres...

Enfin, il n'est bruit que d'indispositions partout et de temps en temps de mort.

L'année 1854 est néfaste.

Peste, famine, guerre, suspension du commerce et de l'industrie : le tout sous la calotte du despotisme !...

En ce moment, il règne une absence complète d'affaires. Misère profonde à Paris. Tout le monde sur le *qui vive*.

On sait les détails de l'expédition d'Orient. En voici le résumé authentique : 15,000 hommes enlevés par les maladies, l'armée démoralisée et écœurée; les Français et Anglais odieux aux Turcs qu'ils insultent, pillent, humilient, etc.

Pour dominer le soldat et prendre une revanche quelconque du choléra, force a été d'aller tenter le débarquement en Crimée, sur le succès duquel on ne compte ni aux Tuileries, ni dans l'armée, ni sur la flotte.

Enfin, on sent que nous touchons à une crise ; si les désastres causés par le choléra sont suivis d'un insuccès militaire, il se peut que l'empire saute !...

Amitié et remerciement à Bessetaux. J'ai une petite carte de France où la *Connie* est figurée. Elle me sert à trouver à tâtons Voves et Fontenay où je vous envoie à tous deux mille serrements de mains et tous les vœux pour la conservation de vos santés.

Bonjour.

P.-J. PROUDHON.

P.-S. Rien que d'écrire cette lettre m'épuise.

Paris, 22 septembre 1854.

A M. LE DOCTEUR MAGUET

Mon cher ami, je suis vraiment honteux de vous donner tant de tracas, et c'est ce qui m'a fait déjà renoncer une fois au plaisir de vous aller voir.

Cependant, puisque l'ami Cretin m'y pousse, que vous me réclamez, et que je n'aurai vraiment rien de mieux à faire, je vais encore une fois prendre rendez-vous avec vous.

Lundi donc (je suppose que le dimanche est pour vos paysans un jour de consultation comme le mardi), lundi 25 courant, je prendrai le chemin de Chartres à sept heures ou sept heures et demie, et je serai à Chartres à dix heures.

Nous déjeunerons et nous partirons.

Si lundi ne vous va pas, nous renverrons la chose à mercredi, ce qui pour moi pourrait être encore mieux.

A ce moment, bien que je fasse chaque jour quelque progrès, je suis loin d'être vigoureux. Ce matin encore, je redoutais une reprise de diarrhée et même de vomissements. Enfin, je crois (quatre heures du soir) que j'en serai quitte pour la peur.

Je trouve le vin moins bon qu'il y a trois semaines ;

le meilleur Bordeaux même ne m'agrée point, et, depuis dix-huit jours, je n'ai arrosé mes très-faibles repas que d'une chope de bière de Strasbourg. Cette boisson, autant que j'ai pu l'observer, me rafraîchit, me désaltère et facilite ma digestion, sans compter que je la prends avec grand plaisir.

La langue toujours chargée à la racine.

J'attendrai votre réponse pour partir, soit lundi, soit mercredi. Et, en cas d'accident, ne partez pas de Voves avant la tournée du facteur; car vraiment je ne puis jamais répondre de rien.

A bientôt donc, car c'est pour moi un signe de santé de plus.

Je vous embrasse.

P.-J. PROUDHON.

Lundi, 2 octobre 1854.

A M. LE DOCTEUR MAGUET

Mon cher Maguet, je crois enfin que je me remets.

Après le rhume dont je vous ai parlé, et qui n'est pas entièrement guéri, j'ai, avant-hier et pour la troisième fois depuis ma maladie, été repris de diarrhée!... Non, celui-là ne saura jamais ce que c'est que cette infâme épidémie qui ne l'a pas éprouvée.

Mon estomac toujours débile, les entrailles grondantes, la langue sale, le pouls facilement tourné à la fièvre, voilà mon état. J'en aurai pour deux mois.

Cependant mes jambes vont mieux : ce matin, j'ai marché une heure un quart; j'en avais assez.

Je veux donc essayer encore une fois d'aller vous voir, et si je manque mon coup, tout sera dit.

Jeudi, 5 octobre, je prendrai le convoi de sept heures et demie du matin, lequel me rendra à Chartres à dix heures et demie.

Si vous êtes là, vous me reconnaîtrez de loin à ma grosse redingote grise et à mon large chapeau blanc. J'aurai le plaisir de vous offrir un bifteck et à votre cheval un picotin.

Nous partirons après déjeuner.

il m'a été doux de penser qu'au moins je n'aurais pas besoin du ministère du *capelan*.

Ce n'est pas ma fille aînée, Catherine, qui m'a été enlevée, c'est la deuxième, Marcelle. Le coup ne m'en a pas été moins sensible. Je tenais à cette enfant, qui reproduisait mieux que ses sœurs le type paternel, et me promettait une intelligence et un caractère énergiques. C'est ainsi que le sort nous châtie dans nos vanités. Pourquoi, aussi, faire toujours des projets ambitieux pour des enfants qu'il devrait suffire d'élever dans la pratique du travail et des bonnes mœurs? Qu'est-ce donc que tout le reste au prix de ces vrais biens qu'il ne tient qu'à nous de laisser à nos enfants?

Quant à moi, je ne suis pas encore rétabli. Après cinquante jours de maladie, dont trente-cinq déjà de convalescence, c'est à peine si je puis faire une demi-heure de promenade par jour, quelques lectures et causer avec les amis. Tantôt le rhume, tantôt la fièvre et la diarrhée me galopent, si bien que je n'ose encore me promettre d'être au travail dans quinze jours. Non, qui n'a pas passé par cette épreuve ne se peut figurer ce que c'est que cette infâme maladie. Vous savez peut-être que j'ai été soigné homéopatiquement; tout ce que Paris a de mieux en homéopathes a contribué à ma guérison, et le zèle et l'amitié n'y manquaient pas. — Mais tous s'accordent aussi à le dire : la convalescence est longue, et le moindre écart de régime me mènerait loin!...

Dans deux jours je compte aller faire une visite au docteur Maguet, un de mes amis, médecin de campagne, que vous avez vu une fois ou deux à la Conciergerie et qui mettra la dernière main à ma guérison.

Dieu vous garde, cher ami, de secousses pareilles!

Ce n'est rien pour un homme de cœur de souffrir; mais voir souffrir et mourir les siens, c'est là le supplice. J'ai vu dans la même semaine, moi, ma femme et mes trois enfants, frappés du fléau; au moment où j'étais le plus mal, ma petite Marcelle succombait comme à un coup de foudre. Pendant huit jours on m'a caché cette perte, en me disant qu'on l'avait mise en garde dans un appartement au premier, sous la surveillance d'une personne que je connaissais. Figurez-vous que Mme Suchet, si vaillante, se figure ce qu'a dû souffrir ma femme, obligée de se soigner elle-même, d'être sans cesse auprès de moi, car je la réclamais toujours, de dévorer ses larmes et de me faire bonne mine, de peur de m'affecter par sa tristesse!...

Mon cher ami, je vous l'ai dit plus d'une fois : Je crois l'homme supérieur à la femme par la force cérébrale et musculaire, mais par le cœur elles valent mieux que nous. C'est du moins l'hommage que je me plais à leur rendre, pour ce qui me regarde. Moi qui vous connais, cher ami, je sais que vous ne leur cédez rien en cela; aussi, vous ai-je toujours classé à part et hors rang dans mes tablettes : vous avez la tête de l'homme et le cœur de la femme.

Qu'est-ce que fait ce cher fils, que j'ai vu pour la dernière fois le jour de l'inauguration de la statue de Ney? Comme il doit être grandi, et vif, et brave, et fort!

Je me le figure avec le visage bruni, un œil de feu, un poil léger sur la lèvre et les joues; plein de douceur avec son père et sa mère, mais ardent, prompt et prêt à réprimer l'insolent qui dédaignerait sa jeunesse. Oh! ce n'est pas Mme Suchet qui aurait pu mettre au monde un lâche! Et vous aurez plus à faire pour retenir cette fougue généreuse, cette vie qui surabonde, que pour

vaincre l'inertie et l'indolence d'une seizième année. C'est comme cela que j'aime un jeune homme. Qu'il sente sa vie, qu'il jouisse le plus longtemps possible de sa jeunesse; qu'il prolonge les années de son éducation afin de multiplier d'autant plus en lui la force virile, et qu'à vingt-huit ans ce soit un homme accompli.

J'entends médire sans cesse du siècle et de la jeunesse actuelle. Je ne connais pas la jeunesse et la vois peu; mais, d'après quelques échantillons, je suis persuadé au contraire que nos fils, mon cher Suchet, seront plus avancés et meilleurs que nous. Je m'en fie à vous pour inspirer à Gustave ces énergiques sentiments.

Adieu, cher ami, et mille baise-mains à Mme Suchet. Quand vous viendrez l'un ou l'autre à Paris, tâchez d'avoir une heure pour le numéro 83 de la rue d'Enfer. Nous sommes pauvres, et j'ignore combien de temps encore nous le serons. Mais nous ne mettons pas d'orgueil dans notre pauvreté; nous restons simples et modestes, cachant nos trous de notre mieux, vivant au jour la journée dans la mesure de nos ressources, et à force de travail, de bonne conscience, de bonne amitié, finissant par être plus heureux peut-être que ceux dont le luxe nous insulte en passant.

Nous aurons toujours, j'espère, un gigot ou une volaille avec un verre de vin à offrir à un ami. Foin de l'orgueil! Quand un ami dans l'aisance m'offre un dîner de vingt francs, si je lui en offre un de cent sous, je crois qu'il y a égalité, parce qu'il y a proportion.

Je vous serre les deux mains, cher ami, et je crois, quand je vous écris, que c'est un chant de mon âme au milieu de votre cœur.

A vous, P.-J. PROUDHON.

Paris, 17 octobre 1854.

A M. MAURICE

Mon cher Maurice, en revenant d'un petit voyage de douze jours que j'ai fait en Beauce chez un ami, pour le rétablissement de ma santé, j'ai trouvé votre lettre du 11 courant, dont j'aurais d'avance deviné le contenu, tant je connais votre cœur, mon cher ami, vos sentiments pour moi, votre promptitude à m'obliger !...

Oui, l'épreuve a été dure, surtout pour ma femme, que j'ai trouvée en cette occasion vraiment digne d'un honnête homme.

Dans la même semaine, nous avons été tous, et sans exception, le père, la mère, les trois petites filles, frappés de l'épidémie. Dans de telles extrémités, les femmes ont un courage qui nous passe. La mienne a commencé par se guérir de la diarrhée, je crois autant par l'exaltation de son courage que par l'effet de la médication et la force de son tempérament. Suffit que nous voyant tous pris, le mal lui a passé comme il était venu. Mais quelle épouvante ! En vingt-quatre heures, la seconde de mes filles, d'ailleurs toujours souffrante, a été tuée, et moi, en proie à une diarrhée effrayante, aux vomissements, crampes, refroidissements, la figure noire, incapable de changer de place,

de remuer ni bras ni jambe, tant la vie et les forces m'avaient abandonné. On avait trouvé moyen de me cacher la mort de ma petite fille, en la transportant chez une voisine, qui, dit-on, la soignait. Vous figurez-vous ma femme composant son visage et me souriant pour m'encourager, pendant qu'on enterrait son enfant ?... Demandez à Mme Maurice ce qu'elle pense de cela ; elle seule peut le sentir, car elle est femme forte et de dévouement. Enfin, grâce aux soins de ma femme, de mes amis, qui se sont relayés pendant dix jours pour me veiller ; grâce aussi, je suppose, aux soins de mes docteurs homéopathes, j'ai vaincu le monstre, et je me trouve, après soixante-deux jours de maladie et convalescence, *à peu près rétabli*. Non, mon cher ami, ceux qui n'ont pas fait l'épreuve de cette maladie ne s'en peuvent faire une idée. Ce n'est pas la douleur violente qui la caractérise, c'est une perte de la vie qu'on sent en soi-même, comme un abaissement rapide de température. Du reste, les symptômes extérieurs sont ceux de l'empoisonnement. Ajoutez que la convalescence est d'une longueur excessive, et vous en saurez autant que moi.

Voilà donc deux mois de travail perdus, et tout naturellement cela vous a amené à me demander où j'en étais. Je vous répondrai en peu de mots, clairement.

Toute cette année, comme la précédente, nous avons vécu du produit de ma dernière brochure et de quelques menus travaux que j'ai faits, tant pour les Gauthier que pour mes libraires.

En ce moment, je vais terminer un travail sur les chemins de fer dont m'a chargé un ami, et que ma maladie a interrompu. Ce travail m'est payé 2,000 fr.

Nous vivons donc, comme vous voyez, au jour le

jour, et jusqu'ici l'existence ne nous a pas été trop dure. Avec un peu plus de relations et d'entre gent, je me ferais un petit revenu de 4 à 5,000 francs l'an, l'un portant l'autre.

J'ai écrit, en collaboration avec un jeune homme, un opuscule non signé, qui sera bientôt à la troisième édition, et qui a eu d'autant plus de succès que mon nom n'y était pas, bien qu'on sût qu'il était de moi.

Cette œuvre de pacotille a pour titre : *Manuel du spéculateur à la Bourse.* Je crois que vous ne l'avez point ; je vous enverrai la troisième édition, attendu qu'il y a lieu à des changements continuels.

A travers ces travaux de circonstance, je m'occupe de choses plus sérieuses et dont j'attends de plus considérables émoluments. C'est d'abord un grand ouvrage d'Économie, que mon intention est de vendre cher, parce que j'ai besoin de mettre un terme à la situation équivoque où je suis et de liquider mes anciennes affaires, et parce que je crois être certain d'en tirer à peu près 25 ou 30,000 francs. Je comptais que cet ouvrage pourrait paraître en juin prochain ; le choléra me vaudra un retard d'au moins trois mois.

Après cet ouvrage, j'ai sur le chantier une chronologie générale, qui, si je l'exécutais en entier, aurait sept à huit grands volumes, pour chacun desquels je ne puis pas exiger moins de 8,000 francs. Ce serait de quoi m'occuper, avec mon Économie et le courant, pour *dix ans*. Pendant ce temps-là, le monde aura tourné, les *affaires changeront*.

Je ne vous parle pas de mes anciennes publications, qui, aujourd'hui, sont à peu près sous le scellé, mais que mon premier travail mettra en vogue, et dont je pourrai tirer encore une assez forte somme.

Voilà ma perspective, quant à présent. Je vous avoue que je la trouve très-satisfaisante ; si j'éprouve en ce moment quelque gêne, elle est toute momentanée, résultat de ma maladie et de la nécessité où elle me mettra peut-être, avant de pouvoir fournir du manuscrit et de traiter avec le libraire, de prendre une avance de 1,000 à 1,500 francs sur mes honoraires. Je l'ai fait déjà ; le libraire Garnier est tout disposé à m'ouvrir encore un crédit, et je ne le refuserais qu'autant que cela gênerait la liberté de la transaction que je médite. Dans ce cas seulement, je me tournerais d'un autre côté.

En deux mots, mon cher Maurice, je compte positivement que l'an 1855 verra ma résurrection, et que, soit au point de vue de ma position d'écrivain, soit à celui de ma fortune, je serai plus avancé qu'en 1848.

Mon frère est gêné, cela est vrai, et je le sais. Il subit le contre-coup de ma maladie. Je ne puis, cette année, subvenir à ses besoins, et je n'ai pas voulu non plus qu'il prît rien chez MM. Gauthier, avec lesquels je désire me tenir sur le pied d'une entière indépendance. Il faut qu'il se resserre et qu'il souffre un peu, comme je fais moi-même. A Paris, je n'ai pas un sou de dettes ; nous payons tout à mesure ; il est vrai que nous ne sommes pas cossus et que notre ménage est pauvre et notre table mesquine. Mais pourvu que nous ne souffrions ni de la faim ni du froid, que la tenue soit propre et décente, j'aime mieux cela que de contracter des obligations partout. Je ne me crois digne des offres de service de mes amis qu'autant que je réussis à m'en passer, sans que je veuille néanmoins m'en passer toujours.

Je n'ai écrit à personne, à Besançon, depuis plus de

quatre mois, et je n'ai aucune nouvelle de Guillemin, de Micaud et de mon vieux cousin Proudhon. Je voudrais bien savoir où en est celui-ci avant de lui écrire. Il y a deux ans, sa vue avait baissé, sa main tremblait ; il touche, si même il ne passe, les quatre-vingt-dix ; vous qu'il estime infiniment, ne pourriez-vous le voir et me dire comment il est ? Vous prendrez à mon occasion tel prétexte que vous voudrez. Je crains que l'âge ne le fasse faiblir et tomber entre les mains des prêtres ; un homme qui, à cet égard, vous renseignera est P***, le traiteur, qui est *vénérable* de la loge.

Ma femme se joint à moi pour vous embrasser, ainsi que Mme et Mlle Maurice. J'espère que Mlle Laure pardonnera cette licence à un barbon de quarante-cinq ans de mon espèce, père de deux petites filles telles que je me souviens comme d'hier de l'avoir vue.

Bonjour, cher ami.

P.-J. PROUDHON.

Paris, 24 octobre 1854.

A M. BONNON

Monsieur Bonnon, j'ai reçu par mon frère, maréchal ferrant à Burgille-lès-Marnay, la lettre que vous m'avez adressée sans doute à son domicile, et qui porte la date du 14 courant.

J'ai habité moi-même Burgille pendant trois mois, en 1852, à ma sortie de la prison de Sainte-Pélagie · c'est sans doute ce qui aura fait croire que je m'étais retiré en Franche-Comté. Depuis novembre 52, je suis rentré à Paris, que je n'ai plus quitté, et où je poursuis mes anciennes études.

Je ne puis que me féliciter, monsieur, de l'honneur que vous m'avez fait de lire mes publications et de l'appréciation flatteuse que vous en faites, et je regrette de n'avoir pas un exemplaire de mes *Contradictions économiques* à vous envoyer, le plus important jusqu'ici, le plus suivi et le plus dogmatique de mes ouvrages.

Quant à une correspondance épistolaire, je vous dirai franchement, monsieur, qu'il n'y faut pas penser, non que je dédaigne cette manière de contrôler mes idées et de les féconder, mais c'est que, forcé de vivre au jour le jour du produit e mon travail, je dois ménager mon

temps, et que chaque heure perdue est pour moi une somme de un franc et quelquefois davantage enlevée, à ma famille.

Je borne donc ma correspondance aux choses de pure nécessité, à mes devoirs de parenté, d'amitié ou de société, et je m'abstiens de toute relation de pur agrément, c'est-à-dire inutile.

Si le hasard vous amenait un jour à Paris, je vous verrais très-volontiers et nous nous donnerions le plaisir d'une heure de conversation, après la journée finie, soit chez moi, soit à la promenade.

En attendant cet avantage, veuillez croire à la sincérité des sentiments avec laquelle je suis, monsieur,

Votre tout dévoué

P.-J. PROUDHON.

Paris, 22 novembre 1854.

A M. CHARLES EDMOND

Mon cher Edmond, hier, je suis allé pour vous voir : vous étiez sorti.

Ma visite avait un double motif :

D'une part, le *vieux*, c'est-à-dire notre ami Guillemin demande si dans cet instant vos relations vous permettraient de faire une démarche utile en faveur de son père, percepteur au Russey, et qui demande à aller à Morteau, avancement auquel il a droit. Je vous communiquerai la pétition qu'il a adressée à ce sujet au ministre des finances.

En second lieu, tout en travaillant à mon long Mémoire sur le service des chemins de fer, Mémoire qui a pour but utile et positif, non-seulement d'éclairer le public, mais de motiver une demande de concession, j'ai pensé qu'il vous serait peut-être possible de donner à cette affaire un coup de main.

Il faudra pour cela que vous appreniez la leçon que j'aurai à vous faire.

Mais le moment n'est pas encore venu, ce ne sera pas avant quinze jours, et je devrai m'entendre pour cela avec la personne qui doit prendre l'initiative de l'affaire.

J'ai voulu savoir seulement quelles seraient vos dispositions, car je serais heureux de vous voir mettre la main à une affaire aussi importante, et qui peut être utile à vous et à bien d'autres.

Quant à moi, je ne veux plus solliciter : je me réserve pour les *études*.

Je pense bien, cher ami, que le moment est peu favorable : le gouvernement doit être singulièrement préoccupé du sort de l'armée de Crimée, que les nouvelles les plus contraires et la réflexion nous montrent comme sérieusement compromise.

Une place qui n'est point investie ne peut jamais être considérée comme assiégée ; — en revanche, une armée qui *se retranche* est bien près de l'être elle-même. La question, à mes yeux, n'est déjà plus de savoir si Sébastopol sera pris ; mais si notre armée est en mesure le cas échéant, d'opérer sa retraite, sans une perte énorme en hommes et en matériel. Dès le commencement, cette campagne, au point de vue militaire comme au point de vue politique, est une longue absurdité....

Pardon si je vous touche un mot de politique, mais tous les intérêts sont suspendus à cette question ; l'ouvrier du faubourg, l'homme de lettres, comme le capitaliste et le fonctionnaire public, ont les yeux fixés sur la Crimée.

Donc, si vous avez un moment pour me répondre, dites moi où vous en êtes, où en est le gouvernement, s'il s'occupe encore d'affaires, s'il est disposé à établir la liberté de la presse, etc. — Car j'ai peur, s'il persiste à nous bâillonner et à faire sa tête, que les pavés de Paris ne prennent la parole !....

Bonjour.

P.-J. PROUDHON.

Paris, 29 novembre 1854.

A M. GUILLEMIN

Mon cher Guillemin, j'ai reçu les six bouteilles de kirsch dont j'ai payé l'entrée. Puisque j'avais recommandé à Mathey de faire suivre en remboursement, pourquoi ne l'avez-vous pas fait? Dites-moi donc, je vous prie, à qui et comment je dois payer, afin de ne pas conserver cette petite dette, qui finirait par tomber dans la catégorie de mes péchés d'omission.

J'ai reçu aussi votre dernière avec les pièces concernant votre frère. Je vous dirai à ce sujet que j'ai revu ***. Il est prêt à faire les démarches qui dépendront de lui quand l'opportunité se présentera. Pour le moment, le gouvernement est exclusivement occupé de sa guerre d'Orient, et inabordable. Il est des instants où, j'en suis sûr, il est encore plus soucieux de se maintenir que ses employés d'obtenir de l'avancement.

Vous me dites que je ne vous ai jamais expliqué ce que c'est que cette affaire de concession de chemin de fer dont nous nous occupons, M. Verdeau et moi.

Le voici en peu de mots :

Il y a un particulier (parfaitement connu de tous ceux qui ont travaillé au *Peuple*) et envers lequel l'em-

pereur a de grandes et personnelles obligations. Ce particulier est ruiné, et il est en quête d'une *affaire* où la main de l'empereur lui puisse être en aide. A cet effet, ledit personnage a été recommandé à M. Verdeau, chargé de trouver *l'affaire*.

Or, vous devez savoir que M. Verdeau, outre son système de coussinets de fonte, si utilement appliqué par la Compagnie de Bordeaux, s'est occupé très-spécialement du mode d'exploitation des voies ferrées. Ses observations l'ont conduit à quelques aperçus utiles, qu'il m'a communiqués avec un fouillis de notes, en me demandant si je voulais me charger de tirer tout cela au clair, d'en faire un rapport qui pût être présenté au ministre, et, plus tard, être converti en volume.

J'ai accepté; depuis six mois je suis à l'œuvre, et je compte accoucher d'ici à huit ou dix jours du *Rapport*, et fin décembre de l'ouvrage entier, qui pourra former 300 pages in-8°.

Vous sentez que dans tout cela je mets beaucoup du mien. M. Verdeau m'a indiqué son idée, fourni ses renseignements, et j'ai commencé une enquête qui m'a mené loin.

Nous ne doutons pas que, sur l'exposé que je vais faire et que le particulier en question fera valoir, une concession de chemin de fer ne soit accordée au solliciteur que la compagnie nouvelle récompensera de son entremise, comme il se pratique en cas pareil.

Ce point résolu, notre rôle commencera. La Compagnie, préparée et organisée d'avance par M. Verdeau, devra recevoir dans son personnel de bureau nous et nos amis et nous offrir ainsi la rémunération de services plus réels et moins honteux que ceux de notre intermédiaire.

Comme il est bon d'avoir plus d'une corde à son arc, j'ai parlé de ceci à ***, en lui disant que je comptais réclamer aussi ses services : ce qu'il a accepté avec empressement. Le pauvre garçon a besoin de se caser ; c'est le plus habile solliciteur de la terre, et d'après ce qu'il m'a dit, nous pourrions par son intermédiaire faire peut-être accepter par M. Morny, pour le *Grand central*, notre projet de réformes. D'après mes calculs, il y aurait à économiser sur la dépense d'exploitation de ce chemin une somme de cinq à six millions *par an*.

Voilà, mon cher ami, le lièvre que nous chassons et dont la prise dépend peut-être uniquement de ma diligence.

Il est entendu que ni moi, ni pas un des nôtres, ne doit figurer dans cette affaire quant à la sollicitation. Je reste dans l'ombre, comme il convient à un scribe à gages, jusqu'au moment où il n'y aura plus d'inconvénient à m'en faire sortir. Au surplus, je tiens à demeurer le théoricien de l'entreprise.

Vous me demanderez en quoi consiste donc ce système d'économies qui promet tant de millions à ses réalisateurs.

La chose est simple : il s'agit tout bonnement de remplacer le matériel massif par un matériel plus léger, en autres termes, de diminuer de deux tiers le poids mort dans les convois et d'augmenter d'autant le poids utile et tout ce qui s'ensuit.

Les calculs les plus minutieux dans lesquels je suis entré à cet effet, pour la grande et la petite vitesse, me donnent lieu d'affirmer que l'économie ainsi obtenue n'est pas moindre, sur les chemins de Lyon, d'Orléans, du Nord et de l'Est, de 10,000 francs par kilomètre.

En admettant les deux tiers pour le Grand central,

cela ne ferait pas moins, sur 915 kilomètres, de huit millions par an!...

Avant la fin de l'année, l'affaire sera lancée, et je vous tiendrai au courant. Si la chose réussit selon nos espérances, nous pourrons cette fois caser la petite famille; il y aura place pour tout notre monde. Et le vœu que vous exprimait ma dernière pourrait enfin se réaliser...

La guerre d'Orient prend une tournure décidément ruineuse et fatale, mais qui, je le crois, n'entravera pas notre entreprise. La raison de cela, est que, tout le monde aussi bien que le gouvernement étant forcé de s'arranger pour une guerre longue, de plusieurs années, et peut-être sans solution possible, on se remettra de gré ou de force aux affaires, car on ne peut vivre sans travailler; ce qui ne nous empêchera pas, avec cette ouverture de veine, de nous affaiblir continuellement, et à la fin de défaillir.

L'armée de Crimée prépare ses quartiers d'hiver; on lui fait des baraques; on lui envoie 20,000 hommes de renforts sans compter les Anglais, et autant sur le Danube pour faire diversion avec Omer-Pacha en Bessarabie. De tout ce monde, nous ne verrons revenir que les *estropiés;* le reste, ou périra par le fer et les maladies, ou sera employé à servir de garnison, ce qui, un peu plus tôt, un peu plus tard, revient absolument au même. (La perte des Anglo-Français, à cette heure, est au moins de 35 à 40,000 hommes.)

L'armée alliée, fortement retranchée dans son camp, et Balaclava pouvant résister à un coup de main avec quelques milliers d'hommes, les assiégeants ne peuvent être forcés, et on les croit à l'abri de tout risque d'être jetés à la mer.

Tranquilles de ce côté, les alliés peuvent donc se livrer aux travaux du siége, et l'on ne doute guère qu'ils ne viennent à bout de *prendre*, comme on dit, Sébastopol. Mais quelle *prise!* En affaires, on ne tolérerait pas ce langage. Sébastopol aura coûté aux alliés depuis le jour du débarquement, 40 ou 50,000 hommes, plus un milliard; ils n'y trouveront pas pour un million de cuivre, fer et fonte, débris de l'arsenal russe, que l'ennemi passant la rade sur son pont de bateaux n'aura pu emporter, et les éclats de nos propres obus. Sébastopol est une ville qui ne compte pas plus de 3,000 âmes de population civile; là, point de magasins, de fabriques, de valeurs mobilières; des casernes, des pierres, voilà tout!...

Le port et la ville enlevés d'assaut, il faudra recommencer un second siége pour chasser l'ennemi de la citadelle du Nord, et détruire une armée de 100,000 hommes, ce qui coûtera encore du monde et de l'argent. Quand tout cela sera fait, nous serons maîtres de la Crimée, une steppe immense, aussi grande que toute notre Franche-Comté, où l'on compte à peine 200,000 pauvres paysans tatares et qu'il nous faudra garder, comme je vous l'ai déjà dit, avec au moins 50,000 hommes!... Et ce ne sera que le commencement de la guerre!...

Palmerston est venu à Paris ces jours derniers; toutes sortes de bruits courent sur son entrevue avec Bonaparte. On dit qu'il lui aurait conseillé de changer ses ministres, de modifier sa constitution, de faire appel à la liberté, etc. On parle d'un emprunt d'un milliard ou deux fait en commun par les puissances alliées, pour lequel elles se déclareraient solidaires...

J'allais oublier de vous dire que la Transatlantique est décidément abandonnée. En revanche, depuis le

lancement du *Jacquart*, ces messieurs sont assaillis par les villes de Nantes, le Havre, Bordeaux, qui, après avoir refusé de prendre une seule action, se disputent le nouveau service, comme autrefois on se disputait un chemin de fer.

A propos de navigation, je vous dirai que ces jours derniers j'ai élaboré, pour un ancien commissionnaire de Dijon, Beuchot, un projet de société par actions pour la navigation intérieure. L'exposé de motifs ne fait pas moins de vingt-cinq à trente pages in-8°. Les prix de revient sont calculés 0 c. 9 par tonne et kilo sur la Seine; c'est-à-dire 2 c. 5 sur les canaux. Ce projet, rendu public, et coïncidant avec la fusion qui se prépare à Lyon entre les Compagnies du Rhône et de la Saône, aura pour effet de jeter l'alarme parmi les Compagnies de chemins de fer, et donnera à mon plan de réforme un intérêt d'à-propos extraordinaire. Devant ces prix inférieurs de la batellerie, le chemin de fer ne peut rester en arrière; c'est encore un motif d'espérance pour nous.

Je vous serre la main.

P.-J. PROUDHON.

Paris, 19 décembre 1854.

A M. LE DOCTEUR MAGUET

Cher ami, j'ai reçu en son temps le panier de fraises (en racines) que vous m'avez envoyé; j'ai labouré un coin de mon jardin et les ai plantées dedans sans plus de façon. Nous verrons ce qu'il en adviendra au printemps. Remerciez en attendant, de ma part, la personne qui vous a procuré pour moi cette plantation.

Nous avons vu une fois Eugène; je l'avais rencontré une autre dans la rue Soufflot. Il semble un peu dégrisé déjà des gloires de l'école. Une discipline minutieuse et parfois ridicule, une pédagogie hargneuse, un enseignement plus ou moins rationnel, etc., etc., tout cela forme un contraste assez désagréable avec l'état de l'uniforme, le chapeau tricorne et l'épée. J'entends dire que plus de trente élèves, ennuyés, se proposent de donner leur démission, et que le gouvernement menace, si les jeunes gens continuent à repousser la profession des armes, de supprimer l'école. Ce serait, en effet, un plaisir de plus accordé aux jésuites. Quand venez-vous? Nous aurons à dîner le docteur Cretin, ancien rédacteur du *Peuple*, maintenant en pied dans notre bonne ville de Paris, grâce à la haute protection

de M. Pétroz. Si vous avez la précaution d'arriver un mercredi, Eugène sera de la fête : en tout quatre hommes, qui tiendront très-bien autour de la table.

Bœuf, gigot, légume, dessert; vin ordinaire, bordeaux, ermitage, tokay, kirsch excellent, prune à l'eau-de-vie et café, voilà votre menu. C'est le polytecnicien qui sera attrapé !

Ma femme n'ayant pas de bonne, et par ces courtes journées le pot devant être mis au feu de bonne heure, il serait bien que vous nous fissiez savoir par un mot quel jour vous devez arriver. Ma lettre n'a pas d'autre but que de vous prier de nous prévenir.

Bonjour à Bessetaux.

Je vous serre la main.

P.-J. PROUDHON.

Paris, 19 décembre 1854.

A Mme ET M. SUCHET

Madame et monsieur, nous avons reçu votre bonne lettre, puis le ballot de figues et autres choses, qui a fait pousser des cris de joie à la petite famille, et je viens, de la part de ma femme et des enfants, vous en faire nos remerciements. Une seule chose nous a fait peine, c'est que Mme Suchet se soit crue obligée de nous faire des espèces d'excuses : on dirait que le ballot de fruits secs est en compensation de la visite qu'elle n'a pu nous faire, et qui, pour nous, sachez-le, était sans compensation. Mais chassons vite ce nuage!...

J'ai pensé bien des fois en lisant les journaux que cette guerre d'Orient, que je déteste, je vous l'avoue, comme dirigée encore plus contre les libertés de l'Europe que contre le tsar, serait au moins profitable à l'un des hommes que j'aime et estime le plus au monde, à mon bon ami Suchet. Puisse-t-il, à cette occasion que lui fournira la sottise réactionnaire, obtenir une réparation suffisante de tout le mal qu'on lui a fait, et à vous, madame, une captivité de près de trois années! Ce serait de bonne guerre et j'en battrais des mains.

Rien d'intéressant à vous apprendre. Pilhes est rentré dans les affaires en brave et loyal garçon; la maison Boissaye, où il s'est casé, est satisfaite de ses services, et il a conquis, par la franchise de sa position et de sa conduite, l'estime de tous ceux qui le connaissent. Langlois, qui était allé à Constantinople dans l'espoir de faire agréer ses services au sultan, en est revenu Gros-Jean : le Turc, à l'instigation du gouvernement français, n'acceptant pas de services républicains. J'eusse mieux aimé que Langlois suivît l'exemple de Pilhes et ne se couvrît pas du masque d'un vain chauvinisme pour obtenir sa liberté. *** est enfin libre, et, comme toujours, il a ou se donne la satisfaction de dire qu'il n'a rien fait pour cela; qu'il ne sait ce que lui veut le gouvernement; que c'est *sa femme*, *sa tante*, *ses amis*, etc... Mon cher Suchet, vous aviez là pour collègue un abominable tartufe, à qui je n'ai pu m'empêcher un jour de dire ce que je pensais de lui.

On s'est généralement moqué de Barbès, entrepreneur, en 39 et 48, d'un coup d'État révolutionnaire, se disant solidaire de Waterloo, applaudissant à la guerre d'Orient, s'honorant du titre de *chauvin*, et refusant la liberté que lui donne spontanément, à tous ces titres, Napoléon III. Mais que voulez-vous? Barbès joue un personnage : c'était un martyr que l'empereur est venu descendre de sa niche. Quelle trahison! Je me représente Barbès donnant, par toutes ses idées et ses actes, la main à l'empire, et, à cause de son étiquette de républicain, détournant la tête!...

Au reste, notre démocratie en est à peu près là. Malgré les déclarations officielles de l'empereur et des ministres, malgré l'alliance avec l'Autriche, à moitié accomplie, elle s'obstine à vouloir que la guerre, toute

politique d'Orient, devienne une guerre de révolution ; et sur cette chimère, ils applaudissent, ils poussent à la guerre. Les plus clairvoyants ouvrent les yeux : la masse représentée par le *Siècle*, le *Charivari*, la *Presse*, etc., continue de chanter la Marseillaise. — Il y a un lien secret, vous dis-je, qu'on n'ose avouer, mais qui est réel, entre les jacobins et les impériaux.

Pour moi, chers amis, je m'isole de mon mieux et cherche mes consolations et mon gagne-pain dans le travail. Je sais que la démocratie, furieuse d'avoir perdu le pouvoir, surtout depuis qu'elle a le spectacle de l'empire sous les yeux, me hait comme l'un des auteurs de sa chute. Je la paye de sa haine en mépris. Dynastie pour dynastie, pourquoi donc irais-je choisir entre Bourbon, Orléans, Bonaparte, Cavaignac, Ledru-Rollin ? La liberté, le progrès, l'éducation du peuple, son affranchissement de la misère et de la superstition ne sont avec aucun d'eux. Je l'ai dit. Voilà mon crime. J'aurai, j'espère, occasion de le redire encore....

Chère madame Suchet, ma femme vous prie de l'excuser si pour vous répondre elle emprunte la plume de son mari.

N'oubliez pas de nous venir voir une autre fois, faites plus simplement : prévenez-nous la veille, sans plus de façon, et venez manger notre dîner. Tout pauvres que nous soyons, il y aura toujours chez nous pot-au-feu et petit extra pour célébrer la bien-venue de deux amis.

Si vous saviez le latin, madame, je vous citerais un vers de Virgile, où le bon Évandre dit à Enée : *Osez, cher hôte, dédaigner le luxe !....* Eh bien, nous passerons une aimable soirée avec peu de chose, si votre cœur a le courage de l'accepter.

Nous vous embrassons, monsieur et madame, de tout cœur. Catherine n'a pas oublié madame Suchet, la madame qui lui a donné un fichu *rouge* ; et, grâce aux figues, votre nom sera répété bien des fois cet hiver.

Votre tout dévoué,

P.-J. PROUDHON.

1855.

A M. CHARLES EDMOND

Mon cher Edmond, voici le reste de mon manuscrit.

Lisez encore et retournez-moi le tout au plutôt avec vos remarques. Je vous réserve pour ma révision encore une demi-journée.

Au fond, il me semble qu'avec ce que je vous fournis, vous pourriez fort bien à présent vous passer de moi.

Si *l'étoile* le veut et que le bon génie de la Révolution s'en mêle, le socialisme peut en un trait de plume être le maître de l'Europe.

Isidore fera-t-il donc moins qu'Alexandre?

A ce superbe roi de carreau joué par celui-ci sur la Pologne, ne répondra-t-il pas par l'as vainqueur et couronné du trèfle atout?...

Bonjour.

P.-J. PROUDHON.

1855.

A M. GUSTAVE SUCHET FILS

Mon cher Gustave, tu n'es qu'un adolescent par l'âge, et, par le cœur, par la raison comme par la taille, te voilà déjà un homme. Tu as tous les genres de bonheur, mon jeune ami. Tu es né dans l'aisance, ce qui est bien, mais pas riche, ce qui vaut peut-être encore mieux; de bonne heure tu as reçu l'exemple du devoir civique et la leçon de l'infortune : grand et inappréciable avantage encore, quand le devoir n'a rien de féroce et que le malheur ne dépasse pas la force d'une âme bien née. A cette heure, tu reçois de ton père et au sein de la famille ton initiation aux affaires; tu achèves, par la pratique des hommes et l'étude des intérêts, une éducation heureusement commencée. Je ne te redirai pas avec quel bonheur j'ai appris de ta propre bouche que ton intention bien arrêtée était de devenir un producteur, un citoyen, un chef d'établissement, le continuateur honoré d'une digne famille de négociants et que tu avais en pitié le métier de soldat, de fonctionnaire et tout ce qui y ressemble. Rien ne manque à la plénitude de ta jeunesse, rien j'espère ne manquera à la dignité (laissons la gloire) de ton exis-

tence. Que puis-je donc te souhaiter au commencement de cette année, mon cher Gustave? Ta mère est fière de toi, ton père est et sera toujours ton meilleur ami. Il suffit que tu y penses, pour ne jamais t'écarter du chemin de l'honneur et ne reculer devant aucun dévouement. Use donc, use noblement, vertueusement, de ta jeunesse, apprends à être libre sans froisser aucune affection, et quand l'âge des pensers sérieux sera définitivement venu, ton père et ta mère te diront ce que tu dois faire.

Je t'embrasse, mon cher Gustave, et pour que tu ne m'accuses pas de trancher avec toi du pédagogue, je te préviens que cette lettre est la seule que tu recevras jamais de moi de ce style. Dorénavant, je te traiterai en homme; songes-y bien.

Ton ami,

P.-J. Proudhon.

Paris, 3 janvier 1855.

A M. MAURICE

Mon cher Maurice, nous venons, ma femme et moi, accompagnés de nos deux petites filles, vous souhaiter, ainsi qu'à Mme et Mlle Maurice, la bonne année.

Comment vous portez-vous ? Vous nous ferez plaisir de nous mander cela. Et pour n'oublier personne, comment se porte votre mère? vit-elle encore? Dites-le-moi.

Avez-vous senti les atteintes du choléra-morbus ?... Je vous recommande de vous tenir en garde contre cette maladie, dont on ne meurt pas toujours, surtout quand on est soigné à point, mais qui peut vous causer une incapacité de travail de deux et trois mois, comme il est arrivé à votre serviteur, en lui laissant pour bien longtemps encore les entrailles souffreteuses et endolories.

Depuis que je suis sur pied, je travaille d'une manière assez satisfaisante. Grâce à un ami qui m'a procuré ce que nous appelions jadis à l'imprimerie un *labeur*, non-seulement j'ai fait face aux six derniers mois, mais je vais me trouver avec six mois d'avance : ce qui me permettra de mettre au net mon grand ouvrage d'Économie.

Vous voyez que je suis riche !

Ne vous ai-je pas dit récemment ce que je comptais faire cette année pour l'acquittement de mes dettes?... Eh bien! cela me paraît commencer à prendre tournure, et j'ai lieu de croire, malgré la misère générale, que j'en viendrai à bout. Quelle bonne nouvelle à vous annoncer! Je crois, ma foi, que de l'aventure, je m'en irai prendre une vacance de huit jours à Besançon et vous demander à dîner.

Ce qui m'inquiète, et je ne suis pas le seul, c'est la politique. Nous voilà, par l'ineptie de nos gouvernants, aussi fous en leur espèce qu'eussent pu être des montagnards de 48, enterrés dans une entreprise de laquelle nous ne sortirons pas avec gloire si l'on s'obstine dans la voie suivie jusqu'à présent. Ici, tout ce qui ne jure pas *par la fortune de César* regarde l'armée alliée de Crimée comme *perdue* ou du moins comme ne pouvant plus être dégagée que par l'un de ces deux moyens que le gouvernement est également incapable d'adopter : ou bien l'envoi de 300,000 hommes sur le Pruth, ou bien un traité de paix aux conditions posées par le tsar!...

Quant à la Turquie, elle ne se relèvera pas du secours que les Anglo-Français lui ont porté : sa fin est venue.

Or, de quelque manière que la question se décide, par la défaite ou par l'humiliation, il paraît difficile que le nouvel établissement impérial y résiste : sa fin est aussi venue!...

L'empire mort, à qui la succession? On ne compte pas les légitimistes. Restent donc en présence la monarchie constitutionnelle, le comte de Paris, Joinville, et la princesse Hélène, — et la République.

La république aurait des chances, si les républicain

savaient manœuvrer et surtout oublier!... Mais ils sont furieux et n'entendent amnistier personne. Je ne fais pas le prophète, mais je vois là le principal obstacle à leur retour. On n'a pas cessé d'avoir peur de nous, malheureux *démocs socs;* on n'a pas foi à nos reliques. Aussi bien, entrevoit-on, après la rude expérience de ces sept années, des temps meilleurs avec le système constitutionnel!... *Amen.*

— Qu'est-ce donc qu'a eu Lolot avec son patron Thomas Desprez? Je les croyais mariés pour la vie et indivorçables!

Avez-vous des nouvelles du père Proudhon, de Saint-Jean? Allez donc, de grâce, lui porter ma lettre. — Le pauvre vieux ne peut plus écrire, sa main tremble, et vous me transmettrez ses paroles, les dernières peut-être que je recevrai de lui. Qu'il ne s'avise pas de faire le plongeon et de mourir entre les mains des prêtres, ou je le renie. — Que fait son neveu, M. M***? C'est pitié, en vérité, de voir cet homme, si ferme autrefois, âgé de 91 ans, délaissé de toute parenté, sans un fils, un gendre, un parent pour lui fermer les yeux. Je voudrais être à Besançon, je le verrais de temps en temps et lui adoucirais le passage.

— Que font Mme L*** et P***?

J'ai eu la visite du fils de celui-ci au mois d'août dernier. Je souffrais du choléra; il était conscrit et allait rejoindre son régiment je ne sais où. Est-il allé en Crimée?

— Et ce brave Huguenet? Parvient-il à joindre les deux bouts avec son imprimerie? Détestable état où je me suis fourré, où nous nous sommes fourrés trois, vous par amitié, moi par ardeur de jeunesse, et L*** par ignorance pure des affaires! Métier qui ruine

à peu près tous ceux qui l'embrassent ou les laisse mourir de faim.

— Allons, mon cher ami, encore une année dans l'abîme éternel, encore une fleur arrachée de cette couronne qui s'appelle la vie ! Avez-vous peur de la mort ? Moi, non. Touchez donc là, et buvons à la santé de nos filles qui, j'espère, nous donneront des fils dignes de boire un jour à la mémoire de leurs pères.

Je vous embrasse tretous.

Votre ami,

P.-J. PROUDHON.

Paris, 3 janvier 1855.

A M. MATHEY

Mon cher Mathey, nous vous souhaitons la bonne année, à vous, à Guillemin, François, Prével, et tous les amis, s'il en reste encore.

J'ai vu hier M. Verdeau, plus affairé que jamais. Il m'a rendu, après lecture, l'*extrait* que je lui avais remis de mon travail sur les chemins de fer, et, sauf quelques corrections de détail insignifiantes, il l'a approuvé. Pendant qu'il va agir de son côté pour la concession, je presserai du mien l'impression, et d'ici à un mois ou six semaines, vous recevrez mon travail, trois cents à trois cent cinquante pages environ, qui, je l'espère, fera plus d'effet et aura plus de succès encore que le *Manuel*.

Maintenant, il faut vous dire tout, mais pour vous seulement et Guillemin. L'eussiez-vous deviné ? Chose que je n'ai dite ni à MM. Gauthier, ni aux amis, le solliciteur payé de la concession, celui par qui M. Verdeau espère enlever l'affaire, est *Vieyra*, le fameux dévastateur Vieyra, le Vieyra du *Peuple* enfin, lequel ne se doute guère, à coup sûr, qu'il va travailler pour nous et les nôtres...

Le sieur Vieyra a rendu au sieur Napoléon III des services *essentiels* que celui-ci tient à reconnaître. Mais pour cela, il fallait une *affaire*, que ledit Vieyra était incapable de découvrir. M. Verdeau s'en est chargé. Ainsi M. Vieyra gagnera son pot-de-vin, M. Verdeau organisera une Compagnie, et moi je serai l'Homère du nouveau système d'exploitation, où vous n'aurez pas de peine à discerner ce qui est de notre excellent ami et ce qui est de moi...

En attendant le succès qui doit récompenser ses efforts, M. Verdeau s'est conduit envers moi on ne peut plus délicatement. C'est pour moi un devoir de vous le dire; je regarderais mon silence comme de l'ingratitude. M. Verdeau m'a payé mon travail 2,000 francs, ce qui n'a rien sans doute d'exagéré; mais, en me chargeant de l'impression, il m'abandonne le produit de la vente, ce qui peut me valoir une somme à peu près égale. J'espère bien qu'il sera dignement récompensé; mais enfin, je trouve, moi, que c'est là une façon d'agir aussi noble que délicate.

Mais réussira-t-il? Voilà le *Tu autem*.

Hélas! cher ami, la fin de l'empire est venue; et peut-être avant que la concession ait été obtenue, chose qui entraîne toujours des lenteurs, peut-être que l'Élu de la nation aura dû quitter les Tuileries!

Je regarde désormais, malgré les motifs de sécurité que je cherchais naguère dans les retranchements de Balaclava, notre armée d'Orient comme *perdue*. Tous les symptômes d'un désastre s'accumulent depuis un mois et s'aggravent, et les attaques répétées des Russes, que nos journaux traitent par-dessous la jambe, et les manœuvres de Liprandi, et les cris de détresse de la presse anglaise, et la politique de tem-

porisation de l'Autriche, et la saison, etc., etc., tout me pronostique que nous touchons à la débâcle orientale, suivie bientôt de la débâcle napoléonienne.

Sans doute, il y a des miracles à la guerre ; mais, comme me le disait l'autre jour le général Ulloa, les miracles n'arrivent pas *sans condition* : et la première de toutes, c'est qu'une armée puisse se remuer. Nous sommes assiégés dans notre camp, harcelés nuit et jour par l'ennemi qui nous tâte, qui guette l'heure de la défaillance et du désespoir ; nous n'avons plus de chevaux pour manœuvrer l'artillerie ; plus d'une fois le soldat a dû se contenter de la *demi-ration ;* nos malheureuses recrues n'arrivent en Crimée, après trois semaines d'une navigation pénible, que pour aller à l'hôpital ; enfin, chose horrible, l'armée ne peut pas, quand elle le voudrait, se rembarquer ; elle est condamnée à vaincre, et la victoire lui est difficile. Brûler, écraser Sébastopol, ce n'est pas vaincre ; il faut enlever la place, l'armée, la citadelle, expulser les Russes, occuper Pérécop : toutes choses impossibles à une armée sans chevaux et qui ne peut s'éloigner seulement de deux lieues de sa flotte, son point d'appui !

L'inquiétude commence à gagner partout ; le ministère anglais, battu sourdement par une opposition formidable (139 contre 173 dans la Chambre des Communes), qui a bravé la colère de John Bull pour blâmer et la guerre, et la tactique suivie, et la politique du ministère ; ce ministère, dis-je, est menacé d'une retraite prochaine ; or, si l'Angleterre, avec sa constitution parlementaire, en est quitte pour changer de conseillers, en peut-il être de même chez nous ?...

L'année 1854 a été pire que l'année 53 ; l'année 55, commençant par une baisse de 1 fr. 35 et un aspect

sinistre, menace d'être pire que l'année 1854 ; cela me rappelle un passage d'un prophète disant : « Le moucheron a consumé ce qu'avait épargné la rouille, et la sauterelle a dévoré ce qu'avait laissé le moucheron. La sauterelle ayant crevé, la peste est née de l'infection ; puis de la peste et de la famine est sortie la guerre civile !... »

J'ai appris le lendemain de l'arrêt la perte du procès Robbe. Ainsi, le malheureux est ruiné sans ressource. On ne se relève pas de pareils coups, alors surtout qu'on n'est pas escorté d'une réputation de capacité supérieure et incontestable.

Je prie Guillemin, s'il rencontre Lolot Micaud, de lui serrer la main pour moi, ce qui vaudra mieux qu'une lettre, et de lui dire que je lui aurais écrit, à propos de la sortie de chez Desprez, si je n'avais craint que mes consolations ne fussent aussi maladroites qu'inopportunes. Je ne connais pas assez cette histoire pour en parler à *l'auteur*. Mais je ne veux pas que notre vieil ami croie que je le néglige ; j'attendrai donc quelque nouveau renseignement.

Bonjour à tous et bonne santé.

Mes amitiés et celles de ma femme à Mme Guillemin.

Je vous embrasse tous.

P.-J. PROUDHON.

Paris, 14 janvier 1855.

A M. BERGMANN

Mon cher Bergmann, puisque tu m'as prévenu en m'envoyant ton discours d'ouverture, j'ai voulu le lire avant de t'envoyer mes souhaits de bonne année.

Je n'ai pas grand'chose à te dire de ce morceau, sinon que je l'ai trouvé, comme tout ce que tu fais, substantiel et annonçant un écrivain maître de sa matière. Je ne suis qu'un fort médiocre littérateur, je connais peu les littératures étrangères, et comme je ne sais pas les langues, je suis peu capable d'en juger. J'ai pourtant lu, dans des traductions que je crois médiocres, le *Faust* de Gœthe, la *Marie Stuart* et le *Guillaume Tell* de Schiller. Je pense comme toi que de pareilles œuvres sont au niveau de ce que la poésie chez tous les peuples a produit de plus parfait et de plus original, et je souscris à ton jugement sur la littérature moderne des Allemands.

Je voudrais savoir cependant si, dans la langue même de Schiller, le *Guillaume Tell* paraît, comme je le trouve dans la traduction, inférieur à la *Marie Stuart*. Peut-être n'est-ce qu'un effet d'une prédisposition qui m'est particulière ; mais je trouve çà et là la première

pièce un peu verbiageuse, un peu apprêtée, et même froide.

Mais je ne connais rien que je préfère à *Marie Stuart*. Les caractères des personnages me paraissent achevés, le dialogue irréprochable, la péripétie naturelle. Je t'avouerai d'abord que j'ai été toute ma vie amoureux de cette pécheresse : aucune héroïne de roman, ni Virginie, ni Julie, ni Clarisse, n'a produit sur moi à beaucoup près une impression pareille à celle que j'ai ressentie de cette créature réelle, adultère, parricide et catholique. Admirable effet de la poésie, je l'ai trouvée sublime dans Schiller, et, depuis la lecture que j'ai faite de ce drame, elle ne me sort plus de l'esprit. En tout bien tout honneur, j'en suis fou.

Mais laissons ces bagatelles.

Éprouves-tu dans ton cours les tracasseries de la police ou du clergé? Te laisse-t-on tranquille?

Je sais quelle haute position tu as conquise dans l'opinion. Tu es un de ces hommes rares que tous les partis respectent, et que l'on dispense de toutes les garanties qu'on exige des autres; tu peux vivre et professer sous tous les gouvernements, leur prêter le serment qu'ils exigent, trop honorés de le recevoir, et n'y tenant que pour pouvoir dire qu'ils te connaissent et t'estiment. Tu habites une sphère trop haute pour qu'on scrute les motifs de tes actions; tu es à la patrie, à la science; qui que ce soit qui nous possède et nous mène, tu es sacré pour lui.

C'est bien beau, cela : mais enfin, mon cher ami, le nombre des sots est grand, les bêtes sont en mojorité, et les bêtes sont méchantes. Encore une fois, les jésuites ne te tourmentent-ils pas?

La tyrannie des prêtres est pire aujourd'hui qu'en

1815-1825; leur plan avoué est de tuer la science, d'étouffer toute liberté et toute lumière. Aussi la colère grandit avec leur pouvoir, et, je ne puis te le cacher, il est des retours aux choses d'ici-bas! Si jamais la démocratie retrouve un quart d'heure, et que je sois compté pour quelque chose, ce sera fait, en France, du catholicisme...

Je travaille de mon mieux. Je t'enverrai peut-être dans un mois un opuscule sur les chemins de fer, espèce de monographie économique, l'une des études par lesquelles je me prépare à la construction de la science.

Ma femme et mes enfants vont assez bien. L'année semble commencer assez heureusement pour moi; j'espère gagner ma vie, la dot de mes filles et la considération des hommes de cœur et d'intelligence par-dessus le marché. Que puis-je désirer de plus?

Je me mets aux pieds de Mme Bergmann, qui sans doute voudra se souvenir avec indulgence de moi. Ne lui communique de mes confidences que ce qu'elle pourra entendre sans me retirer son estime.

Bonjour, cher ami; je te serre la main avec amour, et, quand je pense à tant de choses, avec rage.

A toi.

P.-J. PROUDHON.

Paris, 16 janvier 1855.

A M. GUILLEMIN

Mon cher Guillemin, après avoir bien cherché et réfléchi, je ne vois qu'un moyen de tenter la voie des sollicitations en faveur de votre frère; mais comme il y a du risque, je viens vous en faire part.

Le ministre Bineau, comme vous savez, est malade; il est parti pour l'Italie, et c'est M. Baroche qui fait l'intérim de son ministère.

M. Baroche est tout ce que vous pouvez imaginer de moins favorable, et, de près ni de loin, directement ou indirectement, nous ne pouvons atteindre jusqu'à lui.

D'un autre côté, le prince Napoléon qui aurait pu nous servir, n'est attendu que le 26 courant; il reviendra avec une réputation détestable de rouge, de révolutionnaire, de mauvais soldat, de général insoumis, etc. C'est pour cela qu'on le fait revenir; jugez s'il est odieux aux ministres. M. Baroche en particulier est *hors* de ses papiers.

Que faire donc?

Aux grands maux les grands remèdes. J'ai imaginé d'adresser moi-même à M. Baroche, en forme de protestation, voire même de dénonciation, une lettre qui

relaterait tous les faits, insisterait sur l'influence cléricale, et signalerait le grave désordre d'un gouvernement où la véritable influence est étrangère au pouvoir même, la nécessité de résister; l'absurde calomnie du *socialisme*, etc., etc., etc. Il y aura sans doute en M. Baroche une corde d'amour-propre que je toucherai et qui peut-être nous le rendra favorable.

Je ferai remettre au ministre ma *boutade* par M. Perron, et nous attendrons l'effet.

Je vous le répète, mon cher, je n'ai que ce moyen à vous offrir, et, s'il s'agissait de mon frère, je n'hésiterais pas à l'employer.

Répondez-moi donc courrier par courrier, et à l'arrivée de votre lettre, ce sera fait.

Mathey devrait bien au moins m'accuser réception de mes lettres; je lui ai écrit pour le nouvel an; ma lettre vous est commune, et vous ne m'en parlez ni l'un ni l'autre.

Bonjour.

P.-J. PROUDHON.

Paris, 22 janvier 1835.

A M. L'ABBÉ X***

Monsieur le curé, vous avez grand tort de me demander si je vous ai oublié et de prendre tant de précautions pour m'écrire. Qu'il me suffise de vous dire que si l'un de nous deux avait perdu le souvenir de l'autre ou avait senti faiblir son estime, ce ne serait pas moi. Cela dit, je réponds point par point aux différents articles de votre lettre.

1. Je suis athée comme Malebranche, comme Spinosa, comme Kant, comme Leibnitz, comme Hegel, ni plus ni moins. C'est-à-dire, non que je professe la même philosophie qu'aucun de ces grands hommes, mais que j'ai sur Dieu, l'âme, la religion, une théorie à moi, aussi éloignée du matérialisme holbachien ou épicurien que de l'idéalisme de Barclay. La *critique* que j'ai faite de l'idée de Dieu est analogue à toutes les critiques que j'ai faites de l'autorité, de la propriété, etc.; c'est une négation systématique destinée à arriver à une affirmative supérieure également systématique. Cette matière au surplus est si vaste, que je ne pourrais la traiter en moins de quinze ou vingt pages.

2. Le socialisme n'a rien de contraire au catholi-

cisme; quant à la *justice* et aux *mœurs*, c'est le catholicisme élevé à la hauteur d'une science rigoureuse et démonstrative. Seulement, comme, selon moi, depuis le premier siècle jusqu'à nos jours, l'Église a perpétuellement hésité et même varié sur les matières de l'usure, du divorce, etc., et que la doctrine à laquelle elle semble s'être arrêtée finalement est diamétralement opposée aux conclusions les plus certaines du socialisme, j'attaque l'Église sur ce point jusqu'à ce qu'elle se soit définitivement expliquée. Comment ferais-je autrement, lorsque dans ce moment je vois les organes de l'Église différer entre eux et tantôt s'accorder avec moi, tantôt rejeter mes théories?

2. Je ne crois point d'une manière absolue qu'il y ait incompatibilité entre la raison et la foi : je dis seulement que la foi ne peut jamais servir de *prémisse* à la raison; que tout au contraire elle doit *résulter* des dernières conclusions de la raison. C'est ainsi que, dans ma manière de voir, la philosophie socialiste conclut à des postulés supérieurs à la raison, inaccessibles à la raison. Toutes les fois qu'on voudra renverser cet ordre et subordonner la raison à la foi, au lieu de faire ressortir scientifiquement celle-ci de celle-là, on aboutira au libertinage, au scepticisme et à l'impiété.

4. J'admets que la religion est une prérogative de notre espèce, une qualité de notre entendement, qu'ainsi elle n'est pas soumise à la discussion humaine, et qu'elle est, dans son principe, indestructible. Mais je n'admets point comme vraies, à la lettre, les *révélations* ou *théophanies* : à cet égard, je mets sur la même ligne le paganisme, le sabéisme, le judaïsme, le christianisme, en un mot, toutes les religions. Ce sont les formes *fantastiques* sous lesquelles s'est spontanément produite la pensée reli-

gieuse et qui s'évanouissent peu à peu sous la forme *vraie*, laquelle est la science pure de l'homme et de la nature.

Je crois que le catholicisme est, depuis trois siècles, en train de se transformer dans cette dernière forme.

5. Il est ridicule de me demander si je repousse le Décalogue, et si j'en veux mettre un autre à la place.

Le Décalogue est le *contenu* de la religion mosaïque (comme de toutes les religions); les cérémonies du Lévitique en sont la *forme;* l'histoire de la Genèse et de l'Exode en est la *légende.*

Toute religion a ainsi son contenu, sa forme, sa légende. Le contenu est le même dans toutes; — il est *vrai;* — c'est par la forme et la légende que se distinguent seulement les religions, c'est-à-dire par les créations accessoires de l'imagination diversement impressionnée des peuples.

6. Le jour où la conscience universelle acquiert ainsi l'intelligence de la religion qu'elle professe, ce jour-là, l'autorité religieuse, c'est-à-dire l'autorité du prêtre, de l'Église enfin se résout dans l'autorité civile : la chaire chrétienne fait place à la chaire de l'Université. La distinction du spirituel et du temporel a donné en Europe le signal de cette solution; de nos jours, les efforts que fait le clergé pour s'assimiler la science et la philosophie moderne en sont le dernier terme.

Vous voyez par ce peu de lignes, monsieur le curé, qu'il est des points sur lesquels nous sommes tout à fait d'accord et d'autres où nous nous éloignons de plus en plus. Nous avons de quoi nous entendre et de quoi batailler à l'infini. En somme, je ne représente qu'une variété du rationalisme, variété originale et intéressante aussi respectable que toute autre, et qui ayant certai-

nement, de l'aveu de tous, un pied au moins dans la vérité, ne peut en aucun cas porter un notable préjudice à la religion pas plus qu'à la raison.

C'est avec un vrai plaisir, monsieur le curé, que je reverrais en vous une ancienne connaissance, et, vous le dites vous-même, presque un parent. Si jamais la tourmente révolutionnaire me laisse du loisir et du temps, ce sera pour étudier sans cesse ces grandes questions qui semblent devoir occuper éternellement et diviser toujours les pauvres humains.

Je vous salue cordialement.

P.-J. PROUDHON.

Paris, 22 janvier 1855.

A M. GUILLEMIN

Mon cher Guillemin, j'ai voulu en avoir le cœur net.

J'ai été trouver M. Perron, afin de prendre langue, et voici ce que j'en ai appris.

M. Bineau est malade depuis cinq ou six semaines, hors d'état d'entendre parler d'affaires; sans cela il aurait pu s'adresser à lui et faire agréer votre sollicitation.

Quant à M. Baroche, chargé de l'intérim, il m'a avoué qu'il était de votre avis, et qu'il ne pensait pas qu'il y eût chance pour moi de l'aborder.

Malheureusement, nous avions une ressource que nous ne pouvons plus faire valoir. Depuis quelque temps, le préfet du Doubs, Lapeyrouse, est en position d'avoir besoin de M. Perron et de réclamer ses bons offices; c'était le cas, au lieu de solliciter à Paris, de faire agir sur le préfet du Doubs par M. Perron. Maintenant, les présentations sont faites, il n'y faut plus penser. Qui diable aurait deviné qu'à point nommé M. Perron serait en mesure de recommander

votre père, non aux ministres, ce qui ne sert guère, mais au préfet?...

Quant à notre ami Ch. Edmond, je reçois ce matin une lettre de D*** qui me fait savoir que Ch. Edmond a besoin, avant d'agir, de monter ses batteries, d'attendre en outre qu'il ait mis en ordre ses propre affaires, lesquelles sont dans le plus déplorable état.

Voilà, mon cher ami, où nous en sommes ici. De toutes nos ficelles, il n'y avait que l'incident particulier des relations momentanées entre M. Perron et le préfet du Doubs qui pût nous servir : il nous échappe à cause du fait accompli des présentations.

Au surplus, sachez une chose que m'a confessée M. Perron. Ici, comme à Besançon, ce n'est pas l'empereur qui gouverne : ce sont prêtres, jésuites, orléanistes, toute la conjuration réactionnaire d'avant et après le 2 Décembre. Quelques hommes, tels que MM. Morny, Fould, Perron et autres, maugréent bien contre la prêtraille, le torrent l'emporte, le pli est pris, le branle est donné. Ce n'est pas, encore une fois, un gouvernement napoléonien que nous avons, c'est un gouvernement ecclésiastique et réactionnaire, voilà le fait. Nous avons à prendre une revanche, prenez en note. Et, au lieu de solliciter à l'avenir pour votre frère et vos neveux, occupons-nous plutôt d'assurer l'avenir de tous. Cela me va mieux, et je crois pouvoir obtenir plus de succès.

Je viens de vous dire que l'affaire de M. V*** était au crochet jusqu'à la prise de Sébastopol, ou ce qui revient au même, à la conclusion de la paix. Cela peut languir, comme vous voyez; mais, enfin, cela se fera. Tenons-nous prêts.

Dans quinze jours mon travail sera imprimé, et je ne

doute pas que la sollicitation de M. V*** reprenant à la suite, nous n'enlevions l'affaire, auquel cas, je compte sur la promesse de M. Verdeau de former une compagnie d'hommes à lui (quand je dis compagnie j'entends *administration*).

Enfin, on ne sait qui vient ni qui va. L'empire meurt de consomption ; l'héritier présomptif, prince Napoléon, est tellement compromis aux yeux de tout le monde qu'on n'admet nulle part l'hypothèse de sa succession à la couronne. L'héritage est donc vacant, et bien des gens songent à avancer l'heure de la prise de possession. Beaucoup croient que le nouvel héritier sera le comte de Paris, enfin, un prince ; l'avis de Perron, que je partage, est que ce sera la République démocratique et sociale. Et plus la chose tardera, plus par le laps de temps les vieux partis se disloqueront, plus cette République a de chances.

Il ne dépendra pas de moi que cette année même, par de nouvelles et solides publications, je ne rende ces chances invincibles.

Donc, encore une fois, bon espoir. L'année commence admirablement pour nous, et vous pouvez dire à votre frère qu'à tout prendre, si l'empire se montre ingrat envers lui, la République sera reconnaissante et il n'aura pas perdu.

Ce sera un titre dans l'avenir d'avoir souffert de l'influence cléricale.

Bonjour.

P.-J. PROUDHON.

Paris, 3 février 1855.

A M. VILLIAUMÉ

Mon cher Villiaumé, vous m'avez promis, lors de notre dernière entrevue, que vous accepteriez un jour mon dîner de ménage. Je viens vous rappeler votre promesse et vous prier, sauf empêchement grave, de tenir votre parole mercredi prochain, 7 mars, à cinq heures et demie du soir.

Depuis plus de six semaines nous avons eu à la maison, avec le froid, des rhumes, des coqueluches, des grippes : pas un jour sortable, ma femme sans bonne, impossible d'avoir un ami et de faire un déjeuner.

Venez donc, je vous en prie, non pour la bonne chère, mais pour l'amitié. J'aurai avec vous un ou deux amis avec qui vous serez en pleine communauté de sentiments.

Je vous serre la main, et vous prie de m'excuser si je ne vais pas moi-même vous porter mon invitation : je suis à la lecture de mes épreuves, et je presse tant

que je puis l'impression d'une méchante brochure sur les chemins de fer.

A bientôt donc.

P.-J. PROUDHON.

P.-S. On m'annonce à l'instant la mort de Nicolas. Où cela nous mène-t-il?

Paris, 25 février 1855.

A M. MATHEY

Mon cher Mathey, j'ai reçu en son temps votre dernière, datée du 28 janvier, et vous remercie de tous les détails que vous me donnez. Continuons, s'il vous plaît, ces communications réciproques : elles me sont utiles sous tous les rapports.

Mon ouvrage est composé à moitié, et je ne peux guère compter de pouvoir vous l'envoyer avant le 15 mars. J'en aurai au moins six exemplaires à envoyer à Besançon. Si donc, vers le 15 ou 20 prochain, vous aviez une occasion pour ce paquet, vous m'épargneriez 3 ou 4 francs, car l'ouvrage in-18 Charpentier, fera au moins 360 pages.

M. V*** attend, pour presser les négocations, que cette brochure ait paru. On ne veut entendre à rien en haut lieu; on ne pense qu'à Sébastopol, qu'on voudrait tenir afin de traiter honorablement de la paix.

Quant à notre ami ***, je doute que ses démarches soient fort efficaces. Le prince est tombé en disgrâce vis-à-vis du cousin plus encore que vis-à-vis du public; il est sans pouvoir, sans influence, traité en

excommunié et en lépreux. Le vulgaire accuse sa bravoure, ce qui est réellement une injustice. Le gouvernement lui en veut de son opposition perpétuelle, âcre et trop sincère. Il a blâmé dès le principe la politique suivie, le plan (si tant est qu'il y ait eu plan) de l'expédition, la conduite de Saint-Arnaud, celle de Canrobert, etc. Enfin il a déclaré et affirmé que tout ce qu'on faisait en Crimée n'était de rien, et les événements lui donnent raison. Il se méfie de l'Autriche, de l'Angleterre, des ministres, des généraux, qu'il accuse tous d'être des ennemis de la famille Bonaparte. Et il n'a, ma foi, pas tort. Si l'on veut plaire à ce *monsieur*, c'est de lui donner à entendre qu'on se fiche pas mal du grand homme et de sa race, qu'on est dévoué *à sa personne*. Alors le bâtard se décèle, il sourit et vous aime. C'est là une des causes secrètes les plus profondes du dévouement du deuxième empire à la cause réactionnaire. On affecte de se réclamer sans cesse de l'oncle, on l'imite tant qu'on peut, bêtement, platement. Au fond, ce n'est pas la tradition napoléonienne qu'on suit, c'est un nouveau système que l'on inaugure.

La France, comme je le disais si énergiquement en 48, s'est prostituée à un fils de catin : la plèbe a agi par ignorance et enthousiasme, la bourgeoisie en masse par machiavélisme. Voilà le secret.

Pour finir cette digression politique à propos *d'affaires*, il parait certain que l'empereur voulait partir pour la Crimée, et ce dessein n'est pas même entièrement abandonné. Preuve manifeste du peu de succès de nos armes et de l'impatience qui gagne partout. On affirme qu'il y a quelque temps Canrobert envoya un officier exprès à l'empereur pour lui dire ce peu de mots : *Faites la paix si vous pouvez;* — qu'à la suite le

général Niel fut envoyé pour apprécier la situation et en faire un rapport, et qu'il conclut à l'impossibilité de prendre la place *avec de l'artillerie*. Enfin, vous voyez par les journaux et leurs révélations tardives, mais d'autant plus sûres, que Sébastopol est en meilleur état que le premier jour, que si notre artillerie endommage la ville, elle fait peu de brèches sur les remparts ; que les Russes avec leurs sorties échinent l'armée, etc.

En temps ordinaire, ce qui se passe aurait fait baisser le 3 % à 45, mais avec le mouvement de défiance générale qui se produit parmi les capitaux, fuyant l'agriculture et l'industrie et sollicitant le placement sur l'État, les spéculateurs sont désorientés et la cote se soutient. Quelle débâcle si la panique saisissait une fois toute cette vile multitude!...

Somme toute, je crois que nous marchons *à la paix* : l'Angleterre n'a point d'hommes et en est réduite à faire les gros yeux; toute l'Europe se range peu à peu du côté des Occidentaux, non pour les secourir de leurs soldats, mais afin d'exercer sur eux une pression favorable à la paix. C'est la tactique des bourgeois de 48 contre la République, *étouffée sous les adhésions*.

Quel dommage que Nicolas ne soit pas un vrai barbare, une sorte d'Attila ou de Gensérie, pour faire alliance avec la démocratie, tôt ou tard éclairée, et nettoyer enfin l'Europe de ses nobles, de ses bourgeois, de ses juifs, de ses princes, de ses traîneurs de sabre et de ses jésuites!... Mais Nicolas ne veut pas démordre de son titre de chef du parti conservateur en Europe : aussi, comme les autres, il est poussé à la paix.

— Je quitte à l'instant M. V***. Tandis que je redoute un insuccès, lui, au contraire, ne doute pas du

résultat. Je le souhaite, et il me tarde vraiment de voir arriver une solution.

Parlons de ménage.

Ce que je crains de Charles, c'est un coup de tête venant du découragement et de l'ennui. Je lui ai déjà écrit que si en ce moment j'étais à bout d'argent, ce n'était pas une raison pour lui de jeter le manche après la cognée ; il faut lutter, combattre, être prêt à tout, et rester sévèrement honnête homme. Il n'y a que cela qui nous sauve.

Pourriez-vous, mon cher Mathey, d'ici à quinze jours ou trois semaines, me dire ce qu'il en est?..

Le père Piégard vient d'être mis en liberté sur les instances de sa pauvre vieille, percluse de ses membres. C'est onze mois de prison dont on lui fait remise. Depuis quinze mois, j'ai examiné de plus près ce pauvre vieux maniaque qui m'a si sottement compromis. Je n'ai trouvé en lui que ce que j'y ai vu toujours : une tête sans cervelle, un dévot à Henri V. Tout son talent a été de manger une petite fortune et d'attraper cinq ans de Mont-Saint-Michel pour s'être plus mêlé de politique que de ses affaires. Sa dernière condamnation et la conduite du parquet et de la Cour m'ont fait voir à quoi je devais m'attendre de la part de ces hommes de justice, si jamais ils peuvent me happer. De mon côté, j'ai eu le désagrément de ne pouvoir expliquer devant le public les motifs de ma *complaisance;* ce silence forcé m'a plus fait de mal que toutes les misères de ma vie. Mais il est impossible que quelque imbécile ne soulève pas un jour ou l'autre cette ignoble calomnie du parquet; c'est alors que vous aurez la joie d'une foudroyante réplique. On saura alors ce que c'est que la *satire en action...*

Bonjour à tous : Guillemin, François, Abram, etc.

Je vous serre la main.

P.-J. PROUDHON.

P.-S. Nous avons le projet, M. V*** et moi, de créer une *Revue industrielle* pour l'examen et l'appréciation de toutes les affaires. M. V*** fait les fonds ; un conseil discutera les affaires, les jugera, et remettra les notes à la rédaction qui écrira...

Excellente pensée, et qui ne peut manquer d'avoir un grand succès.

Paris, 1er mars 1855.

A M. LE DOCTEUR MAGUET

Mon cher Maguet, nous avons eu aujourd'hui la visite d'Eugène, que j'ai trouvé en bonne et florissante santé; belle mine et tenue pleine d'aisance et irréprochable. Depuis six mois, il a gagné 25 p. 100 à son avantage. Nous avons un peu causé de l'école, qui me paraît n'avoir toujours dans son opinion qu'un succès *d'estime*, et ne l'éblouit pas. Il travaille, il est raisonnable, c'est un homme enfin. Voilà ce qu'il y a de meilleur... Si dans quinze jours, vous avez une occasion pour Paris, vous pourrez faire prendre chez moi mon nouvel opuscule sur les chemins de fer, avec un exemplaire pour Bessetaux, plus le *Manuel* que je lui dois; total : trois volumes.

Je joindrai à cela, pour vos loisirs, les œuvres de Claude Tillier, de la Nièvre, un original dans le genre de Paul-Louis, mais moins achevé, moins profond, et qui a eu le désavantage, en faisant de la misanthropie, de vivre et mourir pauvre.

Quand on est pauvre, il faut être gai et indulgent. C'est là la loi des contrastes hors de laquelle point de savoir-vivre, point de philosophie.

Malgré ces défauts, je crois que Claude Tillier est bon à connaître; il a des morceaux, des peintures de la vie de province qui vous divertiront.

Donnez-nous de vos nouvelles, et n'oubliez pas que je garde pour vous une bouteille de vin blanc généreux, et qui n'a pas été gelé.

Ma femme me recommande de vous faire ses amitiés.

P.-J. PROUDHON.

Paris, 4 mars 1881.

A M. CHARLES EDMOND

Mon cher Edmond, voici enfin ma brochure sur les chemins de fer : lecture fort peu attrayante pour un littérateur pur, mais lecture obligée pour un journaliste, surtout pour un ancien collaborateur du *Peuple* et un adepte de la *Sociale*.

En parcourant ce travail de laborieuse analyse, vous pourrez déjà vous faire une idée de ce qu'est la science économique, telle du moins que je la comprends et que j'ai entrepris d'en commencer la construction. Vous y verrez aussi la raison de mon mépris pour ce qu'on a décoré jusqu'ici du nom d'*Économie politique*.

Une science, quelle que soit son unité et sa synthèse, n'est cependant, surtout au point de vue de la découverte et de la construction historique, qu'un ensemble de pièces de rapport, que l'investigation achève l'une après l'autre et que le temps édifie. Je ne vous dis pas précisément que ma monographie des chemins de fer soit le premier chapitre de la science ; mais j'ose croire que c'est la première théorie exacte, et aussi complète que le permet l'époque, de l'une des

principales FONCTIONS de l'Économie sociale, à savoir, *l'industrie voiturière.*

Laissant de côté les francs et centimes, les kilogrammes et kilomètres dont mon travail est plein, c'est surtout par le côté que je vous indique que vous, artiste et philosophe, vous aurez à envisager la chose. Encore une fois, tel que je le donne, mon travail n'est guère que l'anatomie d'un organe spécial; mais cette anatomie promet évidemment une physiologie générale, au bout de laquelle se trouvera une philosophie, et bien d'autres choses.

Lisez donc, expliquez au public, comme vous l'entendrez, vos impressions. Pour cela, un bon article suffit. Puis, faites-moi part des observations dont vous jugerez utile d'entretenir vos lecteurs. J'ai besoin plus que jamais de critiques amies, et par conséquent sévères, avant de me lancer tout à fait dans la carrière. Car, soit que j'aie trouvé le vrai, soit que je me trompe, j'irai loin, je vous en préviens, avec les éléments élémentissimes qu'indique déjà ce premier essai.

Un avis pour votre gouverne. J'ai choisi pour paradigme principal le chemin de fer du Nord, dont l'un des principaux chefs a été pendant longtemps E. Pereire. C'est lui qui a rédigé jusqu'en 1853 et 1854 les comptes rendus de la Compagnie. C'est à lui qu'il est fait allusion en plus d'un endroit. E. Pereire est bien, dit-on, avec Girardin, et je suppose qu'il croit avoir le droit de compter, en toute occurrence, sur le concours et les sympathies de la *Presse*. Or, mon travail est de nature à diminuer singulièrement la gloire et les prétentions de ce saint-simonien-israélite.... Je ne vous en dis pas davantage.

Maintenant, un mot sur votre dernière lettre.

Je n'en admets pas le contenu, hormis ce qui regarde votre amitié pour moi, et je suis mécontent que vous ayez mal pris mes indications. Je ne puis ni ne veux figurer en rien dans la sollicitation en question ; vous devez comprendre que cette haute position de désintéressement m'est imposée, qu'elle m'est indispensable. Je fais de l'Économie, moi, comme MM. Dumas, Pelouze, Regnault font de la chimie; il répugne à ma position, à mon rôle, que je participe à une spéculation industrielle. Je le pourrais, sans doute, en tout bien tout honneur, comme Tessié du Motay et tant d'autres, dont la science sert si heureusement et si honorablement la fortune ; mais alors, il me faudrait renoncer à la qualité que j'ambitionne, celle de savant pur, de philosophe désintéressé, d'économiste affranchi de toutes les tentations du lucre et de la fortune. Vous êtes dans le journalisme, et vous devez savoir par vos yeux, par vos relations, combien le journaliste, qui devrait être en toutes choses un rapporteur impartial, un arbitre incorruptible, est infidèle à sa mission. C'est au point que les plus honnêtes gens qui s'en mêlent ne s'en servent que pour s'enrichir, en recevant une prime ou un salaire des grandes compagnies et des entreprises dont ils ont à rendre compte. Cela est presque reçu ! Faut-il donc qu'après le journal, le livre lui-même ne soit plus qu'un mensonge à la science ? C'est ce qui arriverait infailliblement, si l'auteur prétendait couvrir de sa qualité de *savant-arbitre* ses intérêts particuliers d'entrepreneur, associé, etc.

Quand donc je vous prie de vous mêler à l'affaire dont je vous ai parlé, et pour cela je vous engage à vous séparer de moi sur ce point seulement — je ne fais rien que de juste, de loyal, de rationnel. Vous êtes

libre; vous n'êtes pas, comme moi, le constructeur avoué d'une *science nouvelle*, obligé, par son serment envers la vérité, de ne recevoir d'émoluments que d'elle seule. M. V***, dont je vous ai parlé, le comprend très-bien; aussi honnête que qui que ce soit, mais non pas auteur, il poursuit une spéculation lucrative, il le fait en toute sécurité de conscience, et, son but principal, s'il faut vous le dire, est de former une espèce de champ d'asile pour les pauvres proscrits de la sociale et pour tous nos amis et connaissances. D'avance vous avez votre place dans la chose si elle réussit. Vous ne pouvez donc, sans lâcheté, sans égoïsme vous refuser aux démarches qui pourront dépendre de vous; vous devez même aller, s'il y a lieu, jusqu'à déclarer que pour vous il ne s'agit pas d'une *théorie* économique dont vous laissez la responsabilité à l'auteur, mais d'une *entreprise*, ce qui est tout différent.

Quant à G***, plus capable que vous, à ce que vous m'alléguez, de servir le projet, vous ne m'avez point entendu ou vous avez fait semblant de ne pas entendre. G*** est riche; sa fortune faite, son devoir maintenant est d'aider les autres, sinon à faire la leur, au moins à vaincre la misère. Bien loin donc que je repousse son intervention, je l'admets d'avance avec M. V*** lui-même. Mais j'entends que cette intervention soit celle d'un ami puissant, dévoué et désintéressé pour ses amis pauvres encore peu expérimentés et reconnaissants. C'est, en conséquence, que vous aurez à vous le rendre favorable. Si G*** l'entendait autrement, je le mépriserais et ne le verrais jamais.

Je suis en course pour ma brochure et ne puis encore vous voir, d'autant moins que je ne sors guère

avant midi et que je ne sais pas quelles sont vos heures depuis que vous êtes entré au journal.

Donnez-moi de vos nouvelles, et comment je puis vous voir.

Je vous serre la main.

P.-J. PROUDHON.

DE P.-J. PROUDHON.

Paris, 7 mars 1855.

A M. MAURICE

Mon cher Maurice, j'ai bien reçu en son temps votre lettre du 27 janvier, par laquelle, entre autres choses, vous me dites de m'informer de ce que valent les actions du chemin de fer de Dijon-Besançon.

Par malheur, j'avais mis votre lettre à part avec d'autres auxquelles j'ai à répondre, et j'ai oublié votre affaire comme beaucoup d'autres. Comme je ne veux pas vous faire attendre davantage une réponse, je commence par vous écrire, quitte à prendre mes informations après.

D'abord, en ce qui touche vos actions, je n'aurai d'autre moyen de savoir ce que vous désirez qu'en allant au chemin de fer même, ce que je ferai le plus tôt possible, dès demain, à moins que la lecture de mes épreuves ne m'en empêche.

Mais comment se fait-il que personne à Besançon, ni Bretillot, ni Chalandre, ni Th. Desprez, ne puisse vous renseigner à cet égard? — Ces messieurs ne sont-ils pas les premiers concessionnaires? Je voudrais savoir où ils en sont avec leur concession, et ce qu'ils pensent.

Je voudrais savoir aussi où en sont les travaux pour votre débarcadère. J'ai appris dernièrement que la ligne de Dijon à Besançon serait ouverte en mai prochain; travaille-t-on à Saint-Ferjeux et aux Chaprais?...

En ce qui regarde mon frère, je vais tâcher de vous fixer une bonne fois, d'autant plus que je vois que vous n'êtes pas entièrement au courant.

En premier lieu, mon frère n'a jamais gagné réellement sa vie à Burgille; ce qui ne signifie pas, à mon avis, qu'il n'a pas travaillé, mais que la recette obtenue n'a jamais été suffisante pour couvrir la dépense. La position de Burgille est au-dessous du médiocre; les paysans payent mal ou point, si bien qu'en dernière analyse mon frère en est très-souvent pour sa main-d'œuvre, à moins, comme vous le dites, que ce soit le marchand de fer ou de charbon qui supporte le déficit.

Voilà la cause première, radicale, de sa gêne; joignez-y, peut-être, une certaine inhabileté mercantile et spéculative qui le pousse à des entreprises ou acquisitions plus onéreuses que profitables. C'est un chapitre que je n'ai pas pu étudier à fond, et que je vous signale un peu au hasard. Je crois aussi que mon frère, habitué à vivre d'après le principe de l'*échange*, comme font tous les ouvriers de ville, c'est-à-dire à pourvoir à ses besoins avec le produit de son travail et argent comptant, avait moins d'avantage encore à la campagne que s'il eût été un simple paysan accoutumé à vivre, pour la partie ou pour le tout, d'une multitude de petites épargnes voire même de privations familières aux paysans, et que ne connaissent pas les ouvriers de ville.

En deux mots, si mon frère, à Burgille, avait pu

gagner seulement 3 francs par jour, soit 18 francs par semaine, et en être payé, il n'y a pas de doute qu'avec l'activité que je lui sais, le travail qu'il a fait pour sa maison, la peine qu'il se donnait du matin au soir pour améliorer, embellir, etc., il n'eût été un particulier dans l'aisance. Eh bien! ces trois malheureux francs, il ne les a jamais eus; jugez d'après cela des conséquences.

Pendant longtemps j'ai couvert le manquant, et c'est moi qui l'ai mis dans la position de fortune (je parle de son actif, meubles et immeubles) où il est. Si je pouvais faire un dernier effort, et, en éteignant toutes nos dettes, l'affranchir entièrement, il me semble qu'avec la maison de Besançon, celle de Burgille et les débris de champ ou pré qui restent, plus son travail, il pourrait joindre les deux bouts. Je l'estime ainsi, mais je n'en ai pas fait l'inventaire, et quoiqu'il m'ait toujours tenu au courant de ses affaires, vous devez penser que je n'ai jamais voulu m'informer de l'importance de nos propriétés.

Mais je ne suis pas tout à fait renseigné sur ses projets; si donc vous revoyez mon frère, interrogez-le, faites-le causer, et, au besoin, faites-lui telles représentations que vous jugerez convenable. Pour ma part, je ne fais aucune opposition à ce que vous lui fassiez telle avance que vous serez disposé à faire, pourvu que vous ayez des sûretés et que vous ne me considériez pas caution. Mon frère a plus qu'il ne doit, attendu que c'est moi qui dois tout ou qui ai pris à ma charge la presque totalité des dettes.

Je pense donc qu'un prêt ne serait peut-être pas plus mal fait avec lui qu'avec un autre; mais qu'il soit bien entendu que je ne veux pas m'engager davantage.

J'acquitterai, je l'espère, ce que je viens de vous dire; hors de là, rien.

Je soupçonne encore que mon frère a envie de faire *du commerce;* dégoûté de son métier, ce que je lui pardonne, et excité par l'exemple de quelques brocanteurs et aigrefins de campagne qui amassent quelques écus, il croit que le *commerce* vaut mieux que l'industrie, et qu'il y réussira aussi bien qu'un autre. Ce n'est pas mon avis; peut-être ai-je tort. Mais je hais le *commerce.*

Voilà, mon cher Maurice, ce que je puis vous dire au sujet des affaires de mon frère. Relevez-lui le moral; car je crains qu'il n'y ait dans son entreprise nouvelle plus de fatigue, d'ennui, d'impatience, que de vraie et suffisante raison; en causant avec l'homme, vous aurez bientôt pénétré la vérité, probablement mieux que lui-même.

Je réponds maintenant au dernier paragraphe de votre lettre, sur les choses du jour.

Depuis ma dernière, du nouvel an, il ne s'est guère passé que trois faits importants : l'emprunt de 500 millions, l'insuccès permanent de nos armes en Crimée et la mort de Nicolas.

L'emprunt a été souscrit, vous savez à quel chiffre, avec un empressement que le *Moniteur* n'a pas manqué d'interpréter dans le sens du patriotisme et du dévouement à l'Empereur. En réalité, les souscripteurs ont recherché, qui un placement solide et commode, qui la prime offerte à la cupidité. Il est avéré que les capitaux ne vont plus ni à l'industrie, ni à l'agriculture; on ne prête plus sur hypothèque; la société du Crédit Foncier elle-même ne fonctionne point faute de fonds. Les ouvriers, les portiers, les domestiques, qui jadis portaient leur argent chez le notaire, dans les départements

comme à Paris, vont à la Bourse; ils achètent des actions ou de la rente. C'est plus commode et, pensent-ils, plus solide, plus sûr. Je ne dis pas que tout ce monde joue; mais tout ce monde a appris à connaître le titre au porteur et le coupon de rente; c'est une révolution.

Les offres réelles, c'est-à-dire les sommes déposées ayant atteint 400 et tant de millions, vous pouvez en conclure que c'était là le montant du numéraire disponible; le surplus a été souscrit en vue de la réduction à laquelle on s'attendait, au moins pour 3/4.

Il résulte de cet état de choses que pendant que le crédit de l'État est en hausse, celui de l'industrie et de l'agriculture en général est en baisse; ce qui nous place dans une anomalie pleine de périls.

Quant à l'expédition de Crimée, l'immensité de nos pertes vient d'être dévoilée dans une brochure publiée en Belgique, et que le gouvernement français a fait poursuivre aussitôt, l'attribuant à des agents de la Russie. Or, il paraît que ces agents ne sont autres que le prince Napoléon, revenu de Crimée, E. de Girardin, etc. On dit même qu'ils ont été mis en arrestation pendant vingt-quatre heures, ce que je n'ai pu encore vérifier.

Bien entendu que ces messieurs protestent de leur innocence; mais le malheur est que tout ce que contient cette brochure, ils le pensent, et que cela court depuis longtemps de bouche en bouche.

D'après ce *mémoire*, le total des soldats et officiers mis hors de combat, par mort, maladie, etc., depuis le commencement de l'expédition, serait de 85,000 hommes. Trois semaines auparavant, on me citait, d'après un

renseignement pris au ministère, le chiffre de 75,000 hommes.

Tout le monde sait, au surplus, à n'en plus douter, que le désordre, la misère, la mortalité dans notre armée de Crimée sont effrayants et que nous n'avons guère plus été épargnés que les Anglais. Officiers et soldats écrivent à leurs amis qu'ils ne comptent pas revoir la France, etc., etc.

Ces faits, accusés par le prince, avoués par les généraux Niel et Canrobert, ont déterminé la résolution de l'Empereur de partir pour la Crimée et prendre la conduite de la guerre. Son départ, qui devait avoir lieu le 20 février, a été ajourné du premier coup au 20 mars, ce qui vous prouve déjà que le gouvernement ne pense pas que l'assaut doive être donné avant le 15 avril!... Au surplus, les événements vont surgir.

Vous jugez si, dans cette mortelle angoisse, on a appris avec joie la mort du tsar. On s'est cru délivré de la *bête;* les journaux anglais ont dit que Nicolas avait été frappé de la main de Dieu, comme Sennachérib et Balthazar. Rien de plus honteux que cette attitude de la France et de l'Angleterre. Cela démontre bien l'angoisse où nous tient cette guerre fatale.

La Bourse a haussé à Paris, sur le 3 0/0, de 4 fr. 40 en un jour : toutes les valeurs à proportion. Mais voici qu'on s'aperçoit que la mort du tsar ne change rien à la situation : cet homme si despote n'était que le représentant de la volonté de son pays; cette Russie, qu'on traitait de barbare, a une opinion, et cette opinion est la guerre. Aussi le nouveau tsar a-t-il déclaré tout d'abord qu'il suivrait les errements de son père!...

Comment cela finira-t-il?

On espère que le Congrès de Vienne se déclarera satisfait des quatre garanties telles que les a offertes Nicolas; on ajoute que sa mort est une occasion favorable aux amours-propres de France et d'Angleterre de se déclarer satisfaits. Dans ce cas, un armistice serait d'abord conclu, notre armée quitterait la Crimée, et le Congrès réglerait l'affaire.

Mais les Anglais, et, il faut le dire, les Tuileries, ne paraissent pas disposés à se contenter de si peu : il leur faut Sébastopol. Pour avoir Sébastopol, il le faut prendre!...

Je crains fort, quant à moi, que si Napoléon ne se hâte de faire la paix, la position ne soit fort compromise. En ce moment, son prestige est anéanti; il n'a jamais eu la bourgeoisie, et il a perdu, ou peu s'en faut, l'ouvrier et le paysan. Depuis six semaines, il règne une certaine agitation dans les esprits, qui descend peu à peu dans les masses. Napoléon III est SEUL au milieu de son empire. Depuis les ministres jusqu'au dernier salarié de l'État, il n'y a personne qui ne soit prêt à lui tourner le dos et à se prononcer pour les d'Orléans. On n'attend qu'une occasion. Je pourrais vous citer une multitude de symptômes qui décèlent une conspiration tacite et universelle; j'aime mieux en appeler à vous-même. Combien voyez-vous de bonapartistes autour de vous?...

La démocratie ne me paraît pas avoir de chances : il n'y a qu'un coup de main, une surprise qui puisse la ramener. Je n'ose l'espérer.

Quant à moi, cher ami, je me tiens et me tiendrai longtemps encore au rôle de spectateur. Ne suis-je pas le proscrit de tout le monde, l'homme détesté de tous les partis, depuis le communiste et le phalanstérien jus-

qu'au légitimiste? Quand un homme a réuni sur sa tête tant de haines, il n'a plus à se mêler à la lutte, il se tient à l'écart. Vienne la liberté pour tout le monde, et je reprendrai la parole. Jusque-là, silence!...

Bonjour, cher ami; mes respectueux hommages à ces dames.

P.-J. PROUDHON.

Paris, 21 mars 1858.

A M. ALFRED DARIMON

Mon cher Darimon, je suis bien aise que mon *certificat* n'ait pas pu contribuer à votre éviction du professorat de Zurich : il n'est pas agréable d'assassiner un ami en croyant le servir. Mais, franchement, je trouve ce certificat aussi ridicule que vous l'avez vous-même trouvé. Seulement, il y a une chose qui vous échappe et une autre que vous ne savez pas et qu'il faut que je vous apprenne. La première, c'est que je n'ai point *qualité* pour vous donner une attestation de capacité historique, attendu que je ne sais pas l'histoire, que je n'ai jamais passé pour la savoir, et que ce qui conviendrait tout au plus à un Michelet, un Fauriel, de ma part ne serait que de la présomption et de la vanité. Prié par vous d'abord, et itérativement par Tessié du Motay de vous délivrer une déclaration en forme *d'attestation solennelle*, je n'ai pu et dû faire que ce que j'ai fait; en y réfléchissant, j'espère que vous le reconnaîtrez vous-même. L'autre chose que vous ne savez pas, c'est que j'ai d'abord protesté, en écrivant à Tessié lui-même, contre la pensée du *certificat*. Dans mon opinion, ce que j'avais à faire, moi, votre ami, c'était d'exprimer une *opinion*

personnelle dans le langage que comporte une lettre familière adressée n'importe à qui, et motivée et formulée de la manière qui convient entre amis. Tout ce que j'aurais pu dire alors, bien que dicté par l'amitié, aurait été cependant bien avenu, n'aurait pas paru une usurpation d'autorité et vous aurait mieux servi. Tessié, venu tout exprès auprès de moi pour m'expliquer la chose, n'a pas abondé dans ce sens; il a insisté pour le *certificat*, m'assurant que c'était tout ce qu'il fallait, que c'était ainsi que M. Pelouze en avait usé. J'ai cédé et je vous ai fabriqué l'instrument authentique presque dans les termes de ce bon Tessié, qui m'a lui-même appris de vous certaines choses que je ne savais pas.

Voilà l'histoire fidèle de votre certificat. Une autre fois, et une fois pour toutes, quand vous aurez quelque négociation où vous voudrez me faire intervenir, au lieu d'épistolographier comme cela, venez me trouver et nous arrêterons ensemble ce qui convient. Vous n'entendez rien *aux affaires*, pas plus que Tessié en politique.

Mon cher Darimon, je vois qu'on étouffe le Napoléon comme on a étouffé la République, sous les adhésions. Voilà l'Autriche, tout à l'heure la Prusse, le Danemark, la Hollande, la Belgique, le Piémont, Parme, Florence, le roi Bomba, etc. La ligue sera tout à l'heure si complète, que la bête ne pourra plus se remuer dans sa cage : il faudra crever ou vaincre en Crimée!...

Les Suisses aussi s'en mêlent. C'est le coup de pied de l'âne. Savent-ils ce qu'ils font?

Tessié du Motay m'a paru dimanche dernier mirobolant. Le vieux levain jacobinique le possède toujours, comme notre brave d'Alton-Shée.

Ils ont foi à l'Angleterre, foi au renégat Bach, foi à

la bourgeoisie allemande, foi à la Sainte-Alliance des écus, foi à toutes les puissances que nous maudissons depuis sept ans et qui nous égorgent!

Que n'ajoutent-ils encore Robert Owen, à qui la police permet de donner publiquement ses leçons à Paris, tandis que nous ne pouvons écrire une pauvre petite *Revue* d'Économie politique.

Venez demain dîner avec nous. Et nous parlerons de votre article et de ma biographie.

Je vous serre la main.

P.-J. PROUDHON.

Paris, 27 mars 1855.

A M. MAURICE

Mon cher Maurice, hier, dans l'impossibilité absolue de me procurer cinq actions de Dijon-Besançon, j'ai fait, au bureau de liquidation de la Compagnie, l'échange de vos deux titres, et j'ai encaissé pour vous une somme de fr. 1,180.

Il ne m'est pas possible de vous rendre un compte parfaitement exact de cette opération assez compliquée. Tout ce que je puis vous dire est que l'échange a été fait sur le pied de sept actions de Besançon contre cinq Lyon, celles-ci prises au cours de 1,045 francs, dont à déduire 250 francs qui restent à verser, ce qui porte la valeur réelle du Lyon, à ce jour, à fr. 795.

On m'a expliqué ensuite que les intérêts en retard ne se payaient pas, bien que le jeune homme du bureau m'eût dit le contraire, qu'il avait tenu compte de ces intérêts dans la *fusion*, mais que vous aviez droit à une part de dividende, lequel est pour le Lyon de 35 francs.

C'est d'après toutes ces considérations sommaires que votre compte a été réglé à fr. 1,180.

Maître de votre argent, il vous est maintenant tout aussi aisé d'acheter du Lyon, si vous le désirez, par

l'intermédiaire de votre banquier, sauf à payer un petit courtage.

Il est possible, surtout si la paix se fait, que le Lyon monte encore plus haut que 1,045 ; je crois même qu'hier soir il était à 1,050. Cependant, d'après la connaissance que j'ai des chemins de fer, il me semble que ce taux peut être considéré comme un maximum, et que les actions devront sous peu d'années généralement descendre. Cela veut dire que les recettes ne peuvent manquer de diminuer par la multiplication même des chemins de fer. C'est ce qui est arrivé en Angleterre, où les chemins de fer, après avoir donné comme en France de magnifiques dividendes, ne produisent plus aujourd'hui que 4 p. 100. Il est vrai que si les compagnies adoptaient le système d'exploitation que je propose dans ma brochure, le revenu pourrait se soutenir ; mais c'est là une éventualité sur laquelle on ne peut compter. Les compagnies, comme les gouvernements, aiment le *statu quo*, même quand elles y perdent.

Je n'ai pas cru devoir vous envoyer sous un pli vos 1,180 francs. Cela me donnerait de l'inquiétude. J'ai pensé aussi que peut-être vous conviendrait-il davantage de disposer sur moi du montant de cette somme. En tout cas, et de quelque manière que je doive vous en faire l'envoi, je vous prierai de remettre à mon frère, qui en a avis, une somme de 100 francs que je joindrai aux 1,180, en sorte que c'est 1,280 francs que j'ai à vous verser ou dont vous avez à faire traite sur moi.

A propos de mon frère, je vous dirai que j'ai de ses nouvelles, tant par lui que par MM. Guillemin et Mathey qui sont allés le voir au Petit-Bastant, à ma

demande. Ils l'ont trouvé en bonnes dispositions et m'assurent qu'il travaillera avec un confrère autant que sa santé le lui permettra.

Pour moi, j'ai envoyé hier à l'imprimerie ma dernière feuille. J'aurai donc des exemplaires fin de la semaine. Si vous avez une occasion, vous pourriez faire passer chez moi ; peut-être aussi aurai-je trouvé quelqu'un.

On croit à la paix, et je trouve moi-même qu'il n'y a guère plus que cela de possible. L'Angleterre est aplatie ; elle a dit son *Miserere ;* elle en a assez. De notre côté, et malgré le ton d'assurance de nos journaux, on n'est pas moins désireux d'en finir. L'argent, les hommes, tout file avec une rapidité prodigieuse ; la misère grandit, les partis grondent, s'agitent, se préparent dans la perspective d'un désastre ; les intérêts conservateurs parlent haut et exigent. Un courant d'opinion s'est formé depuis quinze jours pour accepter la proposition de la Russie, c'est-à-dire pour renoncer à *Sébastopol*... Ce courant d'opinion est déjà presque irrésistible, et je doute que Napoléon III ose l'affronter. Tel est déjà le succès de la diplomatie russe d'avoir ainsi déterminé par toute l'Europe les esprits en sa faveur.

Il est certain que la paix dans ces conditions, malgré tout le verbiage dont on l'entourera, est le désistement des Occidentaux, le sacrifice de la malheureuse Turquie et un surcroît donné à la Russie. On limitera, dit-on, le nombre des vaisseaux de guerre de la Russie dans la mer Noire. C'est possible ; mais la Russie pourra *sortir* de la mer Noire et naviguer partout, dans la Méditerranée et l'Archipel. Telle est la conséquence du principe de la liberté des mers.

Somme toute, la mort de la Turquie se trouve accélérée de tout le travail fait pour la défendre ; le fameux Reschid-Pacha, tant vanté, l'a vendue aux chrétiens comme Judas a vendu Jésus-Christ.

En récompense, nous aurons l'*Exposition !*... Nous sommes forts en France pour les expositions. Nous aimons la montre, l'étalage, les manifestations, démonstrations et parades. Le boutiquier aux abois attend avec anxiété ce jour tant annoncé ; chacun s'apprête et s'endimanche pour l'Exposition. Déjà les mécontents pullulent. Nous exerçons si généreusement l'hospitalité que nous donnons les plus belles places aux exposants étrangers et qu'il n'en reste pas pour les nationaux. Ce n'est pas tout à fait ainsi qu'en usent les Anglais ; mais les Anglais sont de vils marchands, et nous sommes une nation chevaleresque et artiste. Puis, il y a les *amis de la maison* que l'on case le mieux possible ; ceux-là installés, la multitude s'arrange comme elle peut dans les coins. Bon nombre de gens ont préféré ne pas exposer du tout.

Au résumé, nous sommes à la veille de clore une triste campagne par une paix misérable ; nous aurons sacrifié, mutilé ou exténué 100,000 hommes et dépensé 1 milliard pour aller faire les bravaches, apprendre le nom de notre glorieux empereur aux boues de la Crimée, bâtir une demi-douzaine d'églises parmi les Grecs et assommer les Turcs, nos fidèles alliés. Mais nous sommes la *grande nation* et nous travaillons pour la GLOIRE DE DIEU.

Cela durera-t-il ? Je vous l'ai dit, l'impatience est grande, Paris murmure, les sociétés secrètes pullulent, tout conspire : le *tyrannicide* est à l'ordre du jour. Dans la dernière semaine, la police a fait des arrestations

par centaines ; les tribunaux sévissent, saisissent ; mais la rage croît en raison directe de la répression. La jeunesse des écoles s'en mêle ; on a sifflé outrageusement le professeur Sainte-Beuve, rallié au Pouvoir, et qui va donner sa démission. Enfin, la haine éclate tant qu'elle peut, et vous pouvez regarder la lutte comme engagée entre le pouvoir et la réprobation publique.

Mes respects à ces dames.

Tout à vous.

P.-J. PROUDHON.

Paris, 3 avril 1855.

A M. CHARLES BESLAY

Mon cher ami, la personne qui vous remettra la présente est M. Riotteau, fabricant d'allumettes chimiques à Angers, et neveu de notre ami Grandmesnil, trop connu dans la démocratie pour qu'il soit besoin de vous décliner ses titres à votre bienveillance.

M. Riotteau est un industriel, à ce qu'il m'a paru, consommé dans sa partie, qui occupe à Angers plusieurs centaines d'ouvriers à fabriquer l'allumette chimique, et réalise chaque année de beaux bénéfices. Il est muni de plusieurs brevets d'invention; il connaît à fond les établissements du même genre à Paris et en Allemagne, et croit être en mesure de les effacer tous en peu de temps par ses procédés et l'organisation de sa fabrique, pour peu qu'il rencontre l'appui de quelques capitalistes intelligents et *amoureux du dividende*.

Mais M. Riotteau ne sait comment aborder ce monde du capital qu'il ne connaît point, et, ce n'est pas moi à qui son oncle Grandmesnil a jugé à propos de le faire connaître, qui puis lui être d'un grand secours.

Pardonnez-moi donc, cher ami, si je vous renvoie ces deux messieurs. D'après l'exposé du solliciteur

et les détails qu'il m'a donnés sur la fabrication, la vente, etc., il semble qu'il y ait réellement quelque chose à faire en cette partie, et, quant à vous, peut-être y trouverez-vous, pour vos opérations de banque, de crédit, d'échange, etc., plus d'une spéculation à poursuivre.

C'est donc autant dans l'espoir de servir vos idées particulières que pour obliger ces messieurs que j'ai pris la liberté de vous les recommander.

Au pis aller, vous en serez quitte, après une heure de conversation, pour donner à M. Riotteau les indications dont il a besoin afin de se procurer un capital de quelques cent mille francs qui, joint à sa fabrique, formerait un total de un million à engager dans l'entreprise qu'il a conçue, et dont son projet est de placer le centre non plus à Angers, mais à Paris même.

Angers, dans la pensée de M. Riotteau, ne serait qu'une *succursale*.

Voyez donc, cher ami, s'il y a lieu de faire ici quelque chose d'utile, soit pour M. Riotteau, qui semble un très-honnête industriel, soit pour vous-même ou du moins pour l'œuvre à laquelle vous ne cessez de travailler.

Pardon, s'il y a lieu, de mon indiscrétion; si j'en use ainsi avec vous, c'est, vous pouvez le croire, à bonne intention. Vous me ferez plaisir, en cas d'erreur de ma part, de m'admonester sévèrement, afin qu'une autre fois je ne m'y retrouve pas.

Je vous serre la main.

P.-J. PROUDHON.

P.-S. Dans deux ou trois jours, ma brochure.

Paris, 5 avril 1855.

A M. CHARLES EDMOND

Mon cher Edmond, il m'est impossible de passer avec vous la soirée de samedi : ainsi ne comptez pas sur moi pour ce jour-là. — Nous avons au surplus le temps de nous voir. De temps à autre je descends en ville ; d'une seule course je vois tout mon monde, ce qui me ménage du temps. Puisque je sais que vous êtes quelquefois chez vous après midi, et sans doute à plus forte raison le matin, je saurai bien, tôt ou tard, vous découvrir ; dans tous les cas, il ne m'en coûtera que de jeter le pied.

Je suivrai probablement, au moins en partie, votre conseil vis-à-vis de ***, mais je ne pense pas devoir aller le voir. Un mot d'écrit suffit pour la circonstance. Outre les considérations d'incapacité personnelle que je vous ai données, j'en ai d'autres tirées de la situation. Tout ce que la Révolution a produit et créé est maintenant gravement compromis, au point que, selon moi, il ne suffit plus d'espérer en un *règne* plus favorable, il faut absolument viser au delà. Vingt-cinq ans de régime ne laisseront rien subsister de cette Révolution,

beaucoup trop chantée et vantée; un demi-siècle suffira pour dompter le *peuple*, après quoi nous serons une race dépravée, hideuse, indigne même de servir de litière aux chevaux des Cosaques.

Il faut donc la refaire cette révolution; pour cela, il faut un nouveau mouvement philosophique, une guerre de trente ans pour terrasser le monstre. De si grandes choses sont impossibles avec la perspective d'un empereur modéré, libéral, et tout ce qu'il vous plaira. Je vous le dis sans le moindre esprit de méfiance et d'hostilité. En un mot, il faut une RÉVOLUTION.

Hier, en lisant votre feuille, j'ai eu le déplaisir de voir qu'on allait en Belgique commencer, *sur la demande de N.*, des poursuites contre l'éditeur de la fameuse brochure. J'aurais aimé que le prince Napoléon se tînt tranquille, qu'il se contentât de protester de son *innocence*, je veux dire de sa non-participation, et refusât péremptoirement de servir d'instrument aux vengeances impériales contre un écrit qui, après tout, n'est que vrai et qui lui fait honneur.

J'ai lu cette brochure; je crois en avoir deviné l'auteur. Ce n'est ni le Prince, ni Girardin, ni aucun de ses amis les plus intimes. Je ne crois pas davantage qu'elle ait été écrite sous l'inspiration de celui-ci, bien que l'auteur ait pu profiter de certaines confidences à lui faites ou à d'autres. C'est, à mon avis, l'œuvre originale, spontanée, de quelque ancien bonapartiste mécontent, et qui, en critiquant la politique des Tuileries, regrette encore son *idéal impérial*.

Pourquoi donc le prince Napoléon va-t-il se mêler de cette affaire de presse quand il lui suffisait de ne rien dire? A quoi bon cette complaisance qui ne le lavera pas et que le public prendra en mauvaise part? En vérité, le

métier d'homme important est bien dur, et je n'en voudrais pas.

Voyez-vous comme les *Débats* appuient l'idée de paix?

Pourquoi Girardin, qui le premier a prononcé le mot, ne revient-il pas à la charge? Pourquoi ne travaille-t-il pas de plus en plus l'opinion? Pourquoi, en allant au-devant des difficultés, des réserves, etc., ne les détruit-il pas l'une après l'autre de manière à faire retomber toute la responsabilité de la guerre, si elle continue, non plus sur le tsar, mais sur Napoléon III?... Faire ces choses à moitié, c'est d'un homme sans consistance et de mauvaise foi. La question est belle, le terrain bien choisi et le but légitime.

Le triomphe des alliés en Orient, c'est, en effet, bien moins l'abaissement de la Russie que la consolidation du régime militaire en France et par toute l'Europe. L'Espagne y est déjà avec nous, le Piémont y court, l'Allemagne suivra bientôt. Puis, ces messieurs, las de guerroyer, s'entendront admirablement pour la tyrannie : c'est inévitable.

Non, non, point de guerre, s'il est possible; point de victoire en Crimée, point de gloire militaire. A bas le soldat et l'empereur! Il n'y a ici honneur national qui tienne : c'est du foin pour les ânes. Vous avez quitté votre patrie et vous vous êtes fait naturaliser français par horreur du despotisme militaire des tsars.

Eh bien! à présent, les rôles sont intervertis. Le despotisme militaire n'est plus représenté par le tsar, il l'est par l'empereur des Français. S'il faut que la France soit vaincue et humiliée pour que la liberté soit sauvée, hésiterez-vous? — Pour moi, je ne connais pas ces scrupules. Comme je suis prêt à sacrifier le prêtre et tous les organes de l'oppression moderne, je sacri-

fierais la France elle-même si l'exigeait la civilisation et la libre pensée.

Périsse la patrie et que l'humanité soit sauvée ! c'est là le vieux christianisme qu'il faut ressusciter et défendre contre les satellites du nouveau.

A bientôt.

P.-J. PROUDHON.

Paris, 11 avril 1853.

A M. ANDRÉ COCHUT

Monsieur Cochut, je ne vous ai pas encore remercié du joli petit cadeau que vous m'avez fait de vos deux brochures sur *Law* et les *Associations ouvrières*; je veux dire que je ne vous ai pas témoigné toute la satisfaction que leur lecture m'a procurée. — J'attendais pour cela que je pusse de mon côté vous offrir quelque chose de ma façon : c'est ce qu'il m'est enfin permis de faire aujourd'hui.

Le *Manuel du spéculateur* n'est guère qu'un recueil de documents qui exigeait, au fond, peu de science, et demandait surtout de l'exactitude et du jugement. J'en ai chargé un jeune homme de mes amis, Duchêne, ancien gérant du *Peuple*, qui y a mis tout son esprit et ses soins, et ne m'a guère laissé à faire que *l'introduction*, les *considérations finales*, plus çà et là quelques réflexions critiques sur les hommes et les choses. J'ai dû veiller aussi à ce que le tout fut coordonné sur une pensée et selon des principes solides et fixes, en un mot que rien n'y révélât l'incertitude et la contradiction. Je vous dis ceci, afin que votre critique ne tombe que sur moi, s'il y a lieu, et que mon collaborateur

conserve pour lui le bénéfice de l'ouvrage pris dans son utilité pratique et sa masse.

La nouvelle brochure sur les *chemins de fer* est de moi seul, à moins que vous ne preniez pour collaboration les *notes, renseignements et observations* qui m'ont été fournis, en sus des matériaux que j'avais moi-même accumulés, par un homme du métier qui, du reste, ne tient point à être connu. Quant à l'esprit de l'ouvrage, aux théories qui y sont exposées, aux conséquences économiques, politiques, sociales, etc. qui en résultent, tout cela, comme il est facile d'en juger, m'appartient en propre. En autres termes, si je suis redevable de quelque chose, pour ce qui est de la *pratique* des transports, à un ami, pour ce qui est de la *science* proprement dite ou économie pure, je ne dois rien à personne.

Au résumé, je dois vous déclarer ici qu'en publiant cette espèce de monographie de l'industrie voiturière, l'une des plus importantes fonctions de l'organisme social, j'ai voulu donner au public un échantillon de la manière dont j'entends que doit être faite l'Économie politique, considérée non plus comme collection de recettes empiriques, mais comme science véritable, fondée en principes et en méthode, susceptible, par conséquent, d'être construite comme l'astronomie ou l'algèbre.

Vous jugerez, monsieur, de la valeur de ce fragment, et, comme je le répète, il s'agit ici de la science beaucoup plus que de mon amour-propre, je serais heureux que vous m'en fassiez connaître votre sentiment.

Mon travail est peu fait pour les gens du monde. Toutefois, il me semble qu'avec votre talent d'exposition, avec votre art de rendre intéressantes, attrayantes

même ces arides études trop dédaignées de notre pays, vous pourriez, en y joignant vos propres réflexions, tirer de mon travail la matière d'un excellent article pour la *Revue des Deux-Mondes*.

Pardon, monsieur, si, en vous envoyant mon remerciement, j'ai l'air de vous demander encore un service, celui d'un *compte rendu* dans le premier recueil littéraire du temps. Mais j'espère que vous comprendrez la pensée qui me préoccupe : il s'agit, dis-je, non d'un auteur, mais du plus grand intérêt de l'époque, les chemins de fer, mais de la science qui depuis trente ans a fait le plus de bruit dans le monde, et qui doit un jour dominer toutes les autres et la politique elle-même, de *l'Économie politique*.

Je vous salue, monsieur, bien sincèrement.

P.-J. PROUDHON.

Paris, 15 avril 185 .

A M. J.-A. LANGLOIS

Mon cher Langlois, j'ai vu Massol relativement à M. S*** qu'il connaît, lui, sous un autre nom. Il n'a pas su m'expliquer d'abord ce double nom.

Comme moralité et probité, M. S***, m'a dit Massol, est ce qu'on peut rencontrer de plus honorable.

Comme précédents industriels, M. S*** n'aurait pas été des plus heureux dans ses entreprises, et il aurait perdu de l'argent par l'effet, ajoute Massol, de sa *trop grande bonté.*

Cela revient à dire, selon moi, que M. S*** n'a peut-être pas l'âpreté et le nerf qu'il faut dans les affaires, vis-à-vis des associés, employés et tiers, à peine de devenir très-vite leur proie.

Les affaires, c'est la guerre, une guerre où chacun doit se défendre contre tous, et où, par conséquent, la *fraternité* et la *bonté* ne sont de mise qu'après la victoire. C'est triste, c'est hideux parfois; mais c'est ainsi.....

Les renseignements de Massol s'accordent avec ce que nous avons vu et entendu, et servent même à

l'expliquer; je résume mon jugement sur le tout, et je conclus :

L'affaire en soi ne me paraît point risquable; c'est un petit service de factage, avec chevaux et voitures, qui, avec une alimentation régulière, assurée et même croissante, peut être facilement calculé par dépense et recette, et promet à l'entrepreneur, avec le revenu de son argent, une rémunération honnête de son travail et de ses soins.

Ce qui ajoute à la sécurité est précisément ce qui au premier abord paraît regrettable, l'absence d'un contrat à longue échéance. Le jour où l'affaire est en perte vous pouvez l'abandonner, et d'après les allures connues de la compagnie, il y a lieu de penser que cette renonciation se ferait sans trop de difficutés et sans sacrifices.

Reste donc l'exécution.

Je crois indispensable, si vous rentrez dans l'affaire, que vous vous entendiez avec ces messieurs sur le personnel et les appointements, tant ceux des *chefs* que ceux des employés.

Puis il y a la question obscure, inconnue, de la *cavalerie* et du *matériel*.

En embrassant cette partie, il faut vous décider d'avance à voir les choses au fond, prendre des renseignements d'abord, puis exercer une surveillance continue sur le *coulage* (foin, avoine, maréchalerie, vétérinaire, charronnage, etc., etc.)

En un mot, il faut, il est indispensable, selon moi, que vous deveniez un peu *garçon d'écurie* et *charretier*,— comme aussi que vous appreniez le *travail des bureaux* et la *sollicitation*.

Ce sont trois apprentissages différents auxquels vous

devez vous soumettre. — En votre qualité de chef, vous pouvez les faire vite et bien ; la blouse ne vous répugne pas, endossez-la.

Pour tout vous dire, en deux mots, le factage de M. V*** ne vaut pas la peine que vous vous en mêliez si vous n'y cherchez qu'une augmentation de revenu de vos fonds et une espèce de sinécure.

Je crois qu'il y a des éléments de gain honnête, quoique modéré, si vous embrassez pour tout de bon le MÉTIER.

Mais, entendez-vous avec ces messieurs sur vos attributions, sur les leurs, et sur vos prélèvements respectifs.

En entreprenant le service dans les conditions que j'indique, et sur lesquelles j'insiste, vous ne courez qu'une chance mauvaise, à mon avis : c'est de perdre une dizaine de mille francs en acquérant une expérience et une pratique des chemins de fer et des transports en général qui vous mettra de plain-pied dans le monde mercantile et industriel, et vous créera une spécialité et une capacité qui plus tard peuvent vous devenir profitables.

Si vous n'aviez que vingt ans, je vous dirais sans hésiter : Marchez. — Vous en avez trente-cinq ; vous avez été marin et journaliste ; vous êtes un peu lettré et un peu philosophe ; il s'agit, pendant six mois au moins, de digérer les amertumes et dégoûts d'une profession plus ou moins répugnante, et de faire encore peau-neuve ; tâtez-vous.

Je vous serre la main.

P.-J. PROUDHON.

P.-S. J'ai oublié de vous demander si vous aviez vu Brattiano.

NOTE DE P.-J. PROUDHON

RETROUVÉE DANS LA LETTRE PRÉCÉDENTE

Cette brochure n'est pas du prince Napoléon.

Elle n'a pas été écrite sous son inspiration, bien qu'elle lui soit très-favorable, et que l'auteur ait pu recevoir du prince de nombreuses confidences. — L'esprit et le ton général du *Mémoire*, l'ordre d'idées où il se meut, le caractère qu'il révèle, accusent une personnalité trop forte pour qu'on n'y voie pas une œuvre aussi spontanée qu'originale.

L'écrivain qui se cache ici sous le pseudonyme de un *officier général*, et qui est assurément plus familier avec les spéculations de la diplomatie qu'avec les détails de la guerre, appartient à une catégorie politique très-nombreuse il y a trente ans, et devenue aujourd'hui fort rare : c'est celle de ces hommes qui, ayant conservé malgré tout le culte du premier Empire, en ont provoqué et amené la restauration; qui avaient rêvé de le marier avec la démocratie, en lui donnant la Révolution, même sociale, pour marraine; desquels on peut dire que leur programme est dans cette formule contradictoire : *Accord du régime militaire avec la liberté*, et qui, trompés dans leur attente par la politique du Président et de l'Empereur, se sont séparés de lui, sans renoncer pour cela à leur chimère.

C'est donc tout un système que révèle cette brochure, et, en vertu de ce système, on peut affirmer qu'en ce moment, au-dessous du trône de Napoléon III il existe un nouveau parti bonapartiste, avec allures démocratiques et libérales, et que l'empereur actuel tué, détrôné ou mort, la France n'en aurait pas fini avec l'illusion dont Béranger et autres ont fait un idéal pour le peuple, et à l'égard de laquelle Napoléon III n'est qu'un traître et un bâtard.

Ce que le peuple, en 48, 51 et 52, par ses suffrages réitérés, a cru se donner en la personne de Louis-Bonaparte, le soi-disant *officier général* l'attend encore; il y croit, il ne jure que par cette chimère. C'est à ce point de vue qu'il juge l'empereur actuel : après avoir couvert de ridicule et mis à néant ses prétentions stratégiques, après avoir réduit à l'absurde sa politique de jésuite, il le ménage encore, il ne lui impute que des *fautes*, des *erreurs*, desquelles il ne tiendrait qu'à lui de revenir pour être à la fois le plus honnête, le plus libéral, le plus adoré des monarques.

En résultat, Napoléon III est condamné par les vrais amis de l'empire; il a forfait à l'honneur, à la vraie pensée impériale.

Mais la tradition napoléonienne ne meurt pas avec lui, pas plus que celle de Trajan ou Marc-Aurèle ne mourait avec Commode. Un nouveau parti est déjà formé, tout prêt à ressaisir la popularité et le pouvoir, au nom de ce même Napoléon que son neveu déshonore.

Telle est la substance et la portée de cette brochure.

C'est le césarisme sans fin et quand même.

P.-J. PROUDHON.

Paris, 17 mai 1855.

A M. CHARLES EDMOND

Mon cher Edmond, j'ai eu hier une première conférence avec les organisateurs de l'affaire Saint-Ouen, MM. Verdeau, Sarchi, Ch. Leverrier et Panis. Nous nous sommes trouvés d'accord de tout, si bien que je n'ai plus qu'à rassembler les documents statistiques pour composer mon rapport comme je l'entendrai, le principe général que je tenais à faire prévaloir étant admis et ma compétence en fait de batellerie acceptée.

On écarte sans rémission le Bartholony et pareils.

L'affaire marchera ; je réponds du succès.

Ce sera à faire trembler les *aristos* des chemins de fer et à prendre une revanche décisive sur ces notabilités de Bourse qui se croient des génies parce qu'ils ont le privilége des concessions impériales. La belle merveille de remuer des millions et d'en empocher une partie, quand le gouvernement vous jette le domaine de la nation, avec garantie de revenu et risque d'un gros bénéfice, s'il vous convient de l'exploiter !...

Quant à l'autre affaire, je verrai cette semaine tous mes *praticiens*, auxquels j'ai écrit, et dont j'ai eu d'abord à découvrir l'adresse. J'espère qu'après discussion, ce

projet pourra être bientôt arrêté et réduit à quelques pages.

Voici, par premier aperçu et sauf le détail d'organisation, comment je conçois la chose.

Le Palais de l'Industrie, avec son mobilier, aisances et dépendances, son personnel de gardiens et surveillants, sera concédé pour un nombre d'années à une personne que le Prince présentera, aux fins et conditions suivantes :

Le Palais de l'Industrie sera, aussitôt après l'Exposition, transformé en un bazar d'Exposition permanente où seront reçus et classés par catégories tous les produits agricoles et industriels français, autant du moins que la nature de ces produits le comportera, avec désignations de prix, marques de fabrique, noms et domiciles des inventeurs, producteurs, etc., sauf les cas prévus où les noms des exposants devront être tenus secrets.

Les objets exposés seront renouvelés si le besoin le demande et sur l'avis qui en sera donné par l'administration aux exposants.

Les prix indiqués seront valables, selon la nature des produits, pour un nombre de jours, de semaines ou de mois déterminé. C'est-à-dire que ces prix indiqueront, pour la période voulue, le *maximum* du producteur, la faculté lui étant laissée de réduire toujours son prix, sous la condition de garantie périodique que je viens de dire.

Moyennant ces trois conditions de la permanence de l'Exposition, de la désignation du prix et de la garantie de ce prix jusqu'à une époque fixée d'avance, à l'expiration de laquelle chaque exposant devra dire s'il entend maintenir, baisser ou augmenter son *offre*, le

Palais de l'Industrie deviendra le régulateur du marché français, l'instrument du commerce loyal et *véridique*, le garant de la bonne qualité, le gage de la concurrence normale, féconde, du bon marché perpétuel et progressif, etc., etc.

Pour assurer ce résultat si précieux et désirable, le concessionnaire, que le Prince ne saurait apporter trop d'attention à bien choisir, se chargera de former une compagnie anonyme, qui, s'interdisant elle-même toute espèce de fabrication et de commerce, deviendra le représentant de tous les exposants, et à ce titre :

Pourvoira à la livraison des objets exposés dont la demande serait faite et à leur remplacement immédiat ;

Correspondra avec tous les producteurs et exposants et leur transmettra les avis qui peuvent être utiles pour l'amélioration de leurs produits, les avertira de la concurrence qu'ils ont à soutenir, de la préférence du public, etc., etc. ;

Provoquera, facilitera les échanges entre les exposants (chose dont il sera à même de juger mieux que personne, puisqu'il réunira tout sous sa main) ;

A cet effet, fera tous virements nécessaires, traites, mandats, souscrira billets à ordre ; finalement, mettra en circulation des *bons* ou *billets de change*, équivalant aux warrants, bons du Trésor, billets de banque, etc. ; sans que ces bons puissent dépasser une proportion qui sera fixée d'après la masse des valeurs exposées et des opérations faites ;

Recevra pour compte des exposants toute commande ;

Etc., etc., etc.

Vous voyez d'ici la masse d'opérations qu'il y a à faire. C'est l'anéantissement de ce trafic ignoble, usuraire des B*** et Cie, et la réalisation de la tendance

la plus heureuse de l'époque, tendance qui se fait jour de tous côtés, mais qui ne peut être satisfaite que par une *institution* puissante, dont la première loi est la probité, le désintéressement et la plus scrupuleuse justice.

Une commission de 1/4, 1/2 ou 2 p. 100 au plus sera allouée à la compagnie, selon la nature des opérations et dépôts, etc., etc., et d'après un tarif LE PLUS BAS POSSIBLE, qui sera fixé par le cahier des charges.

L'intérêt des *ouvriers inventeurs, perfectionneurs*, etc., à l'institution est manifeste.

La Compagnie reçoit leurs œuvres, ou, comme on disait jadis, *chefs-d'œuvre*. Elle les juge d'abord elle-même, les apprécie, s'assure de la capacité et de la moralité des individus, de leur consistance ; puis, soit qu'elle les mette directement en rapport avec les demandeurs, soit qu'elle se borne à servir d'intermédiaire, elle procure l'exécution des commandes, en s'interdisant toujours toute participation directe et intéressée aux entreprises. (La Compagnie devient ainsi un bureau de *placement* pour les sujets d'élite, à moins qu'ils ne se mettent à *leur compte*.)

Les *Compagnies ouvrières* auront là aussi une garantie de débouché et de succès assurée.

Le succès de la Compagnie dépendant non-seulement de la *masse des dépôts* qui devront payer tant par mois et par mètre carré (tarif le plus bas possible), mais des *ventes, livraisons, commandes* et toutes autres opérations faites, des avis donnés, etc., etc., par conséquent, de l'excitation de la concurrence et de la *baisse des prix* (condition de vente), il en résulte que l'intérêt de l'entreprise, à laquelle il importe d'ailleurs de conserver un caractère prononcé de modération, est d'accord avec

l'intérêt général, ce qui est la condition *sine qua non* de toute INSTITUTION ÉCONOMIQUE, ayant pour *objet* l'intérêt public et pour *moyen* un service privé...

Vous voyez suffisamment d'après cela, mon cher ami, ce que peut et ce que doit devenir le Palais de l'Industrie. Autant l'Exposition actuelle a peu de succès, autant l'institution nouvelle aura de puissance et de débit. C'est une concentration de toutes les forces et facultés du pays, que l'on peut dès lors faire manœuvrer d'ensemble, développer, exalter jusqu'au dernier degré d'énergie et de fécondité, et qui, dans un temps donné très-court, doit mettre le commerce français, au dehors comme au dedans, hors ligne pour la probité, la garantie, la qualité, etc., etc. Ces choses se voient d'elles-mêmes.

Quant au capital nécessaire, je crois qu'il sera très-modeste.

L'État faisant l'avance du palais, de son entretien, de son service intérieur; nommant et payant (ou ne payant pas) les commissions chargées de contrôler constamment les produits, leurs qualités, aussi bien que la moralité des opérations de la Compagnie; l'État n'a pas réellement une bien grande dépense à faire : quelques centaines de mille francs par an. L'œuvre étant d'intérêt public, *en vue du bon marché*, j'insiste sur ce point, ne doit porter à l'État aucun bénéfice. Ce serait absurde.

Quant à la Compagnie, IL SE PEUT qu'elle ait besoin pour s'installer et commencer ses opérations d'un certain crédit. C'est ce qu'il sera facile de lui procurer en la faisant recommander purement et simplement au Comptoir national par l'empereur. Mais je crois qu'elle pourra pourvoir elle-même à sa propre mise en train.

Il est entendu sur toute chose que pareille affaire ne doit jamais paraître à la Bourse : c'est assez que le Palais de l'Industrie ait commencé par la Compagnie Drouville, sans qu'il finisse par une Compagnie B*** où Gobsec quelconque.

Je vous serre la main.

P.-J. PROUDHON.

P.-S. Il est entendu que ni de près ni de loin je ne dois figurer dans le projet; je suis censé en ce moment travailler pour la future Compagnie comme je travaille pour celle de *Saint-Ouen*.

Paris, 25 mai 1855.

A M. MATHEY

Mon cher Mathey, quand pensez-vous venir? Votre mansarde est prête. Je vous dirai pourtant que si vous êtes maître de choisir votre époque, vous ferez bien d'attendre encore un mois, attendu que l'Exposition est en désordre, les marchandises pas rangées et les ouvriers retenus pour plusieurs semaines. On a ouvert sans que ce fût fini, et puis on n'y va pas. Personne ne veut payer 5 francs pour une visite. On attend le dimanche, à 20 centimes.

On me rapportait hier que la plus forte recette avait été 9 à 10,000 francs en un jour. A Londres, les recettes, à raison de 1 scheling (25 sous) par tête, n'ont jamais été moindres de 100,000 francs.

Four complet.

La présente n'est à d'autre fin que de vous prier de rassembler vos souvenirs et de m'envoyer par retour du courrier, si faire se peut, mais vite, vite, tous les faits et gestes que vous connaissez du clergé depuis 1851.

Une biographie de moi vient de paraître, par un sieur *de Mirecourt*, en relations avec notre archevêque, qui a fourni les renseignements. Elle contient en substance

que ma vie privée est irréprochable, mais que je n'en suis pas moins un franc scélérat.

Vous sentez que je me soucie fort peu de Mirecourt et de ses pasquinades; mais puisque le clergé s'est *découvert*, je ne veux pas manquer l'occasion.

Je fais un travail, déjà fort avancé, qui aura cent cinquante à cent soixante pages, et posera nettement la question de l'Église.

Comme on en refuse à Paris l'impression, grâce à l'influence de la calotte, *qui règne et gouverne*, je publierai en Belgique, en ayant soin de ne rien dire qui puisse choquer notre gouvernement, ni même donner prétexte de crier à l'attaque de la religion. Puis nous manœuvrerons pour obtenir l'entrée : alors ce sera un joli tapage.

En tout cas, il faut que mon écrit paraisse n'importe où et en quelque nombre que ce soit.

Bonjour à Guillemin et aux amis.

Je compte sur votre diligence; c'est une heure que je vole à vos récréations. Brochez-moi cela tout en causant le soir avec Guillemin, Abram, François; mais tout de suite, S. V. P.

Amitié.

P.-J. Proudhon.

25 mai 1853.

A M. ALFRED DARIMON

Mon cher Darimon, pourriez-vous me procurer, avec l'assistance de notre ami Nefftzer, un numéro de l'*Estafette* de ces jours derniers, dans le feuilleton duquel on rappelait encore ma proposition : *Dieu, c'est le mal.*

Du moins, pourriez-vous lire cet article, m'en donner la substance, avec le nom de l'auteur ?

En même temps, me fournir, vite, vite, tous les faits que vous pouvez savoir sur *l'influence* actuelle du clergé, ses menées, etc., etc.

On ne veut pas imprimer ma réponse à de Mirecourt, et moi je m'obstine. Je veux la compléter, en faire un écrit SOLIDE, l'imprimer en Belgique, après quoi nous manœuvrerons pour l'entrer en France; et les événements, et les amis aidant, peut-être parviendrons-nous à porter un coup décisif à *l'infâme*. Sus! aidez-moi à cette bonne œuvre. Il va sans dire qu'ici l'Empire, la politique et la propriété sont hors de cause.

Bonjour.

P.-J. PROUDHON.

Mardi, 29 mai 1855

A M. CHARLES EDMOND

Mon cher Edmond, demain, j'ai rendez-vous à Versailles, où je resterai jusqu'au soir dix où onze heures.

Je ne puis donc vous donner rendez-vous que pour après-demain jeudi, soit chez moi, soit au Palais-Royal, galerie d'Orléans, soit chez vous, si vous le désirez, attendu qu'après mon dîner une course un peu longue ne m'effraye pas. Un mot de vous me fera connaître ce que je dois faire, comme aussi votre silence me sera avis que vous désirez que je vous attende.

Si ce soir même vous pouviez disposer d'un instant, vous me trouveriez disponible : je ne sortirai pas de chez moi avant huit heures et demie, pour aller boire une chope près du Panthéon.

Au moment où je vous écris, on me remet de la part de l'auteur une brochure intitulée la *Justice et la monarchie populaire*, par le comte R. R., Paris, Michel Lévy.

Connaissez-vous cet anonyme?

Je vous serre la main.

P.-J. PROUDHON.

Paris, 1er juin 1855.

A M. CHARLES EDMOND

Mon cher Edmond, puisque vous connaissez M. Hetzel, et que vous m'offrez votre entremise pour entrer en relations avec lui, voici la proposition que j'aurais à lui faire.

Je suis en train de mettre au net une brochure de douze à quinze in-8° ordinaire, ayant pour titre *De la morale dans le socialisme et dans l'Église, lettre à Mgr Césaire Matthieu, cardinal-archevêque de Besançon*, par P.-J. Proudhon.

L'occasion, ou la cause déterminante de cette brochure, est, pour moi, la Biographie du sieur Mirecourt; biographie écrite sur renseignements fournis par l'archevêque de Besançon, et destinée surtout au public bigot.

L'objet réel est de poser avec force et étendue, entre l'Église et la Révolution la QUESTION MORALE, comme Rousseau, en 1760-1762, répondant à l'archevêque de Paris, Christophe de Beaumont, posa la QUESTION DE LA RÉVÉLATION ET DES MIRACLES. Autant le dix-neuvième siècle est en avance sur le dix-huitième, autant la question des mœurs l'emporte sur celle des miracles et des

prophéties; et je ferais de mon mieux pour n'être pas trop au-dessous de mon sujet.

Aussi, il ne s'agit pas d'une brochure de *circonstance* qui intéresse seulement le public parisien, c'est un véritable livre à l'adresse de l'Europe, et où, tout en me renfermant dans le cadre concret d'une biographie, je traite à fond des choses les plus élevées qui puissent occuper l'esprit humain.

Cet opuscule ne peut paraître à Paris, à cause de l'intimidation qu'exercent sur les imprimeurs et libraires les agents du clergé, lesquels remplissent la police, les parquets, etc. Mais, une fois imprimé en Belgique, je ne doute pas que cet ouvrage, où il n'est pas question du gouvernement du 2 Décembre, ni de la personne impériale, ne franchisse très-bien la frontière, et moyennant le droit de 22 francs par 100 kilogrammes, ne se vende à Paris sans la moindre difficulté. Le gouvernement de l'Empereur qui laisse faire le clergé, soit à la police, soit à la correctionnelle, n'osera jamais prendre sur lui de proscrire un ouvrage d'un ton élevé, et d'ailleurs si fortement motivé par les empiétements du clergé et le système de diffamation auquel il se livre, et dont je suis victime.

Les exemplaires introduits en France seraient adressés, par exemple, à M. Michel Lévy, de manière à me laisser tout à fait en dehors de ce qui concerne la librairie.

Pour l'impression, je désirerais aller à Bruxelles, à moins que M. Hetzel ne trouve moyen d'organiser la circulation des épreuves avec rapidité et sûreté et de m'en garantir la parfaite correction.

Quant aux conditions, M. Hetzel proposera lui-même ce qu'il croira utile et juste; vous savez que sur ce

chapitre je ne fais jamais qu'accepter ce que l'on veut bien m'offrir.

Pour votre gouverne, je crois que si toute liberté de publication m'était laissée en France, on pourrait arriver facilement à une vente de 10,000 exemplaires.

Je confie ces renseignements, mon cher Edmond, à votre prudence et à votre amitié pour moi. Je n'ai dit à personne ce qu'était le travail dont je m'occupe, et il me serait fort désagréable qu'aucune indiscrétion vînt divulguer mon œuvre. Ne dites donc à Hetzel, si vous lui écrivez, que ce que vous jugerez utile, et en peu de mots. Ne parlez ni de l'archevêque Matthieu, ni du sujet de ma brochure, afin que cela tombe comme le tonnerre dans le camp ennemi. Un peu d'impromptu dans les choses ne gâte jamais rien.

Je vous serre la main.

P.-J. PROUDHON.

2 juin 1855.

A M. CHARLES EDMOND

Mon cher Edmond, je change le titre de mon ouvrage. Au lieu de l'intituler : *De la morale dans le socialisme et dans l'Église*, je mets : *De la morale dans la Révolution et dans l'Église*, ce qui est mille fois mieux, et me donne toutes sortes d'avantages et d'inspirations heureuses sans que le socialisme y perde rien.

J'entends dire que Hetzel est un garçon de beaucoup d'esprit, mais peu porté quant à présent à entreprendre de grosses affaires.

Ne vous engagez donc qu'avec prudence et réserve, et pas un mot du TITRE.

Du reste, ce n'est pas de quinze jours que je pourrai envoyer mon manuscrit : les occupations et les tracas m'assiégent et je ne saurai bientôt plus où donner de la tête.

Bonjour.

P.-J. PROUDHON.

Paris, 4 juin 1853.

A M. NICOLLE

Mon cher Nicolle, nous avons trouvé hier soir, en rentrant, le mot obligeant de Mme Nicolle et votre cadeau.

C'est bien pour cette fois, mon cher ami, et je vous remercie. Mais sachez donc que, quand je vous offre une brochure, je vous rappelle le souvenir d'un temps que je ne puis pas oublier, et en même temps que c'est un hommage rendu par moi à l'excellente Mme Nicolle, à votre charmante Armande, dont les bontés pour ma femme ne se sont jamais démenties. Donc, acceptez les petites nouveautés que je puis vous offrir, et plus de cadeaux, s'il vous plaît. Cela engendre de mauvaises habitudes, et je tiens à apprendre à mes filles que, comme leur père, elles devront devoir tout à elles-mêmes et rien à la faveur pas plus qu'à la galanterie.

Il m'est impossible, mon cher Nicolle, d'aller vous voir jeudi : je suis retenu par toutes sortes de causes pour toute la semaine. Si, au contraire, la semaine prochaine vous avez une soirée disponible, nous irons volontiers jaser avec vous, et *sans façon*. Prenez ce mot au pied de la lettre ou nous nous brouillerons.

A vous de cœur.

P.-J. PROUDHON.

Paris, 5 juin 1855.

A M. CHARLES EDMOND

Mon cher Edmond, j'ai bien reçu vos deux lettres du 3 et du 5.

J'ai commencé à prendre langue sur l'affaire Saint-Ouen; l'homme qui l'a préparée et fait obtenir ou acquérir au prince Poniatowski, est M. Verdeau qui connaît la chose, en tant qu'affaire spéculative et financière, à fond, et qui me mettra immédiatement en rapport avec MM. Audouin, Alquier, etc., propriétaires-exploitants de la gare Saint-Ouen.

Reste maintenant à pénétrer le *côté pratique* de l'entreprise.

Pour cela, je me transporterai un de ces jours chez MM. Audouin qui me remettront une lettre de recommandation pour la gare et me fourniront tous renseignements utiles.

Ensuite, je verrai des entrepreneurs de ma connaissance, rompus à ce métier, et avec qui je causerai à fond de toutes les opérations qui peuvent concerner et le transit par les mains de la Compagnie, et l'entrepôt et les avances de fonds.

C'est à la suite de tout ce parlage que je ferai une

espèce de notice à la fois pratique, théorique et démonstrative de la fonction que la Compagnie peut remplir dans le commerce parisien, l'approvisionnement de la capitale, le transport combiné par fer et par eau, etc., etc.

Je suppose que ces messieurs n'ont aucun besoin de moi pour leur propre édification; ils sont convaincus, et je n'ai que faire de prêcher des convertis. Le véritable point est de faire arriver les souscriptions d'actions et les primes, tout en constituant une entreprise solide, régulière, lucrative et d'intérêt public. En un mot, c'est pour le public que je dois écrire; du moins, c'est ainsi que je comprends la chose.

En dehors des preneurs d'actions, il y a encore le commerce, les compagnies de chemins de fer, les voituriers par eau, etc., etc., dont l'intérêt est plus ou moins direct et immédiat, concordant ou contraire à celui de la future compagnie.

Il faut tirer toutes ces choses au clair et en faire une notice satisfaisante et péremptoire.

Quant aux capitalistes fondateurs, patrons patronnant, servant d'image ou vignette au prospectus, j'aimerais autant que vous qu'on s'en passât. Si les actionnaires viennent d'eux-mêmes à la lecture d'une notice, à la bonne heure! Mais on peut toujours douter d'une pareille spontanéité, et je conclus, jusqu'à nouvel ordre, à laisser faire MM. Verdeau, Sarchi, etc. Ils s'y entendent mieux que moi. Ceci est de la Bible, l'autre est de l'histoire.

Tout doux, cher ami, n'allons pas si vite en ambition. La mienne sera satisfaite de peu : tout ce que je désire c'est que ces messieurs ne perdent pas patience. Je voudrais bien avoir terminé mon manuscrit pour Bruxelles;

j'ai encore d'autres chiens à étriller qui me mordent les jambes, et si on ne me laisse du *temps*, je serai désolé.

Tâchez de traiter cette question délicate. Bossuet lisait un chant d'Homère avant d'écrire un de ses sermons : il n'y a pas le moindre rapport entre l'un et l'autre. Mais cela le mettait en train. Moi, j'ai besoin de flâner à droite et à gauche avant de m'abattre sur un sujet. Encore une fois, ce n'est pas grimace, c'est de la psychologie.

Bonjour.

P.-J. PROUDHON.

P.-S. Prenez acte des offres qu'on fera pour nos amis. Mathey vient de m'écrire qu'il arrive de la montagne, où il s'était retiré pour cause de maladie.

14 juin 1853.

A M. CHARLES EDMOND

Mon cher Edmond, deux mots pour vous tenir au courant de mes *opérations*.

Avant-hier, j'ai visité la gare Saint-Ouen et causé déjà avec les gens qui la connaissent, et qui m'ont promis tous renseignements utiles. *Item*, j'ai vu d'autres personnes du métier et capables de me renseigner également bien. L'affaire peut être excellente, mais à une condition *sine quâ non* que personne ne me semble avoir prévue, et que je signalerai avec force à M. B***, tant pour sa gouverne que pour mettre à couvert ma propre responsabilité. Si je le convaincs, quelque parti qu'il prenne ensuite, je lui aurai rendu un *service* ESSENTIEL.

Après-demain samedi, j'ai un nouveau rendez-vous avec les gens d'affaires de la Compagnie, qui tiennent à me bien instruire ou me bien *seriner*, comme vous voudrez. J'écoute tout.

Pour l'autre affaire, celle du palais de l'Industrie, je tiens la solution; priez seulement, si besoin est, qu'on veuille bien prendre patience. Je vous promets de vous

organiser cela vigoureusement et sans qu'il en coûte presque rien à l'État que l'entretien de son palais et la garde des objets déposés, quelque chose comme *cent ou deux cent mille francs par an!*... Une misère.

Bonjour.

P.-J. PROUDHON.

Paris, 18 juin 1855.

A M. CHARLES EDMOND

Mon cher Edmond, j'ai commencé mes conférences relativement au palais de l'Industrie avec des hommes que je crois sûrs, et qui ont vieilli dans la méditation et la pratique des idées qui se rapportent à notre projet.

Le succès est énorme.

On applaudit à l'ensemble des vues ; on va étudier à fond les détails. Il est probable que d'ici à quinze jours nous pourrons présenter un projet complet.

De nouveau, entretenez la patience des personnages.

Qu'on cherche alors, dans ce que l'on connaît de plus honorable et de plus DÉSINTÉRESSÉ (je souligne le mot trois fois), un homme d'une certaine notabilité et d'une réputation sans tache pour devenir le concessionnaire du palais de l'Industrie.

Que ce concessionnaire veuille bien à son tour s'entendre avec les préparateurs de l'entreprise, tant pour le choix du personnel que pour le règlement d'administration, etc., etc.

Il ne peut pas s'agir ici d'*actions*, ni de *primes*, mais uniquement d'une institution modèle, au point de vue

de la probité, de la pureté, du désintéressement : une perle, en un mot, au milieu du fumier impérial.

Si ledit *concessionnaire* futur devait troubler le système conçu, en changer l'esprit, en arrêter l'essor, mieux vaudrait alors prendre pour cet office tout simplement un homme de paille, comme Poniatowski, Casimir Lecomte et tant d'autres, qui, dans les chemins de fer comme dans les journaux, n'existent que pour représenter le bon plaisir du souverain ou l'abstraction qu'on appelle Compagnie anonyme.

L'affaire telle que je suis en train de la construire, sera un coup de poignard porté le plus innocemment du monde par M. Isidore à tous ses amis, les juifs, saint-simoniens, et *tutti quanti* de la Banque et de ses succursales.

Encore une fois, avant quinze jours, vous aurez votre minute avec la marche à suivre, etc., etc.

Bonjour.

P.-J. PROUDHON.

Paris, 29 juin 1855.

A M. CHARLES EDMOND

Mon cher Edmond, j'ai reçu votre lettre du 23 courant.

Je ne vois pas la moindre difficulté à ce que le palais de l'Industrie devienne une *Exposition permanente* avec primes, récompenses, médailles, et toute la mise en scène que l'on voudra : au contraire, cela ne devant pas coûter 100,000 francs par an, ne compromettant rien, amusant le public des badauds et ce *monsieur*, qu'on s'en donne tant qu'on voudra; qu'on invente même, s'il se peut, de nouveaux décors et manifestations.

Vous voyez que j'ai l'esprit indulgent et large.

Quant à moi, voici où j'en suis. Après quatre ou cinq années d'abstention, j'ai voulu voir *où en étaient les idées*, en interrogeant praticiens et théoriciens, *spéculateurs et faiseurs*, *attrape-fortune* et *attrape-science*.

J'ai consulté aussi quelques *routiniers* capables.

Il faut voir tout cela et puis agir par soi-même.

J'attends encore quelques opinions et comptes rendus.

Mais mon plan se fait; ma pensée se fixe, et, comme je vous l'ai dit, je n'irai pas longtemps sans vous re-

mettre un *programme* suffisamment élaboré pour les personnes à qui il convient de le présenter.

Je dis simplement *programme;* car, pour le détail des statuts, il faut bien en laisser le soin à la future Compagnie, dont on ne peut en aucune façon préjuger l'initiative.

Maintenant, pensez-vous sérieusement que l'on soit de force à enlever cette affaire? Ne craignez-vous pas que mons Isidore, qui parfois tranche de l'autocrate, qui renvoie et casse quand il lui plaît les O. Barrot, les Persigny, les Drouyn de Lhuys, mais qui au fond n'est que l'humble valet des plus niaises fantaisies, des plus méprisables influences, des plus bêtes instincts; ne craignez-vous pas que cette âme damnée de Pereire, après avoir reçu communication d'un projet s'en aille le communiquer à son ministre d'État, aux gens du Crédit Mobilier, qui tous ne manqueront pas de critiquer, corriger, rectifier, et bref s'emparer de la chose!...

C'est l'appréhension de ceux à qui j'en parle : Pereire, toujours Pereire!

Or, il faut que vous sachiez cependant que si la chose se constitue comme je l'entends, le Crédit mobilier est subalternisé, l'étoile saint-simonienne pâlit, la féodalité industrielle et enfantine est ébranlée jusque dans ses fondements.

L'*Exposition perpétuelle* est le salut, la forteresse, l'arche d'alliance de tous les petits producteurs, travailleurs, même du pauvre boutiquier parisien, en ce moment écrasé, englouti, disparu sous les montagnes du gros commerce!... Voyez-vous d'ici les bazars de la rue Vivienne, du boulevard, etc., s'assombrir devant le palais, et les propriétaires forcés de baisser le prix de leurs magasins quand chaque commerçant pourra

dire : Puisque j'ai mon exposition aux Champs-*Élysées*, je n'ai pas besoin de payer boutique sur le boulevard ; je vais aux Batignolles, à Saint-Ouen !

Je pense aussi porter le capital de la société à 100 *millions* au lieu de 0 qu'indique la théorie.

Ne vous effrayez ni de l'idée, ni du chiffre.

L'idée est pour le vulgaire, pour la *montre* et aussi pour la *transition*.

Quant au chiffre, il n'y a pas de quoi vous en étonner ; il suffit de l'émettre par *dixièmes*, et si vous songez que chaque *exposant* ou *déposant* doit être un souscripteur pour au moins une action, soit 1,000 francs, il est clair que vous avez de ce chef, en ne prenant qu'un dixième d'action, de 5 à 10 millions de VERSÉS au jour de la *formation* de la société.

Les 9/10mes ou les 8, ou les 7/10mes devront rester à la souche, et probablement n'être jamais appelés, la Compagnie n'en ayant pas besoin puisqu'il lui suffit qu'ils soient *garantis*.

Avec cette garantie, la Compagnie peut émettre du papier qui primera tous les papiers de la terre, se convertira à volonté en argent ou marchandises, et ne payera qu'une faible commission.

Mais si ce papier, garanti par la masse des déposants-souscripteurs, par les marchandises et par le capital *versé*, ne doit produire à la Compagnie qu'une commission et ne donner des intérêts qu'autant qu'il y aura conversion en espèces, il est clair que le Crédit mobilier, la Banque et toutes les puissances de Mammon sont anéanties.

C'est là ce qu'il s'agit de présenter en autres termes et sous le plus beau visage à *ce monsieur*, et, si cela

passe, la vérité et l'égalité auront remporté une grande victoire.

Mais je vous avoue que je ne l'espère pas. Il en sera de ceci comme du chemin de fer de Besançon à Mulhouse, qui ne nous a servi qu'à faire la Compagnie rivale. La faveur est aux saint-simoniens.

Donnez-moi de vos nouvelles.

P.-J. PROUDHON.

Paris, 1er juillet 1855.

A M. CHARLES EDMOND

Mon cher Edmond, la *Presse* d'hier soir m'a appris la mort de Mme E. de Girardin, que votre lettre du matin me faisait pressentir. C'était je crois une bonne femme, pleine d'esprit et de cœur. Elle est morte, je n'ai pas de vœux à faire pour elle; je souhaite seulement que Girardin sache supporter cette perte, et je fais des vœux pour que votre petite Marie retrouve aussi une bonne marraine...

F. Coignet, le plus honnête socialiste, le plus sincère, le plus désintéressé que je connaisse, me demande encore quelques jours pour achever l'étude qu'il m'a promise sur votre grande affaire; — deux autres personnes que vous ne connaissez pas sans doute, mais que leurs idées, leurs tendances et les études de toute leur vie poussent dans la même direction, en font autant. J'ai consulté en outre les praticiens, routiniers les plus experts que je connaisse et les plus dévoués à ma personne ainsi qu'au progrès; des hommes capables enfin. De mon côté, je bâtis peu à peu mon édifice, mais je ne ferai rien que je n'aie recueilli toutes les propositions. Non-seulement je désire faire passer l'*idée*, mais je veux

ne pas manquer mon coup. Du reste, tout le monde est unanime pour voir dans l'affaire la plus grande fondation de l'époque, la plus décisive et celle qui peut tout à la fois, enfantant la Révolution, assurer le mieux la stabilité de la dynastie nouvelle.

Personne, à la vérité, ne songe à lui rendre un pareil service, au contraire; mais dût-elle y trouver son salut, on ne lui refusera pas le conseil; on ira même jusqu'à souhaiter qu'elle en profite et qu'elle vive. En vous parlant ainsi je vous traduis non-seulement ma propre pensée, mais celle de la conscience générale; c'est à qui de droit d'y réfléchir.

Continuez à me fournir les renseignements que vous pourrez obtenir, afin que je ne sois pas exposé à faire quelque maladresse; à l'heure qu'il est, tout est là; car, quant à ce qui est de l'organisation de la Compagnie en elle-même, vous pouvez regarder la chose comme faite. Avec l'*Exposition perpétuelle*, nous aurons la circulation gratuite, le commeree honnête et véridique, le bon marché dans la mesure du prix de revient, l'aristocratie féodale par terre, le droit au travail garanti, la classe moyenne sauvée, la liberté, la discussion, etc., etc.

Tout cela fondu en quelques articles simples, clairs, point ambitieux, point effrayants, capables de frapper le maître et le valet, le bourgeois et la plèbe, mais d'une *discrétion* suffisante. Il n'y aura que les adeptes et les roués qui verront la portée de la chose; le profane vulgaire sera tenu à distance respectueuse du sanctuaire. Il est bien, en effet, que la multitude aperçoive l'idole; il ne faut pas qu'elle la touche, ou c'est fait de la religion.

J'oubliais une chose : Nous aurons, chose inouïe par le temps qui court, de l'honnêteté, de la probité par-

dessus les yeux; point d'agiotage, point de primes à recueillir, point de pots-de-vin à payer, point de faiseurs, de patronneurs, de fondateurs, d'auspicateurs. Si le mauvais génie de la race n'y met la griffe, je veux que les oreilles en tintent à l'univers.

Bonjour, et courage.

P.-J. PROUDHON.

Paris, 3 juillet 1855.

A M. CHARLES EDMOND

Mon cher Edmond, il serait bien pour l'établissement d'un devis de la future Compagnie, que vous me fournissiez une petite statistique du Palais, en répondant aux questions suivantes :

Combien le Palais contient-il de mètres de superficie à tous ses étages ?

Combien y en a-t-il dans le bâtiment du bord de l'eau en supposant qu'on le conserve ?

Combien d'exposants en totalité, tant nationaux qu'étrangers ?

Combien d'exposants par chaque catégorie de produits ?

Quelles sont les catégories industrielles qui occupent le plus de place ?

Combien a coûté le Palais à bâtir ?

Combien peut-il coûter d'entretien et de contributions ?

Combien les frais de surveillance et de service intérieur ?

Combien, d'après tout cela, pensez-vous qu'on puisse exiger des déposants, en moyenne, par mètre de superficie et par mois, pour droit de dépôt et surveillance ?...

Je suppose qu'il convienne mieux à l'empereur de se borner, pour sa part d'initiative, à faire LOCATION du palais à une Compagnie, à la seule condition que cette Compagnie aura tout en charge, que le Gouvernement ne fournira rien, qu'il percevra des droits, etc., et que la Compagnie aura pour objet de faire ce que nous proposons.

Dans ce cas, j'estime que la Compagnie serait encore plus à son aise, plus libre de tous ses mouvements sous tous les rapports, et que la position pour elle et pour l'État serait encore plus régulière et plus belle.

Cela posé, voici, pour fixer vos idées et vous guider dans vos recherches, comment on pourrait asseoir le bilan annuel de la Compagnie : vous jugerez, quelles rectifications vous y pourrez faire.

Dépenses.

Loyer du Palais à 5 %, sur 12,000,000 fr. (Voilà les actions revenues au pair d'un coup.)	600,000
Entretien.	100,000
Contributions.	100,000
Droits de l'État sur les opérations de la Compagnie, à raison de 1/2 % sur 100 millions d'affaires.	500,000
Total des frais pour le Palais. . .	1,300,000
Personnel de la Compagnie.	1,000,000
Frais de bureau, éclairage, chauffage. .	500,000
Intérêts du capital versé, soit sur 10 millions à 4 %.	400,000
Total des dépenses annuelles. . .	3,200,000

Recettes.

Droit de dépôt des échantillons à raison de 1 fr. par mètre de superficie et par mois, en *moyenne*, sur 50,000 mètres.	600,000
Commission de vente et d'achat, à raison de 2 1/2 °/₀ sur 100 millions d'affaires.	2,500,000
Bons d'échange ou de circulation, à raison de 1/2 °/₀ d'escompte, sur une circulation de 200 millions.	1,000,000
Produit du capital espèce à 4 °/₀.	400,000
Total des recettes.	4,500,000
A déduire pour les frais.	3,200,000
RESTE NET.	1,300,000

Soit 13 °/₀ du capital, et avec l'intérêt 17 °/₀. — Ce qui est un très-gros revenu.

Mais il est entendu que ce compte n'a même rien d'approximatif; il est à seule fin de vous faire comprendre l'esprit de la chose.

La Compagnie avec ses succursales fera au bout de quelques années pour *un milliard* d'affaires, et quand l'institution aura acquis sa plénitude, pour 10 *milliards par an*. En réduisant encore ses commissions et escomptes, elle doit arriver à une grosse somme de revenu net : alors aussi la démocratie sera établie et fondée, et le système de corporation aristocratique, aujourd'hui soutenu par les juifs et saint-simoniens, écrasé.

Dans cette hypothèse, le gouvernement ne *donne* rien, ne fournit rien, pas le plus petit privilége; point de

monopole, liberté entière. Il retrouve les millions qu'il a jetés, plus une source de revenu, qui, sans coûter *un sol* de perception, peut s'élever un jour à 50 millions par an.

Mon opinion est qu'il devra, pour le début, faire la condition meilleure ; mais enfin, voilà pour lui la perspective.

Actuellement, l'empereur voudra-t-il?

Eh bien ! mon cher ami, je ne le crois pas, mais pas le moins du monde. Cet être-là est prédestiné au crime ; il s'est livré à Satan en faisant son coup d'Etat ; il n'en reviendra jamais.

Son premier mouvement sera de faire voir le projet à Pereire, Fould, Morny et consorts. Quand il saura de quoi il tourne, alors il voudra faire seul, par lui-même, pour son compte, et avec ses *intimes*. A la place d'une institution de *liberté*, gagnant par an cinq ou six millions nets aux fondateurs, administrateurs et employés de tous grades et ménageant au pays des économies et facilités pour plusieurs centaines de millions, il fera une institution de monopole, qui fera gagner à lui et à ses valets 60 ou 80 millions par an, et au pays rien. C'est le système de l'expulsion des petits faiseurs par les gros, sans profit pour la masse, et avec le péril de l'aristocratie de plus.

Voilà ce que nous verrons, je vous en avertis.

Je ferai pour l'acquit de ma conscience ce que vous avez désiré. Mais je prévois un triomphe de plus pour cette abominable aristocratie mercantile à laquelle bientôt il sera défendu d'adresser la moindre critique : car l'empereur, c'est l'Église, la saint-simonerie et la juiverie, et puis rien au-delà. Dans dix ans, le système sera complet ; alors Isidore pourra être mis à

la porte par ses maîtres, et le sera s'il bronche ; puis après, — Révolution !

J'ai des nouvelles de cette grande conspiration, je sais ce qu'ils veulent et ce qu'ils peuvent ; ils ne s'arrêteront pas que la nation entière ne soit dans la servitude. Hâtons-nous de poser notre protestation : car bientôt nous n'aurons pas même la parole.

B*** est de retour. L'avez-vous su ? Pensez-vous que je puisse le voir ? Cela ne me serait pas inutile, et je mettrai ensuite la main à l'œuvre.

Bonjour.

P.-J. Proudhon.

Paris, 6 juillet 1855.

A M. COIGNET

Mon cher monsieur Coignet, je reçois à trois heures votre lettre datée d'hier 5, et j'y réponds à l'instant.

Il est bien entendu que le manuscrit que vous m'annoncez pour aujourd'hui, et que je n'ai pas encore reçu, restera en mes mains jusqu'au jour où je pourrai vous le remettre, lequel jour ne dépassera pas le 31 courant; que pendant tout ce temps je n'en donnerai communication à personne; que si je juge à propos de le faire à *la seule personne* en faveur de laquelle vous faites vous-même exception, j'y laisserai votre signature; que, de plus, si je fais usage de quelques-unes des idées qui vous appartiennent, j'aurai soin d'en signaler l'origine.

Je fais plus, car je veux, pour votre pleine sécurité, aller même au delà de vos demandes.

Afin de garantir votre droit de priorité, s'il y a lieu, sur des idées dont je pourrais ne pas reconnaître d'abord l'individualité, la nouveauté ou l'importance, je m'engage à vous citer à l'appui de ce que je ferai ou pro-

poserai toutes les fois que l'identité ou la similitude des idées pourra m'y conduire, comme aussi je promets, après avoir fait connaître la part que vous aurez prise au commun projet de vous mettre, autant qu'il dépendra de moi, en relation directe avec la personne sus-mentionnée.

Je connais trop le prix du travail, de la pensée, des idées, pour être le moins du monde surpris de l'inquiétude que vous me témoignez au moment de me confier le fruit de vos études; mais, en même temps, je dois vous déclarer encore pour votre tranquillité, que, quelle que part d'initiative qu'il puisse me revenir un jour dans l'institution qui s'élabore, et dont je comprends parfaitement la décisive importance, cependant ce n'est pas là, quant à moi, et nonobstant toutes déclarations antérieures que je place mes droits et titres à l'estime de mes contemporains, soit comme économiste, soit comme philosophe.

Je veux avant tout assurer le succès de l'entreprise, ou plutôt comme je l'ai nommée déjà, de l'institution future et morale, entièrement distincte par là de toute entreprise purement privée. C'est en cela surtout que je fais consister ma part d'action; c'est comme défenseur et champion de la morale pure, du droit pur, de la science pure que j'ai consenti à intervenir dans cette grande affaire; et c'est afin d'arriver plus sûrement à mon but que j'ai fait appel à votre bonne volonté ainsi qu'à vos lumières, décidé que j'étais d'avance à rendre à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu.

Soyez donc le savant, mon cher monsieur et ami, je le désire, je le souhaite, j'y mettrai du mien s'il faut; je me borne, pour ma part, au rôle d'introducteur et

de gardien de la science. Vous serez, c'est mon vœu le plus sincère, la pomme d'or du jardin des Hespérides, et moi le dragon qui la défend contre la souillure des Harpies.

Je vous salue, etc.

P.-J. PROUDHON.

Paris, 6 juillet 1855.

A M. COIGNET

Mon cher monsieur, j'ai pris lecture de vos notes, tant écrites qu'imprimées, concernant le *tarif du change* et ce qui y a rapport.

Il y a longtemps que je vous avais entendu émettre (rue Saint-Georges, si je ne me trompe), votre pensée sur cette matière ardue; aujourd'hui je trouve que cette pensée a pris du corps et des développements.

Vos idées sur l'oscillation des valeurs et le problème de la monnaie sont un cas particulier de ma théorie générale du progrès et de mon système d'Économie politique; à ce point de vue, elles m'intéressent d'une façon toute spéciale. Or, comme il faut que chacun reste propriétaire de ce qui lui appartient, ou qu'il a le premier aperçu, ou qu'il connaît mieux que les autres ou dont enfin il a acquis la priorité légale, je ne puis que vous encourager à donner suite à vos travaux et, autant qu'il dépendra de vous, à les publier avec toute la lucidité d'exposition que le public réclame.

En ce qui touche plus particulièrement notre affaire, puisque vous avez bien voulu me promettre un mot d'écrit sur la manière dont vous entendez qu'on puisse

y appliquer votre principe, je vous serai obligé de me l'envoyer dès que vous pourrez.

Je serais heureux, le cas échéant, de vous assurer la part qui pourra vous revenir dans l'élaboration d'une œuvre qui ne sera rien, au moins de mon fait et que je renierais plutôt, ou qui deviendra l'institution économique la plus pure, la plus irréprochable en science et en droit de l'époque.

Ici, vous le savez, je ne fais pas œuvre de science, mais œuvre de création et de réforme. Courage donc, et si je puis compter sur vous, de votre côté, comptez sur moi.

P.-J. PROUDHON.

Paris, 12 juillet 1855.

A M. GUILLEMIN

Mon cher Guillemin, j'ai reçu en leur temps vos lettres des 10 et 21 juin.

Voici où j'en suis de mes opérations.

J'achève à l'instant un Mémoire pour la Compagnie d'Audincourt qui plaide à Marseille contre Arnaud et Torcoche frères. Ce Mémoire, mêlé d'un peu de mal de gorge, m'a pris huit jours. Travail de pot-au-feu.

Je vais commencer immédiatement un autre Mémoire ou exposé de motifs pour la Compagnie de la gare Saint-Ouen : une grande et belle chose composée de navigation, de chemin de fer, transit, entrepôt, commission, etc. M. Verdeau est un des principaux fondateurs de l'entreprise. *Pot-au-feu.*

Chemin faisant, j'ai promis de rédiger un projet de constitution d'une compagnie d'Exposition industrielle, ou pour mieux dire du *palais de l'Industrie*, je prends ce nom faute d'un autre; compagnie qui devra se former sous les auspices du prince Napoléon, et qui sera la plus formidable machine qu'on aura vue si l'on vient à bout de la faire agréer du *patron* qui, du reste, se montre, assure-t-on, on ne peut mieux disposé. Avant

huit jours, peut-être, vous recevrez l'exposé des motifs et le profil des statuts et vous pourrez juger de la chose. Pas besoin d'ajouter que dans ce *pandémonium* au capital de 100 millions, on compte sur vous pour organiser les écritures.

J'ai oublié de vous dire, ainsi qu'à Mathey, en ce qui concerne la concession de chemin de fer à laquelle mon dernier ouvrage devait servir de préparation et de véhicule, que M. V*** se trouvant fatigué, jugeant d'ailleurs la situation trop mauvaise, ne croyait pas devoir faire des démarches.

La place est encombrée de papiers de toute espèce, d'actions de toutes les couleurs; plus d'argent, plus de souscripteurs. Puis, on ne songe plus qu'à la Crimée; on attend ou la paix, ou la prise de Sébastopol, ou un désastre, mais on voudrait en finir. La tristesse, l'angoisse saisissent tous les cœurs et serrent toutes les bourses.

Donc, rien à faire pour le quart d'heure, c'est l'opinion de M. V***.

Il n'y a que l'agiotage, l'accaparement qui donnent signe de vie et qui soulèvent de temps à autre, en guise de protestation désespérée, des projets de banque *d'échange* de toutes les couleurs, sous tous les noms et d'après tous les systèmes.

A Paris comme en province, la bourgeoisie fond, la classe moyenne tombe en prolétariat et disparaît. Les compagnies du monopole, les juifs, les saint-simoniens, maîtres des affaires, et qui devraient se montrer bons princes, n'en deviennent que plus âpres à la curée. On raconte, et je le tiens de sources sûres, des projets monstres d'E. Pereire et consorts. Tantôt il s'agit d'accaparer dans les coffres du Crédit mobilier tout le nu-

méraire métallique par des procédés analogues à ceux de la Banque de France et de la *Banque du Peuple* elle-même; tantôt il est question de s'emparer de toute la masse des grains, sous prétexte d'approvisionnement, etc., etc. Au fond de tous ces projets, il y a monopole, prime, enchérissement des produits, *pacte de famine*, etc. Voilà pour l'état économique; la grande nation le sait, le voit et ne comprend rien. Quant à la politique, même imbécillité, même aveuglement. Dans la détresse où est arrivé le gouvernement impérial, ce devrait être l'affaire de trois fois vingt-quatre heures de l'expulser et de venger les *hontes* de 51, 52, 53, 54, 55; au lieu de cela, vous ne rencontrez chez ses plus ardents adversaires, que fureur du pouvoir, amour du despotisme, haine de la liberté, mépris du droit, dégoût de la multitude, indifférence pour la misère du paysan et de l'ouvrier, corruption de la conscience et de la pensée, et hypocrisie.

Aussi, le gouvernement tient bon, et je doute que malgré son peu de solidité, il succombe. *Ce n'est pas au système qu'on en veut, c'est à l'homme* : il n'y a donc pas de raison pour que cela finisse. Lisez les *Débats*, l'*Assemblée nationale*, l'*Univers*, la *Gazette*, le *Siècle*, vous verrez qu'au fond l'esprit est le même que celui du *Constitutionnel*; il n'y a qu'une chose que tous détestent également, c'est la Révolution sociale.

Quant à la guerre d'Orient, notre ami qui me quitte à l'instant me dit que les affaires vont TRÈS-MAL là-bas. Depuis l'échec reçu à Malakoff, on s'est remis *à cheminer* à l'aide de la sape et des tranchées, et voici qu'on s'aperçoit qu'un nouveau coup de main du côté de la tour Est, a maintenant bien moins de chance de réussir encore que le premier!... Si bien que nos gé-

néraux sont sur les dents et ne savent vraiment pas de quel bout s'y prendre.

Les soldats que nous accumulons en Crimée ne servent qu'à accumuler les causes de maladies et à enrichir ce foyer d'infection, et déjà l'on se prépare à passer sous ces murs maudits un deuxième hiver.

Au reste, vous pouvez juger du désarroi par l'audace des mensonges officiels. Suivant le *Moniteur*, le nombre des soldats tués ou morts, depuis *le commencement de l'expédition* (15 mois), n'est que de 14,500 en tout; il ne ment que des sept huitièmes. On sait qu'à Malakoff seulement, 10,000 Anglo-Français ont été mis hors de combat; que Pélissier dans le premier mois de son commandement a dépensé 20,000 soldats; que depuis la déclaration de guerre la France a envoyé en Orient, à elle seule, 250,000 hommes, et qu'il n'en reste pas 120,000 sous les drapeaux; qu'en janvier dernier, les Anglais, sur 54,000 soldats, en avaient perdu 40,000, etc., etc....

Dans son rapport au Corps législatif, M. de Morny a eu le toupet de dire que sur les 750 millions des deux emprunts, il restait à dépenser 100 millions; et personne ne doute, au contraire, que l'emprunt actuel de 750 millions n'ait pour objet de couvrir précisément la *circulation du gouvernement*.

Chacun ment, chacun ferme les yeux pour n'y pas voir; personne n'est dupe, mais c'est un système.

« Résignez-vous, dit le cousin au cousin. Il y a six mois, vous pouviez faire une paix honteuse, mais avantageuse. Vous ne l'avez pas voulu, faites-là honteuse et onéreuse! » A cela, le cousin ne répond que par son refrain : Je veux prendre Sébastopol!...

Les plus clairvoyants s'épouvantent, le *Spectre rouge*

apparaît de nouveau aux imaginations ; on voit la liquidation, la guillotine, le tremblement.

Moi, je vois les prêtres qui s'engraissent tranquillement de la substance du pays avec les juifs, les monopoleurs, les rentiers de l'État, les propriétaires, les concessionnaires, la jugerie, la policerie et la prostitution et, comme je vois que tout le monde y tient, peu ou prou, je dis que nous ne touchons pas à la fin.

La banqueroute !... Je vous dis que l'Empire la fera, s'il faut, héroïquement, et qu'il ne manquera pas de badauds pour admirer et applaudir.

Je ne compte pas partir pour Bruxelles avant trois semaines ou un mois, de sorte que ma brochure à S. E. le cardinal Matthieu ne paraîtra guère avant septembre. Mes travaux de *Pot-au-feu* ne me permettent pas de faire davantage.

P.-J. PROUDHON.

Paris, 15 juillet 1855.

A M. CHARLES EDMOND

Mon cher ami, il faut absolument que vous me fassiez grâce encore pour deux ou trois jours. Je suis épuisé, échiné, et par moments, abêti. J'ai mis la main au travail ; je ne le quitterai pas que tout ne soit fini ; mais si court que je le fasse, et bien que je sois loin d'en faire une œuvre littéraire, il ne laisse pas que de me prendre encore du temps. Ce sont des brochures, des manuscrits, des prospectus, un tas de choses, enfin, que j'ai voulu connaître pour ma satisfaction et l'acquit de ma conscience.

Au résumé, je me trouve encore, et malgré une interruption de six années, aussi avancé dans la matière que ceux que je consulte, et qui ne sont souvent qu'un écho de la Banque du Peuple. Mais enfin, cette confirmation de ma propre pensée m'était utile, et je puis aller plus hardiment.

Excusez-moi donc, je vous en supplie. Si je ne suis pas éloquent, au moins je serai clair et simple, et les plus étrangers à la matière me comprendront. Je con-

nais quelqu'un qui dit souvent : *Rien ne se lève.* J'espère que du moins, si je ne lui fais voir le soleil, il apercevra une étincelle.

Bonjour.

Un homme fatigué,

P.-J. PROUDHON.

Paris, 17 juillet 1853.

A M. CHARLES EDMOND

Mon cher ami, ne vous dérangez pas, ne perdez pas le temps en courses inutiles, quand pour 10 centimes la poste nous en dispense.

Je suis depuis quarante-huit heures atteint d'une petite dyssenterie qui, je crois, ne sera pas de longue durée, mais qui, en attendant, me coupe les forces.

C'est vous dire que je n'en fais guère.

Cependant, je besogne toujours un peu, et comme tout est prêt, je vous ferai peu attendre.

J'attends Cretin.

Connaissez-vous l'anecdote qui court sur le général C***, qui, ayant cru lire dans une dépêche télégraphique que l'empereur était mort, voulait immédiatement faire proclamer Henri V ?...

En France, en Angleterre, comme à Vienne et Berlin la coalition est formée contre la Révolution. Il est temps de réagir.

Bonjour.

P.-J. PROUDHON.

Paris, 19 juillet 1855.

A M. CHARLES EDMOND

Mon cher Edmond, demain, sans faute, je compte vous envoyer mon travail. J'avais espéré le faire plus court ; vous reconnaîtrez vous-même à la lecture quelle masse de développements j'ai écartés et combien mon exposé est étriqué et bref.

Si j'en juge par moi-même, deux jours au plus vous suffiront pour la transcription.

Si maintenant j'ose vous dire mon sentiment, je ne crois pas qu'il existe rien sous le soleil de plus simple et de plus vaste. C'est d'une clarté, d'une évidence, d'une naïveté d'enfant. Vous n'y verrez rien du jargon ordinaire sous lequel se cache trop souvent le faux et l'inanité de nos grands faiseurs financiers et boursiers ; en revanche, je crois que vous serez saisi de la vigueur à la fois théorique et pratique de la conception.

J'ai borné mon travail à un simple *Exposé*. Il sera temps, quand l'affaire aura été discutée, modifiée, s'il y a lieu, de rédiger la *Proposition* très-succincte à faire à l'empereur, et le *Projet de Décret*. Le gros de la besogne est fait ; le reste n'est plus rien.

Je reçois à l'instant un exemplaire in-folio, magnifique, de l'ouvrage de M. Le Play, sur les classes ouvrières.

Je vous serre la main.

P.-J. PROUDHON.

Ces observations faites, je ne terminerai pas ma lettre sans répondre directement à votre question.

Vous me demandez quelle consolation je puis offrir à un homme accablé par le chagrin d'amour, et que la philosophie et la religion abandonnent?

Je vous demanderai à mon tour si vous croyez avoir encore le *sens moral*? Si oui, allez! vous n'avez que faire de mes consolations. La pratique de la morale vous suffit. Soyez bon fils, bon ami, bon citoyen; faites du bien à vos semblables; adoptez une orpheline, épousez une jeune fille pauvre et honnête; combattez, dans le cas de votre existence, le vice et le crime, et vous serez consolé. Sans oublier celle que vous pleurez, ce qui serait une autre infamie, vous en honorerez plus la mémoire que par vos *étourdissements* ignobles et votre égoïste désespoir.

Mais la MORALE!..... C'est comme la philosophie que vous trouvez algébrique et froide; comme la religion que vous ne connaissez guère mieux; comme le travail pour lequel vous me paraissez avoir fort peu de sympathie. La morale, ne l'aime pas qui veut et du premier coup; il y faut du temps, de l'exercice, de l'effort. Il y faut surtout la fréquentation des honnêtes gens, et une rigoureuse haine pour les méchants. Tout cela ne s'acquiert pas en un jour, et, quand un jeune homme, sous prétexte d'un amour malheureux, en est venu à joindre l'indifférence de la vertu à l'indifférence philosophique et religieuse, je vous avoue que je ne connais pas pour lui de remèdes. Il est perdu, et ce n'est ma foi pas dommage.

Je vous salue, monsieur, bien sincèrement.

P.-J. PROUDHON.

Paris, 23 juillet 1855.

A M. A. HERZEN

Mon cher Herzen, je n'ai reçu que le 18 communication de votre lettre du 14, dans un moment où, accablé de travaux et d'affaires, il m'était absolument impossible d'y répondre.

Je profite d'une éclaircie pour vous remercier bien cordialement d'avoir pensé à moi pour la composition de votre *Revue*. Nos idées, je crois, sont les mêmes; nos causes sont solidaires; toutes nos espérances se confondent. D'une extrémité à l'autre de l'Europe, la même pensée, le même éclair illuminent tous les cœurs libres. Sans nous parler et sans nous écrire, que nous le voulions ou que nous ne le voulions pas, nous sommes l'un à l'autre des collaborateurs. Je ne saurais, quant à présent, vous faire un article; mais ce qui est impraticable aujourd'hui peut se réaliser demain, et, dans tous les cas, mort ou vif, je suis, je reste un des rédacteurs honoraires de l'*Étoile russe*.

Hélas! que notre tâche est pénible! Tandis que vous vous préoccupez surtout des gouvernements, moi je vois les gouvernés. Avant d'attaquer le despotisme chez les princes, ne faut-il pas le plus souvent que nous com-

mencions par le combattre chez les soldats de la liberté? Connaissez-vous rien qui ressemble davantage à un tyran qu'un tribun du peuple, et plus d'une fois l'intolérance des martyrs ne vous a-t-elle pas paru aussi odieuse que la rage des persécuteurs? N'est-il pas vrai que le despotisme n'est si difficile à abattre que parce qu'il s'appuie sur le sens intime de ses antagonistes, je devrais dire de ses compétiteurs, au point que l'écrivain sincèrement libéral, le véritable ami de la Révolution, ne sait bien souvent de quel côté il doit diriger ses coups, sur la coalition des oppresseurs ou sur la mauvaise conscience des opprimés?

Croyez-vous, par exemple, que l'autocratie russienne ne soit qu'un produit de la force brutale et des intrigues dynastiques? N'a-t-elle pas ses bases cachées, ses racines secrètes dans le cœur de la nation russe? O cher Herzen, le plus franc des hommes, n'avez-vous jamais été scandalisé, désolé par l'hypocrisie et le machiavélisme de ceux que la démocratie européenne, à tort ou à raison, subit ou avoue pour chefs?... — Pas de division devant l'ennemi, m'allez-vous dire. — Mais, cher Herzen, lequel est donc le plus à redouter pour la liberté, de la scission ou de la trahison?...

Pour moi, l'expérience de l'Occident que je vois de près m'est une conjecture de ce qui doit se passer dans ce Nord que je ne connais pas; car sous tous les méridiens l'humanité est semblable à elle-même. J'ai vu depuis quatre ans, à la suite d'un exemple funeste, la fureur du despotisme s'emparer de toutes les âmes; le mépris des masses, la veille déclarées souveraines et presque divinisées, passer à l'ordre du jour; la liberté tournée en ridicule par les mêmes qui auparavant la prenaient pour devise; la Révolution sociale conspuée,

vouée à la mort par les hypocrites, qui, jusqu'au jour de la défaite, faisaient semblant de l'adorer. Savez-vous enfin sur qui les vaincus d'hier se proposent de prendre la revanche? Sur la tyrannie, le privilége, la superstition? Non, sur la plèbe, la philosophie, la Révolution.

Separamini, popule meus! — Point de société avec les intrigants et les tartufes! Faisons alliance, comme Bertrand Duguesclin et Olivier de Clisson, pour la liberté quand même, *contre tous ceux qui peuvent vivre et mourir*. Appuyons l'œuvre émancipatrice d'où qu'elle vienne et de quelque manière qu'elle se produise; combattons le préjugé sans ménagement, même chez nos coreligionnaires et nos frères. Si les nouvelles publiées de tous côtés par les journaux sont véritables, voici déjà que le tsar Alexandre rend à la Pologne une partie de la plus précieuse de ses libertés. Comme si le tsar lui-même avait voulu accomplir la prédiction de votre prospectus! Tandis que l'Occident combattant pour la Turquie se déclare à la fois contre le tsar et la Révolution, le tsar appelle à lui la Révolution! A qui donc, nous, philosophes humanitaires, donnerons ici la palme de l'aristocratie anglaise qui, dans une tribune libre, affirme solennellement son dédain de la Hongrie et de la Pologne, ou de l'autocrate qui commence la restauration de la Pologne? A qui l'honneur, du pontife romain, qui condamne l'insurrection polonaise, ou du chef de l'Église schismatique, qui fait droit à l'insurrection?...

Maintenant, de l'Orient nous revient la Liberté, de l'Orient, regardé comme barbare, de la patrie des derniers serfs, du pays des nomades rejaillit sur nous la vie morale tuée en Occident par l'égoïsme bourgeois et la bêtise jacobinique. Tandis que le matérialisme nous dévore, et que la peste et la mitraille exterminent

notre malheureuse armée, le peuple russe est entraîné au champ de bataille par tous les sentiments qui ennoblissent l'âme humaine, la nationalité, la religion, la haine de la barbarie, que dis-je ? l'espoir de la liberté, allumé par le tsar.

L'histoire est pleine de ces contradictions.

Nos soldats, si braves, si héroïques devant la mort, nous rapporteront-ils du moins cette contagion des grandes pensées, des nobles sentiments qui remplit l'âme des Russes ? Je ne sais. Toute communication avec l'Occident leur est si bien fermée, la mécanisation disciplinaire, le détestable esprit de caserne, la ridicule gloriole les ont si fort abrutis, que tels ils sont allés, tels il est à croire qu'ils nous reviendront : soldats du pape et de l'empereur, de Rome et du 2 Décembre.

Mais ce que ne fera pas la *chair à canon*, la plume de l'écrivain saura l'accomplir. Des bords de la Tchernaïa, du Dniéper et de la Vistule, la Liberté, portée sur les ailes de la pensée, viendra faire honte à la vieille cité révolutionnaire. Elle évoquera contre elle les souvenirs du 14 juillet, du 10 août, du 31 mai, de 1830 et de 1848. Alors le monde saura si la France, victorieuse en Crimée, — je veux bien accorder à l'orgueil de ma nation cette hypothèse gratuite. — garde le sceptre de la civilisation et du Progrès, ou si elle le cède à son ennemie vaincue, mais alors véritablement triomphante, la Russie.

Adieu, cher ami. Conservez intacte et pure votre belle et généreuse individualité : c'est le seul vœu que je croie devoir faire pour vous ; c'est le gage de votre succès.

Je vous serre la main.

P.-J. PROUDHON.

27 juillet 1858.

A M. CHARLES EDMOND

Mon cher Edmond, je regrette fort de ne m'être pas trouvé chez moi hier quand vous êtes venu. Une besogne finie, il faut que je m'occupe d'une autre, et j'étais sorti pour suivre une enquête sur la batellerie de la Seine en vue de l'affaire de Saint-Ouen.

Je dois vous dire en passant que je pense possible de mettre en relation les deux compagnies Saint-Ouen et de l'Exposition, *s'il y a lieu*, d'une manière aussi profitable pour l'une que pour l'autre.

Mais y aura-t-il lieu ? C'est ce dont je doute toujours. Quoi qu'il advienne, j'aurai fait mon devoir envers nos idées ainsi qu'envers la Révolution.

Avez-vous connaissance du malencontreux toast du prince Napoléon ?

Comment supporter qu'on nous vienne faire l'éloge de notre *gouvernement* et présenter ce gouvernement comme une *Démocratie organisée?*... Napoléon n'a pas conquis par sa harangue un seul homme à l'empereur, et il s'est privé lui-même éventuellement, je ne dirai pas du dévouement, mais de l'impartialité des démocrates. Je conviens que le spectacle de la politique

anglaise est peu fait pour l'admiration du monde ; mais, au total, ce régime de vérité, de libre contrôle est encore à cent mille lieues au-dessus du nôtre, qui joint à une ineptie au moins égale, l'outrage à la pensée du pays et aux droits créés par la Révolution.

Mon cher ami, partez de cette idée : qu'un socialiste honnête homme peut fort bien intervenir comme je l'ai fait dans un projet d'institution, mais que la réprobation la plus absolue reste sa loi vis-à-vis d'un pareil régime, et, s'il faut dire toute la vérité, que tandis qu'il essaie d'user de l'initiative impériale, le régicide est dans son cœur.

Vous ne m'avez pas rapporté mon manuscrit, auquel j'aurai à faire quelques améliorations.

Je vous serre la main.

P.-J. PROUDHON.

27 juillet 1855.

A M. LE DOCTEUR MAGUET

Mon cher Maguet, nous avons déjeuné, Megnin et moi, chez Elmerick, en vous attendant toujours, depuis onze heures à cinq heures du soir.

Comment ne nous avez-vous pas adressé un mot pour nous faire part de l'empêchement?

Je n'ai pas reconnu Megnin, que j'avais d'ailleurs trop peu vu, et qui, quoique d'une excellente santé, a complétement perdu sa physionomie d'étudiant. Du reste, même timbre de voix, pas un cheveu gris, et toujours le même cœur. Causant tous deux du détail de notre vie, nous avons pu reconnaître avec un égal plaisir que nos principes, je ne dis pas de socialisme ou de politique, mais de conduite, étaient absolument les mêmes : faire à l'occasion, procurer, conseiller tout le bien possible, sans égard à l'espèce de gouvernement qui domine et par pur amour de l'humanité. Le devoir de *l'homme* d'abord, le devoir des républicains en seconde ligne.

Megnin, comme moi, garde ses convictions ; mais il n'est pas assez satisfait des partis et des hommes pour s'abstenir d'une initiative de bienfaisance et d'amélio-

ration, sous prétexte que le résultat obtenu peut aider à faire vivre le gouvernement impérial. Voilà sa profession de foi et la mienne ; il faut ajouter que nous n'en abusons pas.

Des travaux d'urgence m'ont empêché jusqu'ici de faire mon voyage de Bruxelles pour ce que vous savez ; je ne compte pas partir avant trois semaines, ou même un mois.

Comment va Besseteaux ? Quoi de nouveau parmi les connaissances que j'ai faites dans la Beauce ?...

Vous pouvez lire dans les journaux les détails du fameux siége. Ce qu'en apprennent les correspondances particulières est affligeant. Mais on s'obstine, on veut la ville, on veut la victoire, décidé que l'on est à y mettre le prix. On bâtit une ville à Kamiesch, à dix kilomètres de Sébastopol ; il semble que l'on se mette en mesure pour un siége aussi long que celui de Troie. A 1,500 millions par an et 100,000 hommes, cela peut nous mener loin. Bien des gens se demandent comment un pays qui poussait de si grandes clameurs pour des misères comme celle de *Pritchard* (25,000 francs payés à une canaille pour le soufflet que lui avait donné un de nos marins) n'a pas le plus petit mot de blâme pour ces monstrueuses aventures ! La raison est simple : c'est que l'élite de la nation, qui discutait, contrôlait, parlait, jugeait, et qui représentait, qui la république, qui le système de 1830, qui la légitimité, qui la sociale, tout ce monde est exilé, proscrit, déporté, et ce qui en reste, bâillonné par les satellites du César. Mais qui a amené cette tyrannie ? Une série de causes dont le vulgaire n'aperçoit que la peur des rouges, mais auxquelles il est juste d'ajouter l'ineptie des conservateurs, qui ont cru pouvoir se servir du nom de Napoléon pour

tuer la République, et surtout, surtout, l'empoisonnement de la masse, paysans et ouvriers, pratiqué depuis quarante ans avec une stupidité sans exemple par tous les chantres et historiens de *l'épopée impériale !...*

En 1840, lors des fameuses funérailles où j'ai été témoin de l'ivresse produite à la vue de l'urne du grand homme, j'ai senti la lame du poignard qui m'a troué le cœur au 2 décembre.

Ç'a été mon premier martyre.

Quel temps pensez-vous qu'il faille pour nous dégoûter de cette eau-de-vie mêlée de poudre à canon ?...

Bonjour, cher ami ; poignée de main à Besseteaux et donnez-moi signe de vie. Dans deux mois, vous aurez de mes nouvelles, et de bonnes.

A vous de cœur.

P.-J. PROUDHON.

Paris, 31 juillet 1855.

A M. CHARLES EDMOND

Mon cher Edmond, avez-vous des nouvelles de B***? Je désirerais pourtant le voir et m'entendre avec lui sur le Mémoire qu'il m'a demandé, et auquel je travaille. Autrement, je me mettrais de suite à la rédaction de mon livre et partirais dans huit jours pour Bruxelles. Trouvez donc moyen, s. v. p., de me mettre en relation avec votre compatriote.

Je reçois votre lettre de ce matin.

Je comprends votre impatience, mais je suis loin de la partager. Je connais de longue main ces retards interminables qui s'attachent à toute affaire dépendant du gouvernement. Voici une remise de cinq jours, après nous aurons les fêtes du 15 août; puis la visite de S. M. Victoria, puis autre chose.

Et quand il s'agira de décider Isidore, ce sera bien pis. Il faudra lui laisser le temps de la réflexion, et le citoyen n'y va pas vite; puis, pendant qu'il réfléchira, nous aurons la Crimée, quelque nouveau Malakoff ou autre déconfiture. Vous en avez pour six mois avant d'arriver à une solution.

Ménagez-vous donc, calmez votre impatience, et,

puisque vous voilà de loisir, inventez autre chose. Surtout, prenez garde de vous rendre importun à force de rebattre le même thème; ce serait tout perdre.

Je vous serre la main.

P.-J. PROUDHON.

Paris, 15 août 1855.

A M. CHARLES EDMOND

Mon cher Edmond, votre lettre du 11 de ce mois en m'apprenant votre départ pour la campagne, m'a réjoui, et je vous félicite de cette bonne résolution. Si vous vouliez m'en croire, vous n'attendriez même jamais que votre santé fût aussi chancelante pour prendre un peu de repos; vous vous imposeriez tous les trois mois une retraite, une neuvaine, comme disent les dévots, pendant laquelle vous mangeriez la cuisine du pêcheur ou du paysan, vous boiriez du lait, du cidre ou de la petite bière; vous ne verriez ni gens de lettres, ni gens d'affaires, ni artistes, vous feriez trève à la fièvre de vos occupations; et vous retremperiez votre être dans une longue semaine de vie moitié sauvage, moitié monacale.

Maintenant que j'ai lâché ma bordée, parlons *affaires*, si déjà vous n'êtes pas trop fatigué. Si vous m'avez réjoui, quant à votre résolution de repos, je suis loin de me trouver autant rassuré sur le résultat de notre grand projet.

J'accorde volontiers que l'on agisse avec prudence, en tout ce qui concerne la *sollicitation de la concession;*

pourvu toutefois que cette prudence n'aille pas au delà de la dissimulation des conséquences, et que l'on n'omette aucun des principes d'action, *sine quibus non*.

Ainsi, que l'on dise, si l'on veut, qu'il s'agit d'une *bourse* de marchandises à l'effet de venir en aide à la fabrique parisienne qui périt faute de débouchés et de capitaux; de faciliter la circulation et le bon marché des produits dans certaines classes de producteurs déshérités et gênés, etc., etc., je le veux bien.

Mais il faut que le décret de concession contienne, en autant de lignes, cette demi-douzaine de points essentiels.

1. Prestation gratuite du palais pendant trois ou cinq ans, cinq ans si c'est possible.

2. Garantie d'intérêt à 4 p. 100 du capital social.

3. Émission de *bons d'échange* de marchandises, servant de signe et d'instrument d'échange à la société.

4. Escompte du papier de commerce, à 1/3 à 1/4 p. 100 de commission, contre *bons* d'échange et sans intérêt.

5. Escompte en numéraire à 4 p. 100 d'intérêt, plus la commission.

6. Tarif du change.

Au surplus, le conseil d'État devant homologuer l'acte de société anonyme, il sera facile d'y introduire tous les germes ou éléments dont nous avons besoin. L'escompte en billets d'échange n'y paraîtra que comme un accessoire; le *tarif du change* de même, et ainsi du reste. Le PRINCIPAL étant de conserver à perpétuité ce superbe bazar industriel en le faisant servir à quelque chose.

Voilà ce que je comprends et que j'accepte.

Mais que cette grande PRUDENCE doive se soutenir

après la concession obtenue, c'est ce que je nie, contre quoi je m'élève avec force; et qui nous ferait le plus grand tort, au point de vue de la morale, des principes et du succès.

Sans doute il n'entre pas dans ma pensée de faire un éclat qui ressemble à une mystification pour le conseil d'État, ou même les grandes sociétés rivales assistantes, et qui, si elles connaissaient la chose, s'y opposeraient.

Nous ne devons chanter victoire que quand nous aurons vaincu.

Mais, sans railler ni insulter personne, nous sera-t-il défendu de nous adresser au public, d'attaquer sa raison, sa sympathie, avec tous les moyens de conviction qui seront en notre pouvoir ?

Pour moi, je ne comprends qu'une chose, c'est que, la concession obtenue, la première chose à faire est de lancer l'entreprise à l'aide d'une publication analogue à mon projet, qui soit le projet lui-même, mais allongé du double, amélioré, complété, rendu plus simple encore et plus intelligible, plus compréhensif et plus péremptoire. Aucune société de commerce existante n'a procédé autrement; aucune entreprise n'a réussi jamais qu'à cette condition.

Dissimuler avec le public, feindre, louvoyer, c'est le moyen de n'être pas compris et de tomber à plat. Voulez-vous que nous ayons le même sort que la Société de Crédit foncier ?... Allons mollement, petitement, comme gens qui tâtonnent, qui cherchent leur chemin, qui n'ont que des quarts d'idées; qui, après une première vue, en ont une seconde, et à mesure que l'expérience leur arrive, étendent et rectifient leurs idées.

C'est ainsi qu'on fatigue l'attention et qu'on s'use

soi-même. Pas de cette tactique, je vous en supplie; ou, pour ma part, je m'abstiens, et je fais mon *mea culpa*.

Autre considération : *la moralité publique*.

Voulez-vous, après une concession obtenue, faire du tripotage saint-simonien et boursicotier?... Travailler, sinon l'action, au moins le monopole et la concurrence, je veux dire, pour parler net, vous faire acheter, au moyen d'une menace plus ou moins sérieuse, plus ou moins comprise?

Voulez-vous vendre aux gros faiseurs, et, par ce moyen, abdiquer le plus tôt possible, après avoir réalisé une prime quelconque?

Je crois la chose faisable par le moyen indiqué; j'ajoute, ce qui est pis, que, débutant par la prudence, vous finirez nécessairement par la *fusion*, ce qui veut dire par la trahison envers votre pensée, envers vous-même.

Il faut donc que le projet, tel qu'il a été conçu et compris, devienne dès le lendemain de l'homologation, notre religion, et par conséquent, que la lumière soit faite, abondante et pure, pour le public.

Assez de spéculation, de rapine, d'escroquerie, comme cela; il est temps que la probité se mette à l'œuvre et montre ce qu'elle sait, ce qu'elle peut faire. Et qui osera se plaindre, je vous prie?

Le maître? Il n'y pensera plus d'abord; il ne verra dans nos publications que des réclames, et, quand il les comprendrait, d'un côté, il ne sera pas fâché d'avoir fait une si belle chose sans le savoir, de l'autre; j'affirme qu'il *n'oserait* se rétracter.

La tourbe des *favoris*, Morny, Pereire, Fould? Impossible; il ne sera plus temps. La belle entreprise, en

effet, de venir renverser une Compagnie concessionnée, subventionnée et homologuée par l'empereur, attendu qu'elle est trop belle, trop féconde, trop honnête, trop pure, trop puissante dans ses moyens, trop féconde en ses résultats, trop incompatible avec la prévarication, l'exploitation capitaliste, etc., etc., et *qu'on ne s'en était pas aperçu!...*

La jolie perspective, pour un empire qui se prétend démocratique, de venir faire crier partout qu'il avait donné l'existence à la démocratie industrielle, mais qu'aussitôt qu'il l'a eue devant lui, il l'a étouffée!

De prouver au monde que le socialisme allait exister, que le droit au travail était un fait; et que, par haine du travailleur, et amour des aristocrates, l'empereur a tout aboli!...

Impossible, impossible, vous dis-je? Que la concession soit signée et l'homologation faite, et nous sommes les maîtres; trop heureux les gens dont je parle ici, depuis le plus haut jusqu'au plus bas, de faire les câlins et de se prévaloir de leur intelligente, généreuse et révolutionnaire initiative!...

Donc, cher ami, et pour me résumer, que ceci soit bien entendu; de la prudence, oui, en tant qu'il s'agit de faire accepter notre projet sans en rien omettre et à l'aide de réticences calculées.

Mais de la publicité, à la trente-sixième puissance, le jour où l'enfant aura été accouché, et où les greffiers auront rédigé son acte de naissance.

Au surplus, nous aurons du monde en masse. Ce ne sont pas les petits producteurs qui accourront le plus vite, ce seront les gros.

Avec la grande et petite industrie, nous aurons les compagnies commissionnaires que le monopole des

chemins de fer fatigue; nous aurons Saint-Ouen et toute la batellerie de France; nous aurons les docks, incapables d'exister sans nous.

Qui donc viendrait balancer de pareilles adhésions?...

Soyez tranquille; bien loin que l'effroi s'empare du public et que la peur bourgeoise fournisse au pouvoir le prétexte d'un coup d'État contre son propre ouvrage, je vous prédis que ce jour-là la France entière se dira socialiste, et que les plus enragés se borneront à dire : N'est-ce que cela? Nous n'avions pas compris!... Guérissez-vous donc, et ne revenez pas trop tôt. Cela ne brûle pas.

Pour moi, je mitonne lentement ma *petite drôlerie*, comme dit M. Jourdain, à l'endroit du clergé. Si bonne âme que je sois, je ne me réconcilie avec le pécheur que lorsque la réparation est complète, et je n'entends pas laisser comme cela le parasitisme clérical.

Périssent les colonies plutôt que les principes! disaient les jacobins.

Et j'ajoute :

Périssent les principes eux-mêmes, plutôt que d'en escamoter une seule conséquence.

Je vous serre la main. Embrassez Marie pour moi.

P.-J. PROUDHON.

Paris, 2 septembre 1855.

A M. TRUCHE

Mon cher ami, j'ai reçu dans son temps votre lettre du 17 août, et aussi, grâce à l'obligeance de M. M***, les *sept bouteilles* de vin que vous m'avez adressées.

C'est ma femme qui est allée elle-même recevoir ce paquet, rue de l'Échiquier. J'étais malade, et dans l'ignorance où j'étais de la nature de votre envoi, j'ai envoyé ma femme pour prendre ce que je supposais être une simple commission. Elle m'a rapporté les sept bouteilles.

Une fois pour toutes, mon cher ami, ne m'envoyez rien. Cela fait contracter de mauvaises habitudes, et j'ai deux petites filles à qui je veux apprendre à ne rien recevoir de qui que ce soit, et à ne compter que sur le travail de leurs doigts. Nous n'en avons pas moins bu le soir même, avec M. Mathey, une de vos bouteilles, et votre santé n'a pas été oubliée. Quel bon vin ! Il n'y a rien de meilleur sous le soleil de France : le reste de l'univers ne compte pas.

Quand je serai plus en haleine, je compte aller de nouveau faire mes remerciements rue de l'Échiquier;

ce sera comme si je vous faisais, ainsi qu'à Mme Truche, une visite en personne.

Je ne suis on ne peut plus touché de l'intérêt que vous prenez à ma personne et à mes affaires. Certes, je ne suis pas heureux ; je pourrais être moins mal ; et, comme vous le devinez facilement, la meilleure part de mon infortune vient des autres. Elle vient surtout du régime sous lequel nous sommes condamnés à vivre et qui est dirigé tout entier contre mes pareils et moi.

Cette situation m'affecte, m'écœure, m'assassine. Quand j'aurais besoin de repos d'esprit, de satisfaction de cœur pour mener à bonne fin les travaux que j'ai entrepris, il faut que je me repaisse chaque jour du spectacle de la servitude universelle, d'une hypocrisie sans nom ; il faut, ce qui est le pire pour un écrivain et un libre penseur, que je brise ma plume, que j'avale ma langue et que je prépare mes travaux pour un *avenir* plus ou moins éloigné..., la faculté de publier et d'écrire m'étant, pour le quart d'heure, à peu près ravie.

Voilà, mon cher ami et compatriote, ce qui me tue ; et, sous ce rapport, vous avez raison de penser que je ne suis pas heureux.

Quant au ménage, je vis au jour le jour ; mais j'y suis fait. Quelques écritures et rédactions de commande suffisent pour couvrir le plus pressé. Bref, pourvu que je garde mes forces et que la santé se soutienne, je gagne le pain quotidien, et nous allons... Supposant que rien ne vienne à changer dans la situation générale, je finirai par chercher un gîte quelque part, où je mourrai obscur et isolé, ce qui est un grand bien, mais pauvre, sans laisser d'épargne, ce qui est moins à désirer pour ceux et celles que je puis laisser et qui comptent sur moi.

J'ai quarante-six ans et demi ; je compte travailler encore quinze à vingt ans, en supposant que mes forces se soutiennent comme celles d'un homme ordinaire et qu'aucune maladie grave ne me prive de mes facultés. Dans quinze à vingt ans, j'aurai rempli ma tâche : la mort pourra venir, elle ne m'effrayera point ; je n'aurai rien à regretter. J'aurai tout dit, et le despotisme, l'Église, le monopole, la jugerie, etc., s'en souviendront.

Mais ne mêlons point de politique à nos épanchements.

Voyez-vous quelquefois à la loge le cousin Proudhon, de Saint-Jean ? Un de mes regrets est d'être éloigné de lui, et comme il est permis à chaque instant de prévoir sa dernière heure, je voudrais au moins être là pour le soutenir et le délivrer des prêtres. Il importe à l'honneur de la loge, à celui de l'institution maçonnique et de la Révolution, qu'il fasse une belle, digne et courageuse fin... Et je vois d'ici la prêtraille l'assiégeant, le tourmentant, l'exhortant à son lit de mort. Horreur !...

Au reste, notre brave orateur a la vie dure, et il pourrait bien m'enterrer moi-même. A la volonté du sort ! Je ne tiens pas à la vieillesse ; je ne demande qu'à ne pas laisser mon œuvre inachevée et à ce que ceux qui portent mon nom l'honorent.

Quand je vous prie de ne me plus faire de cadeaux, il est bien entendu, mon cher ami, que cela ne doit point vous empêcher de me faire passer de temps à autre quelques bonnes paroles d'amitié. Elles me rafraîchissent le sang, venant de bonnes et franches natures comme vous.

Adieu donc ; et si l'année n'est pas pour moi trop

mauvaise, je pourrais fort bien, cet hiver, faire un saut jusqu'auprès de vous.

Mes respects à Mme Truche ; mes amitiés aux amis.

Je vous serre la main.

P.-J. PROUDHON.

Paris, 5 septembre 1855.

A M. BOUTTEVILLE

Mon cher Boutteville, votre lettre datée de Baréges, 2 courant, a été la bien venue, et mon empressement à y répondre vous est un indice que je l'attendais. Avec mes habitudes de lanternier et d'atermoyeur, j'ai laissé partir vos dames sans leur rien envoyer pour vous, comme je l'avais promis. Si bien que je me suis trouvé réduit à compter sur votre diligence et bonne volonté pour renouer le fil de nos communications. Grâce au ciel, on peut compter sur vous.

Il y a une vingtaine de jours, j'ai eu des ressouvenirs cholériques qui m'ont mis dans un état de langueur désagréable et presque dans une incapacité complète de travail. A cette heure, et depuis cinq jours, c'est le cerveau qui se trouve pris d'une façon par instants vraiment inquiétante, et qui de nouveau me contraint au repos le plus absolu. Cela me chagrine, à cause de la suspension de mes travaux, et aussi de mes recettes ; mais il faut se résigner et subir son sort.

Mon livre à Beaumont, comme vous dites, est à peu près fait. Il y aura cinq cents pages environ ; c'est donc sérieux, et dix mille fois sérieux. Sans la maladie,

je serais à Bruxelles depuis quinze jours ; mais enfin, ils ne perdront rien pour attendre. Le coup est fait ; je veux dire que le canon est chargé, pointé, il n'y a plus qu'à y mettre le feu.

Sur les événements du jour, vous savez que ma manière de juger ressemble à celle d'un homme qui suit, spectateur attentif, une partie d'échecs ; à chaque coup, les positions étant modifiées et bientôt changées, l'appréciation change aussi. Cette réserve faite, bien entendu, non pour pallier mes erreurs de jugement et m'attribuer une sorte d'infaillibilité, mais pour motiver simplement mes revirements d'opinion, s'il y a lieu.

En ce qui touche la Crimée, on ne sait plus rien, je veux dire que les lettres particulières font défaut ou sont muettes depuis un mois. Une sorte de cordon sanitaire a été établi entre Sébastopol et l'Occident ; l'armée est isolée de la mère patrie, et plus rien ne se saura jusqu'au jour où, soit la victoire, soit la débâcle, rouvrira les communications postales et assurera le secret des lettres.

Je tire de là un premier indice : c'est que depuis Malakoff (18 juin), notre armée était dans un état de démoralisation croissante, de nature à faire craindre pour son salut, non moins que pour celui de la Turquie. Ce fait est confirmé, du reste, par les dernières lettres qui ont pu passer et par l'attitude entière des gouvernements et des journaux.

Par bonheur, les Russes ont eu la maladresse de fournir aux Français l'occasion d'un petit Inkermann sur la Tchernaïa ; ils voulaient tâter les alliés, ce qui était bien ; mais leur marche a été éventée, et quand dix mille des leurs se sont vus engagés dans cet affreux ravin, grimpant sur des hauteurs escarpées, un fossé à

dos, dans la pire des positions, vous imaginez que les nôtres en ont eu raison facilement. C'est un combat d'escalade, non pas en *rase campagne*, comme on l'a dit, et comme le prouve le rapport de Pélissier, qui n'a eu garde de poursuivre l'ennemi dans la plaine.

On peut juger par les récits venus d'Orient combien notre armée avait besoin de ce succès pour se remettre un peu. Nous sommes donc à peu près comme avant Malakoff.

C'est le 16 août qu'a eu lieu cette affaire ; il y a donc vingt et un jours. Quel progrès depuis ? On l'ignore. Le siége se poursuit *méthodiquement*, ce qui veut dire qu'on fait une guerre souterraine, qu'on tue une quantité prodigieuse de soldats du génie et de l'artillerie et d'hommes de tranchée : on assure trois à quatre cents par jour !...

Ce qui est certain, c'est qu'on se prépare pour passer un *second hiver ;* ce qui ne l'est pas moins, c'est que le gouvernement a un besoin énorme d'une victoire, et qu'il veut l'avoir à tout prix. Sébastopol ou la mort, voilà l'extrémité à laquelle il se trouve réduit. Une assez grande agitation règne dans plusieurs départements : une tentative d'insurrection, très-grave, vient d'avoir lieu à Angers, prévenue par les avis donnés par les traîtres ; au Cateau, dans le Nord, il y a eu des charges de cuirassiers ; toute la Nièvre est en sociétés secrètes ; les procureurs impériaux écrivent de toutes parts que la *démagogie relève la tête*, etc., etc. De Bordeaux à Brest, on conspire à ciel découvert. Il faut une VICTOIRE, une grande victoire, ou tout est perdu.

Les renseignements contradictoires que vous recueillez sur le mérite militaire et stratégique des Russes prouvent simplement que les Français ne peuvent pas

se défaire de l'habitude ridicule de tout juger d'après leurs préjugés et leurs modes. C'est ainsi qu'ils ont ri des fortifications de Sébastopol qui les tiennent en échec depuis un an !... C'est ainsi encore qu'ils se sont gaudis de ce que la flotte russe n'avait pas osé livrer de combat : or, c'est en très-grande partie à cette flotte, conservée *extra muros*, qu'est due l'énergie de la défense. Sept ou huit vaisseaux ont été coulés à l'entrée de la rade, fermée désormais à toute tentative; les canons ont été transportés et braqués sur les remparts, les soldats et marins employés aux travaux de la place; le reste des bâtiments nous a foudroyés à Malakoff et dans plusieurs autres circonstances. Cela ne vaut-il pas mieux, en bonne guerre, qu'une bataille perdue pour le point d'honneur ?...

Des renforts arrivent sans cesse aux Russes en Crimée; et, de notre côté, nous ne cessons d'expédier hommes et munitions, sans parler du numéraire. En une seule fois la Banque de France a fourni 80 millions en or pour l'armée d'Orient. Que le siége dure encore six mois, et toutes les probabilités sont dans ce sens, et en supposant même Sébastopol pris, la Crimée nous aura coûté, on peut le prédire, 100,000 hommes, 3 milliards de francs, dix-huit mois d'attente fiévreuse, et la paix ne sera pas faite !.... Je suis bien aise que vous ayez vu de près un échantillon du bourgeois moderne ou de l'épicier : Croyez-vous qu'une caste capable, par son influence, de mener ainsi une nation, ne soit pas condamnée ? Croyez-vous que le premier devoir de la révolution, le cas échéant, ne serait pas de la mâter de *corps* et de *biens*, car, quant à l'intelligence, il n'y en a pas?...

La lettre de l'Empereur, que vous avez lue, à l'armée

d'Orient, n'était évidemment qu'une exhortation à des hommes découragés. Il leur dit que Sébastopol succombera bientôt, qu'il le *tient de bonne source;* qu'en attendant il va faire revenir les régiments qui sont là-bas depuis un an et les faire *remplacer* par d'autres !... On a besoin d'une victoire, vous dis-je : c'est le mot de la situation. D'après quelques *on-dit*, Canrobert en se présentant à Nap. lui aurait dit *qu'il ne pouvait pas se dispenser d'aller en Orient*. Le soldat murmure et gouaille : on avait envoyé devant les bagages de Sa Majesté. — Oui, disent les troupiers, nous avons la *tante*, mais nous ne voyons pas le *neveu*.

Dans une situation pareille, il m'est avis que le gouvernement ne changera pas sa politique, et ne fera pas une marche en arrière. Vaincu, il tombe; victorieux, il use de sa fortune.

Quelques faits particuliers me donnent bien lieu de penser qu'il se pourrait, malgré tout, que sur un point nouveau, imprévu, la démocratie industrielle se fît jour. Mais c'est une espérance précaire à laquelle il n'est pas permis de se fier en ce moment. J'avais bien compté en effet que l'empire malheureux pourrait se tourner d'un autre côté : en ce moment, quand je vois le déclassement qui s'opère dans l'opinion et qui commence à remplacer la torpeur des trois premières années, critique, mécontentement, désaffection d'un côté, exaltation factice, chauvinique, boursicotière et tartufière de l'autre; — quand je considère jusqu'où l'on s'est avancé dans la réaction, je vous avoue que je ne compte à peu près sur rien. Nous sommes arrivés à un point où une réaction à la réaction ne pouvant venir d'en haut, mais d'en bas, n'est possible par conséquent que par une révolution. Le gouvernement me paraît le

comprendre : c'est pour cela qu'il sacrifie et sacrifiera tout, la France entière pour une victoire.

Tout cela est fort triste, mais je ne crois pas m'écarter de la vérité.

Comment, me direz-vous, l'Angleterre, un pays de discussion libre, n'aperçoit-elle pas cette fausse et dangereuse situation. Comment s'y jette-t-elle avec nous? (Car au compte que j'ai établi plus haut de ce que Sébastopol coûtera à la France, il faut ajouter ce qu'il coûtera en hommes, matériel, finances, etc., aux Anglais, Piémontais et Turcs, soit 3 milliards encore et 150,000 hommes!)

Sur ce point, aujourd'hui comme dès l'abord, plane un mystère impénétrable, et que la visite de Victoria n'a point éclairci. Les journaux et orateurs anglais, et les nôtres à leur suite, ont grand soin de ne parler que de l'*équilibre européen*, de la *civilisation* de la *liberté*, de *l'accord des deux grandes nations*. Cela suffit aux épiciers; quant à la plèbe, elle ne pense pas, et d'ailleurs n'a plus voix au chapitre. Restent les libres penseurs qui, en raison de leurs préjugés, de leurs préventions ou de leurs instincts, vont à droite et à gauche. J'ai longtemps cherché ce secret que je ne me flatte point d'avoir découvert. Je vous dirai donc, sous toute réserve, à quoi je m'arrête aujourd'hui.

Prenez une carte de l'Europe, et à côté, une mappemonde. Cela fait, ayez l'obligeance de vous rappeler un fait, quasi imperceptible, mais dont cependant on s'occupe depuis près d'un an, le percement de l'isthme de Suez par des ingénieurs FRANÇAIS. Rappelez-vous en même temps que lord Radcliffe, l'ambassadeur anglais à Constantinople, n'a cessé de s'opposer dans les conseils du sultan à la concession demandée pour le

futur canal. La géographie d'une part, un fait de l'autre : raisonnons.

Si de Suez à Péluse un canal de cent mètres de large et de quatre-vingts mètres de profondeur est ouvert, la route de Vasco de Gama par le cap de Bonne-Espérance pour les Indes, la Chine, l'Australie, etc., est abandonnée; le voyage abrégé de près de moitié par la Méditerranée et la mer Rouge, au grand avantage de toute l'Europe. Mais dans cette hypothèse, quels sont les pays les plus favorisés? Ce n'est plus comme autrefois le Portugal, l'Angleterre, la Hollande, la ligue hanséatique, c'est l'Espagne, la France, l'Italie, l'Autriche, la Grèce dont les côtes sont baignées par la Méditerranée, la Russie elle-même qui y arrive par les Dardanelles plus vite que l'Angleterre par Gibraltar. Le commerce de l'Orient se trouve donc naturellement déplacé; il revient à ceux qui autrefois l'avaient en leur possession, Barcelone, Marseille, Gênes, Venise et Trieste, etc. Voilà l'Angleterre balayée du commerce méditerranéen : on n'a plus besoin de son entremise. Je voudrais, mon cher, que vous fussiez un peu plus *voiturier*, pour sentir les conséquences effrayantes de ce fait rien qu'au point de vue des intérêts maritimes, de la navigation au long cours et du cabotage !...

Ce n'est pas tout : l'Angleterre, à peu près évincée de la Méditerranée, que lui sert cette domination arrogante qu'elle y exerce par Gibraltar, Malte et Corfou? A quoi bon ces stations élevées, entretenues à si grands frais?... Sans brûler une amorce, les nations riveraines pourraient donc, par le seul fait de leur concurrence, chasser les Anglais de ces positions formidables, désormais sans but, sans utilité. Quel échec à Albion!... Quelle décadence! Poursuivons. Les navires espagnols, fran-

çais, italiens, autrichiens, sardes, africains, grecs et russes tombent par le pertuis de Suez comme une avalanche dans l'océan Indien : ils font échelle partout, de Madagascar au Japon, de Sumatra à Sydney et à la Nouvelle-Zélande ; ils embrassent l'Arabie, la Perse, l'Inde, Siam, la Cochinchine et la Chine, tout comme Chypre, Rhodes et Candie. Croyez-vous qu'à la suite de ce déluge, la domination anglaise ne va pas se trouver compromise ? Ne suffira-t-il pas de la moindre chicane pour qu'on demande de tous côtés la libre entrée dans l'Inde, etc. ? De ce moment, c'est fait de l'Angleterre. La nouvelle Carthage, qui aspirait à la domination des mers, qui croyait imposer sa langue aux deux tiers du globe, s'éparpille et disparaît dans le flot des nations...

Supposez maintenant que la France, prêtant l'oreille aux insinuations de Nicolas, eût consenti à régler, en tiers avec l'Autriche et la Russie, le sort de l'empire ottoman ; elle le pouvait, et l'Angleterre mise de côté eût été réduite à dévorer son chagrin et à vomir d'inutiles menaces. Je suppose ce règlement de la Turquie fait dans les conditions les plus plausibles : Constantinople, ville libre ; la Grèce augmentée de la Thesselie et l'Épire ; la Servie, la Bulgarie, la Roumélie indépendantes ; la Moldavie et la Valachie un petit État ; le Turc refoulé en Asie, qu'arriverait-il ?

Malgré Gibraltar, Malte et Corfou, la Russie et la France avec leurs escadres combinées étaient maîtresses absolues de la Méditerranée et lui imposaient leur loi. L'Afrique presque tout entière était sous la protection de la France ; le tsar en finissait avec les Caucasiens et s'avançait jusqu'à l'Euphrate, qui, relié à la mer Noire, mettait Moscou en communication im-

médiate avec Calcutta. Le sort du monde était ainsi réglé sans les Anglais et contre les Anglais...

Ehbien! c'est ce qu'il s'agit d'empêcher ou du moins de retarder le plus possible. La solution de la question est à Suez; on en empêchera le percement tant qu'on pourra. L'alliance de la France et de la Russie serait le coup décisif porté à la Grande-Bretagne; il faut entretenir la guerre coûte que coûte. On a affaire à un imbécile vaniteux : on lui donne des louanges, on l'admire, on le cajole, on envoie une reine de sang et de race faire des amitiés à Mlle Téba!... On mitonne quelque traité de libre échange; on s'extasie devant les merveilles de l'Exposition, etc., etc. On a vu d'aussi grandes guerres pour d'aussi pitoyables motifs; nous en sommes là. La France non-seulement combat pour les Anglais à ses propres dépens, elle combat contre ses propres intérêts, contre sa destinée légitime.

Je ne vous garantis point, mon cher ami, la parfaite exactitude de ce plan. C'est, je vous le répète, le résultat de mes observations à ce jour. Tout ce que je puis certifier, c'est que jusqu'à ce moment les choses se sont passées comme si tout cela était vrai...

L'idée m'est venue d'en faire l'objet d'un article à insérer dans la *Presse* si Girardin veut bien m'accueillir. J'arrangerais la chose de manière à ce qu'on me laissât passer et que tous les esprits en demeurassent éblouis.

Si vous avez le temps de m'adresser un petit accusé de réception, donnez-m'en votre avis. Il pourra m'être utile.

Bonjour, cher ami, et guérissez-vous.

Je vous serre la main.

P.-J. Proudhon.

Paris, 13 septembre 1855.

A M. MAURICE

Mon cher Maurice, vous avez été bien inspiré de ne pas venir à Paris pour la convocation du 13 octobre. Votre lettre imprimée n'était à d'autre fin que de vous *informer* QU'UNE assemblée générale aurait lieu; mais elle ne vous invitait pas à y assister. Vous n'êtes pas, du reste, le seul qui ayez été trompé par cette rédaction équivoque, et j'en ai entendu faire des plaintes à l'administration.

Mais c'est ainsi qu'on mène l'actionnaire dans les sociétés anonymes!

La convocation a eu lieu, cependant. Les *soixante plus forts actionnaires*, convoqués par lettre autographique particulière, s'y sont rendus; j'ai insisté pour assister au moins comme spectateur; on m'a répondu que ce ne serait pas *régulier*.

Il était quatre heures que la séance n'était pas commencée.

Je me propose d'y aller lundi pour connaître le résultat, et je vous en donnerai avis; mais, comme je ne connais personne des convoqués, il me sera impos-

sible de vous rien apprendre que ce qui vous sera transmis par l'administration elle-même.

Tout cela me paraît tout à fait sans façon. — Une assemblée soi-disant générale, composée de 60 actionnaires sur 20,000 qui ne les ont point élus!... Possible que cela soit dans les statuts de la Compagnie, mais bien fol qui s'engage dans des entreprises pareilles.

Il est évident que les *soixante plus forts actionnaires* n'auront voté que ce qui aura convenu à l'administration.

Nous comptons à votre passage vous avoir à dîner. On ne fera pas de frais extraordinairee, parce que cela vous déplaît; un plat de viande et un plat de légumes avec l'accessoire. Mais je puis vous offrir une bouteille de bon vin qui ne me coûtera rien, et comme je n'aurai pas meilleure et plus honorable occasion, j'espère que vous ne nous refuserez pas.

Bonjour à ces dames.

P.-J. PROUDHON.

Paris, 14 septembre 1855.

A M. CHARLES EDMOND

Mon cher Edmond, je n'ai pas encore pu lire avec assez d'attention les épreuves de M. de Girardin. Cela demande de la réflexion, et je n'ai guère la tête libre. Quand je vous reverrai, nous en causerons.

Avez-vous pu prendre connaissance de mon énorme cahier?

J'en aurais besoin pour un jour ou deux. Je désirerais, avant le retour de M. B***, en faire prendre lecture à la personne qu'il m'importe le plus, après votre compatriote, de contenter, et je vous le rendrais aussitôt.

Un mot de réponse de vous, le plus tôt que vous pourrez; comme c'est à la place de la Madeleine que j'aurais à le remettre, j'irais moi-même chez vous pour le prendre.

Je suis triste, j'ai le cœur malade. Il me semble que je vois la France entrer dans une période interminable d'abaissement, de mensonge et de ridicule. Songez que pour moi les siècles des François Ier, des Louis XIV et des Napoléon sont ceux de l'oppression et des épaisses ténèbres, et vous comprendrez mon mortel chagrin. Les bêtes règnent et gouvernent. La Bourse jubile, le

faubourg Saint-Antoine pavoise ses maisons, et le *Siècle* lèche ses babines. — Qu'espérer d'une telle race?

Je me rappelle tout ce que je vous ai prêché jadis contre l'exil. — Rentrez, rentrez, vous écrivais-je. Votre place est à Paris, auprès de tous les amis de la liberté.

C'était bien mon sentiment; aujourd'hui je n'ai plus foi à mes paroles. Déjà cet hiver je rêvais d'émigrer; en ce moment, je songe à me pourvoir de quelque emploi dans une entreprise à l'étranger. Nous en avons pour plus de temps qu'il ne me reste à vivre, et je ne serais pas obligé de manger chaque jour ma soupe sur cette infâme latrine.

L'élection de 48, l'assassinat de 51 et les trophées de Sébastopol, voilà les trois afflictions de mon cœur. Le premier de ces actes nous a fait voir la sagesse des masses et ses détestables instincts; le deuxième a inauguré avec applaudissements la tyrannie caporaliste ; et le troisième la consacre et la couronne.

Ah! mon cher ami, vous n'avez plus le droit de maudire seul votre tsar; je ne donnerais pas un centime à l'effigie de ce plat-gueux en ma qualité de Français.

Dites-moi si je vous trouverai demain samedi, vers deux heures? J'irai chercher mon manuscrit.

Bonjour.

P.-J. Proudhon.

Paris, 16 septembre 1855.

A M. LE DOCTEUR MAGUET

Mon cher Maguet, nous avons reçu vendredi, par les messageries de Chartres, une bourriche contenant trois perdrix, et le lendemain, samedi, par la même voie, un énorme pâté.

Je suppose que les perdrix viennent de vous, et le gros pâté de l'ami Besseteaux.

J'ai lieu de penser en outre que vous faites chacun de votre côté sans vous prévenir; autrement nous adresseriez-vous tant de bonnes choses à la fois?

Mais j'ai une autre critique à faire à notre châtelain! nous prend-il pour des ogres de nous envoyer un pâté qui suffirait à une compagnie de zouaves? Sans doute qu'il en avait commandé deux en même temps, un pour sa grande salle, quinze personnes, et l'autre pour mes deux petites filles qui n'en goûtent ma foi guère plus que Mlle Besseteaux.

Allons, chers amis, un peu de modération. C'est une excellente chose que le gibier; mais comme toutes les bonnes choses il faut le prendre à petites doses.

C'est une pratique, hélas! que je suis bien forcé de

suivre, moi, pauvre Jean-sans-Terre, par ce temps de cherté et de misère. Avant-hier, vendredi, tout Paris s'est illuminé spontanément pour célébrer la grande victoire de Sébastopol. Après les 2 milliards et les 160,000 hommes que nous coûte cette ruine, nous avons dépensé encore quelques centaines de mille francs en pavois et lampions. Aujourd'hui le pain est augmenté de 2 sous par miche, de 90 centimes à 1 franc. Illuminez donc, cochons!...

Dites au *châtelain* qu'un bon ami de Franche-Comté m'a pourvu de six bouteilles de vin franc-comtois comme il ne s'en boit guère dans les meilleurs vignobles; c'est du *marnaux*, couleur pelure d'oignon, léger et fin. Nous en avons débouché une bouteille pour l'arrivée de Mathey; les autres sont là, et on n'y touchera que pour vous et le *châtelain*. Il y a aussi une goutte de fin cognac. C'est tout ce que nous possédons de présentable, et l'homme de la Connie doit bien se douter que je ne m'amuserai pas à lui charger une table de viandes, venaisons, poissons, volailles; il y a de tout cela chez lui en plus grande abondance et meilleure qualité que chez le pauvre philosophe. Mais il n'a jamais goûté de mon vin de Marnaux, et je le défie de s'en procurer de pareil.

Nous allons avoir, probablement avec la continuation de la guerre, une recrudescence d'absolutisme césarien, d'hypocrisie cléricale, de brutalité soldatesque, de dilapidations administratives et de jongleries boursicotières.

Les conscriptions iront leur train aussi bien que les emprunts.

Jacques Bonhomme n'est pas encore soûl. Il prétend d'ailleurs qu'il y a trop de monde au monde et

que les fêtes, les *Te Deum*, les lampions et les rentes cela fait aller le commerce.

Je cherche un trou où il y ait de vrais sauvages à qui je pourrais apprendre à mépriser et haïr à mon exemple les chauvins, les jacobins, les agioteurs, les jugeurs, les soldats et les prêtres; je m'y réfugierais volontiers avec ma lignée.

Bonjour.

P.-J. PROUDHON.

Paris, 20 septembre 1855.

A M. CHARLES EDMOND

Mon cher Edmond, rien de plus aisé que de faire par de simples radiations, et sous une phraséologie quelconque ce que vous trouverez d'inquiétant et horripilant dans le *Projet*, pour ceux que vous appelez les maîtres de cérémonie.

C'est une chose qui ne devrait pas vous arrêter un instant; et votre persévérance à y revenir me fait craindreque vous ne vous soyez trop ému.

C'est toujours là l'effet de mon malheureux style et de ma manière. Sans que je le veuille, les choses grossissent, s'accentuent, s'accusent sous ma plume de manière à mordre les imaginations timides.

Arrangez cela, n'importe avec qui. Mais souvenez-vous de maintenir les articles essentiels sur le *tarif du change* que vous me paraissez avoir confondu avec la *tarification des valeurs*, qui est une idée fausse et contre laquelle je proteste.

Vous ferez bien pour tout cela, à défaut de moi, de voir soit l'un soit l'autre de mes collaborateurs, *M. F. Coignet*, rue Hauteville, 90, ou *M. d'Esclée*, rue de Lancry, 48.

Pour moi, tout m'est suspect, tout me dégoûte. Je ne veux plus me mêler d'aucune affaire; j'abandonne tout. Avec le pouvoir, tout prend un caractère politique qui me répugne; avec les gens d'affaires, un caractère de rapacité et d'égoïsme qui me révolte; avec les hommes de la république, un air de coterie qui m'étouffe.

Je songe sérieusement à trouver de l'emploi au dehors, et le jour où ce sera fait, je m'en irai avec ma séquelle, comme dans la gravure du *Mauvais sujet et sa famille*, pauvre et triste, mais point paresseux ni flétri.

Je veux m'en aller, vous dis-je.

Si vous causez avec M. B*** de mon compte rendu, je serai bien aise de savoir quel effet ce travail a produit sur son esprit; car je suis presque sûr qu'il devait être précisément dans les dispositions que j'ai voulu détruire.

Bonjour.

P.-J. PROUDHON.

P.-S. Il y a six jours que j'ai écrit à Hetzel; il ne me répond pas.

Paris, 29 septembre 1855.

A M. CHARLES EDMOND

Mon cher Edmond, je vous adresse sous ce pli une lettre de *M. François Coignet*. Il s'agit tout simplement, en remettant cette lettre à son adresse, de faire remarquer que le sieur *François Coignet* est le même que celui qui se trouve cité dans mon Projet pour l'*Exposition perpétuelle*, et, à ce titre, doublement digne d'intérêt.

Si vous faites cette commission, vous aurez bien mérité du dit Coignet, et, qui sait? peut-être de la future compagnie dont il ne saurait manquer d'être un jour un des membres les plus intelligents et les plus dévoués.

Votre dernière contient de jolies choses, mais elle ne changera pas ma résolution si je puis trouver moyen de l'exécuter. Mais où aller? Je frappe à toutes les portes, et je crois que les gens qui m'aiment le plus dans le particulier sont saisis d'effroi dès qu'il s'agit de me recommander quelque part. Faudra-t-il donc que je crève sur place, moi et ma séquelle, sous cet interdit général? Nous verrons bien.

Quant à notre grande affaire, je commence à entre-

voir une chose que je vous supplie de bien noter. Le grand succès de Sébastopol est à cette heure parti en fumée; l'anxiété demeure avec les charges d'une guerre à continuer, d'une occupation à entretenir, d'une famine qui s'avance, d'une baisse de fonds qui s'opiniâtre; avec les tentatives de régicide qui se succèdent et que le pouvoir multiplie en les démentant, avec le déluge de colères que soulèvent la tyrannie du prêtre, l'insolence du propriétaire, l'impudence du financier, l'orgueil des compagnies de monopole, etc., etc.

Bien loin donc de penser que l'on doive battre en retraite, se faire humble et petit dans la présentation du projet, je crois qu'il faut au contraire tenir bon, en faisant grâce des conséquences les plus extrêmes qu'il est inutile de démasquer et qui se révéleront assez d'elles-mêmes.

Oui, le moment approche, si vous ne précipitez rien, si vous savez attendre, où l'idée en question pourra devenir une garantie indispensable à un pouvoir qui, comme tous ses prédécesseurs, s'est confié aux écus et qui voit les écus lui faire défaut à l'instant du danger et s'enfoncer avec lui. Encore un petit emprunt de 500 millions, et la place écrasée laissera tomber les valeurs; encore quelques-uns de ces petits riens qui ébranlent les esprits, et tous ces braves joueurs de Bourse, voulant réaliser en même temps et à tout prix, culbuteront dans l'abîme. Ce sera comme une noce qui, dans une promenade sur l'eau se portant tout à coup sur un des côtés de la barque, la fait chavirer et qui disparaît dans les flots. Nous allons là : Dieu veuille que ce soit le plus tôt possible! Plus nous tarderons, plus nous perdrons : une prompte banqueroute, voilà notre sauveur!

Pardon, monsieur et cher concitoyen, de mettre ainsi des conditions au faible service que je puis vous rendre; mais, je dois vous le dire, je ne puis agir autrement. Je suis écrasé de besogne, et tellement serré par les nécessités de l'existence que je ne puis être jamais assez avare de mon temps.

Voyez donc si vous pouvez attendre la fin de ma grande et nouvelle étude pour vos deux articles qui, je crois, y gagneraient de l'intérêt et sortiraient du lieu commun.

Je vous serre la main.

P.-J. PROUDHON

Paris, 19 octobre 1856.

A M. ALFRED DARIMON

Mon cher Darimon, voici un billet que je reçois pour vous de M. La Châtre, actuellement à Arbanatz (Gironde).

Comme il me prie de faire l'article PEUPLE, je suppose qu'il vous fait quelque proposition analogue. En ce cas, chargez-vous encore de cet article : je vous communiquerais les livraisons de son *Dictionnaire* que j'ai reçues, vous verriez ce que c'est, et vous vous mettriez à l'œuvre.

Venez donc déjeuner avec moi dimanche, à midi.

Je ne vous vois plus ; je ne sors guère ; je me concentre volontairement comme je faisais jadis, quand je bâtissais quelque chose d'un peu fort, mais ce n'est pas une raison pour dire adieu à la société. La mort viendra assez tôt.

Bonjour.

P.-J. PROUDHON.

Paris, 20 octobre 1855.

A Mme CHARLES EDMOND

Madame, cette interminable maladie, ces souffrances atroces, ces histoires d'opérations à droite et à gauche me désolent. Le malheureux Edmond ne peut-il mourir ou guérir sans se faire dépecer tout vivant et sans servir d'expérimentation aux médecins ? Ne peut-on, en attendant la mort ou la santé, tromper les douleurs ou diminuer le sentiment ?... N'y a-t-il plus ni opium, ni chloroforme ?...

Je compte aller voir mon pauvre malade lundi, mais, en attendant, si mes services peuvent être utiles, je vous prie de penser à moi pour une nuit. Dites-le à Edmond ; peut-être ma garde pour quelques heures lui serait-elle agréable.

Je vous salue, madame.

P.-J. Proudhon.

Paris, 19 novembre 1855.

A M. ALFRED DARIMON

Mon cher Darimon, votre demande, malgré le *Post-Scriptum*, n'est pas très-claire.

La note doit-elle être faite à la première personne ou à la troisième ?

En d'autres termes, est-ce un modèle de *lettre* au prince que demande P***, ou bien veut-il, après avoir fait lui-même des *visites*, qu'un tiers écrive *pour lui* ce que lui-même répugne à dire ?

Le premier cas me semble seul possible, loyal, logique et honnête en l'état ; le deuxième est ridicule, et je ne m'y prêterai pas.

Je suis en travail d'une résolution à prendre pour moi-même et à la recherche d'une position.

Bonjour.

P.-J. PROUDHON.

aris, 21 novembre 1855.

A M. DARIMON

Mon cher Darimon, votre article d'hier sur la Banque est joli et pas mal tourné. Vous pouviez ajouter, pour renforcer votre argument, que le portefeuille de la Banque est bien au-dessous de ce qu'il pourrait devenir, si la Banque, par tous les moyens de répulsion, n'excluait les trois quarts du commerce.

Si une fois vous entrez sur ce terrain des absurdités économiques du jour, vous allez les voir pulluler sous votre main, et vous avez de quoi *embêter* prodigieusement la Banque, les professeurs et *tutti quanti*. Calculez bien vos coups.

Jusqu'à quel jour P*** attend-il ma réponse ? Quand faut-il que je vous l'envoie ? Je hais d'écrire, et j'enrage de ne pouvoir terminer mon livre.

Bonjour,

P.-J. PROUDHON.

Paris, 22 novembre 1855.

A M. ALFRED DARIMON

Voici la note que vous me demandez pour P***.

Quoi qu'il dise et que vous en pensiez, il est de toute convenance, de toute dignité qu'il l'écrive, la signe et la remette en style direct; car, présentée comme je l'ai faite, elle laisse subsister quelque chose de honteux et de faux, qui est blessant pour le prince et peu favorable au réclamant. Notez que ce n'est plus à l'empereur que la demande est faite, c'est à Napoléon.

Quoi qu'il arrive, il faut que la note soit écrite en plus beau papier et meilleure écriture.

Je ne sais plus ce que j'ai pu vous dire qui a pu vous sembler équivoque; ce que je me rappelle seulement, c'est que vos réflexions ont réveillé en moi un sentiment de sympathie, effet de la ressemblance de nos situations; ce qui m'a fait dire que, pour mon compte, je voulais à tout prix prendre une résolution et sortir de là.

Il va de soi que si je puis vous venir en aide, j'y penserai même avant vous : pour le quart d'heure, je ne songe qu'à sortir du puits.

Après quoi je t'en tirerai !...

Bonjour à Ferrari. Je vais aujourd'hui à Ivry déjeuner avec le vieux Grandmesnil, etc.

A vous,

P.-J. PROUDHON.

P.-S. Décidément, la *Presse* est au gouvernement, à qui elle rend le service de souffler la guerre à la bourgeoisie, qui n'en veut pas !...

Paris, 29 novembre 1855.

A M. ÉMILE DE GIRARDIN

Monsieur, Darimon et Nefftzer m'ont fait part tous deux de votre gracieuse invitation pour samedi.

Il faut absolument que vous m'excusiez pour cette fois; j'ai le malheur de jouir en ce moment d'un ventre toujours malade et d'un cerveau épuisé. A la conversation comme à table, je ne pourrais faire que la plus triste figure, et j'ai un extrême besoin de repos.

J'attends, d'un jour à l'autre, un avis de Hetzel pour me mettre en route avec un gros manuscrit.

Il faut croire que nous sommes destinés à marcher de conserve; plusieurs fois vous avez bien voulu dire que vous suiviez attentivement mes travaux d'Économie, et voici que je reprends en sous-œuvre la discussion que vous avez entamée sur le Droit et la Morale, il y a quelque temps. Vous avez porté les premiers coups; je veux tâcher, en suivant mon génie propre, d'enfoncer la muraille et d'entrer dans la place.

Priez donc Dieu ou le Diable pour moi; si une fois nous nous mettions tous les deux avec acharnement aux trousses d'une idée, on en saurait bientôt le fonds et le tréfonds.

Je vous serre la main de bon cœur

P.-J. PROUDHON.

Paris, 29 novembre 1855.

A M. ALFRED DARIMON

Mon cher Darimon, Mme Da. me dit que si je ne vais pas dîner chez Girardin, vous n'irez pas non plus.

Vous avez tort.

Je ne puis aller sans me donner une mauvaise nuit et quelques jours de retard.

Je vous prie en conséquence de lui porter vous-même mes excuses, et, s'il n'est pas trop mal disposé, de lui demander pour moi un exemplaire de son livre sur la femme : *La liberté dans le mariage par l'égalité des enfants devant la mère.*

A-t-on reçu dans les bureaux de la *Presse* un ouvrage sur le *Droit et le devoir*, par le professeur Oudot, de l'école de Droit ?

Je voudrais savoir ce que c'est.

A vous de cœur.

P.-J. PROUDHON.

Paris, 29 novembre 1855.

A M. CHARLES EDMOND

Mon cher ami, je viens vous remercier de la bonne soirée que vous m'avez fait passer, et vous apporter mon tribut d'éloges et d'encouragements. D'après tout ce que j'ai entendu raconter des tribulations d'un pauvre auteur dramatique à une première représentation, je n'étais pas sans inquiétude sur votre sort; un instant même je fus sur le point de m'abstenir, tant la peur et l'angoisse me tenaient. Il y a des moment où, pour mes amis, je suis lâche comme une femme. Enfin, j'ai pensé que j'avais ici, à toute occurence, un devoir à remplir; j'ai pris mon courage à deux mains et je suis parti.

Grâce au ciel, je suis satisfait; je crois votre pièce désormais hors de danger, et, bien que le nombre de vos amis ait été grand à cette représentation, comme il n'est pas en votre pouvoir de séduire ou d'acheter tant de gens qui comprennent et se respectent, j'estime que leur approbation vous est une garantie de celle du public payant et étranger, qui en définitive est juge souverain.

Tout le monde vous dira que le premier acte est long, obscur, entortillé, et que ce défaut se fait encore sentir dans le second.

Il faut ajouter aussi que tout le monde n'est pas à même de saisir au vol les traits de mœurs, les allusions historiques et une foule de choses qui accusent un travail consciencieux et soigné, mais qui passent trop vite pour qu'on ait le temps de s'y reconnaître.

Le défaut inhérent à toute pièce dramatique c'est que le public a besoin, comme les acteurs, de l'*apprendre* et de s'y faire. Aucun auteur n'y peut échapper. Heureux ceux qui savent s'en tirer à leur avantage, sans sacrifier la profondeur et la vérité!

Pour moi, je ne doute pas que vos deux actes ne fassent mieux à la lecture qu'à la représentation; c'est sans doute ce qui a fait illusion à vous, à vos conseils et à vos acteurs, la répétition n'étant qu'une lecture à plusieurs voix.

Quelques personnes ont parlé de l'enchaînement des scènes, de coupures, de retranchements, d'additions. J'ignore si leur critique est fondée; je ne me pique pas, vous le savez, d'être connaisseur; je laisse ces questions de *dramaturgie* que vous connaissez mieux que moi, et qui ne me paraissent être que le côté matériel de l'art.

J'aime mieux vous parler de ce qui m'a frappé, de ce qui m'a plu, à moi qui ne sais rien des conventions de scène, et qui juge des choses d'art avec la même méthode que les questions d'économie politique.

Je ne me rappelle que confusément le troisième acte. Je crois que c'est là que se trouve la scène du complot entre d'Albert et la Florentine, une scène neuve, où ces deux bêtes fauves, un moment unies pour la perte de Condé, engagent la lutte et s'attaquent avec une pénétration égale. C'est là que se forme le *nœud* de la pièce. Tout est dans le dialogue qu'il faudrait relire et voir en détail pour bien juger. C'est quelque chose de profond,

qui me paraît fortement conçu, et qui gagnera j'espère, qui doit gagner à être revu, si l'écrivain n'est pas resté en dehors de sa propre pensée. Songez à cela, je ne vous donne qu'une impression; je me flatte pour vous que le style, la science du dialogue répondent ici à la situation; sans cela tout manque. Mais je suis aussi incapable de porter un jugement que je l'étais avant d'entrer au spectacle.

J'aime fort la scène entre le maréchal et sa femme, et cet accent de fierté nationale qui saisit Léonore quand elle dit: « L'Italie vaincue gouverne le monde. » Qu'il vous était facile de semer çà et là quelques mots qui eussent avisé le public, comme faisait le chœur chez les anciens!... La France fut de tous temps gouvernée par les étrangers... (Médicis, Mazarin, Riquetti, Bonaparte, de Broglie, Rossi, etc.) Ils ne savent, ils ne sauront jamais se gouverner eux-mêmes ces Francs-Gaulois! Oh! devait se dire la Galigaï, si jamais la France possédait un coin de terre en Italie qui rendît Français une poignée d'Italiens, l'Italie régnerait à jamais sur la France. Il y avait là pour moi une riche leçon d'histoire, une grande vérité ethnographique que je vous recommande encore.

Et, à ce propos, pourquoi d'Albert ne dit-il pas quelque part, au premier acte ou ailleurs, quelque chose comme ceci : « A Florentin, Florentin et demi! » Les Luynes sont de Florence, issus d'une famille *Alberti* venue en France au quinzième ou seizième siècle. Ne serait-il pas édifiant pour notre brave nation de la montrer ainsi à l'école perpétuelle de la pensée étrangère?

Le cinquième acte offre une situation neuve encore, et qui se termine par un trait sublime :

Léonore reconnaît sa fille. *Comme tu as pardonné* (à ton fiancé), semble-t-elle lui dire, *je te pardonne.* Serait-il mal de marquer par quelque chose d'approchant l'analogie des deux situations?

Léonore est forte en ce moment; c'est elle qui soutient sa fille éperdue : très-belle idée, qu'il faut s'attacher à mieux rendre encore.

La fille, à ce moment suprême, une fille doit tenir lieu de prêtre à cette femme qui va monter sur le bûcher : Pourquoi cette idée *impie*, mais humaine, pleine de tendresse, ne la rendriez-vous pas? Se trouver mère, femme, un amour au cœur, avoir qui pardonne, à qui l'on pardonne, tout cela fait disparaître les affres de la mort. Je ne sais si vous avez pensé à ces choses ou si c'est mon imagination qui les crée.

Quoi qu'il en soit, un morceau de musique est bon quand il fait rêver et songer; de même un roman, une pièce de théâtre, une scène sont bons quand ils font penser, et c'est ce qui m'arrive avec vous. Mais le public se compose d'âmes crasses qui ont besoin qu'on mâche les mots et qu'on leur mette les points sur les *i;* ne l'oubliez pas. Et tout l'art de l'auteur dramatique, selon moi, consiste à composer son dialogue de telle sorte que chaque mot soit comme un coup de burin qui creuse sa pensée dans l'âme du spectateur.

Je voyais venir le dénouement et j'étais inquiet. Les réflexions philosophiques d'Albert ne suffisaient pas à ma *justice*. Tout cela est vrai, d'une vérité historique, me disais-je. Voilà bien cette royauté toujours décrépite et inepte dès la seconde génération malgré les changements de dynasties et de races; voilà cette noblesse débauchée qui depuis deux siècles n'a cessé de déchoir et qui déchoira encore deux siècles, jusqu'à ce que 89

l'engloutisse ; voilà cette antique magistrature, toujours dans la main des rois, dupe de ses *formes* autant que de son zèle, qui condamne gravement pour crime de sorcellerie la souveraine de la veille, et qui se trouve à son insu avoir frappé une impudique, une adultère, une infanticide ! Comme cela fait penser aux *dès* de Bridoye !... Voilà l'Italie de Machiavel féconde en intrigues et en spadassins !

Après Concini, un Alberti, peut-être un Rizzi ; c'est odieux, dégoûtant, atroce !

On dirait que vous m'avez deviné. L'ombre de Richelieu avait passé par là au deuxième acte sans rien dire. J'ai cru voir la *logique de l'histoire* planant sur ce chaos de conspirations et de crimes. Au cinquième acte, quand le capitaine des gardes s'écrie : « A moi le pouvoir ! » Richelieu reparaît pour répondre : « PEUT-ÊTRE ! » Rien qu'un mot, mais ce mot est la moralité du drame.

Les Athéniens auraient senti cela. Ce mot m'a arraché à moi-même ; j'ai applaudi, ce que je n'avais pas eu le temps de faire jusque-là, ce que je ne fais jamais.

On dit que la censure ne permettra plus que Richelieu paraisse en habit épiscopal. Il est écrit que la censure sera toujours à rebours de l'intérêt qui l'inspire. Est-ce que l'évêque de la *Florentine* ne rachète pas cent fois le cardinal de la *Juive?*... Vraiment l'Église aurait lieu d'être fière si elle faisait une pareille figure dans chaque pièce de théâtre !

Je suis heureux, mon cher Edmond, de pouvoir vous dire qu'il y a en vous une raison saine et une bonne conscience. Pas un reproche à vous faire ; un auteur de l'école romantique eût cédé à la tentation de mettre tous les fils de cet imbroglio dans la main du misérable Rizzi ; vous ne l'avez pas voulu. Bravo ! Traître à tout

le monde, ce monstre est confondu à son tour par les événements; il reste à sa place comme de Luynes à la sienne. Bravo!

A ce propos encore, je vous dirai que vous me semblez avoir résolu pour le théâtre un problème difficile, et que je vous recommande de méditer. Chez les anciens, le Destin apparaissait toujours pour résoudre les situations compliquées; leur esthétique, pas plus que la mienne, ne permettant de montrer le crime et la fourberie maîtres du monde. Vous avez fait intervenir, sans la nommer, la philosophie de l'histoire, bien plus savante que le Destin. A la bonne heure! creusez-moi cette idée; ouvrez cette route à nos jeunes auteurs, qui, sûrement n'y pensent pas. Il y a là une mine pour le drame aussi bien que pour le roman et l'histoire.

Au total, vous avez bien fait et je vous félicite. Çà et là, un peu moins de parlage; la scène de l'explosion du laboratoire n'étant à d'autre fin que de faire perdre et retrouver des lettres, doit être abrégée et ne pas tant sentir le soufre. Voilà ce que j'ai à vous dire.

Ma *critique* vous paraîtra fort drôle, à vous, homme du monde littéraire et dramatique, et il se pourrait que messieurs du feuilleton ne fussent en rien de mon sentiment. Vous en ferez donc à votre guise; aussi bien, il faut plaire à la presse, et les auteurs, acteurs et entrepreneurs de théâtre feraient maigre chère s'ils ne jouaient que pour des philosophes. Donc, encore une fois, ne regardez cette lettre que comme l'expression de mon sentiment particulier, et une manière de remerciement.

Je vous serre la main; soignez votre santé; ne vous remettez pas trop vite au travail.

A vous.

P.-J. Proudhon.

Paris, 30 novembre 1855.

A M. DARIMON

Très-bien! Voilà qu'on vous retrouve enfin! Si Le Play n'en a pas assez comme cela, et si le public de la *Presse* n'est pas édifié, il faut qu'ils soient bien difficiles.

Vous vous emparez de mes rubriques : *Non datur religio in œconomia*. Je ne m'en plains pas. Courage! Je suis ravi d'avoir un camarade qui comprenne et qui dise si bien. Votre article assez long cependant ne m'a pas duré deux minutes à lire.

Quand vous êtes maître de votre argument cela va on ne peut mieux; à un autre article je vous dirai ce qui vous embrouille quelquefois et vous rend louche; mais pour cette fois il n'y a pas lieu. Grâce à vous, ce monsieur est connu, jugé et *coulé* le plus gentiment du monde.

Si vous voyez Edmond, dites-lui de ma part que je n'entends pas qu'il publie rien de la lettre que je lui ai écrite sur sa pièce; elle n'est pas faite pour cela, et je tiens, s'il persiste dans son idée, à la refaire. Obligez-moi d'avoir l'œil à cela, dans l'intérêt de notre ami.

Bonjour et courage,

P.-J. PROUDHON.

Paris, 5 décembre 1853.

A M. MAURICE

Mon cher Maurice, j'écris aujourd'hui même à mon frère pour savoir de lui-même où il en est de ses affaires, et comment il a eu recours à l'entremise du sieur Cattin pour obtenir de vous le consentement qu'il désire.

Je ne puis donc répondre, quant à présent, à votre question sur cette affaire; ce sera sans doute l'objet d'une autre lettre.

Ma position ne serait pas mauvaise si je ne traînais le double boulet que vous savez : mes dettes personnelles et celles de mon frère. En juin dernier il m'a fallu faire une remise de 2,000 francs, dont moitié pour le remettre à flot et moitié pour M. Renaud, envers qui il était débiteur de 10,000 francs. J'ai déjà, tout en vivant chichement, remboursé 1,000 francs sur cette somme; je compte, d'ici à cinq ou six mois au plus, rembourser le reste. Si l'ouvrage que je vais publier avait quelque succès, je pourrais en sus de ce remboursement faire quelques milliers de francs, en déduction de ce qui me reste de dettes; si j'étais heureux, je payerais peut-être tout...

En cas de non-réussite je songe à me faire caser

quelque part par les amis; chose difficile, tant mon nom inspire encore d'antipathie; tant les plus dévoués ont besoin de prendre de précautions pour défendre ma personne et justifier leur amitié pour moi.

Voilà, cher ami, en deux mots, ma situation. J'éprouve en ce moment que si dans notre siècle la pauvreté n'est rien pour un homme de cœur, cependant il est un degré au-dessous duquel il ne faut pas descendre. La société est démocratisée devant l'opinion et devant la loi; l'homme fils de ses œuvres est donc toujours bien venu; je sais cela. Malheureusement je suis d'une race qui n'a pas su ou pas pu jusqu'à ce moment s'élever au-dessus de la misère; autour de moi, dans mes alliés et mes proches, je ne vois que des infirmes. On le sait et cela me nuit. Par ma pensée et par ma conscience j'ai toujours été élevé bien au-dessus de cette boue prolétarienne; mais les réalités de la vie m'y replongent toujours. Suis-je destiné à me revoir plus indigent, plus misérable, plus déchu que la naissance ne m'a déjà fait et que je ne me suis senti jusqu'à dix-huit ans? Je n'en sais rien. Mais tandis que je méprise la fortune, la fortune se venge de mes mépris. La pauvreté n'est bonne à rien.

Je ne vois pas X***, qui n'est et ne fut jamais mon ami, malgré les promenades que j'ai faites à Besançon avec ce causeur. X*** n'est l'ami de personne, non qu'il ait mauvais cœur, mais par inconsistance de caractère. J'ai su, il y a quelque temps, qu'il s'occupait d'une *affaire*, une invention pour produire de la chaleur sans combustible. Il y a un brevet, et l'on cherche des capitaux. Voilà ce que m'a dit Bidal un jour que je le rencontrai sur le boulevard. J'ignore où en est la compagnie.

Il demeure ici, vous le savez, avec une jeune femme de Besançon, sa concubine, qui tient un magasin de lingerie; lui *fait des affaires*. Un pied dans le commerce de détail, boutique parisienne; un autre pied dans la bohème industrielle; voilà X***.

Mes enfants se portent à merveille; ma femme s'est remise au travail de passementerie, qui l'occupe, la distrait et lui gagne les gages de sa bonne.

Mes respects à ces dames.

Je vous serre la main.

P.-J. PROUDHON.

6 décembre 1855.

A M. CHARLES EDMOND

Mon cher Edmond, votre succès est croissant; ma femme et toute sa compagnie ont été on ne peut plus satisfaites. Tout autour d'elles silence profond du commencement à la fin. Plus de ces vilains sifflets : attention, intérêt, applaudissements; les messieurs pleurant à chaudes larmes. Voilà ce qu'on me rapporte. Le Richelieu fait plaisir; il est compris.

Il paraît que le public tient à prouver qu'il n'est pas tout entier composé d'âmes *crasses;* tant mieux! Mais qu'il sache que je ne retirerai pas l'épithète tant que régnera S. M. Badinguet Ier, dit Napoléon III; quand on a de l'intelligence pour une chose, on en a pour tout.

Renvoyez-moi ma pièce d'hier, et pardonnez-moi de vous avoir entretenu de cette ineptie. Je suis colère et ne puis m'empêcher de le laisser voir, quoi! Il y a en moi quelque chose de disgracieux, j'en conviens; j'en suis puni chaque fois que je m'émancipe; devrait-on m'en punir?

Je vous serre la main, et vous prie de m'accepter tel

que je suis, pour un bourru quelquefois, pour votre ami toujours.

Voyez donc le bien que me fait votre triomphe!...

Bonjour, et *bien*, comme dit Rabelais, pour le public et les femelles.

P.-J. PROUDHON.

12 décembre 1855.

A M. CHARLES EDMOND

Mon cher Edmond, les Allemands sont bien plus malins que les Belges; avec leur profonde métaphysique, ils ont découvert que c'était moi qui était le véritable auteur de la *Florentine*, et que vous n'étiez qu'un prête-nom.

Ah çà! est-ce qu'en qualité d'auteur je ne pourrai pas bientôt lire *ma pièce?* Où en est votre impression?

Et, ce qui vaut mieux, où en est votre santé? J'ai bien peur que toutes ces transes, et cette joie, et cette fumée ne vous agitent les nerfs et ne vous remettent à mal.

Le correspondant belge que vous me citez me paraît être dans la vérité du sentiment impérial, bien que son anecdote soit fausse. L'Empire est aux *jésuites*, mais je doute qu'il ose empêcher d'entrer mon livre.

A ce propos, savez-vous que depuis quinze jours Hetzel est à Paris, et qu'il ne m'a pas donné le plus petit signe de vie? Tout le monde s'accorde à dire que c'est un distrait de première force.

A mon retour de Belgique je publierai un volume

d'*Économie politique*, dans lequel je compte insérer le projet d'*Exposition perpétuelle* que vous savez.

Mais je vous garantis que grâce à ma double publication et les événements aidant, il faudra bien qu'Isidore *marche* et dise s'il est jésuite ou non.

Motus sur tout cela.

Je compte vous voir avant de partir pour la Belgique.

Bonjour.

P.-J. PROUDHON.

P.-S. Renvoyez-moi *ma pièce* curieuse, j'en fais collection. Ma colère de soupe au lait passée, j'aime à revoir tout cela.

Paris, 25 décembre 1855.

A M. MICAUD

Mon cher Micaud, moi qui vous parle de stoïcisme, je deviens avec le temps, le croiriez-vous, de plus en plus passionné et sensible. La fougue du tempérament, les ardeurs érotiques et toute la pétulance de la jeunesse m'ont passé : la chair s'est amortie, le sang s'est calmé, l'imagination est moins ardente, mais il me semble que tout cela s'est fait au profit de la conscience et de la raison qui, loin de baisser, monte toujours, ce me semble.

Si je ne me trompe, vous devez m'entendre, et sans doute que vous en êtes là. Oh! mon cher Micaud, s'il me reste un jour un mois ou deux de vacances, je veux faire la psychologie de la vieillesse et la venger des absurdes dédains du vulgaire. Et gare les jeunes, alors! ils verront que si le muscle se détend, le cerveau ne faiblit pas.

Depuis trois ans, pour vous donner plus sérieusement de mes nouvelles, je travaille à ma transformation complète.

De 1839 à 1852, j'ai eu ce qu'on appelle ma période *de critique*, je prends ce mot dans le sens élevé qu'on

lui donne en Allemagne. Comme un homme ne doit pas se répéter et que je tiens essentiellement à ne pas me survivre, j'assemble les matériaux de nouvelles études et je me dispose à commencer bientôt une nouvelle période que j'appellerai, si vous voulez, ma *période positive* ou de construction. Elle durera bien autant que la première, treize à quatorze ans.

J'ai à tirer au clair toutes ces questions que depuis vingt-cinq ans le mouvement intellectuel en France a bousculées ; j'ignore jusqu'où j'irai dans cette carrière, qui me vaudrait autant de bénédictions que la première m'a valu d'anathèmes si les gens n'avaient pas d'avance fait leur siége et si les intérêts n'étaient pas dans les choses morales le critérium le plus généralement suivi du vrai.

Ainsi, je dois m'attendre encore à bien des luttes; soit! Nous vivons de la lutte. Mais j'éprouve parfois d'affreuses colères que les entraves mises sur ma plume me forcent de dévorer et qui m'étouffent.

En ce moment, je suis occupé d'un livre de morale, où je prétends prouver que l'Église n'en sait pas le premier mot. Si ce livre avait quelque succès, je serais bien heureux d'aller me reposer une quinzaine de jours auprès de vous et de tous nos vieux Bisontins. Ma pauvre tête en a besoin.

Allons, mon cher et déjà ancien ami, soyons hommes; l'époque est mauvaise, la génération lâche, le haut, le milieu et le bas sont également pourris. Peu d'années ont suffi pour opérer ce changement préparé d'ailleurs de longue main par une décomposition inévitable. Que diriez-vous d'un médecin à qui les plaies et les chancres feraient mal au cœur? Telle est notre situation; je tâche de me fortifier par l'élixir de la philoso-

phie, et quelques dégoûts que me donne le spectacle de tant de hontes, je me dis qu'après tout ces gens sont ma chair et mon sang et qu'il faut les guérir. *Ex ossibus meis, et caro ex carne mea.*

Je vous embrasse, et, puisque nous voilà près du nouvel an, je vous souhaite pour recommencer cette course un cœur ferme, une résolution virile, un amour fidèle pour l'humanité et un suprême dédain pour la canaille.

P.-J. PROUDHON.

27 décembre 1855.

A M. ALFRED DARIMON

Mon cher Darimon, méfions-nous de l'approbation de nos amis ! Pour une malheureuse lettre d'encouragement donnée à Charles-Edmond, j'ai aujourd'hui l'agrément de partager avec lui les condamnations de l'*Appel*, de l'*Avenir*, etc., autres petits journaux littéraires qui ont pris parti contre la pièce de notre ami.

C'est pour cela que je ne vous dis qu'en tremblant que votre article sur Sauvage m'a paru très-clair et l'appréciation finale bien raisonnée.

A votre prochain ou au suivant, il sera bien que, revenant sur cet exemple et autres que vous découvrirez, vous insistiez sur ce fait, depuis longtemps annoncé par Law et Ricardo, que la monnaie d'or et d'argent, ni aucune monnaie, ou marchandise régalienne n'est indispensable ; au commerce que cela est démontré aujourd'hui ; qu'on peut organiser fort bien les relations commerciales sans cet intermédiaire, et que de là découlent des conséquences incalculables pour les rapports du travail et du capital, la circulation, etc., etc.

Vous n'arrêterez vos conclusions qu'à ce point. Si aujourd'hui, on s'abstient de mettre en pratique cette

donnée féconde, c'est que cela contrarierait, non pas l'intérêt général, mais les gros intérêts qui sont censés le représenter, etc., etc.

Revenant à vos études, mon opinion est qu'ayant bien compris un ou deux systèmes proposés, vous avez la clé de tous les autres et que vous pouvez parler clairement et pertinemment de tout ce qui concerne la matière. Cela veut dire que vous voilà financier consommé.

Je n'ai rien dans mes chiffons qui vaille la peine que vous y reveniez.

Vous connaissez *Mazeli*, vous êtes mieux placé que moi pour vous renseigner sur le *B****; d'Esclée est inintelligible, et vous avez vu dans mon projet pour l'Exposition perpétuelle, ramenée aux formules qui me sont propres, ce que je crois être son idée.

Il y a à Paris G***, homme qu'on estime peu; les petites opérations de Beslay qui sont de pratique pure et rentrent dans les nôtres; puis, dans les départements, de petits spéculateurs que ne recommande pas suffisamment une haute compréhension de la matière ou une conception originale comme celle de Sauvage.

Un individu de Bordeaux, que je ne connais ni d'Ève ni d'Adam, me charge de vous complimenter sur la manière dont vous faites croire à Girardin qu'il a inventé la théorie du crédit et des banques.

Je déplore bien vivement le malheur de ce pauvre d'Esclée. Ce qui lui arrive me prouve une fois de plus qu'en matière de procès, il n'y a rien de plus redoutable, après le juge, que l'avocat.

Bonjour et courage. Mettez insensiblement la *Presse* sur le terrain de l'honnêteté et de la vérité; faites-lui prendre de bonnes habitudes; caressez le *dieu* quelquefois, puisqu'il le faut, mais de manière à sauvegarder

toujours la justice, la science, à l'instruire lui-même et lui faire honte de sa vanité, et à faire entendre au public que c'est une rubrique obligée comme le *Très-humble serviteur*.

A ces conditions, je vous absous et vous serre la main.

P.-J. PROUDHON.

P.-S. Bonjour à Nefftzer. Ses articles m'ont fait plaisir.

Paris, 30 décembre 1855.

A M. CHARLES EDMOND

Mon cher Edmond, je vous croyais suffisamment guéri pour qu'on ne vous trouvât plus chez vous. C'est ce qui fait que depuis un mois vous ne m'avez pas revu; je néglige volontiers les heureux, les forts, les vainqueurs et triomphateurs; je suis tout aux battus et aux malades.

Vous ne me dites rien de vos représentations; sont-elles toujours suivies?

J'ai vu Hetzel il y a quinze jours; il a promis de me revoir et de régler le mode d'impression à Paris. Je tiens à Paris; je ne veux pas me condamner moi-même, et fuir. Il m'en coûtera six semaines de plus pour me mettre sur un pied *respectable :* j'aime mieux cela.

Bonjour.

P.-J. PROUDHON.

APPENDICE

Paris, 6 avril 1841.

A M. MICAUD

Mon cher Micaud, je vous ai écrit ce matin même par l'occasion d'un paquet que j'envoie à M. Huguenet par la diligence, et que vous recevrez incessamment.

Je viens de lire vos vers, qui me font beaucoup de plaisir, puisque votre pensée poétique se retrouve dans la prose de mon second Mémoire, au moins en partie.

Je n'oserai présenter vos vers à M. T***, qui est un antiphilippiste endiablé : c'en est plus qu'il ne faut pour qu'il les trouve mauvais; car il est avec cela fort jaloux du privilége de la rime.

Je vous remercie de l'intérêt que vous prenez à l'affaire de mon frère, à qui j'écris de se dédire, parce que je ne consentirai à rien avant mon retour. Je vous supplie de lui donner quelques consolations et quelques encouragements.

Mon père veut racheter des maisons! Le diable me persécute! Tâchez encore, en lui présentant l'exemple de mon frère, à qui j'écris de me faire le sacrifice de son ambition, de le retenir.

Mon père me fait penser au vôtre, que l'altération de ses facultés a empêché de jouir de la résurrection de sa famille. Je conçois votre juste douleur, et je la partage. Bien loin de chercher une consolation dans l'état normal de votre père, je n'y vois qu'un motif de plus de gémir sur la destinée de notre pauvre humanité. Mais, à tout mal il y a remède; il nous reste une mère, un frère et des amis, oh! des amis comme nul n'en pourrait avoir, car nul ne sait mieux aimer que vous. Croyez que la sévérité de ma raison n'éteint pas en moi le feu du sentiment, et que ce que je prise avant tout dans l'homme, c'est le cœur.

M. Huguenet a dû remettre, tout récemment, à ma mère 80 francs; je vous serais obligé de lui trouver encore (à ma mère) 100 francs, que je paierai contre un mandat à vue, ou comme on voudra.

Je les ai tout prêts, et je n'ai pas le temps d'aller aujourd'hui chez le banquier. Faites-moi cette opération.

Je suis chagrin de voir Plumey si malheureux : cela me fait presque regretter d'avoir écrit un peu rudement à Mme L*** sur leur projet de mariage. Je voudrais bien lui trouver un emploi.

Tout à vous.

P.-J. Proudhon.

Paris, 14 février 1841.

A M. MICAUD

Mon cher Micaud, le gendre de M. de S***, chez qui je suis maintenant, se nomme T*** : c'est un parfait honnête homme, de beaucoup d'esprit, faisant admirablement des couplets de vaudeville, plein de mépris pour tous les intrigants et charlatans de l'époque, ne croyant pas à l'égalité et guère à l'amélioration des choses de ce monde. Vous sentez que sur ces deux derniers points je ne puis être de son avis, d'autant plus que nous travaillons ensemble à *améliorer* la justice criminelle.

J'ai lieu de croire que nous serons contents l'un de l'autre : je compte lui faire présent, c'est le mot, de la partie la plus aisée de ma philosophie, celle qui, après la *propriété* et la *famille*, a la *pénalité* pour objet. Tout ce que je sais et pense à ce sujet n'entrera pas dans l'ouvrage que nous méditons ; mais tous les principes fondamentaux y seront avec de beaux développements. Vous voyez qu'il s'agit de mieux que d'une simple compulsation : je dois, pour ma part, scruter la philosophie, l'histoire et la législation comparée, en dégager une doctrine et l'appliquer à la pratique que

M. T*** me fournira. Sur chaque chapitre, j'aurai à présenter un projet de rédaction, que mon patron acceptera, corrigera, etc. Je souhaite que ma coopération puisse conduire cet honnête homme et ce bon magistrat à la députation; j'en serais aussi heureux que lui. Quant à la gloire du travail, mes principes de morale sont tels depuis longtemps que l'écrivain qui cherche la célébrité et la louange dans l'exposition de la vérité me paraît coupable aux yeux de Dieu et digne du mépris des hommes. Je ferai quelque chose ici de plus radical encore que ma *Propriété;* je ne songe pas même que je puisse en revendiquer le mérite. Au reste, j'ai affaire à un homme qui partage entièrement cette manière de voir.

J'ai payé les 200 francs de M. Guillemin au notaire Chaler, le 31 juillet 1840; j'en ai la quittance. Les 200 francs m'auraient donc été remis du 25 au 30 dudit mois.

J'enverrai à Guillemin, à la première occasion ou par la poste, la brochure de L. Blanc; c'est un article de Revue que j'ai en ma possession.

Je n'ai jamais écrit dans aucun journal qu'un article sur les lettres de l'alphabet, il y a deux ans; je n'ai pas entendu parler du feuilleton du *Peuple.* Au surplus, je sais pertinemment que mes idées font sourdement leur chemin, et que, si ma prochaine édition n'a pas d'encombre, les esprits, ramenés aux questions fondamentales, commenceront à se calmer spontanément en même temps qu'ils reconnaîtront leur véritable route.

Je ne puis envoyer ma *défense* à M. Pérennès, parce que j'aurais à la transcrire, ce qui serait d'une longueur extrême, et que mon temps ne m'appartient plus; mais je puis très-bien lui dire ce qu'elle sera.

Les deux premiers tiers de ma lettre à l'Académie en sont un extrait. Je ne fais point de dogmatique; je passe seulement en revue les opinions, les faits politiques, les théories et l'histoire. En un mot, j'oppose les faits aux croyances, de manière à faire voir que l'instinct de l'humanité la conduit où son esprit ne veut pas aller. C'est une opposition psychologique sans aucune controverse de ma part. Joignez à cela que je m'y montre essentiellement conservateur et pacifique, et que je répudie toute communauté avec les bavouvistes et autres. Je prétends en adresser un exemplaire à M. Tourangin, en même temps que je le remercierai de ses bons offices. Je proteste encore que tout le monde, s'il ne partage mes opinions après ce nouveau Mémoire, m'estimera.

Rien de nouveau à vous apprendre; vous connaissez les querelles intestines du *Siècle* et du *Charivari;* ce dernier passe pour légitimiste, comme la *Mode*. Le *Corsaire* lui fait une guerre à outrance. On dit que M. Thiers se propose de fonder un journal nouveau; les opinions les plus contradictoires sont soutenues sur le compte de cet ex-ministre, à tel point que je ne sais qu'en croire. M. T***, qui se rapprochait de lui pour la politique, ne l'estime pas.

Lamartine passe pour ruiné; on affirmait chez M. T*** l'autre jour qu'il avait *mangé* la fortune de sa femme; qu'il ne lui restait pas, après liquidation, 20,000 livres de rente, et que c'était là ce qui le rapprochait du pouvoir. Je vous fais de la chronique.

Je vous souhaite le bonjour et vous embrasse.

P.-J. PROUDHON.

Paris, 6 avril 1841.

A M. MICAUD

Mon cher Micaud, je n'ai quasi plus le loisir d'écrire : les affaires et le travail me prennent tout mon temps, et en demanderaient encore davantage.

J'espère vous faire parvenir dans la semaine de Pâques ma nouvelle brochure, dont le succès m'inquiète plus que celui de la première : je n'ai pu y mettre autant de soin que j'aurais voulu, et, comme en raisonnant toujours juste, je deviens de plus en plus excentrique, je m'attends cette fois à de vertes critiques. Si mon second Mémoire est lu, et qu'il se débite, je crois qu'il me gagnera l'estime de beaucoup d'honnêtes gens qui ne pensent pas comme moi, en même temps qu'il me fera beaucoup d'ennemis. Tout en expliquant et justifiant le ton tranchant et impérieux de mon premier Mémoire, je suis plus impitoyable qu'auparavant avec mes adversaires, ou si vous l'aimez mieux mes auteurs; et puis, d'un autre côté, j'ai un peu lâché la bride à mon antipathie pour les blagueurs de la Littérature moderne et pour les journalistes. J'ai eu soin toutefois de me ménager quelques amours-propres, desquels je n'avais pas grand mal à dire, et qui seront

flattés de l'exception. Mais je ne serais pas surpris que le *National*, par exemple, ne ripostât. C'est assez son habitude avec ceux qui l'attaquent.

Si cela arrivait, vous comprenez que je n'ai pas le loisir de me battre en duel; mais je vous jure que les provocateurs s'en repentiraient. Au reste, quoi qu'il arrive, j'ai poussé mon cri de guerre : je ne ménage personne, et je suis armé jusqu'aux dents pour la bataille. J'abandonne la forme et le style de mes ouvrages; ce qu'on en dira de vrai, j'en profiterai; ce qu'on dira de faux ou d'injuste, je ne le relèverai pas. Assuré par ma méthode de métaphysique d'avoir à peu près toujours raison dans les choses essentielles, je suis à moi seul en état de faire face à tout.

Au train dont vont les choses, les espérances démocratiques sont ajournées pour longtemps, tantôt même je crois que la réforme se fera par le gouvernement, et je pousse dans cette direction; tantôt je crains que l'égoïsme n'aveugle le pouvoir et les hautes classes, ce qui amènerait infailliblement une révolution. En tout cas, j'ose vous certifier qu'avant dix ans, toute la politique se résumera dans cette proposition : *Abaisser progressivement et jusqu'à extinction l'intérêt, non-seulement des rentes, mais de tous les capitaux*. Cette proposition, traduite du style économique en style populaire, signifie : *organiser l'égalité des conditions*.

Fleury en est maintenant à étudier par lui-même les effets de la propriété manifestés par l'usure sur le sort des peuples et la durée des gouvernements. Il m'en parlait hier encore. Vous trouverez dans mon Mémoire un développement assez considérable de cette thèse, qui pourra servir d'avertissement à bon nombre d'historiens, et qui fera plaisir à notre ami Fleury.

Il y a six mois, la lecture de mon livre l'avait plutôt subjugué que persuadé et convaincu, je le voyais parfaitement. Il n'avait rien à objecter, et je sais qu'il a lu et relu très-lentement chacune de mes démonstrations, sans savoir qu'y répondre. — Enfin, je le menai un jour, par hasard, au cours de Blanqui, en le prévenant que le professeur, bien qu'il défendît la propriété, raisonnait du reste absolument comme moi. Il fut frappé et confondu d'étonnement. Depuis ce jour, il ne manque pas une leçon du Conservatoire, et il sait aujourd'hui plus d'Économie politique que moi. Il a changé aussi sa bibliothèque de Sainte Geneviève pour celle du Conservatoire. Enfin, il répète que l'Économie politique lui a fait voir un monde nouveau, et que c'est là qu'il faut chercher les causes secrètes de l'histoire et les données de la jurisprudence. Il est bien convaincu que Blanqui ne dit pas tout ce qu'il pense, et il voit aujourd'hui clairement que ce qu'on entend par propriété est indéfendable.

Une autre chose dont il est pleinement revenu, bien qu'il n'en ait jamais été grand partisan, c'est le dogme de la souveraineté du peuple, qui lui apparaît comme une parfaite niaiserie. Dans les commencements, il se fâchait contre moi quand je lui disais qu'il n'y avait d'autre souveraineté que celle de la *raison* et de la *loi*, et il me demandait toujours qui donnerait cette *raison* et cette *loi*. — Comme il étudie et apprend sans cesse, il s'aperçoit par lui-même que la découverte de la *loi* est en politique comme en physique le prix de l'observation et d'une étude opiniâtre, et que la volonté du peuple ni celle de personne n'a rien à y faire. Enfin, il conçoit que l'origine de tout gouvernement est dans la *sociabilité spontanée et instinctive* de l'homme; et que cette

sociabilité, acquérant tous les jours par l'expérience et la réflexion conscience de soi, comme du mieux et du pire, va se perfectionnant, et produit, comme des changements de décoration, les révolutions de l'humanité. Il comprend également que toute *fonction politique* étant une *fonction sociale*, le problème du gouvernement se réduit à ceci : organiser une grande société sur les principes de la famille et de la société de commerce.

Je vous prie de croire qu'en vous parlant de notre ami Fleury, je ne prétends pas me poser comme son mentor, et que c'est autant mon histoire que j'écris que la sienne. Nous marchons côte à côte l'un de l'autre, et rien ne lui arrive que je n'éprouve pareillement. Ce que je souhaite que vous voyiez surtout dans ce que je viens de vous dire, c'est la simplicité des propositions à laquelle on arrive après de longs détours, et la certitude qu'on peut espérer dans ce genre de travaux intellectuels.

Fleury (je ne me lasse pas de vous parler de lui) m'a lu le compte rendu de ses études à M. Bergier : je n'ai pas trouvé ce compte rendu aussi explicite et aussi net que j'aurais voulu. Fleury est à ses premières armes, et, comme il m'est arrivé, avec beaucoup de jugement il tombe encore dans le verbiage. Parmi des choses excellentes il répand du fatras; c'est un défaut qui, dans un an, aura complétement disparu. Je ne le lui ai pas dit parce qu'il est de ces natures qui se réforment d'elles-mêmes, et que le bon surpasse en lui le mauvais. Cependant, comme il m'a lu quelques autres passages de ses lettres, je l'ai averti de serrer davantage son style et de s'imposer la loi de n'écrire jamais que ce qui lui est personnel, et de supposer toujours le lecteur assez

au courant du reste pour qu'on n'ait besoin que de lui en rappeler la substance.

Fleury est une des plus heureuses natures que je connaisse, et le seul homme, avec un jeune médecin, qui soit pour moi une véritable société à Paris.

Je regrette d'être engagé au service d'un propriétaire pour un livre : non que j'aie à me plaindre de lui, mais parce que je voudrais être en liberté. L'Académie en est cause. Mon patron eût voulu d'abord que je fisse tout l'ouvrage, pensées, ordonnance et style; aujourd'hui, il est revenu de cette fantaisie, ce qui me fait plaisir, et ne veut plus que profiter de mon travail. Il tient à ce que son livre puisse légitimement être dit *sien*. Or, il s'est aperçu que mon style eût trahi le mystère. Je lui sais gré de cette prudence.

Je réimprime la *Propriété* à Besançon à 3,000 ; les 1,300 premiers exemplaires placés d'avance et payés comptant.

Comme Huguenet m'écrira assez souvent, remettez-lui un petit mot, et dites-moi où vous en êtes; quand vous viendrez, si vous devez venir; ce que fait Plumey, etc.?

Saluez Mme Micaud.

Tout à vous.

P.-J. PROUDHON.

Paris, 18 juillet 1841.

A M. MICAUD

Mon cher Micaud, je pars dans huit ou dix jours, ce qui ne m'empêche pas de vous écrire, bien que je n'aie rien de pressé à vous communiquer; parce que si j'arrivais chez vous avant de vous avoir parlé, le choc serait si rude, que l'un de nous deux resterait sur place. Vous êtes donc toujours le même homme passionné, dévot à une dynastie infâme, injuste pour tous ceux qui ont excité vos défiances politiques et vos susceptibilités littéraires ! Cela ne peut durer : il faut vous résigner à entendre de gros mots, ou bien à avoir raison tout seul et dans le silence.

Commençons par les petites choses. Vous avez trouvé le discours de V. Hugo détestable, j'en suis sûr; c'est aller trop loin; d'autres le trouvent admirable, excepté toutefois dans le seul endroit où il s'est fait orléaniste; c'est encore aller trop loin. Le discours de V. Hugo, sauf de légères taches de style, est très-bien dans son genre, c'est-à-dire dans un *genre faux*, mais que je suppose admis pour un instant, *par convention*. Je com-

pare ce discours aux raisonnements que certains philosophes font dans une hypothèse, comme par exemple les raisonnements de Tycho-Brahé pour expliquer le système solaire, en faisant notre globe immobile. L'hypothèse était fausse, les raisonnements étaient justes. De même le genre littéraire actuel, sans idées, sans simplicité, sans vraie grandeur, est un genre faux; mais, par là même, l'entassement des figures, la recherche des images, de l'extraordinaire, du *grandiose*, comme l'on dit, étant une conséquence de l'hypothèse, je dis que Hugo y réussit à merveille. Et, je me plais à voir comme ce talent, dans ce genre qui est le sien, s'y prend pour faire ses tours et ses gentillesses; sa fantasmagorie m'amuse; toutes ces paillettes d'or m'éblouissent : tantôt c'est le fifre et tantôt la grosse caisse. Quelquefois il paraît sérieux, on le croirait sublime, si l'on n'apercevait en dessous la grimace. Enfin, c'est de la parodie, c'est je ne sais quoi qui singe le beau, le grand, le vrai, mais qui n'est ni bêtise, ni défaut absolu de talent, ni même absence de génie. V. Hugo et son genre est l'une des choses que je trouve les plus curieuses dans l'histoire de l'esprit humain; mais à tout prendre, je crois qu'il surpasse encore Confucius ou *Khoung-fou-tseu*, comme dit mon ami Pauthier et bien d'autres. J'admirerais donc, à temps perdu et par manière de divertissement, V. Hugo, non comme j'admire un antique, un hymne de David, une scène de Racine, une belle femme, mais comme j'admire les écuyers de Franconi, les danseuses de l'opéra, la prestesse du gosier d'un chanteur, etc. Ceci me mènerait à dire qu'il y a de l'*art naturel* et de l'*art factice*. — Or, c'est précisément ainsi qu'en juge le public, bien qu'il ne s'en rende pas compte.

V. Hugo est nommé chancelier de l'Académie, et attend la nomination de pair.

Cabet. — Pourquoi poursuivre de votre haine un homme honnête au fond, utile au peuple, je dirai même au gouvernement, et qui n'a d'autre défaut que de manquer de lumières, de ne savoir pas écrire, et de se donner de l'importance! Depuis surtout que le peuple est dirigé par des dogmatiques à qui il est venu, un peu trop tard, il est vrai, de faire la révolution *par les idées*, toute possibilité d'émeute, toute chance d'insurrection disparaît. Il y a un grand nombre de socialistes de cette espèce, qui tous prêchent et disputent : eh bien! qu'ils disputent, pourvu qu'ils restent tranquilles! Cabet peut se vanter d'avoir empêché plusieurs émeutes : n'est-ce rien à votre avis? N'est-il pas heureux que la vérité, que le peuple repousserait si elle lui venait de certains hommes, il l'accepte d'une bouche plus amie? — Au demeurant, Cabet a beaucoup souffert; il a beaucoup travaillé; il a fait quelque bien, notamment en Corse où il a été procureur-général et où il a organisé le jury; il est pauvre; il vit, je crois, de ses publications avec sa femme et sa fille. Il voudrait peut-être bien *m'absorber* : eh bien! admirez ici le machiavélisme de votre ami : je veux que cela soit comme il le désire, ou du moins qu'il le croie; parce que je suis bien sûr d'être maître du terrain sous le nom de *communiste* qu'il affectionne, qu'il permet qu'on interprète et qu'on explique, mais qu'il veut conserver. Je veux, tel est du moins mon projet, mettre tous les communistes de mon côté (il y en a bien 40 ou 50 mille en France); or, pour cela, je n'ai qu'à leur persuader que ce qu'ils veulent, je le

veux. Pourquoi irais-je mal à propos, par un dédain mal placé, me mettre à dos un tas de braves gens, dont tout le défaut est de ne pas s'entendre avec eux-mêmes? Est-ce leur faute, s'ils n'entendent rien à la métaphysique? Laissez-moi faire, je vous prie; ne craignez rien pour moi de mes fréquentations. Fleury vous dira que je suis l'homme le plus bonhomme du monde, facile, ayant l'air de tout céder; et qu'au fond, je ne cède rien du tout. Ne sais-je donc pas que les trois quarts des hommes sont plus faciles à séduire qu'à convaincre? Et, c'est ce que je veux faire ici. Quand je rencontre un Considérant, un Lamennais, un *malin*, je l'accable : mais le père Cabet! Dieu m'en garde. Écoutez! je regrette de n'avoir pas vu plus tôt cet excellent homme; j'aurais aujourd'hui dix mille adhérents. Dans six mois ou un an, ce nombre sera doublé, triplé; souvenez-vous-en.

H*** ! Vous criez à la calomnie! et cela parce que la contrebande du sucre exclut la contrebande du tabac, des montres, de la mousseline, etc.? Et, quand je choisis entre trente espèces celle qui me paraît la plus ridicule, la plus odieuse, celle que le vulgaire cite, cela suppose-t-il que la réalité de l'accusation est renfermée dans cette espèce unique? M. H*** s'est enrichi par la *contrebande*, voilà le fait; or, ce fait est public, toute l'Alsace en dépose, tout le monde le répète; mais vous ne croyez à rien de ce que tout le monde crot.

— N'avez-vous pas cru à l'innocence de Lafarge? et voilà que l'Académie, après vingt expériences, prononce enfin que Raspail et Orfila ont eu tort l'un et l'autre, qu'il n'y a pas d'*arsenic normal* dans le corps

humain; d'où il suit que Lafarge a été bien et dûment empoisonné, et par qui? Par une catin avérée, catin romantique et romanesque, comme mille autres. — N'avez-vous pas cru à l'innocence de Mlle de M***? Eh bien! ce que j'avais soupçonné, moi seul, à Besançon est pourtant la vérité : cette fille était une catin qui fut séduite par ***, et, dans le tumulte de cette amoureuse aventure, se vit forcée de feindre un viol pour n'être pas perdue. Le fait est aujourd'hui avéré pour tout le barreau de Paris, et c'est par dix magistrats qu'il m'a été confirmé. Mais le galant était un mauvais sujet qu'on n'était pas fâché de punir : l'affaire fut embrouillée, la fille mariée, et tout finit là.

H*** !... M. Blanqui m'a dit qu'il avait eu un instant la pensée de me poursuivre en calomnie! Par Dieu, il le pouvait. Il s'agit de savoir si la répétition d'un *on-dit* est une *calomnie*, surtout quand il est question d'un homme qui accapare les places et les sinécures, comme M. H***! Allez! celui qui ne rougit pas de se gorger de sinécures, comme les J*** et les H***, a bien pu faire de la contrebande. Voilà une *preuve morale* ajoutée à la *rumeur publique*, laquelle, d'après le code de l'instruction criminelle, équivaut à un *flagrant délit*.

Louis-Philippe! — Ne discutons pas les preuves d'authenticité des lettres. Je sais qu'on n'y a pas cru à Besançon; mais *tout le monde* y croit à Paris, et jusqu'aux courtisans, entendez-vous? — La seule défense qu'ils aient opposée a été celle-ci : c'est que c'était de la *finesse diplomatique*; que le roi les a *écrites*, mais qu'il ne les a pas *pensées*. — Voulez-vous des exemples?

vérité est plus puissante par les entraves mêmes qu'on met à la pensée.

Les patriotes de Paris ont trouvé que je flagornais le pouvoir, et m'en veulent; de son côté, le pouvoir n'a pas vu la chose de même œil, et il n'y a pas trois semaines que j'étais sous le coup d'un mandat d'arrêt pour crime *d'attentat*. C'est M. Blanqui, à qui j'ai déjà dû une fois mon salut, qui m'a encore préservé cette fois. Il avait été dénoncé lui-même par le préfet de police, et il me dit que mon second Mémoire avait mis le feu aux poudres, parce que j'y avais englobé tant de monde que les monopoleurs du ministère y avaient vu un *complot*. Blanqui a pour amis tous les ministres et les aura toujours dans sa manche, parce que tous les ministères ont besoin de lui. Je l'ai vu deux fois; j'y retournerai un de ces jours, car je viens de lui écrire pour lui demander des instructions au sujet de mon troisième Mémoire. Je le trouve très-brave homme et comme on peut souhaiter d'être.

Un autre grief des patriotes sont mes attaques à *Lamennais*. Mais voilà que Lamennais lui-même vient, selon leur expression, de se *démasquer*; c'est un homme perdu. Ne s'est-il pas avisé, sans aucune connaissance économique, de soutenir la propriété, l'inégalité, la légitimité de tout ce qui est; sauf à conclure par cette formule : *Mettez à la caisse d'épargne, et signez la pétition pour la réforme!* Les ouvriers sont furieux. Il faut voir avec quel mépris ils parlent de la réforme électorale. Or, à qui le gouvernement le doit-il? Aux socialistes tels que Cabet et moi-même, qui avons fait comprendre que la réforme ne signifiait rien tant qu'on ne verrait pas clair dans les choses. Le *National* et tout son vieux

parti, encore puissant, tombe et tombera, grâce aux efforts des gens qui me ressemblent.

Je comptais d'abord partir au commencement de juillet : mais la brochure de Lamennais me fit désirer d'y répondre sur-le-champ. Je me suis donc mis à l'œuvre ; mais je suis tellement épuisé, et mon sujet est si grand et si vaste, qu'au lieu d'un pamphlet contre un écrivain, je ferai un Mémoire scientifique, où Lamennais ne sera cité que pour exemple. Mon plan est fait, mes cadres tracés ; j'espère faire merveille. C'est pour ce sujet que j'ai consulté Blanqui. Mon titre promet des choses neuves et ravissantes : *De la Création de l'ordre dans l'Humanité.* C'est là que je donnerai le coup de grâce aux légistes et à tous les utopistes actuels. Ce que je trouve de sublime dans mon plan, c'est que je n'invente rien, n'imagine rien : je me borne à faire tomber les voiles qui couvrent le tableau de la société, et je montre le système du monde se formant sous une croûte d'abus, d'erreurs et de révolutions, à l'insu des hommes, sans savoir ce qu'ils font. Rien à changer, rien à détruire ; seulement une vieille enveloppe qui ne tient presque plus à faire disparaître.

Cependant, la généralité de mon sujet ne m'empêchera pas de m'occuper de Lamennais. Je vous ai promis de le démonétiser ; vous avez pu voir déjà comment je sais m'y prendre : le coup a paru si juste et si terrible que la plupart des lecteurs en ont poussé un gémissement, car Lamennais est généralement aimé et estimé. — Mais la raison d'État ne connaît point ces indulgences : Lamennais se met en travers du progrès, il sera broyé sous le char de la vérité ; d'ailleurs, il faut qu'il serve d'exemple. Ceux qui liront mon troisième Mémoire se souviendront de lui et de moi, je vous en

réponds. Il m'a fallu du temps pour reconnaître que cet auteur, très-habile à manier la parole sur tous les sujets, n'était pas le moins du monde philosophe : aujourd'hui j'ai mes preuves. C'est sous le poids de son *ignorance* que je prétends l'accabler.

Vous vous rappelez le fou qui vint me trouver chez Dessirier ; je ne l'ai pas revu. Mais, en voici un autre qui s'appelle baron Corvaja, sicilien, auteur d'un projet de réforme financière, fondé de pouvoirs d'une société de banquiers milanais, laquelle a pour but de faire adopter ses projets dans tous les États de l'Europe. Ils ont de l'argent, du crédit, une vaste correspondance en Italie, Suisse et Angleterre. Ils veulent fonder une *Revue* ou publication périodique, pour l'exploitation de leurs idées. Le baron Corvaja me propose d'en prendre la direction, et me promet plus de mille francs que je ne gagne d'écus. — D'un autre côté, les fouriéristes séparés, déjà en assez grand nombre, veulent aussi fonder une *Revue*, et, comme il y aura parmi eux d'habiles gens, j'ai montré le désir d'y prendre part, aimant mieux la bonne compagnie que l'argent. Cependant, si, dans trois ou quatre mois, ces deux projets étaient en voie de réalisation et qu'il me fût possible de les fondre en une seule entreprise sans engager ma liberté, je tâcherais de le faire; car, quant aux idées, je me soumettrai plutôt les autres que je ne serai soumis par eux; il n'y a que mon indépendance qui m'inquiète. Tous ces hommes ont chacun une idée au point de vue spécial, qu'ils prennent pour le tout : tandis qu'en cherchant le lien et les rapports de chaque chose, en démêlant leur identité ou leur subordination, je parviens à dominer réellement toujours. Voilà donc une intrigue qui se noue; comment finira-t-elle ?... — Mon

rôle, à moi, semble facile, je ne change rien à mes études, à mes idées ; seulement on me demande de les spécialiser quelquefois sous telle forme plutôt que sous telle autre. Par exemple, si je parle banque, d'approfondir un système quelconque, soit celui de M. Corvaja ; si je parle d'organisation, de faire la critique du phalanstère ou de la communauté. Au surplus, il faut attendre encore, et *j'attendrai* l'effet de mon troisième Mémoire.

Aussitôt que j'aurai des exemplaires de ma seconde édition, je vais en adresser à M. Duchâtel, avec une lettre. Il faut absolument que ces messieurs apprennent à me connaître pour qu'ils me laissent tranquille. S'il ne tient qu'à devenir *impopulaire*, et je le suis déjà, je le deviendrai encore pourvu que j'aie le champ libre. Ce n'est pas moi qui veux être chef de bande : vivre tout doucement, causer et travailler, est tout ce que je demande. Les doctrinaires sont raides et hautains : je parlerai avec dignité, fermeté, convenance. J'espère que le ministre sera touché de ma démarche et content de moi.

Je ne vous le cache pas : j'espère que dans quelques années on reconnaîtra généralement, et sans en ressentir le moindre effroi, la plupart de mes propositions. C'est seulement alors que je pourrai développer ma nouvelle philosophie et marcher à grands pas dans un monde tout nouveau. L'Économie politique n'est point mon fort, et il y aura bien du malheur si avant ma quarantième année je n'en suis pas tout à fait dégagé. Mais la psychologie de l'homme, la psychologie des nations et de l'humanité elle-même, la métaphysique, une foule de choses prodigieuses, l'exposition du principe et des lois de la certitude, c'est là que je commen-

cerai à être un homme. J'avais besoin de ces exercices préliminaires, mais vraiment puériles; je ne jouirai de moi-même et de toute ma force qu'après mon sixième Mémoire.

Vous m'avez dit que l'argent abondait à Besançon, etc. Cela ne dément point ce que je vous ai dit. Les affaires languissent, les capitaux se retirent, le gouvernement a beaucoup de peine à réaliser ses 450 millions. L'agiotage est en fureur. Du reste, ce qui se passe chez vous, événement tout local, doit tôt ou tard se manifester partout, et avec des caractères de plus en plus satisfaisants. Ne le sais-je pas, moi qui suis parti de ce fait pour conclure au nivellement progressif? Mais, tout n'est pas dans la finance, et, bien peu philosophes sont ceux qui, comme le baron Corvaja, seraient tentés de le croire. L'argent n'est pas plus l'Économie politique que boire et manger c'est tout l'homme.

L'ordre se réalise dans le monde indépendamment de la volonté des hommes, et c'est une vraie pitié que de les voir se disputer l'honneur d'un succès ou s'accuser des mécomptes. Ni les uns ni les autres n'y entendent rien. Ce que je ferai cet automne près de vous sera comme une révélation, non pas absolue et universelle, mais telle déjà que nous pourrons comprendre qu'en dehors de la nécessité et de la fatalité il y a des lois infaillibles auxquelles les hommes ne peuvent se soustraire que par l'inertie. C'est quelque chose de merveilleux que de voir comme le dessous des cartes dans ce jeu que la Providence joue avec nous. Et plus la philosophie marche, plus l'intervention divine apparaît, plus il semble qu'on aperçoive la main de Dieu courir sur cet immense tableau de la nature. Je crois que je finirai par la dévotion si je continue.

Mes respects à Mme Micaud, à M. et Mme Bodier et mes amitiés à Guillemin.

J'avais chargé Huguenet de vous remettre des exemplaires pour MM. Bergier, Maire, Micaud, Guillemin et vous ; les avez-vous reçus ?

Je vous embrasse et vous souhaite le bonjour.

P.-J. PROUDHON.

Paris, 4 mars 1843.

A M. MICAUD

Mon cher Micaud, vous m'avez fait rire et pleurer tout à la fois ; rire par la singularité de l'idée, et pleurer d'attendrissement aux preuves d'amitié que vous me donnez sans cesse. Quoi ! vous songez à me constituer une rente sur le produit de *Virginie!* Que Dieu me punisse si je suis assez lâche pour accepter jamais une pension comme celle-là. Continuez vos bonnes œuvres, mon cher ami, et soyez sûr que la mémoire n'en périra pas tout entière; mais appliquez vos dons généreux avec un peu plus de discernement. Le jour où je serai pensionné et sinécuriste, je serai devenu un paresseux, un être égoïste et immoral. Il me faut la pauvreté pour m'exciter au travail et soutenir ma vertu toujours aux abois...

Et, comment, depuis douze ans, avez-vous si peu appris à me connaître? Tant d'années passées si gaiement à des travaux manuels et mécaniques, ces dix derniers mois absorbés dans les dégoûts du commerce, ne vous prouvent-ils pas que je sais, comme vous, sacrifier aux exigences sociales et domestiques les tendances toujours chanceuses d'une vocation peut-être

assez bien décidée? Après l'exemple que vous me donnez depuis seize ans, comment vous vient-il à l'esprit de m'affranchir de la loi du travail et du sacrifice? Ainsi font tous les pères, et c'est une des calamités du siècle. Ils veulent que leurs fieux deviennent des personnages, de petits grands hommes : ils prétendent avoir travaillé pour eux. Erreur, fanatisme paternel; inintelligence des devoirs de l'homme et du citoyen.

Nonobstant ceci, je tâcherai de savoir ce qu'est cette *Virginie* mise à l'étude.

J'ai trouvé F*** la veille du jour où votre lettre m'est arrivée. Il a cessé presque entièrement de fréquenter les cours, et ne travaille plus guère que chez lui. Le goût du beau lui vient enfin : la peinture et les autres arts plastiques, la musique, la poésie, la belle littérature le charment; il frissonne encore de la faute énorme qu'il eût commise s'il avait publié son livre il y a un an ou dix-huit mois. Il a retourné ou supprimé des parties entières. Si je dois l'en croire, mon dernier ouvrage lui a beaucoup profité, et nous sommes désormais à l'unisson. Ceci soit dit confidentiellement, F*** ne peut se poser comme je l'ai fait, et il n'est point nécessaire que le rationalisme dont il fait profession soit divulgué. Nous avons dîné ensemble samedi, avec M. Jacquard Albert, qui promet d'être un aimable jeune homme. Ce pauvre enfant avait été singulièrement mal pris : paresseux à l'extrême, égoïste, sans cœur (comme tous les polissons de collége), soupçonné dans ses mœurs, telle était sa réputation, celle du moins sous laquelle il m'était connu. Eh bien! aujourd'hui il travaille avec plaisir, avec gaieté, de six heures du matin à dix heures et demie du soir; il est plein de bienveillance, d'honnêteté pour tout le monde,

d'amour pour son camarade F***, de curiosité et de goût pour les choses sérieuses et élevées. Voici un trait que m'a cité F*** : Il se leva un jour triste et mélancolique; F*** lui ayant demandé ce qu'il avait, il dit qu'il avait peu dormi, et qu'en pensant à son père et à sa mère il avait prié Dieu pour eux. — Vous noterez en passant que cette *prière* était toute philosophique : Albert a perdu au collége les idées religieuses, et depuis qu'il s'est changé elles ne sont pas revenues. J'ai manifesté à F*** la crainte que son pupille ne fût tombé dans le libertinage qu'on lui reprochait et dans une sorte d'hypocrisie; F*** m'a pleinement rassuré. — Le danger à craindre pour ce jeune homme viendra certainement de ses dispositions à la tendresse et à la mélancolie : quand l'âge des passions qui s'approchent sera venu, c'est alors qu'il faudra lui ménager, avec une certaine liberté, une société forte et des conversations mâles et vigoureuses.

Je ne m'étends sur cet article avec tant de complaisance que par la satisfaction que j'ai éprouvée en voyant le succès de la surveillance de F***, et par attachement pour M. Jacquard père, qui m'a donné tant de preuves de bienveillance. Et puis, comme le réformiste ne peut jamais disparaître chez moi, je regarde l'œuvre de F*** comme une haute et précieuse propagande.

Je viens aux propositions de MM. Chalandre et Bintot.

Avant que je réponde sur la question des avantages pécuniaires et que j'accepte définitivement, j'ai des éclaircissements à demander et des observations à faire.

1° Il est à peu près reconnu et passé, pour ainsi

dire, en chose jugée, qu'aucun journal ne peut s'établir à côté de l'*Impartial*, à Besançon. MM. Chalandre et Bintot ont-ils bien calculé leurs chances de succès? ont-ils des données exactes sur la probabilité d'un nombre suffisant d'abonnés? Il faut pourtant, avant que je me voue à la carrière du journalisme, si nouvelle pour moi, que je sache sur qui je puis faire fonds, et quelles sont les chances de succès.

2° Le journal paraîtrait-il deux ou trois fois par semaine?

3° Les éditeurs veulent une opposition sérieuse, mais sans doute modérée. Je ne sais, quant à moi, ce que c'est qu'*opposition*. J'entends appliquer sur tous les sujets l'examen méthodique; apprendre au public, non comment on soutient une thèse formulée d'avance, en torturant des idées et des faits, — mais comment de la discussion des idées et de l'examen des faits, on se forme une idée vraie de chaque chose. C'est la marche du connu à l'inconnu, perfectionnée par ma méthode métaphysique et appliquée aux choses de la société. — Or, MM. Chalandre et Bintot sont-ils décidés à me donner carte blanche, à n'excepter aucune question, aucun fait, aucun ouvrage, je ne dis pas des traits de leur satire, mais de leur examen rationnel? (Vous sentez qu'après cela nous pouvons très-bien nous trouver tour à tour d'accord et en opposition avec toutes les opinions).

4° Cela posé, M. Chalandre, qui est imprimeur de l'archevêché, et qui, comme tel, ne peut compromettre sa clientèle, et je dirai même sa spécialité propre par la publication d'un journal *rationnaliste;* M. Chalandre a-t-il réfléchi sur l'espèce de censure que l'influence

ecclésiastique ne peut manquer d'exercer sur le journal, si ce journal s'imprime chez lui? — Ne conviendrait-il pas alors que, M. Chalandre restant actionnaire ou propriétaire, le journal portât le nom de l'imprimerie Bintot?...

5° Quant à ce qui me concerne personnellement, je ne puis promettre ma collaboration avant six semaines ou deux mois. Je travaille à un opuscule qui doit offrir, sur une question pratique et spéciale, la première application de la synthèse métaphysique et économique dont mon dernier ouvrage n'est que le prospectus. Réformer, selon moi, c'est développer méthodiquement. Cette idée, si simple dans son expression, est d'une étonnante profondeur quand on vient à l'application; il y a là dessous tout un monde d'idées dont la première n'est pas encore comprise en France. A cet égard, les Allemands sont plus avancés que nous. Or, j'ai lieu de croire que la publication nouvelle que je prépare attirera l'attention du public sur les vraies études sociales, et me conciliera définitivement la plupart des républicains, des communistes, et bon nombre de conservateurs et d'indifférents. Bien plus, il serait possible qu'une combinaison que j'indiquerai amenât d'emblée au journal mille ou deux mille abonnés, tous de la classe ouvrière. Je crois que, par mon influence personnelle, j'en obtiendrai en peu de temps 300 ou 500 à Lyon; et, si je parvenais à décider Cabet, qui désespère de trouver un cautionnement pour rendre son journal hebdomadaire, nous embaucherions la majorité des communistes. Dans ce cas, vous le voyez, le *Franc-Comtois* ne serait plus seulement un journal local, il deviendrait par le caractère particulier et le choix des matières de son numéro du dimanche (je prends ce jour

comme exemple) une sorte de Revue ou de Tribune populaire.

L'espoir d'arriver à ce résultat serait la cause la plus déterminante de mon acceptation ; mais le consentement de MM. Chalandre et Bintôt est nécessaire. Mais avant tout, il faut que ma publication s'achève.

Voilà, en gros, ce que j'ai à répondre à la proposition que vous m'avez transmise. Je suppose que MM. Chalandre et Bintôt ont prévu d'avance ce qui concerne les mercuriales, les feuilletons de théâtre, la correspondance, les échanges avec d'autres journaux et la collaboration, le concours des hommes éclairés du pays. Une pareille entreprise ne peut reposer sur un seul homme ; et, pour ma part, je n'hésiterais pas de sacrifier une partie de mes honoraires à me procurer un substitut de mon choix.

Plus je me félicite de votre amitié, mon cher Micaud, et plus je regrette de vous voir arrêté comme par un *rémora* dans le développement de vos tendances démocratiques. Que ne m'avez-vous fait sérieusement la rétorsion d'argument que vous vous êtes contenté de me montrer ! Je vous aurais répondu :

Robespierre est responsable du régime de la terreur ; malédiction sur Robespierre !

La corruption générale effrénée qui suivit la Convention, a sa source dans le Directoire : honte aux directeurs, à Barras !

Le despotisme impérial servait exclusivement les vues et les intérêts de Napoléon : insurrections, révolte contre Napoléon !

Aujourd'hui, tout le monde est d'accord : la mésestime, la désaffection pour la royauté deviennent géné-

rales et s'attaquent à la dynastie, juste en soi; j'appelle du désordre actuel, favorisé par les chambres et les ministères, à une révision de l'acte constitutionnel.

Je vous embrasse de tout mon cœur.

P.-J. PROUDHON.

Lyon, 8 septembre 1843.

A. M. MICAUD

Mon cher Micaud, j'ai lu avec un grand plaisir votre *Virginie*, et, comme les compliments vagues ne vous satisfont pas plus que moi, je préfère vous faire à vous-même le compte-rendu de mes impressions. Vous y trouverez franchement imprimés la critique et l'éloge.

Deux choses m'ont frappé dans cette pièce : une expérience consommée de l'art poétique et de la facture du vers, et une certaine mollesse d'invention et d'expression qui trahit la jeunesse de l'auteur et laisse voir le coup d'essai. Ce que je vous dis là, loin de vous chagriner, ne peut que vous plaire si vous savez m'entendre : j'ai assez d'âge aujourd'hui pour distinguer parfaitement ce dont on est capable à vingt-quatre ans, et ce que l'on peut produire à trente-cinq. Selon moi, en artiste plein d'avenir et de talent, vous avez parfaitement saisi le tour rhythmique de notre langue; votre phrase est ronde et sonore; vous êtes rompu aux secrets et aux difficultés du métier, qualités sans lesquelles il n'est ni poésie ni art; mais, à l'époque où vous fîtes votre tragédie, c'est la philosophie qui vous manquait,

et, par une érudition suffisante, par une longue digestion des modèles et des formes de la pensée chez tous les peuples, votre génie n'avait pas eu le temps d'aller beaucoup au delà du lieu commun. Ainsi, pour me résumer, votre tragédie me donne plus de regrets, en vue de ce que vous pouviez faire, qu'elle ne me cause par elle-même de satisfaction.

A coup sûr votre plan est plus régulier, votre ordonnance plus sage, vos vers plus élégants, moins raides que ceux de Ponsard; il n'y a pas chez vous de ces disparates choquantes, de ces entortillages et de ces bizarreries injustifiables; je vais même jusqu'à croire que c'est une centaine de vers bien frappés qui seuls soutiennent Lucrèce. Comme à vous, je reproche à M. Ponsard d'avoir été très-souvent écolier. Il a mis toute l'ancienne Rome dans sa Lucrèce.

Il a fait de Brutus un Triboulet : une chose impardonnable; car s'il voulait représenter la folie simulée de Brutus, c'était une folie morne et taciturne qu'il devait choisir, non une démence babillarde et facétieuse. Et Tullie, à quoi sert-elle?...

J'aurais infiniment à dire; mais il s'agit de Virginie.

J'aurais voulu que la politique, les intérêts du Forum fussent l'idée dominante de votre tragédie, de sorte que la mort de Virginie n'étant que l'accident qui déterminera une révolution, ce personnage ne tînt de place que ce qu'il fallait pour nouer l'intrigue et amener le dénoûment. Le rôle capital est celui d'Appius; sa pensée dominante est le pouvoir; la possession de Virginie pour un homme tel que lui est un passe-temps qu'il songe à se donner, auquel il tient par l'opiniâtreté et la hauteur de son caractère, qui ne souffre pas de contradiction, plutôt que par une passion véritable.

Julius vient ensuite : c'est la magistrature populaire opposée à l'aristocratie.

Appius chez vous se vante de la mort de Dentatus : je ne crois pas que les décemvirs aient jamais fait pareil aveu; le peuple les accusa de cet assassinat, mais ils n'auraient eu garde de s'en prévaloir.

L'intérêt est très-grand dans les deux derniers actes, et vous avez bien observé la loi du progrès; mais pourquoi avez-vous craint de nous montrer le Forum, comme fit Voltaire dans la mort de César, lorsqu'Antoine fait apporter le corps du dictateur à la tribune aux harangues! Le *spectacle* doit parler aux yeux (*spectaculum*, *spectare*) comme à l'esprit, et vous vous êtes volontairement privé d'un ressort puissant. Vous avez d'autant plus tort, à mon sens, que vous avez introduit à plusieurs fois le peuple sur la scène. Vous avez craint d'ensanglanter le théâtre, terreur puérile, dont l'exemple de votre ami Racine devrait vous avoir guéri. Phèdre meurt empoisonnée, Athalie se tue en présence des spectateurs.

J'ai été médiocrement content de votre scène entre Appius et Caïus, imitée de celle de Néron et Narcisse. — Virginie est et devrait être un des moindre rôles; je trouve, en conséquence, qu'elle figure trop souvent.

En général, votre logique vous a fait suivre *pas à pas* le progrès des événements; or, je pense bien que les scènes doivent s'enchaîner, se motiver, s'appeler l'une l'autre, cependant il est de bonne méthode d'escamoter les détails intermédiaires pour ne présenter que les traits saillants. C'est ce que je remarque surtout dans Phèdre; là, on peut supposer et intercaler mille détails d'une scène à l'autre, détails qui auraient pu être gracieux et intéressants, mais que le poète a sup-

primés, franchissant les intervalles, pour grouper d'une manière plus saisissante les traits et les situations.

Voilà, mon cher ami, ce que votre Virginie me suggère. J'ai reconnu, à plusieurs détails, l'auteur et son respect, je dirais presque son idolâtrie de la femme; votre pièce est d'un bout à l'autre une plainte et une effusion de colère contre les profanateurs du sexe, peut-être cela même est-il encore un défaut. Mais, avec votre talent extraordinaire pour la poésie, si vous aviez eu le temps de vous faire une éducation intellectuelle et d'acquérir une érudition historique, métaphysique et philologique suffisante, il vous aurait été plus facile qu'à tout autre de produire des chefs-d'œuvre, et, je vous le répète, j'entends que ces regrets que je vous exprime (et puissent-ils ne pas trop raviver les vôtres) soient pour vous un éloge; vous méconnaîtriez mon amitié si vous les preniez autrement.

Vous avez, au plus haut degré, les qualités qui font les penseurs et les artistes (et qu'est-ce qu'un artiste, sinon un penseur?); vous réunissez le *sentiment* et le *jugement*. Tout, dans l'homme, commence par le sentiment (la religion) et finit par l'idée pure : la nature donne le premier, un travail opiniâtre produit seul la seconde. Sans le travail de la pensée, il n'y a guère en nous qu'une sensibilité féminine, que les poètes nomment *feu sacré*, *verve*, *muse*, et qui ne nous élève guère au-dessus des généralités oratoires et des fougues juvéniles. Pour que l'artiste soit complet, il faut que l'étude ait développé en lui la faculté de *différencier*, *caractériser*, *revêtir chaque chose de sa couleur propre*, sans tomber dans le subtil ou le trivial. C'est là ce qui constitue l'*originalité*, chose qui ne vient pas de la nature,

comme l'on croit, mais du travail. Je trouve tout bien en vous comme tendance, goût, talent, jugement, versification, art des combinaisons; je ne vous reproche que d'avoir fait Virginie à vingt-cinq ans, au lieu de l'avoir faite à quarante; de l'avoir faite avant d'avoir achevé l'éducation de votre intelligence, au lieu de l'avoir faite après.

Comme cette matière est inépuisable, je compte que votre prochaine me donnera occasion d'y revenir et de m'entretenir encore de Virginie.

J'ai reçu une lettre de Pauthier et une de Bergmann; ces messieurs sont émerveillés de ma métaphysique, que leur habitude de ces matières leur fait saisir aisément; ils me prophétisent une longue et durable influence.

Pauthier me loue, entre autre chose, d'avoir publié mon système *organique* avant de continuer mes Critiques; cet éloge contredit pleinement les critiques de vos beaux esprits bisontins. Faites-moi donc le plaisir, je vous le demande comme un service essentiel, de leur dire de ma part, à tous, qu'ils sont des IMBÉCILES. Comment? je fais un travail immense, non pour décrire à la façon de Platon, de Fourier ou de Cabet, une soi-disant organisation sociale, mais pour découvrir les *lois* et la *méthode* SUIVANT LESQUELLES nous devons organiser, et l'on m'accuse de manque d'invention.

Je dédaigne le roman pour chercher la réalité, et l'on me dénigre! Je respecte le public au point de sacrifier le plaisir de faire, comme tant d'autres, un système arrangé de fantaisie, dans le but d'arriver à un résultat plus vrai, et l'on décide que je manque de force créatrice! Et les phalanstériens, avec tout leur jargon, incapables de me comprendre, travaillent à m'échiner!

Des gens, dont le cerveau est farci d'idées fausses et de préjugés se plaignent qu'avant de les instruire, je veuille leur faire prendre une potion purgative!

Combien notre misérable public français est bête! Je suis fort, disent-ils, pour détruire, mais pas pour remplacer! Comme si l'ordre ne résultait pas inévitablement, nécessairement et de soi, de la destruction du désordre. O hommes! O niais!

Je compte bien être à Paris à la fin de l'automne; je sais que je serai passablement bien accueilli de beaucoup de monde; je jugerai si nos démocrates commencent enfin à se dérouiller, car j'ai bien peur qu'avec nos prétentions nous ne soyons en arrière de tous les peuples de l'Europe. S'il faut désespérer de nos radicaux je m'expatrie, car je n'aurai plus rien à faire ici. A part ma mère et quelques amis, rien ne me rappelle à Besançon, et désormais, me regardant comme cosmopolite, j'irai où je trouverai des esprits libres. Renonçant aux joies de l'amour, de la famille, de la cité, etc., je veux mener à mon aise du moins ma vie de bohémien.

Mes amitiés à M. Bergier, à l'ami Maire, à Guillemin; Fleury est-il de retour.

Je vous embrasse.

P.-J. Proudhon.

Paris, 26 février 1844.

A M. MICAUD

Mon cher Micaud, depuis cinq jours je revois la capitale, et ce me serait un grand plaisir de n'en plus ressortir; toutefois, je n'y compte guère. La vie est plus chère et plus difficile que jamais; toutes les avenues de la littérature sont assiégées par un troupeau d'affamés qui fait vraiment peine à voir. Je n'oserais donc me flatter de sitôt de pouvoir faire ici ma couche.

J'ai revu Bergmann en passant à Strasbourg; à Paris, Pauthier, Tissot, d'autres amis que vous ne connaissez pas; puis Cabet et les républicains de la *Réforme*, enfin mon libraire. Quant à T***, j'ai si bien perdu son adresse qu'il m'est impossible de le déterrer et que je vous serai obligé de me dire où il est. En homme qui vient savoir ce qui se passe, j'ai d'un coup-d'œil jugé la situation : il y a à faire, et beaucoup, pour un réformiste tel que je suis; mais il me faudrait de l'avance, et c'est ce que je n'ai pas, ce que mes *amis politiques*, comme disent les journaux, ne peuvent me procurer. D'ailleurs, charité bien ordonnée commence par soi-même, et, comme je vous l'ai dit, les pauvres

gens n'ont pas de travail à revendre. J'ai même pu juger, à certains regrets, que l'on commence à se fatiguer du rôle de dupes, et qu'en voyant tous les défectionnaires casés, appointés, mariés, repus, les *pleurs de tendresse* viennent aux yeux des plus stoïques loups.

Cependant la position est plus belle que jamais pour une opposition intelligente, et tandis qu'en province les derniers des Romains se rallient, ici le dégoût et la défection deviennent universels. Je sais que vous n'en croyez rien, et que votre système à vous est d'absoudre dynastie et royauté de l'effroyable corruption qui nous tue. Laissons donc ce discours, les faits parleront un jour plus haut que tous les arguments.

On a reçu à l'étude, au Théâtre-Français, une *Virginie*; est-ce la vôtre?

Une *Défense de la propriété*, anonyme, a paru à Besançon; pouvez-vous me dire ce que c'est ?

M. Garnier, professeur d'Économie politique à l'Athénée et beau-frère de M. Blanqui, après avoir fait sur ma dernière publication un article honorable dans la *Revue des économistes*, m'a écrit une longue lettre pleine de bienveillance et de sympathie.

J'y ai répondu hier en attendant que j'aille le voir. Les marques d'estime et quelquefois d'adhésion me viennent; elles sont souvent trop honorables et trop bien motivées pour que je ne cherche pas tous les moyens de poursuivre. Tout en continuant mes publications populaires, je veux, en changeant quelquefois de ton et de style, et traitant des questions plus immédiates et plus pratiques, conquérir d'autres suffrages et agir maintenant sur le public bourgeois. Je crois avoir des chances de succès ; c'est ce que l'expérience m'apprendra bientôt.

Je compte traiter ici avec mon libraire pour la réimpression de ma *Grammaire générale*, devenue un *Mémoire sur les séries grammaticales*. En même temps, je ferai passer mon Bergier. Si ce marché se conclut, j'ai de la besogne pour six mois; mais il faudra que l'éditeur commence par un versement d'espèces. Vous voyez que je mange toujours mon blé en herbe.

Marmier a écrit contre Demesmay une sorte de pamphlet ou de satire; en avez-vous connaissance? Le bibliothécaire du ministre de l'instruction publique se pose, vous le savez, en concurrence avec Demesmay, pour le collége de Pontarlier; voilà donc par quels hommes l'État est mené et les lois faites! Quoi que vous en disiez, c'est la royauté qui le veut; à elle donc la responsabilité, à elle le ridicule et la honte.

Par ordre supérieur, la Cour de cassation, dans les questions qui peuvent intéresser le Trésor, donne toujours une entorse à la loi et condamne les particuliers; c'est un fait reconnu de tous les tribunaux du royaume. A la monarchie la honte de l'iniquité judiciaire.

M. Salvandy est blâmé par le roi d'avoir voté selon sa conscience; — M. Thiers dit en plein parlement que le roi a dépassé ses pouvoirs; —M. Guizot n'ose défendre le roi; chacun ensuite, généralisant le fait particulier, répète que toute l'administration est prostituée. A la royauté la honte de la prostitution.

Un de mes amis intimes, chef de bureau au ministère des travaux publics, me disait avant-hier, parlant de *tarifs*, qu'il n'osait émettre sous aucune forme ses propres idées, qu'il attendait pour cela une administration plus libérale, — et partout les choses se passent de même. — Le pouvoir dirigé d'en haut prétend imposer à tous ses propres idées. A la royauté l'absurde

et rétrograde prétention de proscrire le libre arbitre des employés !

Cet élan de vénalité, d'épicurisme, date surtout parmi nous de 1830; il a commencé par l'achat des écrivains d'abord, par l'achat des suffrages ensuite. Dites-moi qui est monté sur le trône en 1830 ? — Je sais bien que la coïncidence des dates ne prouve rien, au fond; mais après tout ce que je viens de dire et beaucoup d'autres choses que j'omets, cette coïncidence devient démonstrative ou, si vous aimez mieux, accusatrice.

A mon dernier passage à Besançon, j'ai pu voir combien le respect des opinions longtemps professées tenait peu au cœur de mes jeunes camarades et compatriotes ; je ne signalerai personne, mais j'ai été scandalisé des nouvelles maximes et du revirement de plusieurs. Certes, je tiens autant qu'un autre aux aisances de la vie et à la fortune, mais les obtenir par des sacrifices d'idées est pour moi chose aussi impossible que de me faire, à trente-quatre ans, acrobate chez Franconi. C'est que mes idées sont des *connaissances exactes*, tandis que chez les autres elles ne sont que paroles et sentiments. Voilà, mon cher ami, le secret de ma constance, qui sera, je n'en doute pas, car elle est chez moi sans effort, à toute épreuve.

Mes principes généraux une fois émis, il me reste, comme j'ai dit, les questions de pratique, la critique des détails; je crois que mon influence commencera seulement dans six mois. Et, comme je vous l'ai dit toujours, j'ose espérer que toutes mes doctrines deviendront vulgaires et officielles.

On raconte ici qu'un abbé, vicaire à Paris, aspirant à devenir premier vicaire, et craignant la concurrence d'un plus ancien que lui, avait gagné le sacristain pour

supprimer d'une façon quelconque son compétiteur. L'affaire s'instruit, à ce qu'on prétend. C'est un échantillon, entre mille autres, des horreurs que l'on raconte tous les jours. La royauté est-elle coupable de tous ces crimes, me direz-vous, coupable de tous ces abominables mystères dévoilés par Eugène Sue ? — Directement, non ; mais par la direction funeste qu'elle a imprimée depuis quatorze ans aux mœurs publiques, la royauté est coupable à mes yeux : je le ferai voir.

Quel malheur que le parti républicain n'ait su ni s'organiser, ni dominer par la doctrine et le talent l'opinion ! Je ne me fais pas plus d'illusion que vous sur la faiblesse de mes collaborateurs révolutionnaires, mais vous pouvez juger par ce qui précède de quelle espèce est mon désillusionnement. L'humanité ne va pas si vite que je l'avais cru peut-être, d'accord ; mes confrères sont pour la plupart fort ignorants, je le veux ; mais que la reconnaissance de ces faits m'ait rapproché de l'ordre de choses, oh ! pour mon honneur et pour le vôtre, ne le croyez jamais.

Je vous embrasse, mon cher Micaud, malgré toutes nos divisions politiques.

Bonjour tout spécial à M. Bergier.

P.-J. PROUDHON.

Lyon, 5 juin 1844.

A M. MICAUD

Mon cher Micaud, je suis parti brusquement, comme il arrive toujours quand on a beaucoup de monde à voir et beaucoup d'affaires à régler, et n'ai pu vous serrer la main en partant. Il est temps que je sache ce que vous devenez et ce qui vous occupe en ce moment l'esprit.

Pour vous donner l'exemple, je continue à prendre mes repas avec MM. Gauthier, mais j'ai une chambre indépendante où je travaille la plupart du temps, soit pour eux, soit pour moi. Cette vie me sera très-agréable, si je puis réussir à tirer quelque produit de mes publications faites ou à faire, et ne compter sur mes appointements que comme sur un *boni*. J'ai un tas de besogne sur le chantier, qui est bien ce qui me donne le plus de courage et d'espérance. Et, *primo*, je vais faire une brochure sur les avantages comparés de la navigation et des chemins de fer, dans laquelle je tâcherai de fixer d'une manière plus précise, et sur de bons documents, la convenance de chacun de ces modes de transport. Comme l'ensemble de mes idées s'accorde parfaitement avec le projet d'un chemin de fer de

Châlons ou Dijon à Mulhouse par Besançon, je vous serai obligé de me communiquer les documents que vous pouvez avoir. J'en ferai un usage qui ne déplaira point aux bisontins; mais je souhaiterais bien avoir quelque chose de mieux que les chiffres fournis par MM. Bretillot et Sainte-Agathe, dans l'imprimé que vous avez eu l'obligeance de me donner. Ces chiffres ne sont pas toujours exacts, et les inductions qu'on en tire encore moins.

J'entends dire que la guerre est au conseil municipal pour les eaux d'Arcier. Je suis charmé on ne peut plus de voir que M. Bretillot partage avec Convers les soupçons des aboyeurs; il ne faut quelquefois pour justifier un honnête homme calomnié que lui donner un *complice*. Avec un peu moins d'amour-propre, peut-être, M. Bretillot se rapprocherait davantage de Convers, d'autant mieux que déjà l'intrigaillerie académique les unit. Le Franc-Comtois n'attaque-t-il pas M. Bretillot au sujet de l'île des Moineaux? Viancin, un moment réintégré dans son secrétariat, n'est-il pas plus hostile à la nouvelle administration qu'à l'ancienne? On me dit qu'il a brûlé ses vaisseaux et qu'il s'attend à être démoli...

M. Maurice est-il en voie de convalescence? Je serais fâché qu'il lui arrivât mal.

Ma popularité, passez-moi le mot, va ici croissant : j'ai une douzaine de colporteurs propagandistes à mon service, qui me débitent mes bouquins et répandent mes idées dans un rayon de plus de dix lieues... Désormais, il faut que je travaille à l'intention de ces bonnes gens qui meurent d'envie de s'instruire, et, façonnés par ma méthode, ne veulent lire rien autre.

Voici une nouvelle écrasante. Un ouvrier lyonnais

de ma connaissance vient de découvrir un *moteur* beaucoup plus puissant, plus commode, plus simple dans son application que la vapeur, et qui ne *coûte rien*. Dans six mois, il ne se construira plus en France, en Angleterre, etc., une seule machine à vapeur. J'ai vu cet instrument, c'est prodigieux de simplicité, de puissance et de vitesse. Pour élever les eaux dans une rivière telle que le Doubs à 100 mètres de hauteur, il n'en coûterait pas 50,000 francs de frais. — C'est une révolution immense que cette invention, elle fera plus de bruit que la vapeur et les chemins de fer. Dites à vos municipaux de ne pas trop se dépêcher; d'ici à trois mois la question des eaux de Besançon pourrait être tranchée à moins de 100,000 francs.

Je n'ai point de nouvelle littéraire à vous apprendre; depuis quinze jours, je ne lis que des brochures sur les canaux et chemins de fer.

Je vous embrasse.

Bonjour à M. Bergier.

P.-J. PROUDHON.

Lyon, 27 juin 1844.

A Mme PROUDHON

Ma chère mère, si vous avez besoin de 50 francs, veuillez dire à M. Micaud de vous faire une traite sur moi de cette somme, que je tiens à votre disposition.

Je suis logé dans une petite chambre, sur le quai de Saône, près du bureau, et je travaille une partie du temps pour moi. Si tout va bien, je recevrai cet automne, du produit de mes bouquins, de quoi payer les intérêts de mes créanciers pour cette année et l'année prochaine, ce qui me donnera dix-huit mois de répit.

Je pourrai en même temps éteindre plusieurs petites dettes, et vous faire vivre un peu plus confortablement.

A mesure que je reviendrai sur l'eau, je prendrai de nouvelles forces, et j'espère bien ne pas pourrir dans mon fumier. Il y a longtemps, je le sais, que je vous tiens le même langage; l'espérance, comme vous voyez, est très-vivace chez moi, et le succès bien long à venir. L'impatience doit être plus vive pour vous, qui avez le double de mon âge : encore un peu de courage, cependant, et vous verrez que tout se remettra. J'ajournerai, s'il faut, mes projets particuliers, pour ne pas compro-

mettre votre position; c'est le plus grand sacrifice que vous puissiez attendre de moi.

Je vous embrasse, ma chère mère; faites-lire ce qui suit à Micaud.

Votre fils

P.-J. PROUDHON.

Lyon, 29 juin 1844.

A M. MICAUD

Mon cher Micaud, votre état maladif me peine, et en ne recevant point de vos nouvelles, je pressentais ce qui vous arrive. Il est donc écrit que vous mourrez du mal des autres : vous le sentez, vous le dites; vous comprenez l'anomalie d'une si déplorable sensibilité, et vous ne pouvez vous en guérir. Désormais il est inutile de vous exhorter et de vous faire de la philosophie; vous vous consumez d'un mal inconnu qui tantôt vous attaque par vos souvenirs, tantôt par le spectacle des douleurs d'autrui, tantôt par le regret de succès manqués et de félicités perdues; tantôt enfin par l'irritation de l'injustice et de la bêtise humaine. Vous avez lu, comme moi, quelque part, qu'il faut, dans certaines situations, que le cœur se brise ou qu'il se bronze; vous aimiez trop d'abord pour devenir stoïcien ; plus tard, enfoncé dans les affaires, vous avez trop peu donné à l'exercice de votre intelligence pour trouver à vos sentiments une puissante diversion. Mais quoi ? le mal est-il donc incurable ? Le rôle de simple spectateur du drame social ne peut-il être le vôtre ? Ne pouvez-vous donc vous isoler par la pensée au milieu de

tous vos semblables? Je cherche comment vous pourriez arriver à ce but, mais je ne puis seul en trouver les moyens; il faudrait connaître mieux votre état intellectuel et pathologique. Croyez cependant que je suis un des hommes qui vous ont le mieux compris : votre âme, votre vie, votre élément, était l'amour; puis, mais à un degré inférieur, l'amitié, et plus bas encore, la culture des lettres. Vous avez perdu violemment les deux tiers de votre être, et, à mesure que le bonheur qu'ils vous promettaient s'est éloigné de vous, je vous ai vu dépérir, devenir de plus en plus irritable, et vous éteindre.

Si je vous parle avec tant de franchise, c'est que j'ai, moi aussi, tout cela de commun avec vous; heureusement que j'ai pu à temps me donner les moyens de diversion et comme supplément, les hautes spéculations philosophiques qui, par moment, sont pour moi une vraie passion. Il me semble pourtant qu'à votre place, à quarante ans, jouissant d'une certaine aisance et de la considération générale, je me ferais, par égoïsme, comme une voie nouvelle, donnant tout à la curiosité de mon esprit : brochures, arts, sciences, voyages, revues, journaux, spectacles, etc., etc., et écartant toutes les images et les sentiments qui pourraient encore me mettre l'âme en feu. Observer, réfléchir, comprendre, quand on ne peut plus aimer, jouir ni produire, c'est encore quelque chose; ce doit être l'occupation des purs esprits, c'est-à-dire de Dieu. Dieu, dit Leibnitz, résout perpétuellement ce problème : étant donné une nomade et ses modifications, en déduire l'ordre de l'Univers et la chaîne des événements.

J'arrive peu à peu à cet état contemplatif, bien que le cœur me batte souvent avec violence : mais je dé-

tourne les yeux et la pensée de tout ce qui me causerait quelque regret. Croyez-vous, mon cher, être le seul à souffrir ? Vous qui avez vu les hommes et l'intérieur des familles de si près, de combien de douleurs secrètes, poignantes et envenimées n'avez-vous pas été témoin ? J'ai rêvé le bonheur aussi ; mais je trouve que le bonheur n'existe que dans ma tête ; c'est un idéal dont ce que j'ai vu de plus heureux ne m'a montré que l'ombre. Le bonheur est un fruit qui nous séduit, comme Tantale altéré, sans que nous puissions y mordre : Une fois l'illusion découverte, nous devons rire de notre déconvenue. Vous avez vu les joûtes sur l'eau, dans les fêtes publiques ; chaque fois qu'un joûteur tombe dans l'eau, le public rit ; le plongeur rit lui-même ; voilà, mon cher ami, l'image de notre destinée.

Écoutez, il me reste quelque argent auquel je n'ose toucher, tant j'ai de besoins divers ; mais si vous allez plus mal, écrivez-le moi, et j'irai passer une huitaine auprès de vous. Vous méritez bien que je vous consacre une quinzaine de mes appointements. Nous philosopherons, et vous verrez si ma médecine n'en vaut pas une autre. Je veux tenter encore une fois les concours académiques de l'Institut ; nous parlerions de cela.

Je vous embrasse.

P.-J. PROUDHON.

Paris, 16 octobre 1844.

A M. MICAUD

Mon cher Micaud, je n'ai pas besoin de vous dire avec quelle tristesse, j'ai appris votre maladie ; avec quelle mélancolique sympathie j'ai lu votre dernière lettre.

Eh quoi ! mon cher et malheureux ami, vous pensez à mourir, et vous n'avez pas eu le temps de goûter, seulement du bord des lèvres, ce qu'on appelle en ce monde *le bonheur* ! Qu'est-ce donc que vivre, si des souffrances imméritées doivent rester sans compensation ; si le cœur le plus aimant doit s'épuiser dans le vide ; si une belle intelligence doit s'éteindre dans les vilenies commerciales.

Je n'avais pas besoin d'être réveillé par cette lettre désolée pour faire toutes ces réflexions et m'appliquer votre douloureuse expérience. Comme vous, je pense à la mort, bien qu'en ce moment je me fasse encore illusion sur ses approches ; je m'arrange à la hâte pour procurer à mes vieux parents un peu de bien-être, acquitter mes dettes, jouir le plus qu'il m'est possible par l'esprit et par l'amitié, et attacher mon nom à quelques recherches économiques, dont il est douteux que

la génération présente me tienne compte. Mais, hélas ! vanité des vanités ! j'apprends tous les jours à mes dépens que plus notre modestie réduit ses prétentions, plus le sort jaloux réduit notre récompense ; il n'y a que l'effronterie qui réussisse ; cette réflexion est la base de mon scepticisme à l'encontre des grands hommes. Certain journal dynastique disait un jour, à propos de la réforme électorale, que l'homme qui, dans notre siècle, ne savait pas conquérir la capacité électorale, n'était qu'un homme médiocre, et j'ai fini par croire qu'il avait raison. Des caractères de notre trempe, mon cher Micaud, n'ont rien de ce qu'il faut pour se faire taxer à 200 francs d'imposition ; et c'est dans un autre monde que nous exercerons nos droits politiques.

J'ai vu notre ami F***, il m'a paru aussi charmé de son voyage que peu satisfait de l'ouvrage qu'il se prépare à publier. — Je le plains sincèrement d'être réduit à ne pouvoir faire ses preuves que par une publication que son intelligence désavoue, et dans laquelle il n'a pas eu ses coudées franches. Malgré la faveur et les recommandations qui entourent F***, je trouve sa position bien difficile. Je lui souhaiterais d'en être au plus tôt débarrassé ; il m'a semblé que les habitudes préceptorales avaient encore amorti l'essor, déjà si calme, de l'imagination de notre ami, et qu'il y avait en lui tendance aux petits commérages. J'attribue cette décadence à toutes les influences extérieures : influences de famille, influences de patrons, influences de position. F*** ne vit pas assez seul ; il n'est point, passez-moi l'expression, assez *sauvage*, il est soumis à trop de considérations domestiques et sociales, pour avoir un talent fort et original. Il est certaines fautes qui l'au-

raient fait valoir plus que toutes les négatives qu'on le force de montrer...

Je crains que cette réflexion ne vous fasse croire que l'opposition et la véhémence sont devenues en moi une affaire de système ; j'ose pourtant croire qu'il n'en est rien. Depuis dix-huit mois, je prépare lentement un travail dont la pensée m'absorbe et me fascine, comme tout ce que j'ai produit; mais jusqu'ici je n'ai rien rédigé, parce que j'ai voulu que mon œuvre exprimât, dans l'ensemble et les détails, le calme et la sérénité dans laquelle elle fut conçue, et qui conviennent aux travaux de pure intelligence. Pour atteindre à ce but, j'avais besoin d'embrasser mon sujet dans toute son étendue ; de me laisser pénétrer également du pour et du contre ; de m'accoutumer à envisager de sang-froid certains faits dont la première vue ne manque jamais de me mettre en convulsions. J'écoute la raison de mon oreille droite et de mon oreille gauche : et, emporté tour à tour par les aspects les plus contradictoires, j'éprouve à chaque instant combien il est difficile de garder l'équilibre, et de fondre en une synthèse, qui seule exprime la vérité, les données les plus opposées. Or, bien loin qu'en tout ceci la solitude et l'indépendance dont je jouis soient pour moi un piége, elles sont ma seule garantie d'impartialité.

C'est d'accord avec MM. Gauthier que je suis venu à Paris mettre la dernière main à ce nouvel essai, dont le sujet, la pensée même et les développements seront entièrement neufs, et n'ont été que faiblement indiqués dans quelques phrases de mes précédentes publications. — Je trouve cette étude extrêmement curieuse et intéressante ; mais je sais que le public est rarement touché des plus heureuses constructions d'idées, et,

grâce au ciel, je ne me berce d'aucune illusion. Le libraire Guillaumin se chargera de l'édition ; il consent même à me faire une avance de fonds, si j'en ai besoin. Je gagnerai au choix de ce libraire l'honneur de paraître cette fois, non plus comme un pamphlétaire ou un obscur utopiste, mais comme un des représentants de la science économique. Guillaumin est, pour ainsi dire, le libraire officiel de l'Académie des sciences morales.

Soignez votre santé, mon cher Micaud, s'il faut mourir bientôt, ce que je suis loin d'admettre d'après vous, du moins il faut vivre sans douleur et le plus gaiement possible.

Mes amitiés à MM. Bergier à Guillaumin ; ainsi qu'à votre frère.

Je vous embrasse du fond du cœur.

P.-J. PROUDHON.

Paris, 22 décembre 1844.

A M. MICAUD

Mon cher Micaud, j'ai retiré votre mandat de 50 francs chez MM. Pernond et Prével; je vous remercie de ce petit service. Je n'ai pas encore la force de vous rembourser les 50 francs que je vous dois, et, comme je me suis permis la dépense d'un quartier d'hiver à Paris, il faut que je vous rende compte de cette irrégularité de conduite.

Je suis sorti de l'imprimerie à peu près en même temps que du pensionnat Juard et des griffes de la justice, chargé de dettes et de désaffection, je ne dirai pas publique, mais officielle. Comme un homme qui a tout à la fois à s'affranchir du passif pécuniaire et à faire changer l'opinion défavorable qui s'attache à lui, j'ai commencé par le point d'honneur, espérant de liquider ensuite plus aisément l'*aes alienum*. Grâce à MM. Gauthier, je puis continuer l'œuvre commencée par moi sous la protection de l'Académie bisontine, et j'ai l'espoir de ne pas mourir avec la réputation d'un étourdi. Mon dernier ouvrage a été compris en Allemagne; une discussion s'est établie dans ce pays à mon occasion, et j'ai l'honneur de marcher de front avec les

plus avancés de la philosophie allemande. Quand je dis *philosophie*, entendons-nous : Les Allemands, à la suite d'un grand mouvement philosophique commencé par Kant en 1780, sont arrivés exactement comme moi à nier la valeur scientifique de la théologie et de la philosophie, à laquelle ils subtituent ce qu'ils nomment *dialectique*, et moi *métaphysique* ou *théorie sérielle*. Mais ceci ne concerne que la forme générale de la connaissance ; il faut encore déterminer le *contenu* de ce qu'on nommait autrefois *religions et philosophies*. Ce contenu, les Allemands l'appellent *anthropologie* ou *humanisme*, et moi *socialisme* ou *science de la société*.

L'Économie politique en contient les premiers matériaux. Enfin, la nouvelle école allemande procède logiquement par la négation successive de la propriété, de la royauté, de la communauté, de la démocratie, de Dieu, etc., pour conclure ensuite, par une synthèse, à la reconstruction des principes sociaux, c'est-à-dire des idées sur la propriété, Dieu, etc., absolument ainsi que je l'ai fait moi-même. Mon prochain Mémoire vous fera toucher, je le crois du moins, beaucoup mieux encore que les précédents, l'utilité et les avantages de cette marche. Pour le moment, je ne puis que vous avertir que tout ceci n'a rien de commun avec les paradoxes du dernier siècle, paradoxes dont les auteurs n'avaient point eux-mêmes l'intelligence. Ainsi Diderot, d'Holbach, Naigeon étaient des athées absurdes qui ne comprenaient pas plus l'athéisme qu'ils n'avaient compris le théisme, et il faut ajouter que réciproquement les théistes étaient absurdes, parce qu'ils ne comprenaient pas leur propre dogme. L'athéisme méthodique, si j'ose ainsi dire, est tout autre chose, et tous ceux qui ont quelque connaissance précise des derniers résultats de

la philosophie, vous diront comme moi qu'il faut, pour arriver philosophiquement à l'idée de Dieu, passer par une négation complète de Dieu. Cela semble un tour de passe-passe; vous verrez bientôt que rien n'est plus croyable et plus rationnel.

Quoi qu'il en soit, j'ai repris la continuation de mes Mémoires, et je me crois à la veille d'obtenir enfin justice et réhabilitation. Deux traductions de mes Mémoires ont été faites en allemand; on traduit en ce moment ma *Propriété* en anglais, à Manchester; mon prochain ouvrage paraîtra simultanément en allemand et en français. Le socialisme attire de plus en plus l'attention, non comme doctrine de secte, mais comme étude positive et histoire naturelle de la civilisation : avant dix ans, il sera peut-être reconnu officiellement. Aussi bien pour ceux qui l'entendent, il est plus rassurant que redoutable, et il est incroyable combien les gouvernements pourraient en tirer parti. Mais la question d'application n'est point mon affaire; je ne suis ni ne veux être ministre. Je veux imposer mes idées si elles sont vraies, et forcer au désaveu de leur blâme le pouvoir et les académies.

J'ai été très-sensible au malheur de Chalandre; il y a de quoi se désespérer. M. Convers, le père de l'architecte, avec qui j'en parlais ici, me demandait s'il y avait malveillance, ajoutant que cette circonstance serait encore plus pénible que l'accident. Je suis du même avis; mais je ne sais rien à cet égard.

Je vois de temps en temps F*** et Albert Jacquard; j'ai dîné deux fois déjà avec eux. Je cause avec F*** de son histoire et lui aide à préciser ses jugements; ceci soit dit sans aucune prétention pédante de ma part. C'est en amis et camarades que nous nous entretenons;

F*** sent bien qu'en pareille matière un esprit nourri dans la philosophie de l'histoire, exercé à la gymnastique de l'esprit, en apprend quelquefois plus qu'un livre. F*** a un grand fonds de bon sens et une rectitude de jugement remarquable; il n'écrira ni ne fera jamais de sottise, et arrivera facilement au bien-être de la vie. Du reste, je trouve ainsi que vous qu'il est un peu trop dépourvu de la veine poétique qui, dans le domaine de la science, est la faculté même d'invention, ou, si vous voulez, le privilége des découvertes. *Trouver* et *poétiser* sont deux mots synonymes en français, en grec et en latin. Mais on peut faire des travaux utiles et obtenir un rang honorable sans ce don de génie qui ne va guère sans un bouillonnement de l'âme ou enthousiasme funeste au repos et au bonheur.

Albert donne toujours de belles espérances; il travaille bien, montre beaucoup de diligence et d'affabilité; il aime beaucoup son précepteur et n'annonce jusqu'ici aucune mauvaise inclination. Si j'étais son père, je lui rendrais la vie un peu plus dure, afin de donner du ressort à cette âme naturellement portée à la mignardise, et corriger l'effet d'un tempérament essentiellement lymphatique. Mais l'excellent M. Jacquard est si heureux des dispositions du jeune homme qu'il souffrirait trop de ne pas le récompenser par toutes les commodités de la vie; en quoi je le plains d'avoir un père si tendre. Selon moi, il ne manquerait rien au système d'éducation adopté par Albert, s'il vivait avec F*** dans les mêmes conditions de gêne, de parcimonie et parfois de pénurie où je me suis trouvé si souvent, ainsi que vous, mon cher Micaud, et qui nous ont fait ce que nous sommes, encore plus que les livres.

Voici une note pour Huguenet, relative à une réim-

pression de mon discours sur le Dimanche, dont Bintot se charge.

Mes respects à M. Bergier.

Je vous embrasse.

P.-J. PROUDHON.

L'Académie de Besançon doit être contente de M*** :

Il passait pour n'être pas fort : le voilà de l'Institut;
Il ne s'est signalé par rien : le voilà décoré;
Il était libre penseur : le voilà qui parle religion;
Il était républicain : le voilà dynastique.

En vérité, l'Académie, qui ne me suppose pas d'autres motifs de convictions qu'à M***, doit avoir singulièrement pitié de moi.

Paris, 7 novembre 1845.

A M. MICAUD

Mon cher Micaud, je n'ai pu vous embrasser avant de partir; votre amour pour les champs et le soin de votre santé m'ayant privé de cette satisfaction. J'ai fait mes adieux à M. Bergier pour vous, et je compte qu'il vous aura rendu mes salutations.

Voici une valeur que je vous serais obligé de négocier pour moi auprès de M. Jacquard, et dont je vous ai parlé avant de partir. C'est un billet de l'un de mes libraires, le fils de l'ancien commissaire de police, Laviron, que vous avez sans doute connu, et le père du peintre. J'ai, pour le 10 du mois courant, qui est lundi, une échéance de fr. 274, payable chez Huguenet, rue de Vignier, pour réimpression, en juillet dernier, de l'un de mes Mémoires. Huguenet est prévenu, et vous n'auriez qu'à lui remettre les fr. 274, en versant le surplus de la négociation à ma mère.

J'espère que M. Jacquard, qui m'a toujours trouvé fidèle dans mes petites opérations de banque, voudra bien m'escompter cet effet, pour lequel, au surplus, il y a ma garantie, c'est-à-dire celle de MM. Gauthier frères, à qui je demanderais cette somme, s'il ne s'agis-

sait pour moi que de satisfaire à un besoin personnel. Mais il faut que je fasse mes recouvrements, passez-moi l'expression, pour un auteur aussi gueux que je suis; c'est ce qui me fait vous prier de me rendre ce nouveau service,

Mon expertise avec M. Guillaume est terminée; j'ai, d'après son compte, quinze à dix-huit vacations. Lorsque le règlement en aura été fait, je vous prierai de recevoir les fonds pour moi et de les tenir à ma disposition.

Je verrai demain ou après mon nouveau libraire, Guillaumin ou un autre; je suis décidé à ne livrer mon manuscrit que contre argent comptant. Mon travail vaut 1,000 francs le volume pour une première édition, ou rien. Son grand mérite sera d'être à la fois éminemment socialiste et économique; c'est-à-dire progressif et pratique. C'est une appréciation générale et coordonnée de tous les phénomènes de l'économie sociale, jugés en eux-mêmes et sans aucune préoccution d'utopie.

A propos, je vous dirai que je trouve le socialisme dans un désarroi complet. C'est une division d'esprits poussée jusqu'à la pulvérisation; il y a en ce moment, à Paris seul, *douze* journaux et revues socialistes, depuis Considerant, en passant par Pierre Leroux, jusqu'à Cabet; pas une seule de ces publications ne s'accorde avec une autre, et il en est de même des socialistes. C'est humiliant pour nous; mais il faut avoir la bonne foi de le reconnaître; nous sommes plus de 100,000 socialistes en France, parmi lesquels on n'en trouverait pas deux qui s'entendent. — C'est bien pis quand on compare le socialisme français avec le socialisme allemand, et rien de curieux, d'amusant, comme de voir les

jalousies, les infidélités, les haines fraternelles qui pullulent dans cette Babylone. Je connais plus de vingt Allemands, tous docteurs en philosophie. Or, chacun d'eux me dit du mal de ses co-réfugiés et co-socialistes. En France, même zizanie parmi les gens : les phalanstériens, tout en poussant de concert à la propagande. sont divisés en autant de religions qu'ils comptent de têtes, et les plus intelligents, ceci est notoire, sont les plus prompts à la révolte. Je ne serais pas juste et je mentirais à ma conscience si je ne finissais par vous dire que moi-même, qui vous parle de nos déplorables discordes, je ne suis d'accord avec âme qui vive, et peut-être moins disposé que jamais à m'entendre.

Ce que je crois de plus raisonnable, c'est que dans dix ans, les ressorts de la société, ayant été mieux étudiés et mieux compris, le socialisme sera mort et enterré, et l'Économie politique avec lui. Quelque chose de pratique et de rationnel, de vieux en principe et de nouveau dans ses effets, succèdera à tout ce brouhaha, et règnera sur les esprits avec le calme et la sécurité des sciences exactes. — Mon Dieu! quand ce temp-là sera-t-il venu? Quand pourrons-nous boire, manger et dormir, sans disputes et sans controverse?...

MM. Jacquard et F*** étaient absents lorsque je me suis présenté à leur domicile, et je n'ai pu encore les voir.

Mais vous pouvez dire à MM. Bergier et Jacquard que leurs lettres ont été remises et leurs commissions faites.

Je vous souhaite le bonjour et vous embrasse.

P.-J. PROUDHON.

Paris, 16 septembre 1846.

A M. MICAUD

Mon cher Micaud, voici un billet pour Guillemin; obligez-moi de le lui faire parvenir directement; je ne veux pas que des syndics, s'il y en a, mettent le nez dans mes relations avec lui.

Ce que l'on craint ne manque jamais d'arriver, et cela n'a rien de mystérieux : la crainte est bonne logicienne en bien des cas, et c'est pour cela qu'elle rencontre si juste. Je compte aller en personne porter quelques consolations à Guillemin, dans le courant d'octobre ou premiers jours de novembre; en attendant, je ne serais pas fâché d'être tenu un peu plus au courant de son affaire.

Vous ne me dites rien de F****; son livre a-t-il paru? — Qu'il m'écrive donc! Est-ce que j'ai le temps d'entretenir une correspondance, moi?

Quand donc est-ce que les hommes se décideront à réfléchir sérieusement sur l'économie de la société, dont les rouages les écrasent parce qu'ils n'en connaissent pas le mouvement? Nous voilà trois amis qui nous y sommes successivement trouvés pris: vous le premier, moi à mon tour, et Guillemin ensuite. Combien d'autres

de notre connaissance y ont passé. On peut dire qu'en vingt ans, le nombre des faillites égale celui des établissements d'industrie ou de commerce, en sorte qu'il n'est pas une maison qui, sous un nom ou sous un autre, ne devienne la victime de cet effroyable mécanisme que nous connaissons si mal.

A la Toussaint, mon cher Micaud.

Je vous embrasse de tout mon cœur.

P.-J. PROUDHON.

Paris, 16 février 1847.

A M. MICAUD

Mon cher Micaud, ayez l'obligeance de compter au nommé Jean Meunier, maréchal-ferrant sur le port, mon cousin par alliance, la somme de 50 francs, que je vous rembourserai à présentation de votre mandat sur moi, Paris, rue Mazarine, 46.

Envoyez-moi votre traite par Philibert Pernond, ce qui évitera au moins un protêt, en cas qu'on ne me trouve pas.

Et donnez-moi des nouvelles de votre santé.

Depuis mon arrivée ici, je n'ai rien fait; Gauthier aîné m'a suivi de près, le jeune est arrivé à son tour, et je passe mon temps comme à Lyon. J'ai vu F***; il attend toujours les effets de la protection de M. Pouillet. En poursuivant une affaire imaginée par MM. Gauthier, j'ai eu occasion de voir assez souvent nombre de nos députés, MM. Demesmay et Convers entre autres. Celui-ci me semble tout à fait dégoûté de l'opposition; il a voté avec les ministériels dans la discussion de l'adresse, et il a causé par là presque autant de surprise qu'il s'était acquis de faveur lors de l'annulation de son élection. M. Convers, en un mot, voit les choses

autrement que le parti auquel on avait ouï qu'il appartenait, et il fait largement usage, à cet égard, de son indépendance. J'en conclus que si cette conduite ne lui aliène pas ses électeurs, elle lui méritera à coup sûr l'estime du gouvernement, et qu'ainsi M. Convers aura assuré et consolidé sa position à la Chambre.

Ceci soit dit sans aucune intention critique de ma part; mais enfin *ce que c'est que de nous!*

Je vous embrasse, mon cher Micaud, et vous prie de m'écrire de vous et de toutes choses.

Tout à vous.

P.-J. PROUDHON.

Paris, 12 mars 1847.

A M. MICAUD

Mon cher Micaud, je vous envoie sous ce pli le reçu de MM. Blot et Lair. Je vous remercie d'avoir fait si bien ma commission : c'est à peu près ma part d'aumônes pour cet hiver. Vous voyez que la misère s'adresse à moi comme à vous; nous pouvons nous faire de ces confidences, quand l'action elle-même nous paraît si naturelle et si simple.

Je ne suis pas tout à fait d'accord avec vous sur la conduite de Convers, non que j'accuse sa conscience : j'accuse son caractère. Le mécanisme de nos institutions étant donné, je tiens qu'un homme doit être de son parti, notamment dans les occasions solennelles. Convers reproche à l'opposition de compter dans ses rangs autant d'ambitieux et d'égoïstes que le parti ministériel; c'est là son grand argument. J'en tombe d'accord avec lui; mais depuis quand est-ce qu'un homme politique prend pour règle de sa conduite politique des considérations de personnes? S'il y a des ambitieux dans l'opposition, il y en a tout autant dans

le ministère ; partant quittes, et nous restons avec le seul mérite de nos principes respectifs. Or, ce sont ces principes qui doivent faire votre loi aussi longtemps, du moins, que vous n'avez pas déclaré et motivé votre défection, car j'admets qu'un honnête homme a le droit de modifier, d'abandonner même ses premières opinions. Est-ce là ce qu'a fait Convers? Non. Il donne à entendre, il écrit même qu'il est de l'opposition; on le fait député sur cette déclaration; et puis il se trouve qu'il s'est réservé *in petto* de n'être pas de l'opposition quand il le jugerait (en son âme et conscience, s'entend) convenable! Or, voilà ce que le sens commun appelle non pas de l'indépendance mais de la tergiversation.

Combien la position de M. Demesmay est plus nette. Il est, lui, député conservateur, connu pour tel, et cependant honnête homme, loyal, fidèle à ses sentiments, estimé de tout le monde. Je lui ai demandé la raison pour laquelle il avait voté l'adresse? Parce que, m'a-t-il dit, bien que je partage la plupart des sentiments de l'opposition, bien que je trouve fondés presque tous ses reproches, je n'ai pas cru devoir renverser un ministère qui, pour la première fois, résistait à l'Angleterre, et précisément pour le punir d'y avoir résisté.

Assurément, on pourrait trouver à redire à cela; mais enfin voilà une raison, raison qui ne manque pas d'une certaine somme de vérité, et qui, selon moi, pouvait déterminer un conservateur honnête homme.

Mais n'y avait-il donc rien qui pût justifier aussi le vote en sens contraire d'un député de l'opposition, honnête homme? Est-ce que vous admettez *a priori* que les cent cinquante députés qui forment le camp

opposé sont cent cinquante prétendants au portefeuille? J'en ai vu et entendu quelques-uns qui m'ont paru très-recommandables. Je crois donc que ces hommes-là ont eu d'excellents motifs de protestation, et, sans sortir de la question espagnole, mon premier reproche au ministère, c'est qu'il a déshonoré sa résistance à l'Angleterre en montrant, pour la première fois, de la fermeté lorsqu'il s'est agi d'une question de famille, d'un intérêt purement dynastique. Comment donc! est-ce que sur bien d'autres points, M. Guizot a manqué d'occasion de déployer cette raideur qu'il s'est trouvée tout à coup vis-à-vis de lord Palmerston? N'était-ce pas le cas de lui dire : Vous avez bien fait de résister, et nous maintiendrons ce que vous avec fait; mais votre conduite, votre diplomatie, ont été telles que la nation a souffert dans la dignité de son gouvernement.

Mettez-vous pour un moment, mon cher Micaud, à mon point de vue, comme je viens de me mettre au vôtre, et, abstraction faite des hommes, — vous n'aimez guère plus M. Guizot que M. Thiers, guère moins M. Thiers que M. Guizot, — vous reconnaîtrez avec moi que Convers a été non-seulement maladroit en se laissant poser comme député de l'opposition; mais que votant ensuite pour le ministère, par une mutinerie contre ses collègues de l'opposition, il a fait une sottise.

Adieu, mon cher ami, conservez-vous longtemps, songez un peu plus souvent à moi, à moi, qui vis comme vous de la vie de l'esprit, et qui me crois presque heureux, en songeant combien je suis affranchi dans mon cœur et ma pensée de toutes les misères qui tourmentent mes pareils. J'aime à croire que vous êtes enfin parvenu à ce calme suprême de l'imagination, de la

raison et des sens, qui est tout à la fois la liberté et la sagesse.

J'attends avec impatience vos nouvelles rimes; je suis loin encore de pouvoir vous envoyer de ma vile prose.

Je vous embrasse.

P.-J. PROUDHON.

Paris, 3 avril 1847.

A M. MICAUD

Mon cher Micaud, j'ai reçu tous vos vers; je les ai lus avec plaisir : je regrette cependant la pièce sur Lamennais. Je n'aime pas plus cet écrivain que vous; je le regarde comme un faible esprit, un cerveau brûlé, mais grand artiste, *artifex dicendi*. Le public entier s'est tu sur son apostasie, parce qu'on y a vu plutôt l'effet des passions et de l'inconsistance des idées que tout autre chose; le parti républicain a bien pu quelque temps lui faire une certaine auréole; mais, aux yeux des gens graves, l'abbé de Lamennais quittant l'Église par dépit, abandonnant le christianisme pour le déisme de Rousseau, remaniant sa philosophie catholique pour l'accomoder à ses nouvelles tendances, l'abbé de Lamennais a été jugé et perdu. Je crois qu'il convenait, dans une pièce de vers, de ne pas le juger de si haut que vous faites; car, à mon sentiment, c'est tomber précisément dans l'erreur du clergé de la Restauration et des républicains de 1830. Lamennais n'était point si grand que l'ont fait tour à tour les uns et les autres : il ne s'est jamais connu lui-même, il a été toujours la

dupe de son imagination biblique et d'une demi-douzaine de formules de style.

Et voilà précisément votre défaut, à tous, poètes, c'est d'exagérer la réalité des choses et de tromper les hommes. L'abbé de Lamennais n'a jamais eu la vue nette sur rien, pas plus que M. de Lamartine, que Châteaubriand, que tous ces hommes à grande imagination, à grand sentiment. Tout ce qu'ils débitent est un mirage perpétuel, un agent de folie et d'ivresse pour les jeunes gens et les femmes. — C'est très-sérieusement que j'en suis venu, comme Platon, à maudire cordialement les poètes et les orateurs, qui ne parlent jamais que pour déguiser la vérité et mentir. Vous nous faites de Lamennais une espèce de Lucifer, c'est tout au plus un rapsode bavard et dépourvu de *sens commun.*

Mais c'est trop insister sur des bluettes que vous ne donnez que pour les amusements de vos loisirs, et qu'à ce prix j'accueille de tout mon cœur. La pensée de votre conte à M. Dupin est très juste : c'est une des mille contradictions de la société. Nous sommes arrivés, je crois, au jour où un honnête homme peut refuser un duel, se moquer du duelliste et le faire siffler, au moins dans la vie civile. Dans le militaire, le préjugé vivra encore plus longtemps.

Je viens, mon cher Micaud, vous charger de nouveau d'une petite commission. — Ayez l'obligeance de négocier pour moi le billet ci-inclus, sur Paris, au 15 courant, fr. 250.— Vous remettrez 200 francs à l'avocat Audy lorsqu'il se présentera à vous pour les demander, et gardez les 50 francs à la disposition de mon frère.

Avez-vous reçu la reconnaissance de 50 francs de la maison Pernond?

Je dîne demain, jour de Pâques, chez un compatriote

avec F*** et Jacquard; jeudi prochain, avec les mêmes et d'autres personnes, chez F***. Bonjour à MM. Bergier et Jacquard, si vous les voyez.

Je compte être de retour au pays d'ici à un mois ou six semaines.

Tout à vous.

P.-J. PROUDHON.

Lyon, 27 août 1847.

A M. MICAUD

Mon cher Micaud, je vous ferais des excuses de ma négligence à vous rembourser, si nous en étions à nous gêner l'un vis-à-vis de l'autre. Comme je l'avais dit à votre domestique, je me disposais à vous écrire, principalement pour vos 100 francs; vos besoins ont été plus prompts que ma diligence : vous avez fait traite sur moi, vous avez bien fait.

J'ai appris la mort de M. Trémolières à Paris, et j'ai tout aussitôt pensé à vous, à votre amitié pour cet homme de bien. Les pertes que nous faisons sont ce que j'appelle vraiment mourir. Peu à peu nous nous trouvons dépouillés et sevrés de tous nos amis, de nos proches, de nos contemporains, des êtres avec qui nous avons grandi, vécu, joui ou souffert; nous restons, comme des monuments incompris, au milieu d'une génération frivole, insouciante, égoïste et railleuse, qui fait des affaires, s'occupe de ses plaisirs, et n'a nulle sympathie pour nous. Le respect et l'estime des anciens sont une religion, un sentiment mystique, ce n'est point communauté de sentiments ni d'idées. Plus on y regarde, plus on trouve que la mort est une nécessité

d'ordre social, une loi de providence, en même temps qu'une transition vers l'inconnu. Je me figure qu'à quatre-vingts ans, bien loin que je craigne la mort, je ne voudrais plus de la vie; qu'en ferais-je, en vérité?...

De ces réflexions revenant à vous, mon cher Micaud, je me demande si une amitié de vingt ans n'a pas suffi pour nous rendre contemporains comme nous sommes compatriotes, si je suis de la génération qui vous pousse, ou bien si je ne suis qu'un être excentrique, en dehors de la série des idées qui me suivent, comme de celle qui me précède?

Je vous abandonne les approbations de mon prospectus; mais, après tout ce que vous avez vu de moi, qu'y a-t-il donc dans ce prospectus qui ait lieu de vous surprendre? Est-ce que cette annonce, que j'aurais voulu développer en dix colonnes, n'est pas la combinaison obligée de toutes mes prémisses? Ou vous ne m'avez jamais compris, ou bien, si vous avez admis dans leur portée métaphysique mes précédentes publications, vous avez dû vous attendre à une solution pratique radicale, aussi éloignée des moyens de violence que de la routine philanthropique et conservatrice; quelque chose de neuf, enfin, d'inattendu, et pourtant d'universel et de permanent dans les sociétés.

Que je me trompe dans ma solution, c'est par rapport à moi la moindre chose; mais ce qui est sûr, c'est que ma conclusion doit avoir toutes les conditions annoncées dans mon programme; et c'est surtout en ce que je veux remplir ces conditions que je fais preuve de logique et d'intelligence.

Votre horreur pour la presse et le journalisme, horreur qui est au moins égalée par la mienne, vous rend encore injuste sur un autre point : savoir ma déter-

mination de devenir journaliste. C'est parce que je suis irrité contre le journalisme que j'embrasse cette profession, comme Juvénal, qui, de colère, se fait satirique. Vous tirez, vous, une conséquence toute contraire ; vous avez raison à votre point de vue, qui est d'éviter la mauvaise compagnie ; mais cela n'empêche pas que je ne puisse avoir raison au mieux, qui est de réformer la presse, et de montrer enfin, par un exemple, ce que c'est qu'un journaliste de bonne foi. Je ne parle pas ici de ma volonté arrêtée dès longtemps de poursuivre, par tous les moyens, la propagation et la réalisation de mes idées ; ce but, qui complète ma justification, ne peut vous paraître que le complément de mes erreurs. Bornons-nous donc à constater ici une chose, afin de ne pas perdre l'estime réciproque, c'est qu'autant vous êtes conséquent dans vos idées, autant je le suis dans les miennes. Je vous connais, je suis sûr de vous ; je n'ai que faire de vous convertir : s'il n'y avait au monde que des hommes comme vous et moi, ce serait peut-être, en fait de principes, d'idées, de style, de langage, une tour de Babel ; dans la conduite des affaires, ce serait cette harmonie dont on parle tant et qu'on voit si peu.

Je vais préparer une série d'articles pour le *Peuple*, articles qui seront les chapitres d'un livre commencé depuis un an, ma solution. Ce sera bien singulier, comme vous dites, pour un journal du peuple ; j'ai ce malheur que plus j'avance, plus mes idées prennent un tour qui n'appartient à personne. Je ne cherche pas, je vous le jure, l'originalité ; je suis convaincu que cette originalité qu'on me donne n'est en moi qu'un remarquable bon sens, et cependant, quoi que je pense, je le pense et je l'exprime d'une manière à part, sans qu'il

me soit possible de faire autrement. L'excès d'originalité me nuit autant que l'excès de banalité nuit à d'autres; je reconnais en moi ce défaut avec beaucoup d'autres ; mais que voulez-vous? puis-je me faire un visage d'Antinoüs, quand le ciel m'a donné une figure de Tatare?...

J'écrirai bientôt à Guillemin. Le bateau qu'il a vu à Cette, portant le nom de Gauthier frères, était un bateau vendu. Nous ne faisons rien sur cette place.

Bonjour à M. et Mme Bergier et à votre père.

Je vous embrasse de tout mon cœur, mon cher Micaud.

P.-J. Proudhon.

Paris. 10 avril 1848.

A M. GAUDON

Mon cher Gaudon, je viens vous confirmer tout ce que je vous ai écrit dans mes lettres précédentes, notamment dans celle adressée à mes compatriotes, et que je vous chargeais de faire lire au club où ma candidature a été proclamée. Je persiste dans l'opposition que j'ai commencé de faire, dès le 25 février, à la démocratie qui, en ce moment, règne et gouverne ; cette opposition sera moins véhémente peut-être qu'elle ne l'a été d'abord, mais elle n'en est que plus décidée et plus profonde.

Dès le premier jour, j'ai signalé les différentes sortes de dangers que courait la Révolution : 1° la démocratie doctrinaire, représentée par le *National;* 2° le vieux jacobinisme, représenté par Ledru-Rollin, et 3° le communisme, représenté par L. Blanc.

Ces trois *principes* réunis, si j'ose donner ce nom à trois vieilles idées qui ne devraient plus paraître que dans l'histoire et les romans, travaillent avec un merveilleux succès à désorganiser la France, à faire dévier la Révolution de sa véritable ligne, qui est la réforme économique, et à enterrer dans le sang et l'incendie d'une guerre civile la question sociale.

Le progrès, dans cette funeste route, est d'autant plus rapide que les hommes qui sont à la tête du mouvement sont généralement des hommes de cœur, de conviction, pleins de talent et de dévouement. Le fanatisme, en ce moment, passe toutes les bornes; j'ai vu, dans une réunion de cinq cents personnes, décider en cinq minutes, avec des tonnerres d'applaudissements, les plus formidables questions de l'Économie politique, des questions dont je suis sûr que personne dans l'assemblée ne savait le premier mot. J'ai entendu les motions les plus folles accueillies avec enthousiasme; puis les propositions puériles, ridicules, appuyées à l'unanimité. Ce qui agite les têtes aujourd'hui, ce n'est pas une pensée économique : personne n'a étudié l'Économie politique; c'est le souvenir de 89; c'est l'enthousiasme puisé à la lecture des historiens romanciers de la Révolution; c'est l'envie de surpasser, par de grandes choses, nos pères qui, rien qu'avec du sens commun et leur bon droit, en ont exécuté de si grandes! Nous sommes fous de nos souvenirs, et c'est avec des souvenirs que nous prenons une société, qui n'a rien de commun avec l'ancienne, pour la transformer; personne ne saurait dire en quoi ni comment. Nous marchons au pas de charge vers une catastrophe comme vers une victoire. Tout le monde était (sans s'en douter, il est vrai) républicain depuis dix-huit ans; tout le monde s'est reconnu républicain lorsqu'a éclaté le 24 Février. N'importe, à une *révolution* il faut une *contre-révolution*, et nous avons inventé des aristocrates et une bourgeoisie qui n'existent pas. L'événement a prouvé que tout le monde vivait sur le *crédit*, que, par conséquent, il n'y avait point de riches : le prolétariat est la condition générale.

C'est contre cette fiction de bourgeoisie que la République fait en ce moment la guerre; nous allons livrer bataille dans quinze jours à un fantôme; on vaincra des aristocrates qui n'existent que sur le papier, et si par hasard les candidats du *National* ne passent pas, on croira tout perdu, on criera aux armes! et nul ne peut répondre de ce qui arrivera.

A la fin, le pays se réveillera du somnambulisme révolutionnaire; nous finirons par nous trouver bien ridicules, et nous nous mettrons alors sérieusement à l'œuvre de patience et de travail que nous impose la Révolution; nous sommes malades de pleurésie intellectuelle : ce sera une crise douloureuse; mais, comme la société ne peut mourir, j'espère que cette crise sera salutaire.

Il importe, mon cher Gaudon, dans cet instant où toutes les imaginations battent la campagne, que vous appeliez l'attention de vos amis sur la vraie nature de la Révolution, comme aussi sur la figure rétrospective qu'on lui donne. A Paris, la partie éclairée de la classe ouvrière n'est point dupe de cette agitation factice et fébrile; mais on s'inquiète, et il y a lieu de s'inquiéter.

Que les ouvriers bisontins recueillent leur esprit; qu'ils examinent avec calme et sang-froid la question posée à notre siècle; qu'ils la dégagent de tout l'appareil oratoire, renouvelé de la Convention, dont on s'affuble; qu'ils se disent bien que l'histoire ne se répète pas; que c'est fini de la dictature, comme des assignats; de la guerre avec l'Europe, comme de la Terreur et de Napoléon. L'épopée est finie pour nous, quoi qu'on ait dit, et, si trivial que cela paraisse, nous sommes condamnés à faire une besogne, non plus de héros, mais de commis. La révolution de Février est une révolution

économique, c'est-à-dire ce qu'il y a de plus roturier, de plus bourgeois. Organiser le crédit et la circulation, augmenter la production, déterminer de nouvelles formes de société industrielle, tout cela ne comporte plus le tempéramament de 92; bon gré mal gré, il faut nous résigner à n'être que des pékins.

J'ai appris par les journaux que la garde nationale de Besançon avait chassé le commissaire du gouvernement, Faivre. J'ignore quels sont les motifs de cette fâcheuse manifestation; mais je suis sûr d'avance que le soulèvement a eu pour cause, à Besançon comme ailleurs, le malentendu qui existe aujourd'hui entre les représentants de la République et la République elle-même.

La République, je vous le répète, c'est le travail, l'atelier, le comptoir, le débouché, le ménage, les choses du monde les plus prosaïques, et qui prêtent le moins à l'énergie révolutionnaire et aux grandes paroles. Les représentants de la République ne sont pas, pour la plupart, de ce monde : on les prendrait pour une seconde incarnation de la race de 93.

Vous pourrez juger, par la liste des candidats à l'Assemblée nationale, que publie le *National* d'aujourd'hui, comment il comprend la Révolution. Il dit, en propres termes, en répondant au *Siècle*, que, pour FONDER une république, il faut des républicains. Le *National* croit que la République date du 24 février; il ne peut pas comprendre que la République était dans les esprits, bien qu'ils ne s'en rendissent aucun compte depuis 1830, et ceux qu'il appelle républicains, ce sont exclusivement ses amis, des gens qui ne veulent ni de Cabet, ni de Considerant, ni de Proudhon, ni de réforme politique, mais la Charte de 1830, moins la

royauté et la Chambre des pairs, et avec le suffrage universel en plus.

Ce n'est plus dans les actes antérieurs qu'il faut chercher la grandeur de la Révolution de 1848, c'est dans les idées. Pour comprendre ce grave événement, il faut être un peu algébriste, faire abstraction de la montre et regarder le fond; c'est l'égalité, la richesse, la moralité qu'il faut créer par le travail : *l'exemple de nos pères* est sans la moindre utilité pour nous; nous ne les imitons pas; ils ont fait une chose et nous en devons faire une autre; si nous l'entendions autrement, c'est alors que nous aurions dégénéré.

Donnez à tous nos amis communication de cette lettre, comme de la précédente; je pense bien que les têtes, à Besançon comme partout, ont dû bouillonner dans ce moment si solennel, et que bon nombre d'esprits, d'ailleurs fort raisonnables, auront pris le galop. Je prévois que mes brochures, mes lettres, mon opposition au gouvernement provisoire, auront fait tort à ma candidature; ces considérations ne m'arrêtent point : je vois trop clair dans les choses, et les conséquences de la politique adoptée sont trop graves pour que je dissimule. Bourgeois, ouvriers, aristocrates s'il y en a, et prolétaires, s'il en reste quand tout le monde l'est devenu, feront ce que bon leur semblera; ce qui m'importe, c'est de les prévenir, c'est que personne ne se méprenne sur mes sentiments.

Je vous serre la main, mon cher Gaudon, et suis on ne peut plus reconnaissant de vos bons offices.

P.-J. PROUDHON.

Paris, 16 avril 1848.

A M. MICAUD

Mon cher Micaud, il faut donc qu'aux peines d'esprit qui nous accablent viennent se joindre encore les douleurs du corps ! Vous voilà malade, plus malade que vous ne l'avez jamais été ; car vous viviez de l'ordre public, et l'ordre public vous paraît compromis. Que je voudrais être auprès de vous pour vous donner un peu de courage, en vous prouvant que tout n'est pas perdu ! Regardez donc au-delà de l'instant présent ; faites la part de cet engouement démagogique et utopique qui nous possède pour quelques semaines encore, et ne considérez que le bien qui doit résulter d'une crise devenue inévitable. Nous sommes au paroxysme de l'agitation ; une grande manifestation se prépare en ce moment dans Paris, soufflée, inspirée de mille lieux différents ; les uns crient : *à bas le National !* les autres, *à bas Blanqui !* etc. En un mot, c'est le vieil esprit, ce sont les réminiscences de 89 à 99 qui s'usent : il le fallait. Dans quelque temps, les esprits réfléchis reprendront tout doucement la besogne de la République ; mais il faut que cette fièvre, allumée par dix-huit ans de déclamations, par mille pamphlets, romans,

harangues, par soixante-dix banquets et deux mille toasts, tous plus vides de sens les uns que les autres ; il faut, dis-je, que ce délire se calme. Le bon sens gaulois revient vite, croyez-moi, et déjà je trouve que les chefs du parti révolutionnaire ont la tête bien reposée pour des Montagnards. Cela ne durera pas, vous dis-je, cela ne se peut pas.

Je vous remercie des bonnes nouvelles que vous me donnez sur ma candidature, et je ne serais pas fâché du tout que ma deuxième lettre à Gaudon vît le jour, pourvu que cela ne contrariât ni lui ni ses amis. C'est une négociation dont je voudrais que M. Thomas Desprez, que j'ai eu le plaisir de voir ici pendant deux jours, consentît à se charger auprès de Gaudon.

Dans quelques jours, vous recevrez ma profession de foi, en tête d'un journal où j'ai toute influence. — Je vous recommanderai également de la faire insérer dans vos journaux. Ce sera une pièce plus explicite que tout ce que je vous ai envoyé.

Après-demain, ma 2e livraison.

J'ai écrit, non à M. Renaud fils, mais à M. Renaud père, une lettre dans le genre *ironique*, que le brave homme a prise tout à fait au sérieux, d'après ce que je vois.

Je crois bien qu'effectivement je lui disais que si l'Assemblée nationale ne marchait pas, NOUS (c'est-à-dire les patriotes parisiens) la ferions marcher, que *nous étions* plus de 150,000 avec fusils, etc., etc.

M. Renaud ou ceux qui l'approchent ont pris cela pour une menace de ma part.

La vérité est qu'en ce moment Pierre Leroux, moi, et une foule d'autres députés les plus avancés, déclarons tout haut que la moindre violence faite à l'Assem-

blée nationale serait un PARRICIDE ! — Il y a loin de là à souffler la révolte.

Mais que ces braves gens qui colportent des *on-dit*, lisent donc ce que j'imprime. La même pensée que j'ai exprimée d'une façon un peu narquoise dans ma lettre à M. Renaud se trouve dans la dernière page de ma 1re livraison. Ne dis-je pas là qu'il faut que la question sociale soit résolue ; qu'il faut renoncer à la ruse, etc.; sinon, qu'on verra encore des *scènes à la Boissy d'Anglas* ! etc.

Voilà comme je menace !

Ce que je crains, mon cher Micaud, c'est bien moins de n'être pas élu que de voir les Bisontins faire une espèce de résistance qui, au lieu d'être dirigée contre la dictature, le serait contre la pensée même de la révolution. C'est là qu'est le danger, dites-le bien...

Or, étant donné le cas où il faut absolument compter avec le prolétariat, lequel vaut le mieux d'avoir pour députés : des réformistes intelligents ou des conservateurs ignares, têtus, qui augmenteront l'incendie ? Ceux qui se croient bourgeois, et qui sont déjà aussi prolétaires que personne, veulent-ils donc s'aliéner les esprits les mieux disposés ? N'y a-t-il pas assez de gens qui réclament à grands cris les mesures révolutionnaires ? Que les affaires se brouillent, que la révolution ait un prétexte pour dire qu'il y a une contre-révolution, et vous allez voir *l'abomination de la désolation* se mettre dans le pays. Voulez-vous donc passer six mois, deux ans de communisme, de confusion, de guerre civile ? Le moyen est facile : c'est de résister à tout, de tout refuser.

Aujourd'hui tout le monde est pauvre, tout le monde est ruiné. Aujourd'hui, les sacrifices ne doivent rien

coûter : deux mois de stagnation doivent avoir aplani bien des répugnances. Il n'y a plus de bourgeoisie, il n'existe que des producteurs et des consommateurs. C'est ce que m'avouait hier Michel Chevalier. Raisonnons donc à un nouveau point de vue, puisque le point de vue ancien est changé, et n'attirons pas sur nous de nouvelles calamités.

Le bruit se répand à Paris que les élections seront défavorables à la Révolution ; le peuple tremble déjà de se voir démenti, et c'est ce qui l'irrite. D'un autre côté, on accuse de cet insuccès une partie du gouvernement provisoire ; on prétend que c'est la faute du *National*, que l'on trouve maintenant aussi conservateur que les *Débats* ; on veut faire sortir MM. Marie, Marrast, Bethmont, Crémieux, Garnier-Pagès, Carnot. Le déplorable système d'exclusion suivi par le gouvernement dès le premier jour se tourne contre une partie des démocrates ; nous nous épurerons si bien qu'il ne restera plus que le fougueux Ledru et le semi-communiste Louis Blanc ; après quoi ils cèderont la place à la Nation tout entière, qui, se voyant dehors, dira : C'est moi qui suis dedans.

Vous avez raison, mon projet n'est pas compris. C'est trop beau pour les socialistes, trop simple pour les révolutionnaires ; avec cela, nous sommes sûrs de travailler, de devenir riches, d'être aussi heureux qu'il est permis ; mais nous n'aurions point de *grande scène révolutionnaire !* Pauvre peuple ! Pauvre humanité !

Je vous embrasse.

P.-J. PROUDHON.

Paris, 6 mai 1848.

A M. MICAUD

Mon cher Micaud, je réponds *in-promptu* à votre lettre du 4 courant.

Vous m'annoncez que quelques honnêtes gens sont disposés à m'accorder leur voix, mais qu'ils désireraient auparavant être rassurés sur mes intentions un peu suspectes. Vous me demandez, en conséquence, une lettre que vous puissiez, dites-vous, leur communiquer.

Je vous répondrai, mon cher Micaud, comme si nous étions seuls sur la terre et aux antipodes l'un de l'autre, et je vous prie de faire part de ma lettre à quiconque le demandera. Je ne veux point faire de politique avec mes électeurs : j'aime mieux leur déplaire en leur disant la vérité qu'obtenir leurs suffrages en les flagornant.

La propriété me demande des gages, la non-propriété m'en demande aussi. L'une me choisirait *quoique*, l'autre est prête à me nommer *parce que*.

C'est exactement la position que m'avait faite le procureur du roi en 1842, lorsque je fus traduit à la Cour

d'assises. Si, disait-on, il insiste, il est perdu ; s'il se rétracte, il est déshonoré. Il n'y avait à cela point de *milieu*, il n'y avait d'autre ressource que d'être *au-dessus* de l'une comme de l'autre alternative.

Je ne puis, mon cher Micaud, que vous répéter ce que je n'ai cessé de dire et d'écrire. Je poursuis, je veux un changement dans l'essence du droit de propriété, une sorte de transformation *juridique* beaucoup plus que pratique, ou, si vous voulez un autre style, je veux, dans la propriété, restreindre le *pétitoire* et développer le *possessoire*. Selon moi, les détenteurs de biens fonciers et autres sont trop propriétaires et pas assez possesseurs; ils ont trop d'autorité et ils manquent de jouissance. Voilà pour la doctrine.

Quant à la manière dont s'opérera la transformation, elle aura lieu, selon moi, par l'introduction dans notre droit public d'un nouveau principe, d'un principe qui existe dans la société, mais qui n'a point encore reçu de consécration officielle, je veux parler de la mutualité ou réciprocité dont je donne un exemple assez sensible dans le projet *d'organisation du crédit* que vous recevrez, j'espère, en même temps que la présente ou, au plus tard, vingt-quatre heures après.

En réfléchissant sur mon projet d'organisation du crédit et de la circulation, sur les principes économiques et légaux de ce que j'appelle *Banque d'échange*, vous aurez un exemple positif, matériel, très-clair et très-intelligible de ce que j'appelle mutuellisme ou réciprocité, et qui, dans mes prévisions, sans porter atteinte aux droits acquis, doit modifier profondément, au point de la dénaturer, la propriété, et changer de fond en comble les relations sociales.

Ce que j'expose avec une extrême concision dans ce

projet renferme la meilleure part des réformes purement économiques que je voudrais voir réaliser; je dirai plus, ce sont les seules, avec les conséquences qui en découlent naturellement, que je croie possibles.

Tout ce que l'on essaierait, en deçà ou au delà, ne sera, dans mon intime conviction, que vain palliatif ou utopie, et je m'y opposerais de toutes mes forces, parce que je veux également l'amélioration du sort des prolétaires et le maintien des avantages conquis par la classe bourgeoise. C'est une opinion fausse, détestable, pleine de malveillance et de mauvaise foi, que de s'imaginer avec le radicalisme ignorant et outré, que le bien des uns implique nécessairement le mal des autres. Si j'avais cru une seule minute à la nécessité de cette bascule, je ne me serais jamais occupé de science économique, j'aurais abandonné l'espèce humaine à sa malheureuse destinée. Mais il n'en est pas ainsi, non! et c'est parce que je n'en crois rien, parce que je suis positivement assuré du contraire, que je me suis tenu toujours avec tant d'obstination à cette hauteur spéculative d'où j'ai réfuté également la propriété exclusive et la communauté absorbante.

C'est là ce qui a rendu ma position si louche, ce qui m'a valu le silence prémédité de la presse, ce qui m'a fait presque autant d'adversaires dans le camp des exaltés que dans celui des conservateurs.

A présent, le moment est-il venu d'appliquer ces idées dont la théorie m'a occupé si longtemps?

Je n'en fais aucun doute, je crois qu'il y a urgence, je dirai même qu'il ne s'agit plus de faire quelques essais partiels, soit de communes associées, soit de fermes modèles ou d'ateliers prétendus nationaux : tout cela est désormais de pur enfantillage. La situation ré-

clame des mesures d'ensemble ; par conséquent, le concours de toutes les volontés, l'accord de la classe ouvrière comme de la classe bourgeoise. Telle a été ma pensée dès le premier jour, et telle est la raison qui m'a fait attaquer avec tant de vivacité, dans ma première livraison et dans la lettre que j'ai chargé M. Ridet de lire au club des ouvriers de Besançon, la politique du gouvernement provisoire.

En 89, c'était la noblesse qui se séparait; c'est elle, par conséquent, qui a provoqué les lois contre l'émigration et toutes les représailles révolutionnaires. Le 24 Février, le peuple et les bourgeois étaient d'accord de renverser le gouvernement; pourquoi, dès le lendemain, le gouvernement provisoire a-t-il commencé de mettre, pour ainsi dire, hors la loi la bourgeoisie? Pourquoi, sans motifs, sans raison suffisante, sans autre prétexte que ses propres soupçons, l'a-t-il signalée à la méfiance du prolétariat? N'était-il pas évident que la République était seule possible? Et puisque la bourgeoisie, en se faisant équivoque à elle-même sur la nature des réformes qu'elle voulait, était arrivée à la République, puisque, par l'appui moral qu'elle avait donné à l'insurrection, elle en avait assuré le succès, n'était-ce pas le cas de s'appuyer sur elle, de la faire *fraterniser*, pour employer le mot sacramentel, avec le prolétariat?...

Il n'y a pas de plus grand crime, à mes yeux, que l'excitation à la guerre civile, et, dans mon opinion, le gouvernement provisoire est coupable, qu'il en ait ou non conscience, de cet attentat. En mettant le prolétaire et le bourgeois aux prises, il a de plus compromis la question sociale ; second chef d'accusation presque aussi grave que le premier.

Je n'entrerai pas ici, du reste, dans les détails de sa politique.

Je veux très-sérieusement la réforme sociale, l'abolition de la misère, ce qui ne peut arriver, selon moi, que par une égalité de fortune qui, elle-même, doit avoir pour principe l'augmentation de la richesse publique. Je suis aussi décidé à dénoncer tout *escamotage* qu'à poursuivre toute exagération. J'ai trop appris à l'atelier, au bureau et dans les livres, pour ignorer que l'exagération et la violence seraient aussi funestes aux ouvriers qu'aux propriétaires eux-mêmes, et j'ai trop l'habitude de penser à front découvert pour tolérer la moindre équivoque.

La Révolution, je le sais, et je l'ai dit le premier, est peut-être prématurée. Mais ce n'est pas une raison pour que l'Assemblée nationale revienne sur la proclamation de la République; car, cette République, tout le monde, depuis Louis-Philippe jusqu'au gamin de Paris, l'a voulue. La République est résultée de la résistance des uns, des attaques des autres, des vœux de tous. C'était la conclusion fatale, et des déclamations de la tribune, et de la corruption administrative, et de la notion que la bourgeoisie s'est toujours faite de la royauté, et du malentendu qui n'a cessé d'exister entre la royauté et le pays, et de l'inflexible théorie de M. Guizot, et de la déconsidération où était tombé Louis-Philippe. Tous les partis, même le parti conservateur, dont la majorité se mutinait, aboutissaient à leur insu à la République; tous, sans le savoir, sans l'avoir voulu, s'étaient donné le signal pour le 22 février. Aussi n'est-ce pas, croyez-moi, le parti des démocrates qui a triomphé, quoi qu'ils s'en vantent : les démocrates s'attendaient à être battus, mais ils voulaient chasser

Guizot, faire un pas en avant par l'abolition des lois de septembre et la consécration du droit de réunion; ils n'espéraient rien de plus. Ce qui a fait la Révolution, c'est la logique. Tout le monde, après avoir posé les prémisses, s'arrêtait devant la conséquence; le fait seul a poussé le raisonnement jusqu'au bout, comme si la main de Dieu s'était chargé de suppléer à notre insuffisance.

Maintenant, ce n'est ni d'une démocratie, ni d'une aristocratie bourgeoise, ni d'une fédération suisse ou américaine qu'il peut être question. Il s'agit de bien autre chose. Il faut garantir le *droit de travailler et de vivre;* dans cette simple formule, il y a un monde de conséquences. Je vois tous les jours des circulaires électorales où celui-ci promet la liberté de l'enseignement, celui-là s'engage à appuyer l'Assemblée, dans le cas où un conflit s'élèverait entre la Commune de Paris et l'Assemblée nationale; tous demandent l'égalité des cultes, etc., etc. Ces messieurs s'amusent aux bagatelles de la porte. Songez que c'est la *base* de toutes les institutions qu'il s'agit de refaire; il faut déterminer le droit de possession, le droit de production, le droit d'échange; tant que cela ne sera pas fait, on ne bâtira que des maisons de boue sur un sable mouvant. La *Réforme* se plaignait avant-hier que les questions sociales absorbassent les questions politiques. La *Réforme* a beau être révolutionnaire, elle est au-dessous de la Révolution. Qu'est-ce, je vous le demande, que la *présidence*, le *consulat* (à vie ou temporaire) et tout l'attirail politique, à côté de ces questions : le *travail*, la *propriété*, la *distribution des produits*, la *fixation des salaires*, etc., etc. En présence de pareils problèmes, les questions du gouvernement pâlissent; autant vaut la

Charte de 93 que celle de 1814. Il faut être bien pauvre d'idée, vraiment, pour s'occuper des ignorantins!

Si j'ai un conseil à donner, et sur lequel je reviendrai toujours, le voici : Que les bourgeois ne se contentent pas d'assurer par le choix des députés la défense de leurs droits; qu'ils déclarent hautement leur intention de résoudre le grand problème; qu'ils imposent cette condition à leurs candidats; qu'ils les interrogent sur les moyens à employer; qu'ils débattent cette question dans leurs clubs; qu'ils entrent dans le mouvement et qu'ils interviennent dans les réformes, comme si les réformes ne les touchaient pas, au lieu de regarder faire. Vous connaissez le peuple, mon cher Micaud; une pareille conduite de la bourgeoisie mettrait à ses pieds le prolétariat, car le prolétaire, hélas! ne sait pas encore se tenir droit, et sa reconnaissance n'a d'autre forme que l'adoration.

Et l'humanité, par l'amour, se sauverait une seconde fois.

Bonjour à Guillemin, à votre père et à M. Bergier.

Je vous embrasse.

P.-J. Proudhon.

Assemblée nationale, 21 février 1849.

A M. MICAUD

Mon cher Micaud, j'attendais de jour en jour une circonstance qui me forçât de vous écrire; car je n'écris plus à personne. Mon procès, qui va se juger bientôt, me la fournit naturellement.

Ayez l'obligeance, aussitôt la présente reçue, de faire prendre au secrétariat de l'Académie de Besançon, je veux dire chez M. Perron, une copie du Mémoire que j'écrivis en 1838 pour la pension Suard. Je n'ai jamais eu copie de cette pièce, qui marque dans ma vie et qu'il m'importerait en ce moment d'avoir.

Si vous pouviez retrouver en même temps un exemplaire de ma circulaire électorale, vous la joindriez à l'envoi.

Ceci fait, et, je vous le répète, dans le plus bref délai car je vais être assigné directement, vous me parlerez longuement de votre santé et de vous.

Je ne pense pas que vous soyez assez dépourvu de sens commun pour vous émerveiller du bruit que les imbéciles font à propos de moi, chétif, et que le vulgaire attribue à mon mérite et à mon importance. Vous devez avoir réfléchi sur les réputations et la célébrité.

A présent que me voilà presque devenu un homme fameux, je puis dire mieux que personne combien les grands hommes sont étrangers à leur propre gloire. L'imagination des autres fait toute leur grandeur....

Ce que je vous en dis est simplement pour vous rappeler, mon cher ami, que je suis et resterai invariablement le même, rétif, inflexible aux injonctions de l'opinion, à l'injustice des hommes comme à leurs calomnies; simple, vrai et accommodant en toute autre occasion.

Je vais probablement être mis en prison pour avoir résisté trop énergiquement à l'ambition d'un crétin, honte de la France, et aux intrigues de ses lâches courtisans. Au reste, ce que l'on poursuit en moi est moins l'adversaire de la présidence que la critique de la propriété....

La propriété! Voilà ce qui me persécute et qui me tue!...

Il en sera ce qu'il pourra, je ne mollirai jamais. Mon énergie croît avec les obstacles et la malveillance; je serai brisé comme marbre ou acier, ou je triompherai du préjugé....

Mais la sonnette du président me réveille, je rentre dans mon tourbillon, dans ma fournaise. Quatre ans d'une pareille vie et je suis plus vieux que vous.

Adieu, mon cher Micaud, bonjour à M. Bergier et à votre frère. Amitié à tous.

Je vous embrasse.

P.-J. Proudhon.

Sainte-Pélagie, 17 décembre 1849.

A M. MICAUD

Mon cher Micaud, êtes-vous mort? Êtes-vous consolé? Avez-vous pris votre parti de la République? Le socialisme ne vous fait-il plus peur? Désespérez-vous de cette révolution aussi baroque qu'inopinée? Commencez-vous, enfin, mettant de côté toute prévention, tout préjugé, à comprendre quelque chose à ce grand mouvement qui emporte l'Europe vers des destinées nouvelles? Répondez-moi sans amertume, sans regret, avec confiance en l'avenir, comme doit faire tout homme qui sent en lui-même parler la justice et la raison.

Pour moi, je vous l'avoue, au rebours de tous ceux qui se sont jamais trouvés dans une situation pareille à la mienne, je vis dans une sécurité profonde. Le monde va : je crois savoir où il va ; de temps en temps j'aide au mouvement en frappant à droite et à gauche sur ceux qui l'entravent : je suis sûr d'arriver et je me moque du tiers comme du quart.

Bien que mes idées sur la Providence ne soient pas celles du vulgaire, il me semble parfois que j'ai été mis tout exprès à Sainte-Pélagie par une puissance in-

connue, par une fée, pour travailler à la besogne révolutionnaire par la science et par les idées, tandis que les autres intrigaillent à l'Élysée, conspiraillent au Conservatoire, criaillent à l'Assemblée nationale, écrivaillent dans les brochures et les journaux; car, consultez les gens de sang-froid, tous vous diront que, depuis dix-huit mois, c'est moi qui mène (intellectuellement) la Révolution.

N'est-ce pas chose singulière aussi, que, depuis dix à douze ans, j'aie étudié précisément les questions qui devaient faire tant de bruit, et dont l'intelligence relativement supérieure et presque exclusive, grâce à la misère de notre enseignement, devait faire de moi une espèce de génie ou de grand homme?— Que les hommes sont bêtes, mon cher Micaud! Mais là-dessus je n'ai rien à vous apprendre, vous êtes mon maître.

Je présume que vous êtes assez au courant de la politique et que vous avez suivi d'assez près l'ensemble de mes actes, surtout depuis que j'ai publié mes *Confessions*, pour rendre justice à la marche que j'ai cru nécessaire de suivre et aux éclats de colère qui, ça et là, ont embelli ma polémique et aiguisé mes paradoxes. Il faut frapper sur les cervelles humaines comme sur l'enclume, sinon elles n'entendent pas. A présent qu'on commence à discuter tout de bon, je deviens on ne peut plus *pacifique*, je reprends le titre que cet imbécile de Considerant a abandonné juste au moment où il fallait faire de la conciliation. Ainsi, dans la paix comme dans la guerre, je suis toujours en avant des autres, c'est pour cela que je soulève dans mon parti tant et de si violentes rancunes et que, cependant, je finis toujours par le mener. J'ai perdu et rattrapé cinq ou six fois déjà ma popularité. Personne ne la traita jamais

avec tant de rudesse, comme une catin qu'elle est. O mon cher ami, combien un homme qui sait, qui veut, qui ne marchande pas avec la vérité et qui est irréprochable dans sa vie, a de puissance sur les hommes! J'ai échiné les communistes, les fouriéristes, Pierre Leroux, Louis Blanc, la Montagne, et la Révolution ne s'en porte que mieux, et je reste! Je finirai par rendre socialiste la classe moyenne, la bourgeoisie des journées de Juin, comme j'ai forcé Ledru-Rollin, en novembre 1848, de se dire socialiste, six semaines après qu'il avait déclamé dans un banquet public contre les socialistes; alors, la Révolution sera terminée, la République fondée; tout le monde se mettant à l'œuvre et chassant les blagueurs, je n'aurai plus qu'à aller manger des matelotes et des écrevisses avec vous à Mazagran.

Convenez que c'est une heureuse idée à moi d'avoir fait rire, pour mieux servir la cause de la Révolution...

Mais, il faut en convenir cependant, la situation est encore bien grave; nous avons encore fort à faire et fort à souffrir. Nul ne peut dire ce que l'avenir renferme, et c'est pourquoi il ne faut pas se relâcher et manœuvrer de main-morte. Vous me connaissez, j'ose le dire, à fond, mon cher Micaud. Quelque dissentiment qui existe entre nous, j'espère que vous saurez faire la part des circonstances et rendre justice toujours, sinon à toutes mes idées, au moins à mes intentions. Peu d'amis comme peu de bien me suffit pour vivre heureux; je vous compte parmi ceux qui ont reçu mon affection, qui ne la perdront jamais. Vous me serez fidèle dans la bonne comme dans la mauvaise fortune.

Écrivez-moi bientôt, mon cher Micaud. Croyez bien que le bruit qu'a fait mon nom et qu'il fera encore ne m'étourdit pas. Si je suis trempé, comme je l'ai écrit

quelque part, pour la protestation, je suis fait aussi pour l'amitié, et je sais ce que vaut l'obscurité.

Bonjour cordial et attachement sincère à Bergier et à votre frère. — J'espère qu'eux aussi ne douteront jamais de moi.

Faites-leur part de ma situation *intéressante*. Mes amitiés aussi à Maurice, si vous le voyez.

P.-J. PROUDHON.

Conciergerie, 19 mars 1851.

A M. MICAUD

Mon cher Micaud, et vous prétendez être le parfait modèle des amis, quand vous avouez vous-même que ma *politique* vous contriste le cœur ; — un ami qui se chagrine pour de la politique ! — Quand il ne faut pas moins que le coup de fouet du soupçon pour vous arracher à votre léthargie ! Que vous me disiez que vos souffrances, dont je suis régulièrement informé, vous empêchent d'écrire, je l'aurais compris : je ne souffre pas et je n'écris pas plus que vous ; mais deux ans entiers ! Mais ne pas répondre à ma lettre de faire part, quand vous êtes la troisième personne, sans plus, à qui j'aie cru devoir écrire au sujet de mon mariage ! Allons, cette malheureuse politique vous tourne la tête et le cœur : n'en parlons donc plus. Réservons cela pour quand je serai libre et que les événements vous auront enfin ouvert les yeux. Parce que notre pauvre république ne s'est pas montrée féconde en grands hommes, vous l'avez prise en grippe, ne voyant pas que c'est d'elle qu'il a été écrit : *Pater meus et mater mea dereliquerunt me, Dominus autem assumpsit me!* Matérialiste, homme aveugle ou sans foi, comment vous appelle-

rai-je? Eh! ce n'est pas Ledru-Rollin qui a fait ce que nous voyons : Ledru-Rollin, c'est un blagueur, et Barbès un rêveur. Je vous les abandonne. Ce qui a fait la République, c'est un conseil d'en haut, comme disait Bossuet; et vous pouvez en faire votre deuil, une république plantée par une telle main ne sera pas déracinée par un complot de dynastiques; ils y perdront et leur latin et leur argent : qu'ils prennent garde d'y perdre encore leur tête!...

J'avais toujours eu l'idée d'avoir un ménage, un nid à moi.

J'ai fait à la République le plus grand acte de foi qu'aucun homme ait jamais donné à sa patrie et à son prince; prisonnier, sans fortune, ayant en perspective un avenir des plus sombres, et, pour tout espoir, la haine, la haine atroce des réactionnaires et des révolutionnaires, j'ai fait la noce sous les verroux, j'ai dressé mon lit nuptial quand j'étais en puissance de geôlier. Il n'y a pas un de ces grands citoyens, dont le sansculottisme jaloux maudit ma franchise, qui ait le cœur d'en faire autant. Se marier en pleine révolution! Il leur suffit de maîtresses à cent sous l'heure. Épouser une ouvrière! Ils se réservent pour une plus haute fortune. Misérables! dont la vie entière n'est qu'un travail d'hypocrisie pour déguiser leur crapule et leur lâcheté. Eh bien! il ne sera pas dit que parmi ces révolutionnaires, dont les idées ébranlent le monde, il n'y avait pas un honnête homme. Il y a des dynasties qui étaient moins riches encore à leur origine, entendez-vous? Et si grand que soient devant la postérité les François Ier, les Henri IV, les Bonaparte et les Louis-Philippe, je ne voudrais pas encore, en ce qui regarde la conscience et la bonne foi, être mis en comparaison avec aucun d'eux.

J'ai une petite miochesse de quatre mois, qui menace d'être, vers dix-huit ans, un beau brin de fille. C'est potelé, c'est vif, c'est colère, cela a des yeux à la perdition de son âme.

Il est grandement question d'amnistie, ce qui veut dire que les braves réactionnaires qui depuis deux ans nous tourmentent, désespèrent de mettre quoi que ce soit à la place de la République. Si je suis mis en liberté, je tâcherai, l'été qui vient, d'aller passer une quinzaine au pays; j'en ai besoin pour secouer cette torpeur de prison, qui vous gagne l'âme après avoir affaibli le corps.

Quelques amis songent à me refaire un journal, ne voulant pas qu'une plume si hardie, si indomptable, si ferme envers et contre tous les hâbleurs, de quelque couleur qu'ils se peignent, demeure oisive et à demi-solde.

En attendant, je fais un gros livre de philosophie qui aura pour titre : *Pratique des révolutions*, et paraîtra sans doute courant mai ou juin prochain.

Voilà, mon cher Micaud, toutes les nouvelles que je puis vous donner de la politique, de mes espérances pour l'avenir et de mon ménage. — Je voudrais, tout résolu que je suis, que votre santé valût la mienne; je suis mortifié pour vous, et peiné pour moi, de voir que chez vous l'âme tue le corps, tandis que son rôle est de le soutenir. Ah! vous n'avez jamais été, même dans la politique, qu'un poète, et un poète élégiaque encore. Mais je n'ai pas entendu dire que Tibulle, Catulle, Parny ou André Chénier se laissassent mourir de chagrin et de mélancolie. Est-ce que vous prenez la vie au sérieux? Je ne m'étonne point alors que vous soyez mystifié.

Adieu, mon cher Micaud; vous êtes entouré d'amis, de soins, de livres, au milieu d'une belle nature; au lieu de vous lamenter, remerciez Dieu plutôt de chacun des jours qu'il vous donne. La philosophie, sachez-le bien, est de toutes les religions; les anciens Grecs, qui, dans leurs litanies, appelaient Jupiter *polyonyme*, nous enseignaient par là qu'au-dessus de toutes les opinions il y a la Sagesse, c'est-à-dire la *Prudence, la Justice et la Force*.

Donnez le bonjour de ma part à votre frère, que j'aimerai toujours ainsi que vous, à l'excellent M. Bergier, à M. Desprez et à Guillemin.

Je vous embrasse.

P.-J. PROUDHON.

Conciergerie, 7 août 1851.

A M. MICAUD

Mon cher Micaud, vous êtes toujours le même homme, réfutant une idée avant de l'avoir comprise, et vous prévalant des plus mesquines raisons contre d'invincibles réalités. Je pourrais vous rendre *ineric* pour *ineric*, *pitié* pour *pitié*, et j'en aurai cent fois plus de sujet que vous. A quoi cela me servirait-il ? Vous êtes inconvertible ; c'est chez vous parti pris de résister à toute innovation, parce que les novateurs sont presque toujours et presque tous des hommes de vertu et de capacité suspectes. Comme si aucune vérité de morale et de droit était jamais sortie d'ailleurs que des couches les plus infimes de la société ? Comme si le vice et la misère n'étaient pas la cause existante, souvent même les organes du bien. Comme si, dans l'ordre de la Providence, les classes conservatrices n'avaient pas été de tout temps condamnées à périr, malgré la supériorité de leurs mœurs et de leurs lumières, par cela seul qu'il y a derrière elles des classes misérables, ignorantes et dépravées ! Eh ! relisez-donc l'Évangile, et voyez ce que furent les premiers chrétiens. Lisez saint Cyprien, et voyez ce qu'étaient encore, au deuxième

siècle, les martyrs ! Faites-en donc votre deuil ; lancez, pendant que vous y êtes, vos anathèmes ; car je vous le dis, gens comme il faut, vous périrez.

Vous vous récriez sur la comparaison que je fais des budgets successifs de 1802 à 1859, et vous m'accusez, avec tous les *déclamateurs* du socialisme, d'ignorance. J'ai bien peur que ce ne soit votre prévention qu'il faille accuser d'être ignare. D'abord, cette comparaison, je l'ai empruntée aux écrivains les plus recommandables de votre parti ; si je me suis trompé, en tout cas, c'est d'après le dire de nos avocats. Vous savez que j'ai l'habitude de prendre toujours mes raisons chez mes adversaires. Laissez donc pour le moment les *réformateurs du jour*, qui n'ont rien à faire ici, et prenez-vous-en sans détour à moi.

Ai-je donc eu tort de faire cette comparaison, et serai-je tombé dans un piége ? Non ; et si la République, la Démocratie, le Socialisme, la Révolution, tout ce qui nie énergiquement le vieux régime monarchique constitutionnel et bourgeois, dont vous vous êtes fait une religion, n'avait pas le privilége de vous causer des attaques de nerfs, vous en conviendriez du premier coup.

N'est-il pas vrai, par exemple, que l'augmentation du budget, après comme avant la réunion des dépenses départementales de l'État, est, quant à la *progression moyenne*, identiquement la même ? Je vous défie de le nier. Or, cette seule observation met à néant toute votre critique ; elle prouve que nos auteurs et moi nous avons eu raison de mettre en une même série le budget de 1802 avec ceux de 1819, 1829, 1830 et 1848.

Mais ce n'est pas tout. Lorsque j'accuse la progression du budget, je n'oublie pas de le décomposer Ains

je fais voir, pour la dette publique, que, de 1814 à 1851, les intérêts se sont élevés de 63 à 271 millions, pour le budget de la guerre et de la marine réunies; que, de 1830 à 1848, le total s'en est élevé de 323 à 535 millions. Il en est ainsi de toutes les parties du budget, indépendamment des dépenses départementales qui n'y furent comprises que sous la Restauration. Est-ce vrai ou est-ce faux?...

On a *réuni*, dites-vous, des budgets auparavant distincts. Je ne veux pas rechercher si mes auteurs, qui sont tous de vos amis, ont eu soin de tenir compte dans leurs totaux des dépenses départementales; je n'en ai pas actuellement les moyens. Mais, précisément parce qu'on a réuni, parce qu'on a centralisé, on a créé de nouvelles fonctions, de nouvelles dépenses, et c'est justement ce dont je me plains. J'accuse la centralisation de pousser à une dépense toujours plus forte, parce qu'il est de sa nature d'embrasser toujours plus d'objets, de centraliser toujours d'avantage, de ramener à une autorité unique toutes les questions d'intérêt public, local et, privé. Que venez-vous donc me dire avec votre adjonction? Cette adjonction confirme mon raisonnement, et si nous sommes en différence, c'est tout au plus sur des chiffres. Vérifiez mon compte tant qu'il vous plaira, ôtez, ajoutez, transposez; je vous défie, encore une fois, de nier qu'il y ait dans ce que j'appelle dépenses d'État progression continue.

La progression est tellement continue, elle est si bien de nécessité gouvernementale, que, depuis la réunion des budgets dépatementaux, jadis de peu d'importance à celui de l'État, ce sont les dépenses communales qui ont en quelque sorte pris leur place; il n'y a pas de séance parlementaire où l'on ne dépose en moyenne

trois projets de loi pour autorisations d'emprunts demandées par des communes; l'autre jour, la ville de Paris s'est fait autoriser pour 50 millions.

Or, savez-vous ce qui va arriver? C'est que, si le régime actuel se soutient, les budgets communaux finiront comme les budgets départementaux par être réunis au budget de l'État; ce qui produira une première augmentation qu'il serait injuste d'accuser, puisqu'elle sera compensée par une radiation égale; mais ce qui n'empêchera pas chaque partie spéciale de cet immense budget de progresser toujours, comme nous le voyons, et qui causera même un surcroît de dépense, provenant de cette nouvelle centralisation.

Oui, je dis, j'affirme que le budget de l'État s'est progressivement accru depuis cinquante ans, non pas seulement de l'adjonction des budgets spéciaux de départements, mais de l'augmentation du personnel, du traitement et des divisions et subdivisions de service; j'affirme que cet accroissement a pour cause beaucoup moins les besoins de la société que le système employé pour y subvenir, tout comme j'affirme que l'accroissement des hypothèques a pour cause beaucoup moins les nécessités du crédit public que le prix auquel les monopoleurs du crédit le font payer.

Relèverai-je cette autre *ânerie* que vous me prêtez à propos des 32,500 fonctionnaires créés depuis 1830 et qui vous inspire cette question : Par quelle mécanique je prétends les remplacer? Eh! mon pauvre ami, prenez la peine de me lire jusqu'à la fin, et vous verrez que ce que je reproche au gouvernement, ce n'est pas de créer des fonctionnaires pour remplir ses fonctions; c'est précisément d'engendrer sans cesse de nouvelles fonctions, qui, appelant de nouveaux fonctionnaires

conduisent à de nouvelles dépenses. Certes, vos objections peuvent s'adresser aux amis du *Siècle* et du *National*, journaux bien pensants, je vous assure, quoique républicains, et qui n'ont garde de vouloir démolir le gouvernement; mais moi, qui ne veux pas du gouvernement, parce que la nécessité de gouverner, une fois le principe admis, est infinie, vos plaisanteries ne sauraient m'atteindre. Oui, oui, oui, si la société doit être ordonnée d'après le principe d'autorité, le régime actuel est irréprochable; bien loin de l'atténuer, il faut le renforcer encore, car il ne suffit point à sa tâche. Mais non, non, non, s'il n'est pas vrai que la société doive être *gouvernée* dans le sens qu'on donne à ce mot, et c'est parce que cela n'est pas vrai que la progression gouvernementale et budgétaire est absurde.

Mon cher Micaud, vous êtes honnête homme, vous êtes de bonne foi; vous n'êtes pas le seul de votre espèce dans le parti auquel vous vous attachez depuis plus de vingt ans. Eh bien! c'est là ce qui m'épouvante pour vous et vos pareils. Vous êtes aveugles, et, comme il suffit de la moindre inadvertance pour rendre fausses à vos yeux les vérités les plus certaines, vous vous endurcissez de plus en plus dans votre résistance, vous aggravez chaque jour votre condamnation. Ah! vous voulez une Révolution par la haine, par la colère, par la vengeance! Vous l'aurez! *Oculum pro oculo dentem pro dente*, vous paierez non-seulement le mal que vous nous aurez fait, mais tout le bien que vous auriez pu faire et que vous n'aurez pas fait, et l'indemnité que vous aurez à payer, réactionnaires, elle sera pesée avec l'épée de Brennus, et ce sera justice.

J'entends dire ici que vous, votre frère et son gen-

dre, vous êtes à la tête du parti réactionnaire bisontin et ses agents les plus actifs. Vous êtes cependant, jusqu'à certain point, les uns et les autres des fonctionnaires de la République et, partant, malgré votre vertu sans tache, infidèles à l'ordre que vous devriez défendre. Je sais bien que la République vous paraît si absurde, si calamiteuse que votre parti, le parti des *honnêtes gens*, vous semble si fondé en droit, si autorisé par la tradition et la nécessité; je sais que la coalition contre la République est si générale dans la région du pouvoir, lequel se croit si assuré du succès, que ce que vous faites en ce moment, loin de le regarder comme immoral, vous le prenez presque comme un acte d'obéissance à la loi divine, de dévouement à la chose publique. C'est ainsi que raisonnait la contre-révolution en 93, après les massacres de septembre, l'exécution de Louis XVI et l'expulsion des Girondins.

Eh bien ! la contre-révolution était traître à la patrie; et vous, Micaud, les sentiments que vous nourrissez avec tant de partialité et d'obstination, ces sentiments-là, vous dis-je, vous conduisent insensiblement à manquer à vos devoirs de citoyen et d'honnête homme, et tel est l'effet des mauvaises consciences, je veux dire des consciences faussées par le préjugé, que vous ne vous en apercevez pas.

Pour moi, rien ne me fera fléchir, ni l'ignorance et l'ingratitude populaire, ni les calomnies des tribuns, ni les torts de mon parti, ni mes propres maladresses. La cause que je défends est celle du pauvre; la question est nettement posée; eh bien ! j'y périrai ou je verrai la fin de tout ce que j'attaque et que vous soutenez. Cela n'est pas si solide qu'il vous semble ; la brèche est large déjà, et le travail fait depuis quatre ans me donne

lieu de croire qu'en quatre années encore le vieil édifice croulera par toute l'Europe. J'y ai voué ma vie; cet espoir me console, me soutient dans ma prison, et, quoi qu'il advienne de moi, je mourrai en paix et en joie. Je souhaite que chacun de ceux qui nous accusent et nous oppriment puisse se vanter à sa dernière heure d'une pareille tranquillité d'âme.

Nous nous reverrons, je l'espère, quelques jours après ces luttes brûlantes. Alors, vous me rendrez justice; mais alors aussi, je vous citerai ce mot du Christ ressuscité : *Beati qui non viderunt, et crediderunt!* La sanction du savoir est l'expérience, sans doute; mais le propre de l'esprit, c'est de prévoir avant l'expérience.

Je vous serre la main.

P.-J. PROUDHON.

FIN DU TOME SIXIÈME

TABLE DES MATIÈRES

1854

	Pages.
A M. Bergmann, 5 mars	5
A M. Charles Beslay, 29 mars	11
Id. 5 avril	13
A M. Bergmann, 9 avril	14
A M. Maurice La Châtre, 13 avril	19
A M. le docteur Cretin, 16 avril	23
Id. 7 mai	30
A M. Charles Beslay, 21 juin	34
A M. Charles Edmond, 9 juillet	36
A M. Langlois, 9 juillet	44
A M. Bergmann, 15 juillet	47
A M. Truche, 27 juillet	56
A M. E. de Girardin, 2 août	59
A M. Villiaumé, 10 août	61
A M. Bergmann, 1er septembre	62
A M. le docteur Maguet, sans date	64
Id. 17 septembre	66
Id. 22 septembre	69
Id. 2 octobre	71
A M. Suchet, 3 octobre	73
A M. Maurice, 17 octobre	77

Pages.

A M. Maurice, 5 décembre..... 278
A M. Charles Edmond, 6 décembre..... 281
Id. 12 décembre..... 283
A M. Micaud, 25 décembre..... 285
A M. Alfred Darimon, 27 décembre..... 288
A M. Charles Edmond, 30 décembre..... 291

Appendice.

1840

A M. Micaud, 6 avril..... 293

1841

A M. Micaud, 14 février..... 295
Id. 6 avril..... 298
Id. 18 juillet..... 303

1843

A M. Micaud, 4 mars..... 316
Id. 8 septembre..... 323

1844

A M. Micaud, 26 février..... 329
Id. 5 juin..... 335
Id. 27 juin..... 337
Id. 29 juin..... 339
Id. 16 octobre..... 342
Id. 22 décembre..... 346

1845

A M. Micaud, 7 novembre..... 351

Pages.

A M. Charles Edmond, 5 juin..... 180
Id. 14 juin..... 183
Id. 18 juin..... 185
Id. 29 juin..... 187
Id. 1er juillet..... 191
Id. 3 juillet..... 194
A M. Coignet, 6 juillet..... 199
Id. 6 juillet..... 202
A M. Guillemin, 12 juillet..... 204
A M. Charles Edmond, 15 juillet..... 209
Id. 17 juillet..... 211
Id. 19 juillet..... 212
A M. Boutteville, 19 juillet..... 214
A M. Gabriel ***, 22 juillet..... 215
A M. A. Mersen, 23 juillet..... 219
A M. le docteur Maguet, 27 juillet..... 225
A M. Charles Edmond, 31 juillet..... 228
Id. 15 août..... 230
A M. Truche, 2 septembre..... 236
A M. Boutteville, 5 septembre..... 240
A M. Maurice, 13 septembre..... 249
A M. Charles Edmond, 14 septembre..... 251
A M. le docteur Maguet, 16 septembre..... 253
A M. Charles Edmond, 20 septembre..... 256
Id. 29 septembre..... 258
A M. ***, 18 octobre..... 261
A M. Alfred Darimon, 19 octobre..... 263
A M. Charles Edmond, 20 octobre..... 264
A M. Alfred Darimon, 19 novembre..... 265
Id. 21 novembre..... 266
Id. 22 novembre..... 267
A M. Emile de Girardin, 29 novembre..... 269
A M. Alfred Darimon, 29 novembre..... 270
A M. Charles Edmond, 29 novembre..... 271
A M. Alfred Darimon, 30 novembre..... 277

UNIVERSITY OF MICHIGAN
3 9015 02046 9378